



Scaling Up  
**NUTRITION**

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

# Nourrir la planète et ses habitants

**Rapport d'avancement 2019 du Mouvement  
pour le renforcement de la nutrition (SUN)**



# 2019



## Le pouvoir du Mouvement SUN

Les 61 pays et 4 États indiens membres du Mouvement SUN partagent le même engagement : mettre « leurs égos et leurs logos » de côté, coordonner leurs efforts et œuvrer ensemble au renforcement de la nutrition au cours des 1 000 premiers jours décisifs de la vie d'un enfant, du début de la grossesse de sa mère à son deuxième anniversaire. Ils sont soutenus par plus de 3 000 organisations de la société civile, 600 entreprises, 5 organismes des Nations Unies ainsi qu'un large groupe de donateurs et de fondations à l'échelle internationale.

**Images :** Sauf indication contraire, toutes les images incluses dans ce rapport sont protégées par le droit d'auteur. Tous droits réservés : UNICEF

**Informations de publication :** Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN), 2019

Tous les contenus de ce rapport ont été préparés par le Secrétariat du Mouvement SUN avec le soutien de nombreux partenaires. Le Secrétariat du Mouvement SUN est soutenu par la Fondation Bill et Melinda Gates, le Canada, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et les États-Unis. Pour de plus amples informations, veuillez consulter : <https://scalingupnutrition.org/fr/promoteurs-du-mouvement-sun/secretariat-du-mouvement-sun/>

**Citation :** Rapport annuel d'avancement 2019 du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN). Genève.

**Conception, mise en page et production** par Phoenix Design Aid A/S, Danemark.

# Nourrir la planète et ses habitants

**Rapport d'avancement 2019 du Mouvement  
pour le renforcement de la nutrition (SUN)**

# Acronymes

<b>A&amp;T</b>	Alive & Thrive	<b>N4G</b>	Nutrition pour la croissance
<b>AFSeN-A</b>	Agenda pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afghanistan	<b>NIPN</b>	Plateformes nationales d'information sur la nutrition
<b>AGRF</b>	Forum sur la révolution verte en Afrique	<b>NNC</b>	Conseil national de la nutrition
<b>AMS</b>	Assemblée mondiale de la Santé	<b>NPAN</b>	Plan national d'action pour la nutrition
<b>ANJE</b>	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant	<b>ODD</b>	Objectifs de développement durable
<b>APD</b>	Aide publique au développement	<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail
<b>B2B</b>	Business 2 Business	<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé
<b>CAD-OCDE</b>	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques	<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>CATIE</b>	Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement supérieur	<b>ONGI</b>	Organisation non gouvernementale internationale
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	<b>ONU</b>	Nations Unies
<b>CSA</b>	Comité de la sécurité alimentaire mondiale	<b>OOAS</b>	Organisation ouest-africaine de la santé
<b>CSU</b>	Couverture sanitaire universelle	<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>DPE</b>	Développement de la petite enfance	<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial
<b>DWCD</b>	Ministère du Développement de la femme et de l'enfant	<b>PDDAA</b>	Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique
<b>EAPA FSN</b>	Alliance parlementaire de l'Afrique de l'Est pour la sécurité alimentaire et la nutrition	<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>ENN</b>	Emergency Nutrition Network	<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>FCAS</b>	Zones fragiles et touchées par un conflit	<b>PSNP</b>	Programme de filet de sécurité productif
<b>FIDA</b>	Fonds international de développement agricole	<b>R4D</b>	Results for Development
<b>GAIN</b>	Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition	<b>REACH</b>	Renforcement des efforts contre la faim de l'enfant et la sous-nutrition
<b>GFF</b>	Mécanisme de financement mondial	<b>REPASEN</b>	Réseau des parlementaires pour la sécurité nutritionnelle
<b>IFPRI</b>	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires	<b>RNM</b>	Rapport sur la nutrition mondiale
<b>IMAM</b>	Gestion intégrée de la malnutrition aiguë	<b>SAFANSI</b>	Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Asie du Sud
<b>MEAL</b>	Système de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage du Mouvement SUN	<b>SAN</b>	Sécurité alimentaire et nutritionnelle
<b>MNT</b>	Maladie non transmissible	<b>SESAN</b>	Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle
<b>MQSUN+</b>	Maximising the Quality of Scaling Up Nutrition Plus	<b>SMART</b>	Spécifique, mesurable, réalisable, réaliste et rapide
<b>MSNP</b>	Plan de nutrition multisectoriel	<b>SMS</b>	Secrétariat du Mouvement SUN
<b>MS-NPAN</b>	Plan national multisectoriel d'action sur la nutrition	<b>SOFI</b>	Rapport sur l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde
		<b>SUN</b>	Renforcement de la nutrition
		<b>TAN</b>	Assistance technique à la nutrition
		<b>UIP</b>	Union interparlementaire
		<b>UNN</b>	Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN
		<b>WASH</b>	Eau, assainissement et hygiène

# Table des matières

1. Introduction : Relever les défis de demain : le pouvoir transformateur de la nutrition, par Henrietta Fore, directrice générale de l'UNICEF .....	4
2. Messages clés .....	6
3. Naissance et évolution du Mouvement SUN : de 2010 à aujourd'hui .....	9
4. Positionnement des pays SUN par rapport aux objectifs nutritionnels mondiaux .....	10
5. Aperçu des progrès accomplis : comment les pays SUN, guidés par les objectifs stratégiques du Mouvement, sont en train de créer l'environnement nécessaire à une bonne nutrition .....	13
6. Accélérer la mise en œuvre d'actions et interventions spécifiques à la nutrition et sensibles à la nutrition .....	20
7. Le Mouvement SUN en quelques points forts .....	22
8. Autour du monde avec SUN : succès nutritionnels en 2018-2019 .....	24
• Afrique occidentale et centrale .....	26
• Afrique orientale et australe .....	30
• Asie occidentale et Asie centrale .....	32
• Asie du Sud, Asie du Sud-Est et Pacifique .....	34
• Amérique latine et Caraïbes .....	38
9. Témoignages : comment l'approche du Mouvement SUN aide les pays à avoir un impact .....	40
10. Accélérer l'impact sur la nutrition grâce au système de soutien international SUN .....	44
• Groupe principal et Comité exécutif du Mouvement SUN .....	44
• Secrétariat du Mouvement SUN .....	46
• Apprentissage et échanges au sein du Mouvement SUN .....	48
• Réseaux du Mouvement SUN .....	50
11. Coup de projecteur sur certains des partenaires du Mouvement SUN : comment nous travaillons ensemble pour renforcer la nutrition dans le monde .....	58
12. Pleins feux sur quatre domaines prioritaires du Mouvement SUN .....	64
• Mobiliser les parlementaires pour avoir un impact sur la nutrition .....	64
• Égalité hommes-femmes et autonomisation des femmes et des filles .....	67
• Intégrer la nutrition dans la couverture sanitaire universelle .....	68
• Mettre les systèmes alimentaires au service de la planète et de ses habitants .....	69
13. En route pour Katmandou : « Nourrir la planète et ses habitants » .....	72
14. Perspectives d'avenir : les étapes clés pour un monde où la malnutrition appartient au passé ..	73
15. Remarques de clôture : « Libérer le potentiel de la nutrition pour un avenir meilleur », par Gerda Verburg, Coordinatrice du Mouvement SUN .....	74
16. Présentation des profils des pays SUN .....	78
17. Profils des pays SUN .....	80
18. Annexes .....	141



AVANT-PROPOS

# Relever les défis de demain :

## le pouvoir transformateur de la nutrition

« le Mouvement  
SUN nous rassemble  
autour d'une  
ambition collective :  
celle d'éliminer  
toutes les formes de  
malnutrition.

Le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) est unique en son genre. Composé de 61 pays et de quatre États indiens, le Mouvement SUN nous rassemble autour d'une ambition collective : celle d'éliminer toutes les formes de malnutrition. Ensemble, nous favorisons l'avènement d'un monde qui protège et garantit le droit de chaque enfant à une alimentation et à une nutrition adéquates ; un monde dans lequel une bonne nutrition est la pierre angulaire de la santé physique et mentale de chacun, de notre avenir commun et de celui de notre planète.

Le Mouvement SUN rassemble les différents secteurs et systèmes nécessaires pour transformer les analyses scientifiques en politiques, stratégies, programmes et mesures qui font évoluer notre manière d'améliorer la nutrition pour les enfants, les jeunes et les sociétés. Et le Mouvement SUN n'en a pas fini de grandir. En 2019, le **Honduras** est devenu le 61<sup>e</sup> pays membre du Mouvement SUN et le **Madhya Pradesh** est devenu le quatrième État indien à adhérer.

De nombreux pays SUN avancent dans la bonne direction, en améliorant la nutrition grâce à des programmes de nutrition multisectoriels à la fois efficaces et durables. Des plateformes multi-acteurs actives sont désormais en place dans 55 pays SUN, ce qui contribue à la mise en place d'un cadre propice à l'essor d'une bonne nutrition. Pour autant, seulement onze pays SUN sont en bonne voie pour atteindre la cible fixée par l'Assemblée mondiale de la Santé visant à réduire de 40 % d'ici à 2025 le nombre d'enfants atteints de retard de croissance. Cette réalité nous concerne tous et nous appelle à renforcer notre soutien à l'action au niveau des pays : nous devons faire plus, mieux et plus vite.



Les défis sont complexes et tenaces, cela ne fait aucun doute. Plus de 820 millions de personnes souffrent toujours de la faim sur notre planète et un enfant sur cinq de moins de 5 ans (soit 149 millions d'enfants) est atteint de retard de croissance et privé de la chance d'atteindre son plein potentiel de développement. Dans le même temps, la prévalence du surpoids et de l'obésité progresse dans toutes les régions. Un mauvais régime alimentaire demeure le principal facteur de risque de mortalité dans le monde entier et globalement, près de la moitié des décès d'enfants sont dus à la malnutrition. Cette situation est inacceptable : un seul enfant souffrant de malnutrition est un enfant de trop.

**Il est temps de voir les choses en grand pour l'avenir du Mouvement SUN.**

Alors que le Mouvement SUN amorce sa troisième phase (2021-2025), il nous faut un mouvement à la hauteur de ses ambitions, doté d'un programme universel de lutte contre toutes les formes de malnutrition, partout dans le monde. Il nous faut rallier à notre cause tous les pays où la malnutrition, sous toutes ses formes, entrave le potentiel des enfants et celui de la société dans laquelle ils vivent. La malnutrition est un enjeu universel qui nous concerne tous et nous devons, ensemble, apprendre les uns des autres et trouver les solutions qui s'imposent.

Des étapes importantes vont jalonner la réalisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et il appartient à chaque pays, à chaque organisation et à chaque partie prenante d'accroître son impact. Pour ce faire, il est impératif d'adopter une approche systémique face à la malnutrition et de renforcer la

capacité des systèmes alimentaires nationaux, des systèmes de santé et des systèmes de protection sociale, à fournir un régime alimentaire nutritif, sûr, abordable et durable aux enfants, aux jeunes et à la société entière, en toutes circonstances, y compris dans les situations de chocs liés au changement climatique et aux crises humanitaires.

Le Rassemblement Mondial du Mouvement SUN incitera cette année chaque partie prenante à prendre des mesures audacieuses et ambitieuses dans la perspective du Sommet sur la nutrition pour la croissance qui se tiendra à Tokyo fin 2020. Nous portons tous la responsabilité de respecter nos engagements et de faire en sorte qu'ils se traduisent en impact concret. Des enfants, des jeunes et leurs familles partout dans le monde comptent sur nous.

**Henrietta Fore**

Directrice générale de l'UNICEF et présidente du Groupe principal du Mouvement SUN



# Messages

## clés :

Le Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition est une initiative multinationale menée par 61 pays et 4 États indiens. Placé sous la responsabilité des gouvernements, le mouvement repose sur l'idée que les facteurs sous-jacents à la nutrition sont interconnectés et qu'il est donc essentiel de mobiliser tous les acteurs concernés si l'on souhaite obtenir des résultats à grande échelle.

- Fort de ses 9 années d'existence, le Mouvement SUN et ses pays membres peuvent compter sur le soutien de milliers de parties prenantes, notamment un **Réseau de la société civile** regroupant près de 3 000 organisations, un **Réseau du secteur privé SUN** regroupant 600 petites, moyennes et grandes entreprises, 5 agences onusiennes représentant le **Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN** et un groupe de donateurs et de fondations internationales qui constitue le **Réseau des donateurs SUN**.
- En 2019, le Mouvement SUN accueillait son 61<sup>e</sup> pays membre, le **Honduras**, ainsi que le **Madhya Pradesh** qui est le 4<sup>e</sup> État indien à adhérer.

**Nous nous trouvons à un moment charnière pour l'avenir du Mouvement SUN et la réalisation de l'agenda mondial en faveur de la nutrition.**

- Un **examen à mi-parcours**, permettant un bilan intermédiaire de la Stratégie du Mouvement SUN 2016-2020, a été réalisé en 2018 et a pu mettre en évidence la créativité, l'énergie et la détermination du Mouvement. Un **examen stratégique a été lancé** début 2019 pour guider la prochaine phase du Mouvement SUN (2021-2025).
- Très prochainement, les membres du Mouvement SUN se réuniront au Népal (novembre 2019) pour son événement phare : le **Rassemblement Mondial du Mouvement SUN**. En 2020, le Mouvement SUN **fêtera son 10<sup>e</sup> anniversaire**, les pays SUN prendront des **engagements SMART lors du Sommet Nutrition pour la croissance de Tokyo** et nous **entamerons, ensemble, une décennie de réalisations**, puisqu'il restera 10 ans pour atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.



Sans adéquation et investissements soutenus en bonne nutrition, les ODD ne seront pas réalisés.



« Le Bangladesh, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Salvador, l'Eswatini, le Ghana, le Kenya, le Kirghizstan, le Libéria, le Pérou et le Tadjikistan sont en passe d'atteindre les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé en matière de lutte contre le retard de croissance.

**Nous devons consolider les gains obtenus dans la lutte contre la faim et la malnutrition. Ceci exige une transformation systémique, sous l'impulsion des gouvernements.**

Les gouvernements devront faire preuve d'un engagement sans faille et prendre des mesures plus audacieuses encore pour que les progrès se poursuivent et pour assurer un changement structurel et durable dans la manière d'aborder les questions de nutrition.

- Globalement, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans connaît un recul constant dans le monde, passant de 171 millions d'enfants en 2010 à 149 millions en 2018. Cependant, les taux de surpoids et d'obésité continuent de progresser dans toutes les régions.<sup>1</sup>
- Sur l'ensemble des 61 pays SUN, **près de 95 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance**, tandis que **l'émaciation touche en 2018 près de 24 millions d'enfants dans la même tranche d'âge**.
- **De nombreux pays SUN sont en voie d'amélioration** sur les questions de nutrition infantile grâce à des programmes nutritionnels multisectoriels efficaces et durables.

- **Les pays d'Afrique et d'Asie demeurent toutefois les plus touchés** par la malnutrition infantile, quelle qu'en soit la forme.
- D'énormes progrès ont été réalisés en Asie puisque le nombre d'enfants présentant un retard de croissance est passé de 134,7 millions à 81,7 millions entre 2000 et 2018.
- En 2018, on estimait à 37,4 millions le nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance dans **les 14 pays asiatiques du Mouvement SUN**.
- L'Afrique reste la **seule région dans laquelle le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance a augmenté**, sur la base des tendances mondiales, passant de 50,3 millions en 2000 à 58,8 millions en 2018. On estime qu'en 2018, les pays africains du Mouvement SUN comptaient 55,1 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance.<sup>2</sup>

**Les pays membres, partenaires et parties prenantes du Mouvement SUN ajustent leurs comportements afin de mettre un terme à la fragmentation, laisser de côté leurs égos et leurs logos, et collaborer avec les gouvernements dans le but de mener une transformation ambitieuse de la nutrition. Les pays SUN peuvent se targuer de nombreux accomplissements en 2019.**

- **58 pays SUN** ont répondu à l'évaluation annuelle de 2019, un outil unique qui permet aux pays de prendre acte des progrès accomplis, de recenser les défis à relever, d'en trouver des solutions et de définir la marche à suivre pour l'avenir.
- **55 pays SUN** disposent d'une **plateforme multi-acteurs active au niveau national**.
- **42 pays** œuvrent également à l'**échelle décentralisée**, en soutenant des actions intersectorielles (agriculture, eau et assainissement, santé, protection sociale).
- **42 pays** disposent d'un **plan national de nutrition** (également appelé cadre commun de résultats) qui réunit les différents secteurs et les parties prenantes dans une approche transgouvernementale afin de lutter contre la malnutrition. **9 autres pays** sont en train d'**élaborer ou d'actualiser** leurs propres plans.

<sup>1</sup> Rapport de 2019 de la FAO sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. <http://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/en/>

<sup>2</sup> Les données incluses dans cette liste sont issues de : l'UNICEF, de l'OMS, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale. Niveaux et tendances de la malnutrition infantile : principales conclusions de l'édition 2019 des estimations communes concernant la malnutrition infantile. Genève : Organisation mondiale de la santé, 2019. <https://data.unicef.org/resources/ime/>

- **36 pays** ont élaboré des plans d'action pour atteindre les objectifs établis dans leurs cadres communs de résultats. **30** disposent d'un cadre de suivi et d'évaluation, et **12** sont en train d'en élaborer un.<sup>3</sup>
- **44 pays SUN** ont incorporé au moins une des cibles nutritionnelles de l'Assemblée mondiale de la Santé à leurs politiques ou stratégies nationales pour la nutrition.<sup>4</sup>
- **51 pays assurent le suivi des allocations financières publiques** attribuées à la nutrition.<sup>5</sup>

**Les pays SUN ont engagé d'importants dialogues sur les systèmes alimentaires capables de nourrir la planète et ses habitants, et sur le genre et la diversité, et ils sont désormais prêts à évoluer et à mettre en œuvre des stratégies efficaces dans leurs pays.**

- Seule une couverture de santé universelle (CSU) permettra d'éradiquer la malnutrition.
- Si les systèmes alimentaires sont en mesure de favoriser la santé humaine et de promouvoir la protection environnementale, ces mêmes systèmes en sont les principaux ennemis.
- La promotion de l'inclusion de la diversité, l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes et des filles figurent au cœur de l'action du Mouvement SUN pour qu'il n'y ait pas de laissés-pour-compte.

**En préparation du sommet de Tokyo de 2020, « Nutrition pour la croissance », et dans le cadre de la troisième phase du Mouvement SUN, tous les pays SUN ainsi que les parties prenantes et les partenaires sont invités à prendre des engagements SMART pour relancer leur ambition et ouvrir une nouvelle ère pour la nutrition.**

- Les pays membres du Mouvement SUN sont prêts à prendre des engagements audacieux, ambitieux et mesurables qui permettront d'éradiquer partout la malnutrition sous toutes ses formes.
- Le **Rassemblement Mondial SUN** (novembre 2019) sera une occasion unique pour les pays SUN de revenir sur les progrès accomplis, et de trouver les mesures qui s'imposent pour **provoquer le changement structurel nécessaire à des résultats durables**. Événement phare du Mouvement, il constitue un moment clé de préparation avant le **sommet de Tokyo en 2020 et une étape importante avant la 3e phase du Mouvement SUN (2021-2025)**.
- Le **Sommet sur la nutrition pour la croissance (N4G)** de décembre 2020 sera organisé sous l'égide du **gouvernement du Japon**. Il s'agira d'une **occasion inédite de faire évoluer la réponse internationale au défi planétaire mondial que représente la malnutrition**.

<sup>3</sup> D'après un bilan des politiques/stratégies nationales en matière de nutrition utilisant le système MEAL dans le cadre du projet TAN de Nutrition International (réalisé en mars/avril 2019).

<sup>4</sup> D'après des données tirées du système MEAL de SUN, 2019

<sup>5</sup> D'après les données fournies par les pays SUN par l'intermédiaire de l'évaluation conjointe annuelle du Mouvement SUN réalisée en ligne, 2018-2019





# Évolution du Mouvement SUN : de 2010 à aujourd'hui

**Le Mouvement SUN a vu le jour à la suite d'une prise de conscience collective de l'échec du système international en matière de lutte contre la sous-nutrition**, à l'origine de presque la moitié des décès d'enfants de moins de cinq ans.<sup>6</sup> Les éléments prouvant que les retards de croissance sont irréversibles et compromettent gravement le développement des enfants et, par conséquent, la prospérité économique et la stabilité des pays, ont constitué la base d'un ralliement politique. La [série du Lancet de 2008 consacrée à la sous-nutrition maternelle et infantile](#) a incité les parties prenantes à agir sur la base de preuves scientifiques, le [Consensus de Copenhague](#) leur a donné un impératif économique et le rapport [Renforcement de la nutrition : un cadre d'action](#) a mis en lumière un plan d'action multi-acteurs appelant à une collaboration sans précédent pour des résultats à grande échelle.

**Lancé en 2010 par le Secrétaire général de l'ONU, le Mouvement SUN est dirigé par des gouvernements et fondé sur l'analyse des faits. Il rassemble aujourd'hui 61 pays et quatre États indiens soutenus par les quatre réseaux SUN.** Ceux-ci s'engagent à mettre « leurs égos et leurs logos » de côté, à coordonner leurs efforts et à œuvrer ensemble au renforcement de la nutrition au cours des 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant, fenêtre décisive allant du début de la grossesse de sa mère à son deuxième anniversaire. Le Sommet sur la nutrition pour la croissance de 2013 et le Sommet sur la nutrition de Milan de 2017 ont été à l'origine de l'engagement politique et financier de la communauté internationale en faveur de la nutrition. Le **Sommet sur la nutrition de Tokyo 2020 est dans cette lignée, une occasion unique d'inaugurer une nouvelle ère pour la nutrition.**

**Les pays du Mouvement SUN s'efforcent d'éliminer les barrières entre les secteurs et les parties prenantes et d'élaborer une approche systémique de la nutrition.** L'accent est mis sur l'intensification des interventions de prévention et de traitement de la sous-nutrition rentables et basées sur des données factuelles. Chaque dollar investi dans des programmes de nutrition ayant fait leurs preuves génère des bénéfices à hauteur de 16 dollars.<sup>7</sup> Les parties prenantes adoptent une approche multisectorielle en intégrant la nutrition dans les secteurs connexes et en se servant des indicateurs de nutrition comme l'une des principales mesures des progrès globaux réalisés dans les domaines de

l'agriculture, de la protection sociale et de la santé, jusqu'à des questions transversales telles que l'égalité hommes-femmes et la gouvernance. Les plans nationaux de nutrition doivent être élaborés par les pays eux-mêmes et reposer sur les ambitions, besoins et capacités de ces derniers.

**Les pays du Mouvement SUN font avancer à grands pas l'appropriation des enjeux nutritionnels dans les hautes sphères du pouvoir politique.** L'engagement politique au plus haut niveau est essentiel pour une approche d'ensemble du gouvernement. Les points focaux SUN sont ainsi placés stratégiquement au sein des gouvernements. Par ailleurs, les investissements nationaux constituant la véritable mesure de l'engagement politique et de l'appropriation du sujet par les gouvernements, les Ministres des finances, les parlements et la société civile sont des rouages clés du dispositif SUN permettant de garantir un financement accru et plus efficace de la nutrition et une obligation de rendre compte des progrès accomplis.

**A l'aune du changement climatique et l'Agenda pour le développement durable à l'horizon 2030, qui se rapproche de sa décennie de clôture, chaque partie prenante doit et peut mieux faire.** Il est crucial que les pays s'approprient pleinement l'enjeu de la nutrition, sous la houlette des gouvernements et avec le soutien des parties prenantes, et défendent une convergence, un alignement et une responsabilisation de tous les acteurs afin d'obtenir un impact maximum.

**La nutrition doit être explicitement intégrée dans les initiatives internationales et nationales** relatives à la lutte contre le changement climatique, à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, à l'eau et à l'assainissement, à l'égalité hommes-femmes, à la protection sociale ainsi qu'à la couverture sanitaire universelle, afin de réduire la fragmentation et de garantir une situation avantageuse pour tous.

**Le Groupe principal du Mouvement SUN, le Comité exécutif, le Secrétariat et les quatre réseaux aident et guident les pays dans leur objectif d'accroître l'impact et d'améliorer les résultats obtenus. Les Principes d'engagement du Mouvement SUN fixent la ligne de conduite à suivre pour relever les défis à venir,** et exigent de tout un chacun qu'il montre ce qui sera fait **différemment** et **en sus** afin d'éradiquer toutes les formes de malnutrition.

<sup>6</sup> (Référence : Black R., Victora, C., Walker, S., Bhutta, Z., Christian, P., de Onis, M., Ezzati, M., Grantham-McGregor, S., Katz, J., Martorell, R. et Uauy, R. (2013). Sous-nutrition maternelle et infantile et surpoids dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. *The Lancet*, 382(9890), p.427-451.

<sup>7</sup> Référence : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (2016). Rapport sur la nutrition mondiale 2016 : des promesses aux impacts : éliminer la malnutrition d'ici 2030. Washington, DC. [en ligne] Disponible en ligne sur : <https://www.ifpri.org/cdmref/pi5738coll2/id/130681/filename/130892.pdf> [Consulté le 15 juin 2016].



# Comment les pays SUN

## se positionnent par rapport aux objectifs nutritionnels mondiaux

« De même, 149 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance à travers le monde

L'amélioration de la nutrition est indispensable à la réalisation des Objectifs de développement durable, qui sont la trame d'un avenir meilleur pour tous. Les gouvernements devront faire preuve d'un engagement sans faille et prendre des mesures encore plus audacieuses pour que ces progrès continuent, pour assurer les changements structurels et la durabilité du programme de nutrition.

Le récent rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2019 nous rappelle brutalement que nous sommes loin d'avoir réglé le problème de la faim et d'avoir atteint les cibles mondiales pour 2030 en matière de nutrition. Il indique en effet que plus de 820 millions de personnes (soit 1 sur 9) souffrent encore de la faim. De même, 149 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance à travers le monde, tandis que les taux de surpoids et d'obésité continuent de progresser dans toutes les régions.

Une lueur d'espoir dans ce tableau noir : la prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans est en baisse. Des progrès plus rapides s'imposent toutefois :

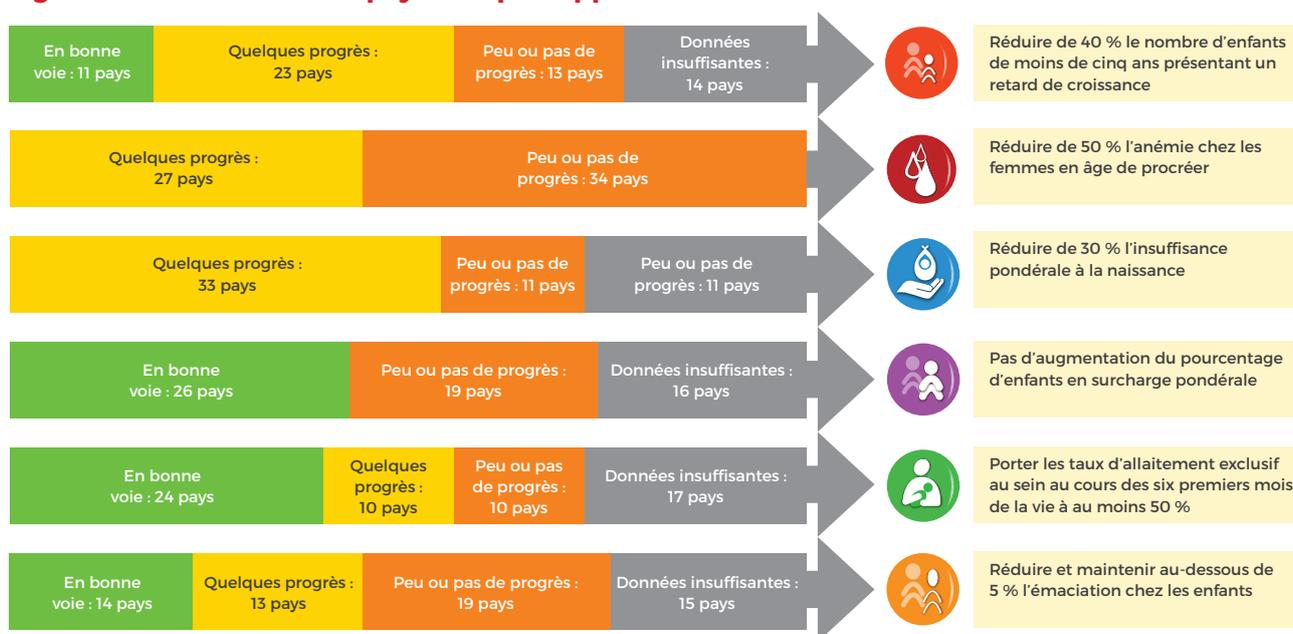
- Sur l'ensemble des 61 pays SUN, **près de 95 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance**, tandis que l'émaciation touchait en 2018 près de 24 millions d'enfants dans la même tranche d'âge.
- Sur les 10,6 millions d'enfants de moins de 5 ans en surpoids, 5,1 millions vivent dans les pays SUN de l'Asie du Sud et de l'Est et 4,8 millions dans les pays SUN d'Afrique subsaharienne.
- **De nouvelles estimations** en 2019 **de la prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance** dans 44 pays SUN révèlent que **près de 4,7 millions de bébés sont nés avec une insuffisance pondérale à la naissance en 2015**, soit 14 % du total des naissances vivantes.

- **Les pays des régions d’Afrique et d’Asie, où se trouvent la plupart des pays SUN, demeurent les plus touchés** par la malnutrition infantile, quelle qu’en soit la forme.
- D’immenses progrès ont été réalisés en Asie puisque le nombre d’enfants présentant un retard de croissance a diminué, passant de 134,7 millions à 81,7 millions entre 2000 et 2018 dans l’ensemble de la région. **En 2018, on estimait à 37,4 millions le nombre d’enfants de moins de 5 ans souffrant d’un retard de croissance dans les pays asiatiques du Mouvement SUN.**
- L’Afrique reste la **seule région dans laquelle le nombre d’enfants souffrant d’un retard de croissance a augmenté**, passant de 50,3 millions en 2000 à 58,8 millions en 2018. En 2018, les pays africains du Mouvement SUN avaient environ 55,1 millions d’enfants de moins de 5 ans affichant un retard de croissance.<sup>8</sup>
- Des progrès plus remarquables en matière de réduction des retards de croissance ont toutefois été enregistrés en Amérique latine et aux Caraïbes. Ces régions ont en effet divisé par deux le nombre d’enfants de moins de 5 ans souffrant d’un retard de croissance, qui est passé de 9,6 millions à 4,8 millions entre 2000 et 2018. Toutefois, le pourcentage d’enfants de moins de 5 ans en surpoids est passé de 6,6 % à 7,5 %.
- Les taux d’allaitement exclusif dépassent 50 % dans 26 pays SUN. En moyenne, 45 % des nourrissons âgés de 0 à 5 mois sont nourris exclusivement au sein dans les 61 pays du Mouvement SUN.
- Par ailleurs, plus d’**un tiers (38 %) des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans dans les pays SUN souffrent d’anémie.**
- La prévalence du **surpoids et de l’obésité chez les adultes** est de 40 % chez les femmes et de 26 % chez les hommes dans les pays du Mouvement SUN. Le fardeau des maladies non transmissibles (MNT) s’allourdit également : environ 8 % des adultes sont atteints de diabète et 27 % souffrent d’hypertension dans les pays SUN.

### 11 pays SUN sont en passe d’atteindre les cibles de l’Assemblée mondiale de la Santé en matière de retard de croissance

Les États membres de l’OMS ont approuvé les cibles de l’Assemblée mondiale de la Santé en matière de nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant (2030) fixées pour améliorer la nutrition, et qui sont essentielles pour déterminer les domaines d’action prioritaires et faciliter un changement à l’échelle mondiale. Ces cibles représentent une étape importante pour les pays SUN qui souhaitent atteindre les Objectifs de développement durable d’ici à 2030.

**Figure 1 : État des lieux des pays SUN par rapport aux cibles de l’Assemblée mondiale de la Santé<sup>9</sup> :**



<sup>8</sup> Les données incluses dans cette liste sont issues de : l’UNICEF, de l’OMS, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale. Niveaux et tendances de la malnutrition infantile : principales conclusions de l’édition 2019 des estimations communes concernant la malnutrition infantile. Genève : Organisation mondiale de la Santé, 2019. <https://data.unicef.org/resources/ime/>

<sup>9</sup> UNICEF/OMS/Groupe de la Banque mondiale : Estimations conjointes de la malnutrition infantile, bases de données mondiales de l’UNICEF : Alimentation du nourrisson et du jeune enfant, estimations conjointes UNICEF/OMS de l’insuffisance pondérale à la naissance. Observatoire mondial de la santé de l’OMS.



Les pays SUN progressent dans la réalisation des objectifs nutritionnels mondiaux (voir Figure 1). Ces progrès s'observent au nombre de pays SUN qui sont en « bonne voie » de réaliser les objectifs mondiaux, et dans le nombre accru de pays disposant maintenant de données suffisantes pour commencer à faire le suivi des progrès (facteur également essentiel pour atteindre ces objectifs).

- **L'Eswatini, le Ghana, le Kenya et le Pérou sont tous « en bonne voie »** de réaliser les 3 cibles en matière de croissance de l'enfant (retard de croissance, émaciation et surpoids).
- **La moitié des pays SUN** sont « en bonne voie » d'atteindre au moins l'un des objectifs de croissance de l'enfant (retard de croissance, émaciation et surpoids).
- **24 pays SUN sont également « en bonne voie » d'atteindre l'objectif d'allaitement maternel exclusif, plus de 2/3 des pays SUN** sont « en bonne voie » d'atteindre au moins un objectif de croissance des enfants (retard de croissance, émaciation, surpoids + allaitement maternel exclusif).
- **Un plus grand nombre de pays SUN** compte désormais sur suffisamment de données pour commencer à effectuer le suivi de leurs progrès : soit 10 pays supplémentaires en 2019 (par rapport à 2017). La disponibilité des données pour ces cibles mondiales aide non seulement à décrire les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de nutrition, mais constitue aussi un élément essentiel pour les atteindre.
- **Sur la base de nouvelles estimations de la prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance, 33** des 44 pays SUN ayant des données disponibles sont en progression, mais aucun pays SUN n'est actuellement en passe d'atteindre cet objectif mondial. Dans l'ensemble du Mouvement SUN, les données sur le poids à la naissance ne sont pas disponibles pour plus du tiers (39 %) des nouveau-nés.
- Aucun des pays SUN n'est actuellement en passe d'atteindre ces objectifs (anémie, obésité, diabète), et il reste donc **urgent également de hiérarchiser les actions visant à atteindre ces objectifs.**

**Si de nombreux pays SUN vont dans le sens d'une amélioration** de la nutrition infantile grâce à des programmes nutritionnels multisectoriels efficaces et durables, ces derniers doivent être mis en œuvre plus rapidement et plus efficacement.



# Aperçu des progrès accomplis :

## Comment les pays SUN, guidés par les objectifs stratégiques du Mouvement, sont en train de créer l'environnement nécessaire à une bonne nutrition

En 2019, 58 pays SUN se sont réunis pour l'évaluation annuelle conjointe du Mouvement SUN, qui donne un aperçu de l'action au niveau des pays et les invite à **célébrer les progrès accomplis, à discuter des difficultés rencontrées et à préparer l'avenir**. Une fois par an, les acteurs se réunissent dans le pays pour réfléchir aux progrès accomplis dans l'**adaptation de leurs comportements pour atteindre les quatre objectifs stratégiques de la Stratégie et de la feuille de route du Mouvement SUN 2016-2020**, et dans la création d'un environnement propice à une bonne nutrition.

Ce **processus annuel de réflexion et d'établissement des priorités est spécifique au Mouvement SUN**. Les données recueillies donnent une idée **des transformations institutionnelles qui permettent aux agents du changement de la nutrition d'apporter des contributions et une action mesurables**, en agissant ensemble.

## Messages clés :

Dans l'ensemble du Mouvement, les pays SUN :

- formalisent de plus en plus les plateformes multi-acteurs ;
  - obtiennent de plus en plus un engagement et un soutien politiques de haut niveau ;
  - font s'engager davantage de secteurs et de parties prenantes pour développer et renforcer les actions de nutrition ;
  - travaillent de plus en plus au niveau décentralisé ;
  - renforcent les cadres politiques et juridiques nécessaires à une bonne nutrition ;
  - choisissent des leaders et des ambassadeurs de la nutrition afin de plaider pour une bonne nutrition.
- Cependant, l'accroissement, l'harmonisation et les décaissements de fonds en faveur de la nutrition restent un problème majeur dans de nombreux pays SUN.**

« Ce que le Mouvement SUN essaie de faire [...] représente une **approche assez innovante** dans le domaine du développement international, et c'est probablement l'un **des exemples les plus complexes et les plus ambitieux** de ce type de **partenariats**. Elle repose sur une **compréhension** de l'interdépendance des **facteurs sous-jacents à la malnutrition** et sur la **nécessité**, par conséquent, de réunir les acteurs de l'ensemble de la société pour qu'ils essaient ensemble d'y mettre un terme.

[Examen à mi-parcours. Mouvement SUN](#) <sup>10</sup>

<sup>10</sup> Rapport de l'examen à mi-parcours du Mouvement SUN (2019) [https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2019/03/SUN-MTR-Final-Report-2019\\_external-1.pdf](https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2019/03/SUN-MTR-Final-Report-2019_external-1.pdf)

# Les progrès constatés dans l'évaluation conjointe du Mouvement SUN en 2019

Pour la période 2018-2019, des pays SUN<sup>11</sup> ont transmis des notes pour les 20 marqueurs de progrès inclus dans l'évaluation conjointe (cinq marqueurs de progrès pour chacun des quatre processus SUN)<sup>12</sup>.

- Globalement, la plupart des pays indiquent que ces processus de changements de comportement sont en cours (barres jaunes), presque achevés (barres bleues) ou achevés (barres vertes) pour tous les marqueurs de progrès.

- En ce qui concerne les processus « rassembler les parties prenantes » (processus 1) et « garantir un cadre politique et juridique cohérent » (processus 2), plus de la moitié des pays SUN ont mené à bien, ou presque, tous les changements de comportement décrits.
- Des progrès plus lents sont observés dans l'évolution des comportements liés au processus 3 (aligner les actions sur des résultats communs) et au processus 4 (suivi financier et mobilisation des ressources).

11 Pour la période 2018-2019, seuls 14 pays sur 56 ont transmis des notes pour les vingt marqueurs de progrès. Ce chiffre n'inclut pas l'Éthiopie ou le Nigéria.

12 Les pays SUN s'attribuent des notes sur un ensemble de marqueurs de progrès qui illustrent les résultats comportementaux attendus des différentes parties prenantes. Les parties prenantes notent les résultats obtenus pour chaque marqueur en utilisant une échelle sur cinq points allant de 0 (changement de comportement non engagé) à 5 (changement de comportement terminé).

13 Vous trouverez de plus amples informations sur les processus et marqueurs de progrès pour les rapports d'évaluation conjointe des pays SUN sur la page suivante : [https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2019/04/SUN-JAExplanatory-Note\\_ENG.pdf](https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2019/04/SUN-JAExplanatory-Note_ENG.pdf)

**Figure 2 : Progrès accomplis en 2019 au sein du Mouvement SUN : Évaluations conjointes de 56 pays<sup>13</sup>**

## PROCESSUS 1

- MP 1.1 : Choisir/élaborer des mécanismes de coordination au niveau national
- MP 1.2 : Coordonner en interne et faire participer d'autres acteurs pour accroître son influence
- MP 1.3 : Contribuer/S'engager au sein de la plateforme multi-acteurs
- MP 1.4 : Suivre, rédiger des rapports et mener une réflexion sur les contributions et réalisations
- MP 1.5 : Soutenir la portée politique de la plateforme multi-acteurs

## PROCESSUS 2

- MP 2.1 : Analyser en permanence les politiques et législations pertinentes pour la nutrition
- MP 2.2 : S'engager en permanence dans le plaidoyer pour influencer les cadres politiques et juridiques
- MP 2.3 : Élaborer ou actualiser des politiques et des cadres juridiques cohérents par le biais d'efforts coordonnés
- MP 2.4 : Rendre opérationnels/faire respecter les cadres juridiques
- MP 2.5 : Mener un suivi et rédiger des rapports pour comprendre et maintenir les effets de la politique et de la législation

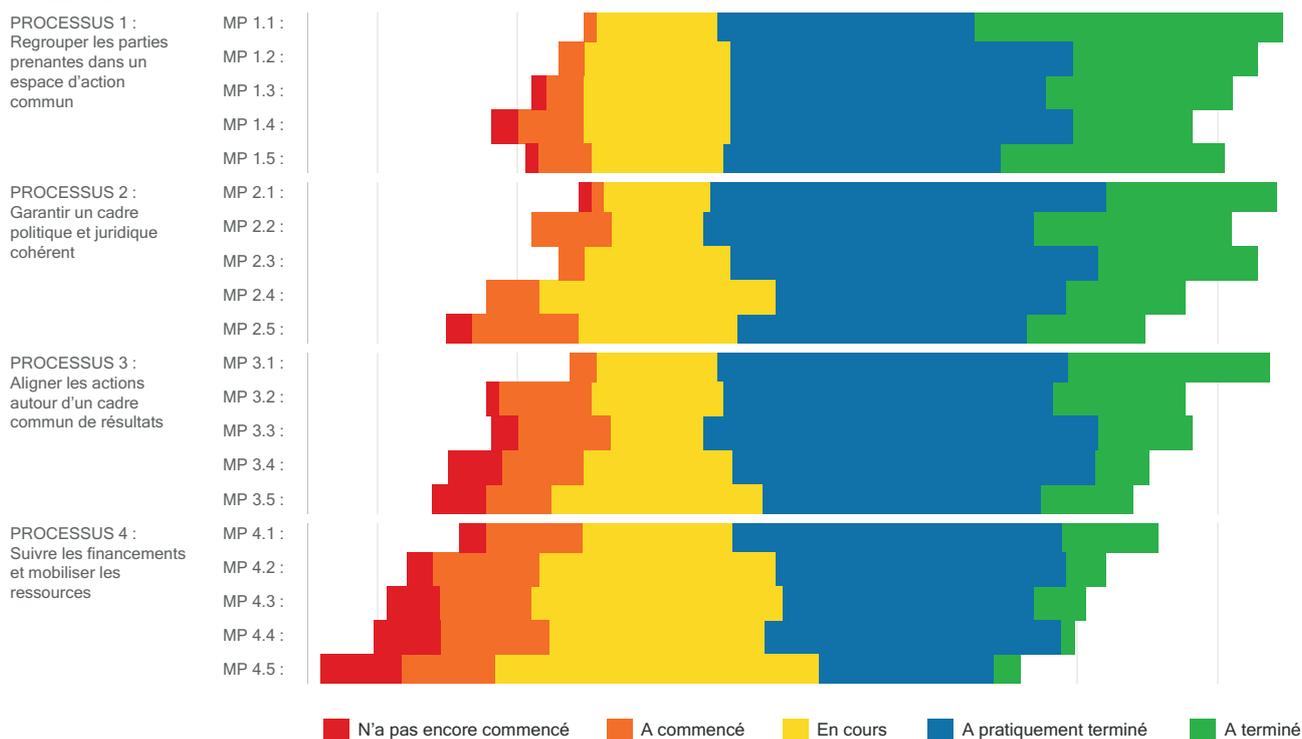
## PROCESSUS 3

- MP 3.1 : Aligner les actions avec les cibles/stratégies nationales en matière de nutrition
- MP 3.2 : Traduire la politique en un cadre commun de résultats réalisable
- MP 3.3 : Organiser et mettre en œuvre les priorités annuelles conformément au cadre commun de résultats
- MP 3.4 : Assurer un suivi conjoint des mesures prioritaires conformément au cadre commun de résultats
- MP 3.5 : Évaluer la mise en œuvre des actions pour comprendre, produire et maintenir leurs effets sur la nutrition

## PROCESSUS 4

- MP 4.1 : Chiffrer et évaluer la faisabilité financière
- MP 4.2 : Assurer le suivi du financement de la nutrition et rédiger des rapports à ce sujet
- MP 4.3 : Renforcer et aligner les ressources, combler les déficits de financement
- MP 4.4 : Concrétiser les promesses de financements
- MP 4.5 : Assurer le financement pluriannuel pour soutenir les résultats des mises en œuvre et leurs répercussions sur la nutrition

## PROCESSUS



## Tendances dans la notation par rapport aux marqueurs de progrès du Mouvement SUN entre 2015 et 2019

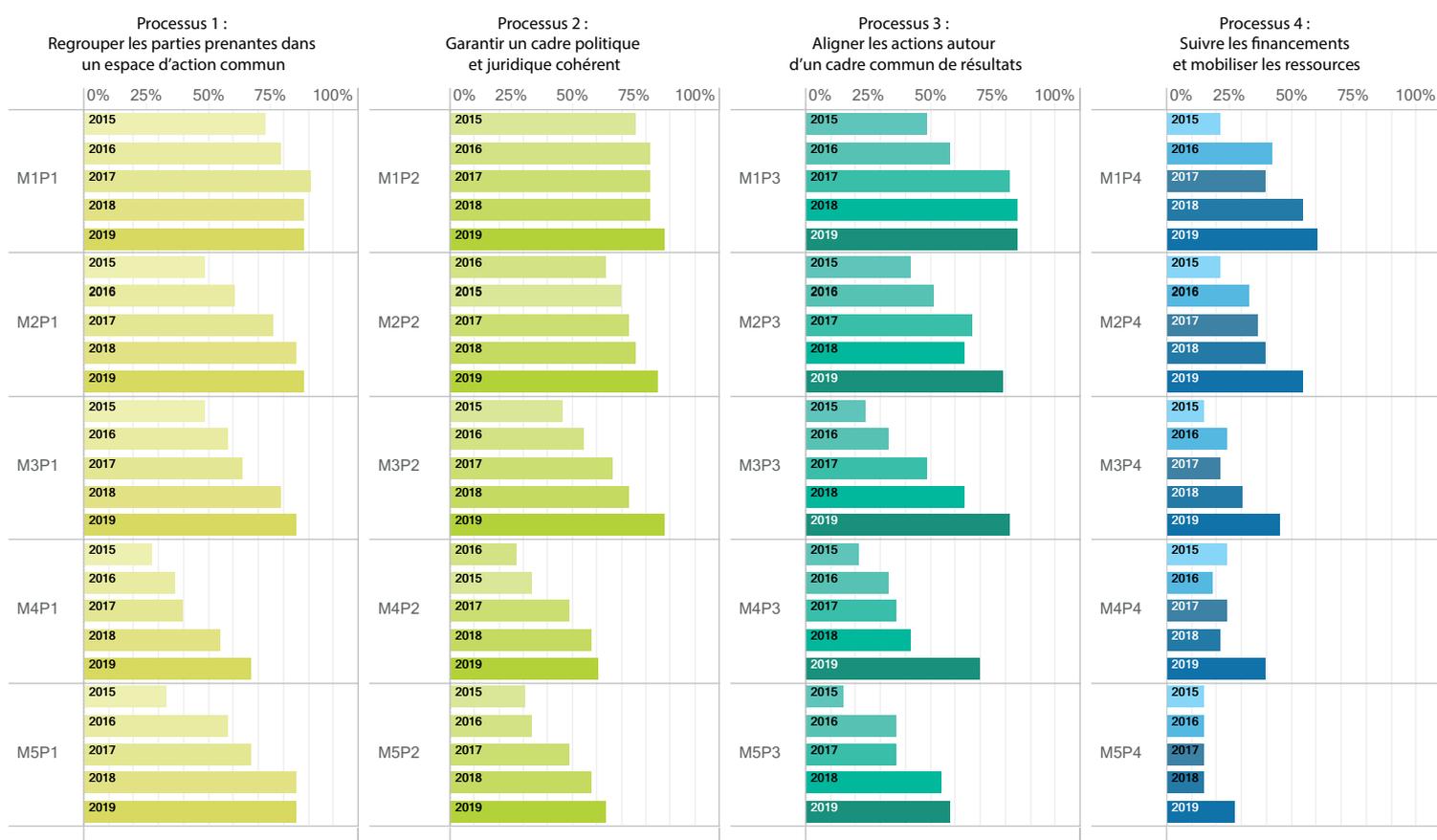
Concernant les 33 pays SUN ayant déclaré leurs progrès chaque année entre 2015 et 2019,<sup>14</sup> la Figure 3 montre par année, la proportion de ces pays qui ont déclaré avoir presque (note 3) ou entièrement (note 4) atteint chaque marqueur de progrès individuel pour chacun des quatre processus du Mouvement SUN.

- Ces pays déclarent plus souvent avoir atteint les premiers marqueurs de progrès (ceux qui représentent des types de résultats comportementaux « plus faciles » à réaliser) que les marqueurs plus avancés. Cette tendance se retrouve dans les quatre processus.
- Ce groupe de pays SUN affiche des progrès constants au fil du temps dans l'achèvement des processus et, en 2019, un plus grand nombre de pays qu'en 2015 ont déclaré avoir totalement ou presque atteint chaque indicateur de progrès.

- Pour la plupart des marqueurs de progrès, des améliorations progressives sont apportées chaque année. Cela vient confirmer l'hypothèse que les pays qui sont avec le Mouvement SUN depuis plus longtemps s'approprient de plus en plus le suivi des progrès et en bénéficient.
- Les pays présentant dans un contexte de risque humanitaire très élevé risquaient davantage d'afficher des notes inférieures globalement, sur l'ensemble des quatre processus SUN.
- Malgré ces preuves de progrès constants dans le temps, avec notamment une nette amélioration en 2019 par rapport aux années précédentes, un pourcentage beaucoup plus faible de pays signalent avoir atteint les indicateurs de progrès liés au suivi financier et à la mobilisation des ressources (processus 4).

### Figure 3 : Évolution dans la réalisation des marqueurs de progrès du Mouvement SUN entre 2015 et 2019 pour 33 pays (données pour chaque année)

Pourcentage de pays SUN ayant signalé avoir atteint, entièrement ou partiellement, le marqueur de progrès (note 3 ou 4) sur les 33 pays ayant transmis des données pour les cinq années.



REMARQUE : Les informations contenues dans cette section se fondent sur l'évaluation conjointe 2018-2019 et le système MEAL du Mouvement SUN. Le système MEAL permet d'évaluer la mesure dans laquelle le Mouvement SUN obtient des résultats et produit des effets. De plus amples informations sont disponibles ici : <https://scalingupnutrition.org/progress-impact/monitoring-evaluation-accountability-and-learning-meal/> Pour comprendre les marqueurs de progrès, veuillez consulter l'Annexe 3 du rapport ou consulter : [http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2018/06/2018-JAA\\_explanatory-note\\_ENGLISH.pdf](http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2018/06/2018-JAA_explanatory-note_ENGLISH.pdf)

14 Pays inclus dans l'analyse : Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Costa Rica, Côte d'Ivoire, El Salvador, Guatemala, Guinée, Indonésie, Kenya, Kirghizistan, Madagascar, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Pakistan, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Tadjikistan, Tchad, Togo, Viet Nam, Zambie et Zimbabwe.



## En 2019, quel est l'état d'avancement des pays du Mouvement SUN pour ce qui a trait aux objectifs stratégiques SUN ?



### Objectif stratégique 1 : Développer et maintenir un environnement politique favorable

Cet objectif vise à renforcer l'encadrement dans le pays et les capacités des points focaux SUN pour s'assurer que l'engagement se traduise en actes. Il porte aussi sur la création d'un espace partagé (plateformes multi-acteurs) aux niveaux national et local qui ouvre la voie à une action collective sur la nutrition. En 2019 :

- **55 pays SUN** disposent d'une **plateforme multi-acteurs active au niveau national**. **42 pays** œuvrent également à l'échelle décentralisée, en soutenant des actions intersectorielles (agriculture, eau et assainissement, santé, protection sociale).
- **31 pays SUN** déclarent disposer 3 de ces 4 types de réseaux/instances/plateformes (**Nations Unies, secteur privé, donateurs et société civile**) pour la coordination des actions de nutrition.
- 23 pays ont signalé disposer d'un réseau, d'une instance ou d'une plateforme au sein duquel ou de laquelle les **universités et instituts scientifiques et de recherche coordonnent leurs actions pour la nutrition**.
- **Les plateformes multi-acteurs des pays SUN mobilisent un large éventail de défenseurs de la nutrition**, parmi lesquels les médias (48 pays en 2019 contre 27 en 2016), des **parlementaires** (39 pays en 2019 contre 30 en 2016) et **des ambassadeurs de la nutrition désignés** (21 pays en 2019 contre 21 en 2016).



## Objectif stratégique 2 : Hiérarchiser et institutionnaliser les mesures efficaces qui contribuent à une bonne nutrition

Ceci comprend l'intensification des interventions nutritionnelles très efficaces et qui ont fait leurs preuves afin de réduire les retards de croissance, de promouvoir l'allaitement maternel, de réduire l'anémie et l'émaciation ; d'aider des secteurs tels que l'agriculture, l'éducation et la santé à se focaliser sur la nutrition et à favoriser l'épanouissement et l'avenir des populations, et à mettre en place des politiques et des lois permettant de faire de la nutrition une réalité. En 2019 :

- **47 pays SUN** disposent d'une **forme de mesure juridique liée au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel** pour protéger l'allaitement maternel, **mais seulement 19 pays SUN disposent d'une législation complète prenant en compte toutes les dispositions du Code**.<sup>15</sup>
  - **80 % des pays SUN** disposent de **lois de protection au moins partielle de la maternité** pour favoriser l'allaitement maternel et le développement du jeune enfant, et permettent aux mères de bénéficier de congés. **24 pays** prévoient un **congé de maternité rémunéré d'au moins 14 semaines** et **6 pays SUN (le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Pérou et le Sénégal)** ont ratifié la Convention de l'Organisation internationale du Travail sur la protection de la maternité de 2000 (n° 183).<sup>16</sup> **2 pays SUN (Tadjikistan et Viet Nam)** ont une législation conforme à la norme recommandée par la Convention de l'OIT sur la protection de la maternité prévoyant au moins 18 semaines de congé de maternité rémunéré à 100 % et couvert par des fonds publics.<sup>15</sup>
  - **11 pays SUN ont une protection constitutionnelle élevée du droit à l'alimentation (exposée explicitement** pour tous les citoyens ou prévue par un article protégeant la qualité de vie), tandis que **21 connaissent une protection constitutionnelle modérée** (implicite dans le cadre d'un droit humain plus large prévu par le droit constitutionnel).<sup>17</sup>
  - **52 pays SUN ont adopté une législation obligatoire sur l'enrichissement des aliments** pour au moins un vecteur alimentaire (48 pour le sel, 34 pour la farine de blé, 11 pour la farine de maïs, 3 pour le riz et 22 pour les huiles végétales)<sup>18</sup>, ce qui constitue une étape cruciale vers l'amélioration de l'enrichissement.
  - **3 pays SUN (Burkina Faso, Nigéria et Pakistan)** ont évalué la couverture en aliments enrichis dans le cadre d'enquêtes nationales de 2018, en suivant les conséquences des efforts visant à accroître l'accès à des aliments riches en micronutriments.
  - **3 pays SUN (Gambie, Népal et Pakistan)** ont mené **des enquêtes nationales sur les micronutriments** pour assurer le suivi des progrès. En Gambie, au Népal et au Rwanda, les enquêtes nationales comprenaient une **évaluation de la diversité alimentaire minimale chez les femmes âgées de 15 à 49 ans**, un indicateur indirect d'une probabilité plus élevée de fourniture adéquate en micronutriments, une dimension importante de la qualité de l'alimentation.
- Bien que des progrès soient en cours dans la mise en œuvre d'actions de nutrition qui ont fait la preuve de leur efficacité, de nombreux défis restent à relever. Par exemple :**
- **Évaluée pour la première fois à l'échelle mondiale, la capacité des ressources humaines dans le secteur de la nutrition est très faible dans les pays SUN.** Sur les 45 pays SUN ayant communiqué des données, six pays n'avaient aucun professionnel de la nutrition et la médiane des 39 pays n'était que de 0,8 professionnel de la nutrition qualifié pour 100 000 habitants (contre une médiane mondiale de 2,3, dans 126 pays).<sup>19</sup>
  - **À l'instar des tendances mondiales<sup>20</sup>, le taux de couverture de la supplémentation en vitamine A dans les pays SUN a diminué entre 2015 et 2017 ;** la diminution de la couverture par deux doses est la plus marquée dans les pays SUN d'Afrique centrale/occidentale.
  - **13 pays SUN disposent de programmes de protection sociale qui couvrent au moins 40 % de la population.**
  - **Les estimations actualisées concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène établies** par le programme commun de surveillance de l'OMS et de l'UNICEF montrent que les progrès dans l'amélioration de l'accès des populations des pays SUN entre 2001 et 2017 ont été lents.

15 OMS, UNICEF, IBFAN (2018). Commercialisation des substituts du lait maternel : Mise en œuvre du code international à l'échelle nationale. Rapport de situation 2018. Genève : Organisation mondiale de la Santé. [https://www.who.int/nutrition/publications/infantfeeding/code\\_report2018/en/](https://www.who.int/nutrition/publications/infantfeeding/code_report2018/en/)

16 D'après les données fournies par le Collectif mondial pour l'allaitement maternel, 2019

17 Base de données sur le droit à l'alimentation, publiée en 2017 par la FAO. <http://www.fao.org/right-to-food-around-the-globe/>

18 Global Fortification Data Exchange. Consulté le 04/05/2019. <http://www.fortificationdata.org/>

19 OMS (2018). Examen de la politique mondiale en matière de nutrition 2016-2017 : progrès nationaux dans la création d'environnements politiques propices à la promotion d'une alimentation et d'une nutrition saines. Genève : Organisation mondiale de la Santé.

20 Base de données mondiale de l'UNICEF : Supplémentation en vitamine A 2000-2017, février 2019, sur la base de rapports administratifs des pays. Disponible à l'adresse <https://data.unicef.org/topic/nutrition/vitamin-a-deficiency/> (non accessible au public). Informations complémentaires disponibles via le système MEAL du Mouvement SUN.



### Objectif stratégique 3 : Mettre en œuvre des mesures efficaces alignées sur des résultats communs

Ceci englobe la mise en œuvre de résultats communs en matière de nutrition qui guident les acteurs de la nutrition et améliore la coordination des plans nationaux et des priorités ; la mise en œuvre d'une approche multisectorielle collaborative qui assure le suivi de l'action et qui est ajustée en fonction des résultats, ainsi que le partage des résultats et les enseignements tirés de l'expérience. En 2019 :

- **42 pays** disposent d'un **plan national de nutrition** pluriannuel (également appelé cadre commun de résultats) qui réunit les différents secteurs et les parties prenantes dans une approche pangouvernementale de lutte contre la malnutrition. **9 autres pays** sont en train d'**élaborer ou d'actualiser** leur propre plan.
- **36 pays ont élaboré des plans d'action pour atteindre les objectifs** établis dans leurs cadres de résultats communs. **30 pays disposent d'un cadre de suivi et d'évaluation**, et **12 cadres sont en cours d'élaboration**.<sup>21</sup>
- **20 pays SUN ont incorporé la totalité des 6 cibles nutritionnelles de l'Assemblée mondiale de la Santé** à leurs politiques ou stratégies nationales pour la nutrition.<sup>22</sup> Par rapport à l'évaluation de 2017 (début de la 2<sup>e</sup> phase du Mouvement SUN), cela représente 9 pays de plus.
- **Sur les 31 pays SUN dotés de plans de nutrition nationaux nouveaux ou actualisés en 2019, la plupart (23) intègrent maintenant au moins 4 des 6 cibles nutritionnelles de l'Assemblée mondiale de la Santé**, le plus souvent le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, l'émaciation chez les moins de 5 ans, l'anémie chez les femmes en âge de procréer et l'allaitement maternel exclusif. Bon nombre (17 sur 31) de ces plans comprennent également une cible spécifique pour le surpoids/l'obésité chez les adultes. Pourtant, la plupart d'entre eux n'intègrent toujours pas d'autres cibles pour **les maladies non transmissibles** liées à l'alimentation (diabète, hypertension, consommation de sodium) dans leurs plans de nutrition.
- **On observe que plusieurs pays SUN font davantage référence à la sous-alimentation et à la suralimentation dans leurs politiques de développement national**, même si le suivi des progrès pour cet indicateur est difficile.<sup>23</sup>



### Objectif stratégique 4 : Utiliser efficacement et augmenter considérablement les ressources financières pour la nutrition

Ceci signifie que les dépenses consacrées à la nutrition sont chiffrées, suivies et évaluées de manière transparente. L'objectif est d'utiliser plus efficacement les fonds existants et de mobiliser de nouveaux fonds pour la nutrition, et que les gouvernements nationaux, les donateurs, les mécanismes de financement innovants, les entreprises et les consommateurs coordonnent leurs actions pour accélérer les progrès collectivement. En 2019 :

- La durabilité des programmes pour la nutrition dépend des investissements nationaux.
- **51 pays SUN assurent le suivi des dotations financières publiques** allouées à la nutrition.<sup>24</sup>
- **25 pays SUN ont déclaré** leurs finances publiques liées à la nutrition au cours de l'année budgétaire 2018-2019.
- Depuis **2015, 51 pays ont examiné** leurs budgets nationaux et communiqué leurs données. 18 pays sur 51 ont terminé l'exercice à cinq reprises, 8 pays l'ont réalisé trois fois et cinq pays (**Bénin, Guatemala, République démocratique du Congo, Tadjikistan et Yémen**) ont effectué l'exercice à quatre reprises.
- **33 pays** ont pu assurer le suivi de la **source de financement** de chaque investissement (national, externe ou mixte) ; **18 pays ont pu suivre à la fois les dotations et les dépenses réelles et 4 pays ont présenté un aperçu détaillé des dépenses aux niveaux infranationaux**. Les quatre pays qui sont parvenus à suivre les dépenses au niveau décentralisé sont : **la RDP Lao, le Lesotho, le Mali et le Pakistan**.<sup>25</sup>
- En préparation des événements Global Citizen de 2018, des analyses budgétaires ont été utilisées dans le cadre de campagnes de plaidoyer appelant à des engagements financiers accrus au **Rwanda, au Malawi, en Tanzanie, en Côte d'Ivoire, en Zambie, au Zimbabwe, au Ghana et au Kenya**.

<sup>21</sup> Analyse réalisée par le Secrétariat du Mouvement SUN.

<sup>22</sup> D'après des données tirées du système MEAL de SUN, 2019

<sup>23</sup> Sur la base des données fournies par le système MEAL de SUN, 2019

<sup>24</sup> D'après les données fournies par les pays SUN par l'intermédiaire de l'évaluation conjointe annuelle du Mouvement SUN réalisée en ligne, 2018-2019

<sup>25</sup> Informations recueillies lors de l'analyse préliminaire du 5<sup>e</sup> cycle de l'analyse budgétaire SUN au cours du cycle budgétaire 2018-2019

# Les pays SUN

ne pourront pas atteindre les objectifs nutritionnels sans accroissement et harmonisation des investissements en nutrition

Bien qu'investir dans la nutrition procure des avantages considérables pour le bien-être d'une population et puisse stimuler le taux de croissance économique d'un pays à long terme, la nutrition ne reçoit toujours pas un financement satisfaisant. Un **déficit fondamental subsiste dans le financement de la nutrition**, en particulier dans plusieurs pays confrontés à une menace de famine importante en raison de conflits, des changements climatiques et de récessions économiques.<sup>26</sup>

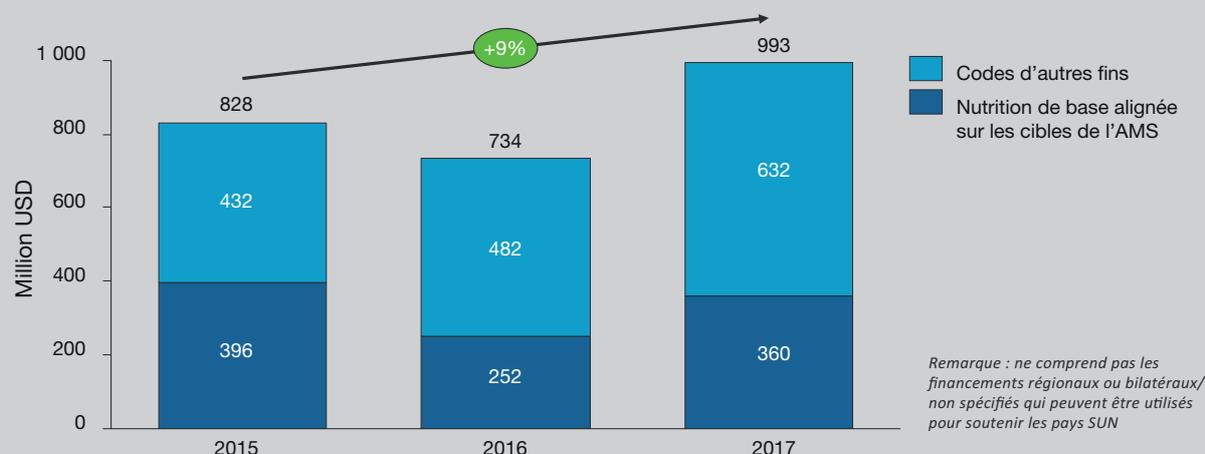
**Un investissement pérenne et local des gouvernements des pays SUN dans le domaine de la nutrition est primordial :** le budget d'un État couvre la plus grande part des dépenses courantes en nutrition. Plusieurs pays SUN ont augmenté leur budget nutritionnel (**Burkina Faso, Nigéria, Pérou, Costa Rica**), en faveur notamment d'interventions sectorielles contribuant à la nutrition. D'après le rapport sur la nutrition mondiale de 2018, les engagements financiers pris en 2013 par les gouvernements, à hauteur de 19,6 milliards de dollars US dans le cadre de la **Nutrition pour la croissance**, ont été tenus.<sup>27</sup>

**Le financement par les donateurs reste essentiel pour les pays SUN décidés à atteindre leurs objectifs nutritionnels :** en 2017, le financement par les donateurs n'a pas faibli, couvrant 93 % des besoins nécessaires à « l'intensification des interventions prioritaires à fortes retombées ». Mais le financement global de ces interventions spécifiques à la nutrition était insuffisant à hauteur de 100 millions de dollars US ; or les besoins prévisionnels devraient progresser chaque année d'ici 2021.<sup>28</sup> La Banque mondiale, les banques régionales de développement et la FIDA ont toutes renforcé leur orientation stratégique dans le domaine de la nutrition auprès des pays SUN bénéficiaires.<sup>29</sup>

**Les investissements catalyseurs jouent et continueront de jouer un rôle important :** La reconstitution des ressources du **Mécanisme de financement mondial (GFF)** (novembre 2018) a permis de **recueillir plus d'un milliard USD** afin d'en poursuivre le déploiement dans 50 pays pour une action visible d'ici 2030. **9 pays SUN** ont rejoint le partenariat GFF (mai 2019), ce qui porte à 36 le nombre total de **pays SUN soutenus par le GFF**. 33 pays SUN (à compter du mois d'avril 2019) ont rejoint le **Projet sur le capital humain** de la Banque mondiale. Il s'agit d'une coalition de 60 pays qui s'engagent à accroître les investissements dans la nutrition et le capital humain (évalué en fonction de l'indice du capital humain dudit pays). Le plan d'action pour le capital humain en Afrique de la Banque mondiale établit des objectifs ambitieux pour 2023, notamment une baisse substantielle de la mortalité infantile afin de sauver 4 millions de vies, la prévention des retards de croissance de quelque 11 millions d'enfants et une amélioration de 20 % des résultats d'apprentissage des écoliers et des écolières. Le portefeuille de cofinancement de **Power of Nutrition** s'est étoffé ces deux dernières années pour atteindre les 400 millions USD et plusieurs projets sont en cours de réalisation dans 11 pays SUN en Afrique et en Asie.

Bien qu'il soit primordial d'investir davantage dans la nutrition, il est tout aussi important de chercher à obtenir de meilleurs résultats nutritionnels à partir des ressources allouées. Results for Development (R4D) [étudie les tendances](#) des aides destinées à la nutrition pour la période 2015-2017.

**Figure 4 : Financements spécifiques à la nutrition alignés sur les cibles de l'AMS en faveur des pays SUN 2015-2017 (n=61 pays SUN)**



26 Rapport 2019 sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (SOFI). FAO, FIDA, UNICEF, PAM. <http://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/en/>

27 Rapport mondial sur la nutrition 2018

28 Suivi des aides destinées à la nutrition, Results 4 Development (2019)

29 Plan d'action multisectorielle pour la nutrition 2018-2025 (Banque africaine du développement - 2018)



# Déployer à grande échelle

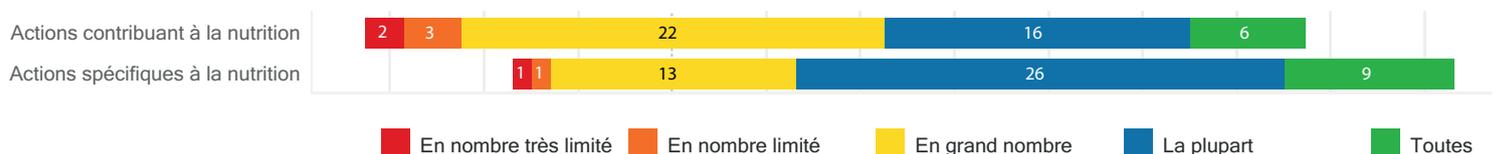
## des actions et des interventions spécifiques à la nutrition et sensibles à la nutrition dans les pays SUN

Les progrès réalisés sur les actions spécifiques à la nutrition et contribuant à la nutrition font l'objet d'un suivi depuis 2017. En 2019, la majorité des pays SUN ont communiqué des informations de nature qualitative et quantitative. Les résultats montrent que de solides progrès ont été accomplis dans le renforcement des interventions spécifiques à la nutrition, plus de la moitié des pays SUN (26 pays) indiquant que la plupart des interventions du plan national d'action de nutrition sont mises en œuvre dans le cadre de programmes d'investissement de grande ampleur. D'autres progrès sont également évidents, 22 des 50 pays SUN ayant déclaré mettre en œuvre la plupart ou la totalité des interventions sectorielles contribuant à la nutrition contenues dans leur plan d'action national à l'échelle nationale ou à grande échelle.<sup>30</sup>

- **Interventions spécifiques à la nutrition :** ces interventions ont un effet direct sur les causes immédiates de la malnutrition. Elles portent notamment sur l'allaitement, les aliments complémentaires, la supplémentation en micronutriments et l'enrichissement des aliments à domicile.
- **Interventions contribuant à la nutrition :** ces interventions sont financées dans des secteurs autres que celui de la nutrition (par ex. agriculture ou santé) et qui traitent les causes sous-jacentes de la nutrition (par ex. pauvreté, insécurité alimentaire, eau et assainissement).<sup>31</sup>

**Figure 5 : Résultats des pays SUN pour le marqueur de résultats**

(pour les 50 pays qui ont complété cette section de l'évaluation conjointe 2019) :



- En nombre très limité - Les actions sont mises en œuvre, mais en nombre très limité
- En nombre limité - Un petit nombre d'actions relevant du plan d'action national pour la nutrition sont mises en œuvre, à une échelle limitée
- En grand nombre - Plusieurs actions relevant du plan d'action national pour la nutrition sont mises en œuvre, à une échelle moyenne
- La plupart - La plupart des actions relevant du plan d'action national pour la nutrition sont mises en œuvre dans le cadre de programmes d'investissement à grande échelle
- Toutes - Toutes les actions relevant du plan d'action national pour la nutrition sont mises en œuvre, au niveau national, avec un financement durable

<sup>30</sup> Les informations contenues dans cette section sont tirées des notes des pays et des exemples figurant dans la section des marqueurs de résultats pour les 50 pays ayant rempli cette partie de l'évaluation conjointe SUN 2019.

<sup>31</sup> Source : Rapport mondial sur la nutrition 2018

**En Afghanistan**, l'allaitement maternel et l'alimentation complémentaire sont encouragés et une supplémentation en micronutriments est fournie aux femmes et aux adolescentes dans les établissements de santé publics et les plates-formes scolaires. La réglementation sur l'enrichissement a été approuvée par le gouvernement et est mise en œuvre. Des interventions contribuant à la nutrition notamment dans l'agriculture, la santé, la protection sociale, le développement de la petite enfance et WASH sont en cours de mise en œuvre dans le cadre du Programme prioritaire détaillé de développement de l'agriculture, de la Charte des citoyens, du Programme WASH et dans d'autres secteurs.

**Au Bangladesh**, vingt ministères ont élaboré pour la première fois un plan de travail sur la nutrition, conformément au deuxième plan d'action national pour la nutrition (NPAN2). Ce processus a aidé les ministères à comprendre la nature de leur contribution aux résultats en matière de nutrition et à inclure davantage d'interventions contribuant à la nutrition dans leurs différentes politiques.

Conformément aux directives de la stratégie nationale de sécurité sociale, le Ministère des affaires féminines et de l'enfance est en train de réformer l'un des programmes de filet de sécurité (le « programme d'allocation de maternité ») pour inclure plus d'interventions contribuant à la nutrition, notamment des allocations pour les femmes enceintes et allaitantes et une sensibilisation à la nutrition. Le nombre de bénéficiaires de l'allocation de maternité a été multiplié par trois (passant de 2,5 millions en 2015 à 7 millions en 2018). En outre, le nombre d'allocations de bénéficiaires pour les femmes actives et allaitantes a doublé et est passé de 1,25 million (2015) à 2,5 millions (2018).

**Au Salvador**, les résultats du « IVe Recensement national visant à mesurer la taille et du 1er Recensement national visant à mesurer le poids des élèves de première année », organisé en 2016, ont révélé une croissance accélérée de l'obésité et du surpoids. En réponse, des réglementations et des plans sont en cours d'élaboration, notamment sur la commercialisation des aliments dans les cantines scolaires, l'application des lois sur l'allaitement maternel, le développement et la protection sociale et la protection des consommateurs. En coordination avec le Ministère de la santé, le système de protection sociale universel fournit des aliments complémentaires aux groupes vulnérables et incite les mères et les enfants à se présenter à des examens de santé.

Le Système national de protection des consommateurs, par le biais de la Politique nationale de protection des consommateurs 2010-2020, encadre les institutions du pouvoir exécutif sous la coordination du médiateur des consommateurs. Il assure des services d'inspection, d'information et de surveillance des produits alimentaires, garantit la santé et la sécurité et fournit

des informations et une formation sur ces questions aux consommateurs et aux fournisseurs.

**La Mauritanie** fait la promotion d'interventions spécifiques à la nutrition qui visent à renforcer la gestion de la malnutrition aiguë sévère, au cours des cinq prochaines années. Une analyse effectuée en 2018 a montré que près de 90 % des établissements de santé en Mauritanie disposent d'un centre de réhabilitation nutritionnelle pour le traitement ambulatoire des cas graves ou d'un centre de réhabilitation nutritionnelle pour les cas graves associés à des complications internes.

Le texte d'application réglementaire du Code international des substituts du lait maternel a été récemment validé. La majorité des dotations budgétaires de l'État pour la nutrition sont destinées à des interventions contribuant à la nutrition réparties dans plusieurs ministères (agriculture, élevage, éducation, affaires sociales, famille et enfance, eau, assainissement et hygiène). Le volet communautaire du plan Alimentation du nourrisson et du jeune enfant sert à la mise en place de plates-formes multisectorielles via le renforcement des activités de production alimentaire, la création de partenariats avec le système éducatif pour inciter les élèves à devenir des acteurs du changement, et la mise en évidence des domaines de convergence avec le secteur WASH.

**Au Népal**, le Plan de nutrition multisectoriel (MSNP) comprend à la fois des interventions spécifiques à la nutrition et contribuant à celle-ci. Avec le soutien de l'UE et de l'UNICEF au Ministère de la santé et de la population, le Programme de gestion intégrée de la malnutrition aiguë (IMAM) a été mis en œuvre dans 27 districts du MSNP. Le Programme d'alimentation en micronutriments en poudre pour nourrissons et jeunes enfants (ANJE-MNP) a été renforcé et mis en œuvre dans 23 districts. Des interventions contribuant à la nutrition sont intégrées par différents ministères, notamment dans les domaines de l'éducation, du WASH, des femmes et des enfants et de l'agriculture. Ces secteurs améliorent l'accès aux services de nutrition et la fourniture équitable de services contribuant à la nutrition, ainsi que les comportements et pratiques en matière de santé et de nutrition des femmes et des enfants vulnérables.

**En Tanzanie**, des progrès ont été accomplis. Une promotion accrue est faite en faveur des aliments bioenrichis et des jardins dans les écoles pour assurer la diversification alimentaire des ménages. On a pu observer des améliorations dans la fourniture de services des soins prénataux et l'élaboration d'un plan d'action multisectoriel pour le développement de la petite enfance. La Base de données de planification et d'établissement de rapports (*PlanRep*) utilisée par toutes les autorités locales inclut les objectifs de nutrition et les domaines dont le suivi doit être effectué prioritairement.

# Évolution du Mouvement SUN<sup>32</sup>

**Le Bangladesh** est un pionnier du Mouvement SUN, qu'il a rejoint en 2012. Depuis lors, ce pays a fait des progrès considérables dans le sens d'une approche multisectorielle des politiques et des programmes de nutrition, en relançant le Conseil national de la nutrition du Bangladesh (BNNC), l'organe central de coordination et de politique, présidé par le Premier ministre. Un deuxième plan d'action national chiffré sur dix ans pour la nutrition (NPAN2) pour 2016-2025 est en place.

Le Bangladesh progresse bien dans ses objectifs nutritionnels. Il affiche de solides performances dans la plupart des domaines de la Théorie du changement SUN et le gouvernement est déterminé à améliorer la nutrition. L'Alliance de la société civile, les donateurs et le réseau des Nations Unies ont été proactifs dans la recherche de possibilités de plaidoyer afin de nouer un dialogue avec le gouvernement et d'autres parties prenantes, et cet engagement renouvelé a contribué au développement du NPAN 2 et à la relance du BNNC (un résultat clé de la visite de la Coordinatrice du Mouvement SUN en 2016).

L'aide sociale et le développement humain ont été remarquablement améliorés, profitant d'une croissance économique rapide et de nombreux programmes sanitaires et sociaux entrepris avec succès par le gouvernement et des organisations non gouvernementales, qui ont permis de diminuer le nombre d'enfants par famille et d'élargir l'accès des femmes à l'éducation. Bien que le Bangladesh ait réalisé de nombreux progrès en matière de nutrition, un effort plus concerté sur des programmes communautaires spécifiques à la nutrition est nécessaire pour remédier aux lacunes restantes et répondre aux problèmes futurs du surpoids et de l'obésité.



Au **Kenya**, l'adhésion au Mouvement SUN (en août 2012) a marqué un engagement à prendre des mesures coordonnées pour améliorer la nutrition. Dans le même temps, le premier Plan d'action national pour la nutrition a été lancé en 2012 (NNAP 2012-2017) et un ensemble de 11 interventions nutritionnelles à fortes retombées a été adopté. La force d'entraînement du point focal SUN, associée à une programmation intersectorielle du NNAP 2012-2017, a permis de créer un environnement propice au renforcement des capacités, à une meilleure coordination et à un financement accru de la nutrition avec le soutien notable des donateurs, des agences des Nations Unies et des partenaires de développement. Cela a permis au Kenya d'être reconnu comme le seul pays en voie d'atteindre les cibles de l'AMS dans le Rapport sur la nutrition mondiale de 2016. En 2019, le Kenya est en bonne voie d'atteindre les trois cibles portant sur la croissance de l'enfant (retard de croissance, émaciation et surpoids). La diversité des facteurs qui ont contribué à réduire le retard de croissance au Kenya contribue à démontrer l'efficacité de l'approche multisectorielle.

Si le Kenya était déjà sur la bonne voie avec des politiques, des programmes et des instances de coordination pour la nutrition, son adhésion au Mouvement SUN a permis d'accélérer les progrès et de catalyser l'action autour de la planification conjointe par de multiples parties prenantes. Le but étant d'obtenir des résultats communs, et d'élargir la perception de la nutrition au-delà de l'impression qu'il s'agit d'un problème de santé.

32 Le contenu de cette section provient d'interviews et d'études de cas recueillies lors de l'Examen à [mi-parcours du Mouvement SUN](#)

**La Côte d'Ivoire**, a rejoint le Mouvement SUN en 2013 et met actuellement en œuvre son Plan national multisectoriel de nutrition (PNMN 2016-2020). Le gouvernement a adopté la vision du Mouvement SUN d'une approche multisectorielle et multi-acteurs et encourage tout le monde à avoir une vision globale de la nutrition. En novembre 2017, la Côte d'Ivoire a accueilli le 6e Rassemblement Mondial du Mouvement SUN, qui s'est tenu pour la première fois dans un pays SUN. L'événement a été une étape importante ayant permis de célébrer les progrès accomplis et de partager les bonnes pratiques et retours d'expérience avec d'autres pays SUN.



**Depuis qu'elle a rejoint le Mouvement SUN en 2012, l'Éthiopie a enregistré une baisse de 20 % de la malnutrition infantile.** Ce succès repose sur l'engagement du gouvernement, les progrès impressionnants réalisés dans la réduction de la pauvreté et la hausse des investissements dans les services sociaux élémentaires. Le gouvernement a commencé à associer les actions liées à la nutrition à de nombreuses initiatives coordonnées par le Ministère de la santé et à ses programmes agricoles. Début 2016, la nutrition a été intégrée à la quatrième phase du Programme de filet de sécurité productif (PSNP). Le PSNP, dirigé depuis 2005 par le Ministère de l'agriculture, est l'un des plus importants programmes de protection sociale en Afrique subsaharienne. Il vise à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition pour plus de 8 millions de personnes. Plus récemment, en juillet 2015, le gouvernement éthiopien a dévoilé la Déclaration de Seqota, dans laquelle il s'engage à mettre fin d'ici 2030 au retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans.

Depuis qu'elle a rejoint le Mouvement SUN en décembre 2010, la **Zambie** a accompli d'énormes progrès sur le plan nutritionnel. Il est à noter que la Zambie peut se targuer d'avoir l'un des taux d'allaitement exclusif les plus élevés au monde, soit 72,5 % entre la naissance d'un bébé et l'âge de cinq mois. Une grande partie de ce succès repose sur la législation et les politiques qui créent un environnement permettant aux femmes de mieux concilier travail et famille. La législation zambienne prévoit par exemple 120 jours de congé de maternité pour les travailleuses considérées comme vulnérables.

### **Et nous célébrons avec le Madhya Pradesh, un nouveau venu au sein du Mouvement...**

En janvier 2019, le **Madhya Pradesh** est devenu le 4<sup>e</sup> État indien à rejoindre le Mouvement SUN.

Le Ministère du développement de la femme et de l'enfant (DWCD) a désigné M. Mahendra Dwivedi comme point focal du gouvernement SUN pour aider à faire connaître l'approche du Mouvement SUN et à rassembler les principaux acteurs nécessaires pour renforcer la portée de la nutrition dans cet État.

Le Madhya Pradesh est l'un des plus grands États indiens ; sa population dépasse les 75 millions d'habitants. L'État a accompli d'importants progrès sur l'état de santé et de nutrition des femmes et des enfants. Le Ministère du développement de la femme et de l'enfant (DWCD) gère actuellement plusieurs programmes de nutrition qui visent à réduire la malnutrition chez les femmes et les enfants, et il met en œuvre plusieurs nouveaux programmes de nutrition : Atal Bihari Vajpayee Child Health and Nutrition Mission (Mission de santé et de nutrition pour les enfants Atal Bihari Vajpayee – ABM), Ladil Lakshmi Yojna (Sauvez nos filles). **Grâce aux efforts de nombreux acteurs, la prévalence de l'insuffisance pondérale dans la région a été réduite de 60 % à 42 % en dix ans.**<sup>33</sup> Cependant, la prévalence de la dénutrition et de l'anémie est toujours considérablement élevée et exige une attention soutenue.

33 À partir des données de l'Enquête nationale sur la santé familiale (NFHS) 3, 2005-2006 à 42,8 % (Données NFHS 4, 2010-16)



# Récits de changements nutritionnels





**Afrique occidentale et centrale**  
**Afrique orientale et australe**  
**Asie occidentale et centrale**  
**Asie et Pacifique**  
**Amérique latine et Caraïbes**

2019



# Récits de changements nutritionnels

## Afrique occidentale et centrale

Au **Bénin** les efforts se poursuivent pour renforcer les pratiques agricoles et sanitaires efficaces afin d'améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire. À l'heure actuelle, 46 municipalités sur 77 disposent d'une plateforme multi-acteurs locale pour la nutrition assortie d'un cadre commun de résultats. Leurs efforts sont associés aux plans de développement locaux, qui comprennent une ligne financière et un budget pour la nutrition.

Au **Burkina Faso**, après une baisse notable du taux de retard de croissance (-6 % !) au cours de la dernière année, une visite de la Coordinatrice du Mouvement SUN a permis de donner un nouvel élan à l'engagement de haut niveau en faveur de la nutrition. La réunion avec le Président a débouché sur la validation politique de la Politique nationale de nutrition et des efforts déployés pour créer une plateforme ministérielle multisectorielle pour la nutrition placée sous l'égide du Président, ainsi qu'à l'élaboration d'une feuille de route des dirigeants africains pour la nutrition.



Au **Tchad**, la politique nationale de nutrition et d'alimentation (PNNA) et son plan d'action intersectoriel pour la nutrition et l'alimentation (PAINA) ont été adoptés. Une visite en 2018 de la Coordinatrice du Mouvement SUN, au cours de laquelle elle a appelé les parties prenantes à « œuvrer ensemble au renforcement de la nutrition », a contribué à mobiliser un soutien politique.

Au **Congo**, l'Alliance des parlementaires congolais pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (APCSAN) a été créée et les parties prenantes du secteur de la nutrition ont élaboré et approuvé un plan d'action commun pour la nutrition (2019-2021).



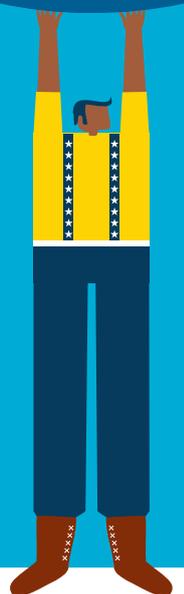
La **Côte d'Ivoire** a officiellement inauguré le Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition (CERFAM) à Abidjan. Partenariat entre le Programme alimentaire mondial (PAM) et le gouvernement, ce centre de recherche offre à la région Afrique de l'Ouest et du Centre l'occasion, d'une part, de partager les connaissances et les expériences en matière de lutte contre la faim et la malnutrition, et, d'autre part, de promouvoir et de partager les bonnes pratiques régionales.

Au **Cameroun**, un plan d'action a été présenté pour des régions sélectionnées sur la manière de créer des comités communaux SUN. Un réseau de maires de la province de l'Est engagés dans l'approche multisectorielle du SUN a été mis en place et un plan d'action participatif est actuellement en cours d'élaboration.

En **République centrafricaine**, la mise en œuvre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix 2017-2021 et du cadre d'engagement mutuel ainsi que la création du secrétariat permanent ont permis de prendre des mesures d'application cohérentes dans divers départements.

En **République démocratique du Congo**, des comités intersectoriels de nutrition ont été mis en place dans les provinces jouissant d'une coordination multisectorielle, et le mécanisme de coordination provinciale fonctionne désormais correctement.

Au **Gabon**, les acteurs du secteur de la nutrition, sous la houlette du Coordonnateur résident des Nations Unies, du point focal SUN, de l'Ambassadeur de la nutrition SUN et de la FAO, ciblent le Parlement, pour plaider en faveur d'un renforcement des capacités et une sensibilisation des parlementaires à la nutrition. Et un projet conjoint a été lancé entre le Gabon et le Congo pour encourager leurs alliances parlementaires.





Au **Ghana**, le réseau d'initiatives des Dirigeants africains pour la nutrition a souhaité la bienvenue à la Première dame du Ghana Rebecca Akufo-Addo, en tant qu'Ambassadrice de la nutrition, reconnaissant ainsi son engagement en faveur de la nutrition. La Première dame a organisé une réunion interministérielle pour trouver les moyens de mettre en œuvre des politiques nationales d'amélioration des régimes alimentaires, et elle a lancé l'Examen stratégique « Faim zéro » du Ghana.

En **Guinée**, la transformation institutionnelle s'est accélérée en 2019 après la visite de la Coordinatrice du Mouvement SUN, avec notamment : un événement de plaidoyer de haut niveau, réunissant les parties prenantes nationales du secteur de la nutrition, pour lancer la nouvelle politique nationale de nutrition et le plan stratégique multisectoriel ; la nomination d'un point focal politique pour coordonner une nouvelle plateforme stratégique multi-acteurs et multisectorielle, créée sous l'égide du Premier ministre ; l'engagement pris par le gouvernement d'affecter des ressources intérieures aux interventions nutritionnelles sectorielles.

En **Guinée-Bissau**, le 18 novembre est maintenant reconnu comme la journée nationale de la nutrition et le pays célèbre cette journée en offrant des consultations nutritionnelles gratuites dans tout le pays.

In **Libéria**, une réunion du Mouvement SUN et des parties prenantes REACH a permis de développer la mentalité collective en faveur de la ; elle s'est appuyée sur la dynamique issue de la récente approbation du point focal SUN du gouvernement. Elle a aussi permis aux parties prenantes de définir collectivement les priorités d'UNN-REACH nécessaires pour renforcer la nutrition dans le pays.

La **Mauritanie** a présenté un dossier d'investissement et, grâce à ses efforts soutenus, a été choisie comme nouveau bénéficiaire du CFF cette année. La Mauritanie figurait parmi les 9 nouveaux pays (portant le nombre total de pays soutenus par le GFF à 36) identifiés sur la base des besoins et de l'engagement national.

Au **Mali**, le deuxième Forum national pour la nutrition a suscité un engagement fort des principales parties prenantes, pour faire de la nutrition une priorité politique et financière : « Ce forum est une étape clé dans la lutte contre la malnutrition [...] » a déclaré la Coordinatrice du Mouvement SUN au cours de son intervention.

Au **Niger**, le lancement de la Politique nationale de sécurité nutritionnelle et de son plan d'action, et la visite de la Coordinatrice du Mouvement SUN en 2018, ont permis de convaincre le Premier ministre de s'engager fermement à financer la politique et le plan d'action.

Au **Nigéria**, une conférence sur les micronutriments intitulée « Nourrir le Nigéria : Fournir des micronutriments pour un développement équitable et durable » a été un grand succès. Elle a accueilli des responsables de la plupart des 36 États du pays. Le discours d'ouverture a été délivré par la Coordinatrice du Mouvement SUN.

Au **Sénégal**, la société civile a pris des mesures pour faire de la nutrition un enjeu essentiel de l'élection présidentielle, en ouvrant un débat dans le contexte électoral pour encourager les candidats à faire des propositions précises sur le développement et le financement de politiques publiques contribuant à la nutrition, notamment en matière de santé, d'agriculture et d'eau et d'assainissement.

En **Sierra Leone**, le gouvernement a lancé le Plan stratégique multisectoriel national pour réduire la malnutrition, fruit de deux années de travail. L'exercice de cartographie nationale des parties prenantes et des actions en faveur de la nutrition a été achevé afin de fournir des informations sur l'état des lieux de la nutrition dans différents secteurs et d'améliorer la coordination entre les partenaires.

En **Gambie**, une Politique nationale de nutrition (2018-2025) a été approuvée par le Conseil national de la nutrition, sous l'égide du Vice-président. La plateforme nationale multi-acteurs nationale a été élargie pour inclure des institutions telles que : la Chambre gambienne du commerce et de l'industrie, pour le secteur privé, l'Université de Gambie, l'Association des journalistes de santé et l'Association des ONG.

Au **Togo**, un plan stratégique national multisectoriel de nutrition a été finalisé ; il englobe toutes les interventions spécifiques et contribuant à la nutrition menées par les partenaires du secteur de la nutrition dans le pays.



# Renforcement de la Nutrition

## en Afrique occidentale et centrale

### Situation nutritionnelle

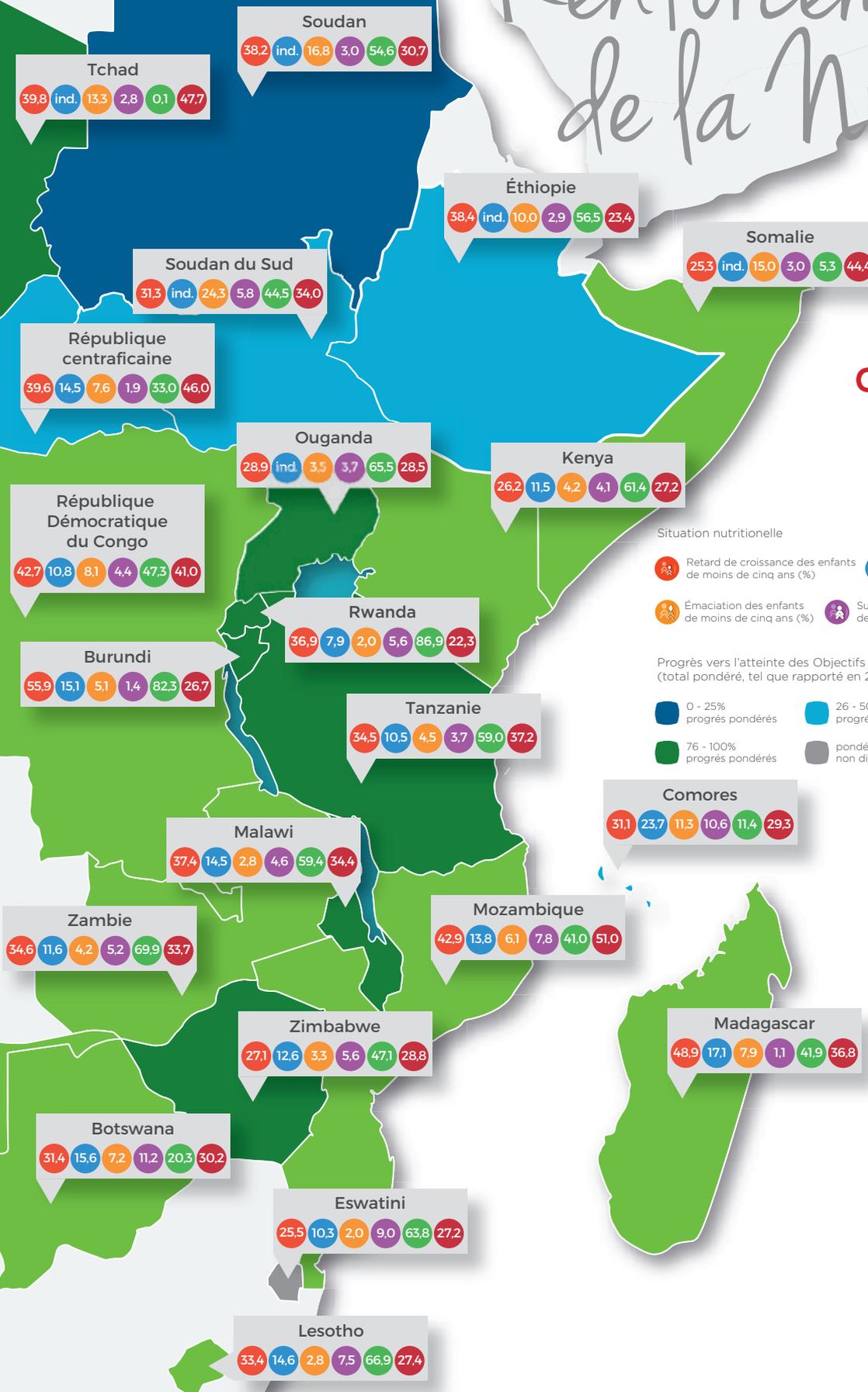
- Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans (%)
- Faible poids à la naissance (%)
- Allaitement exclusifs des nourrissons de 0-5 mois (%)
- Émaciation des enfants de moins de cinq ans (%)
- Surpoids des enfants de moins de cinq ans (%)
- Anémie des femmes entre 15-49 ans (%)

### Progrès vers l'atteinte des Objectifs stratégiques du Mouvement SUN (total pondéré, tel que rapporté en 2019)

- 0 - 25% progrès pondérés
- 26 - 50% progrès pondérés
- 51 - 75% progrès pondérés
- 76 - 100% progrès pondérés
- pondération non disponible

# Renforcement de la Nutrition

## en Afrique orientale et australe



### Situation nutritionnelle

- Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans (%)
- Faible poids à la naissance (%)
- Allaitement exclusifs des nourrissons de 0-5 mois (%)
- Émaciation des enfants de moins de cinq ans (%)
- Surpoids des enfants de moins de cinq ans (%)
- Anémie des femmes entre 15-49 ans (%)

### Progrès vers l'atteinte des Objectifs stratégiques du Mouvement SUN (total pondéré, tel que rapporté en 2019)

- 0 - 25% progrès pondérés
- 26 - 50% progrès pondérés
- 51 - 75% progrès pondérés
- 76 - 100% progrès pondérés
- pondération non disponible

# Récits de changements nutritionnels

## en Afrique orientale et australe

Le **Burundi** a reçu 1 million USD (de la part du Gouvernement japonais) pour prévenir la malnutrition chronique et soutenir les familles vulnérables avec des femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de moins de deux ans dans la province de Kirundo, dans le nord du pays.

Au **Botswana**, un nouveau point focal SUN du gouvernement a été nommé et les réunions du Comité technique de nutrition ont repris et ont été rapidement suivies par la tenue d'un atelier sur l'intégration de la nutrition dans les politiques, auquel ont participé des agriculteurs et des dirigeants locaux. Un séminaire a été organisé et l'élaboration des réseaux SUN est maintenant en cours. Le Botswana est également en train de devenir un pays de l'initiative Compact 2025.

Aux **Comores**, le Premier ministre a approuvé la décision de mener un exercice d'inventaire approfondi du secteur de la nutrition afin de recueillir des données sur la couverture des interventions des différentes parties prenantes. Grâce à cet inventaire, les autorités locales du secteur de la nutrition pourront mener des discussions et amplifier l'action multisectorielle pour la nutrition.

En **Éthiopie**, le Programme national de nutrition II (NPP II) et la Déclaration de Seqota ont permis la mise en œuvre généralisée d'interventions spécifiques et contribuant à la nutrition. La Déclaration de Seqota (2015) souligne l'engagement du gouvernement à mettre fin au retard de croissance chez les enfants de moins de deux ans en mettant en œuvre des interventions nutritionnelles à fortes retombées et des messages pour faire évoluer les comportements. En témoignage de l'engagement de haut niveau du gouvernement éthiopien à mettre fin au retard de croissance chez les enfants de moins de deux ans d'ici 2030, S.E. le Président Sahle Work Zewde a organisé un événement parallèle de haut niveau lors de la 74e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, afin de présenter les progrès accomplis.

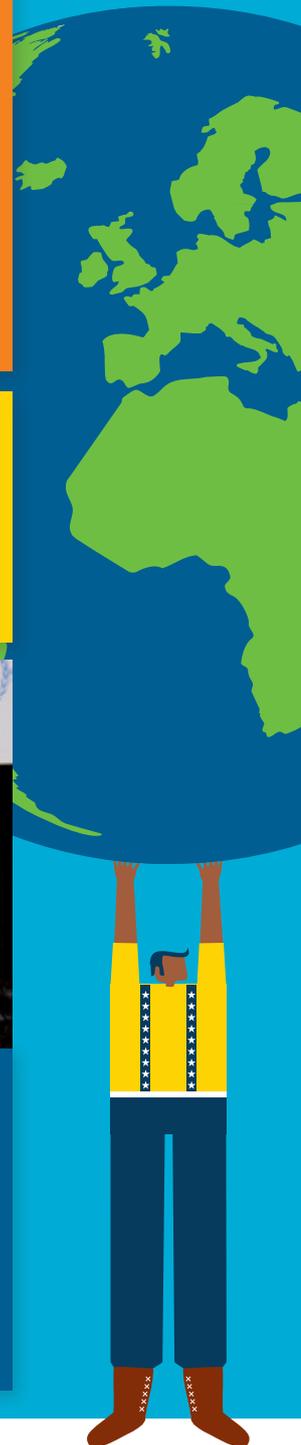
**L'Esuatini** fait partie des trois seuls pays SUN (avec le Ghana et le Kenya) qui sont « en bonne voie » de réaliser les 3 cibles de l'Assemblée mondiale de la santé en matière de croissance de l'enfant (retard de croissance, émaciation et surpoids).

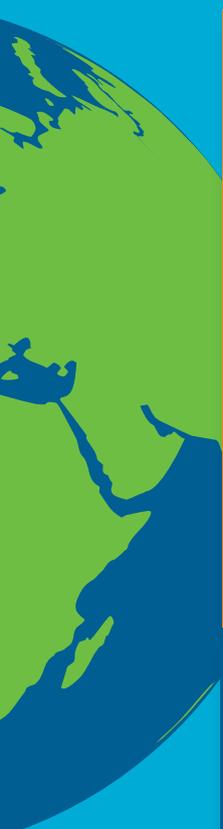
Le **Lesotho** est en train d'« éliminer la faim et la malnutrition » en travaillant avec tous les secteurs et toutes les parties prenantes, de l'échelle nationale à l'échelon local. La validation de la Stratégie nationale sur l'alimentation et la nutrition et du Plan d'action chiffré (2019-2023) a donné un nouvel élan au renforcement de la nutrition. La stratégie et le plan d'action correspondant ont été élaborés dans le cadre d'un vaste processus de consultation, dirigé par le bureau de coordination pour l'alimentation et la nutrition du pays avec le soutien étroit d'UNN-REACH.

À **Madagascar**, tous les réseaux de parties prenantes SUN ont été consolidés et un plan de mise en œuvre chiffré ainsi qu'un plan d'évaluation et de suivi ont été finalisés avec le soutien de MQSUN+ ; ils viennent compléter le troisième plan national d'action pour la nutrition (PNAN III).



Au **Malawi**, la Première dame, Mme Gertrude Mutharika, a lancé le Plan de nutrition multisectoriel 2018-2022, qu'elle a présenté comme un composant essentiel du développement national du Malawi, qui nécessite une approche coordonnée et multisectorielle. Le gouvernement national s'est engagé à augmenter l'allocation de ressources nationales à la nutrition pour soutenir la mise en œuvre de la politique de nutrition.





Au **Mozambique**, le Réseau du secteur privé SUN (SBNMoz) a réuni 200 participants à sa troisième conférence annuelle sur le thème « Les systèmes alimentaires comme moyen de promouvoir la nutrition », au cours de laquelle Graça Machel, présidente de la FDC, a déclaré : « Il est temps d'agir. Nous devons tous nous retrouver les manches, sortir de nos bureaux, nous rendre sur le terrain et apporter notre pierre à l'édifice en agissant concrètement. »

En **Namibie**, le Conseil de la sécurité alimentaire et de la nutrition (FSNC), présidé par le Premier ministre, veille à ce que la nutrition soit une priorité nationale. L'Alliance pour l'amélioration de la nutrition en Namibie (NAFIN), coprésidée par l'ancien Premier ministre et le Vice-premier ministre au sein du Cabinet du Premier ministre, continue de jouer son rôle de plateforme multi-acteurs réunissant les parties prenantes. Le Ministère de la lutte contre la pauvreté et de la protection sociale coordonne également une feuille de route « Faim zéro ».

Au **Kenya**, le gouvernement a reconnu la sécurité nutritionnelle et alimentaire comme un enjeu national et l'une des quatre priorités du gouvernement. Un plan d'action multisectoriel pour la nutrition au Kenya (KNAP) a été élaboré pour 2019-2022.

Au **Rwanda**, le Premier ministre a lancé, avec le soutien de la Banque mondiale, un programme multisectoriel visant à réduire le retard de croissance, qui prévoit un financement sous forme de subventions provenant de Power of Nutrition et du Mécanisme de financement mondial (GFF).

En **Somalie**, le lancement de la Stratégie multisectorielle de nutrition et l'approbation d'un Plan quadriennal d'enrichissement des aliments ont représenté deux étapes importantes. Les carences en micronutriments restent un problème de santé publique et nécessitent des approches coordonnées sur plusieurs années.

Au **Soudan du SUD**, des mesures ont été prises pour élaborer un Plan d'action multisectoriel pour la nutrition. Le Ministère de la santé, en collaboration avec le PAM et Save the Children, au nom du Réseau des Nations Unies et de l'Alliance de la société civile SUN, a organisé un atelier de plaidoyer SUN qui a débouché sur un accord sur les priorités stratégiques.

Au **Soudan**, la première conférence nationale sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) s'est tenue à Khartoum. Un comité national de la micronutrition et des sous-comités ont été mis en place et des ateliers sur l'enrichissement alimentaire à domicile ont été organisés. La première enquête nationale sur les micronutriments, dont les résultats seront utilisés comme indicateurs de base pour la suite des travaux, a été réalisée.

En **Tanzanie**, les questions de nutrition ont été intégrées au Programme de développement du secteur agricole (ASDP II) et au Filet de sécurité sociale productif (PSSN II) afin de promouvoir des actions contribuant à la nutrition.

En **Ouganda**, le Cabinet du Premier ministre a organisé des entretiens individuels avec tous les secteurs participants pour cartographier et cerner les nouveaux problèmes affectant la nutrition. Le gouvernement a examiné l'état des interventions prioritaires en matière de nutrition dans les plans de développement sectoriels et 15 districts ont reçu une aide pour élaborer et réviser leurs plans d'action multisectoriels pour la nutrition.

En **Zambie**, la Commission nationale de l'alimentation et de la nutrition (NFNC), avec l'appui de GAIN, a réalisé une évaluation du système de suivi des aliments enrichis afin d'en renforcer la mise en œuvre. La supplémentation en micronutriments pour les enfants de moins de 5 ans a grandement progressé par rapport aux objectifs fixés. Des interventions très efficaces contribuant à la nutrition sont également en cours d'intégration dans les plans du gouvernement, notamment dans le Plan national d'investissement agricole (NAIP).

Le **Zimbabwe** est l'un des 9 pays SUN qui vont rejoindre le Mécanisme de financement mondial (GFF). En outre, neuf nouveaux Comités de district sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont été mis en place (ce qui porte à 46 leur nombre total) et trois salons sur l'alimentation ont été organisés, réunissant le secteur privé et les universités autour des questions de nutrition.

# Récits de changements nutritionnels

## Asie occidentale et centrale

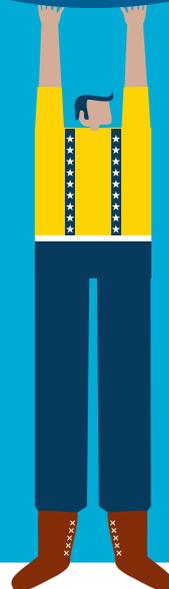


Au **Kirghizistan**, un Forum de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, auquel ont assisté de nombreuses parties prenantes, a été présidé par le premier Vice-premier ministre. Un groupe de travail pluridisciplinaire, comprenant les réseaux SUN, a été créé dans le cadre du nouveau programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Au **Tadjikistan**, la plateforme multi-acteurs SUN a été élargie pour accueillir la chambre de commerce et d'industrie, le comité des affaires religieuses et des organisations de la société civile ; le conseil de coordination multisectorielle a appuyé l'élaboration d'un plan de nutrition national multisectoriel.



Au **Yémen**, malgré le conflit en cours, le Secrétariat du Mouvement SUN maintient les liens entre les parties prenantes. Le lien entre action humanitaire et développement au sein de la plateforme multisectorielle a été renforcé afin de rattacher les mesures urgentes spécifiques à la nutrition et les programmes de renforcement de la résilience nutritionnelle.



# Renforcement de la Nutrition

## en Asie occidentale et centrale



### Situation nutritionnelle

-  Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Faible poids à la naissance (%)
-  Allaitement exclusifs des nourrissons de 0-5 mois (%)
-  Émaciation des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Surpoids des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Anémie des femmes entre 15-49 ans (%)

### Progrès vers l'atteinte des Objectifs stratégiques du Mouvement SUN (total pondéré, tel que rapporté en 2019)

-  0 - 25% progrès pondérés
-  26 - 50% progrès pondérés
-  51 - 75% progrès pondérés
-  76 - 100% progrès pondérés
-  pondération non disponible

# Récits de changements nutritionnels

## Asie du Sud, du Sud-Est et Pacifique

En **Afghanistan**, la Stratégie nationale de nutrition (2019-2023) a été lancée. L'engagement politique soutenu apporté à l'Agenda pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afghanistan (AFSeN-A) stimule les plateformes multi-acteurs nouvelles et existantes à améliorer les liens autour de priorités nutritionnelles.



Au **Bangladesh**, les célébrations à l'occasion de la Semaine nationale de la nutrition ont été un événement phare, réunissant des parties prenantes à tous les niveaux. La coordination dans le pays s'est améliorée avec le rôle accru qu'assume le Conseil national de la nutrition et la création de comités multisectoriels décentralisés sur la nutrition au niveau des districts et des sous-districts. Des points focaux de la nutrition ont été désignés dans 22 ministères et organismes concernés par la nutrition et des réunions sont dorénavant régulièrement organisées.

En **Indonésie**, les agents de santé contribuent à garantir aux femmes une grossesse en bonne santé, sans anémie. La Stratégie nationale sur l'accélération de la prévention du retard de croissance (« Stranas Stunting ») de 2018-2024, a été lancée par le Vice-président, sollicitant la participation de 23 ministères de tutelle au plan national.

En **RDP Lao**, le Forum national sur la nutrition, qui s'est tenu en décembre 2018, a rassemblé plus de 200 représentants multisectoriels aux niveaux national et décentralisé. Le Réseau du secteur privé SUN, qui a été créé, a élaboré un plan stratégique sur cinq ans, qui est en attente d'approbation par le Ministère de la santé. 106 districts (sur 148) ont créé des comités de nutrition de district (en hausse par rapport aux 40 de l'an dernier).

Au **Cambodge**, le cadre global de la politique générale est solide et des politiques et stratégies essentielles sont en place, notamment le Plan national de développement stratégique 2019-2023 qui sera lancé en fin d'année, ainsi que la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les réseaux SUN ont joué un rôle important en veillant aux rencontres régulières des parties prenantes clés pour échanger des informations et partager leurs travaux sur la formulation de politiques et de processus stratégiques.



Au **Myanmar**, les dernières touches sont en train d'être apportées au Plan d'action national multisectoriel sur la nutrition 2018-2023 (MS-NPAN), le premier à être chiffré, qui est en cours d'approbation. Le MS-NPAN est à l'origine des efforts collectifs du Myanmar dans la lutte contre la malnutrition et, à ce titre, la présence de ministres et de ministres d'État lors de son lancement témoigne de l'engagement soutenu que lui voue le gouvernement. Le Mois de promotion de la nutrition a été célébré autour du thème « Investir dans la nutrition : unir nos forces dans la construction du pays ».



Au **Népal**, le 15<sup>e</sup> Plan national de développement (2019-2020) a donné priorité au Plan de nutrition multisectoriel national et la loi relative au droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire de 2018 a été promulguée.



Au **Pakistan**, les nouvelles recommandations diététiques pour améliorer la nutrition ont été lancées par le Ministère du plan et du développement et de la réforme, en collaboration avec la FAO. Ces recommandations diététiques complètes encouragent l'adoption de pratiques d'alimentation saine.

En **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, les parties prenantes ont réalisé pour la première fois l'évaluation conjointe du Mouvement SUN, qui s'est avérée être l'occasion de mettre en valeur les réalisations du pays dans le respect de ses engagements en faveur de la nutrition. En octobre 2019, la politique sur la nutrition et le plan d'action stratégique ont été lancés par le Premier ministre devant le Parlement, reconnaissant l'importance d'une action intersectorielle pour traiter des problèmes de nutrition.



Aux **Philippines**, depuis le lancement du Plan d'action pour la nutrition des Philippines 2017-22 (PPAN) en mai 2017, des collectivités locales ont pris des mesures concrètes pour la nutrition, afin de répondre à l'objectif principal du plan : le renforcement de la nutrition à l'échelle nationale dans un délai de six ans.

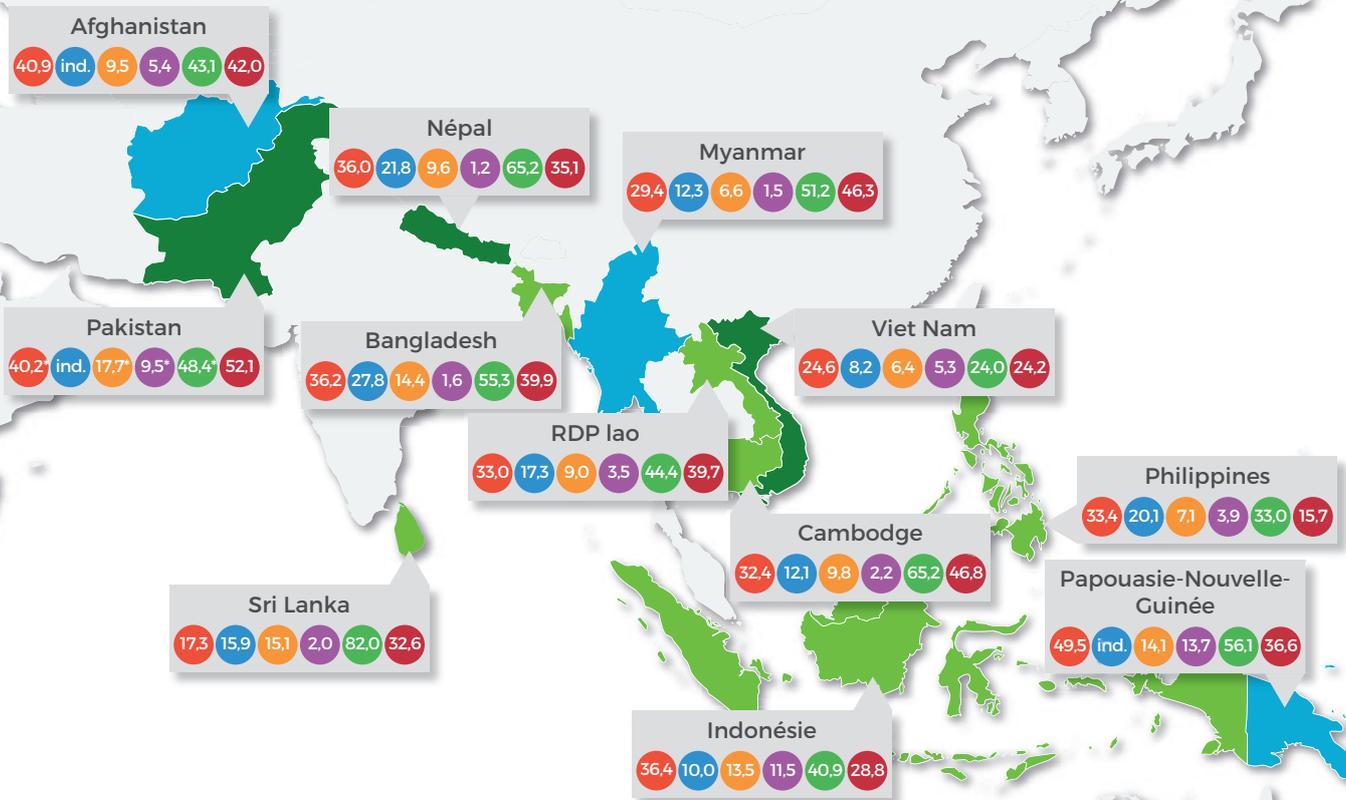
Au **Sri Lanka**, le Réseau du secteur privé SUN a été lancé à l'occasion d'une réunion d'inauguration à Colombo. Une cinquantaine de personnes y ont participé, dont 26 représentants de 20 grandes entreprises du secteur privé qui ont rejoint le réseau en tant que membres. Le Plan d'action multisectoriel pour la nutrition (MSAPN) 2018-2025 a été approuvé. Il sera axé autour de 6 domaines d'action basés sur les objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé. Une stratégie nationale complémentaire de plaidoyer et de communication a été lancée.



Au **Viet Nam**, un Plan d'action national pour la nutrition a été déployé à l'échelle nationale, entraînant la mise en œuvre de plans d'action infranationaux. La Semaine de la nutrition et du développement a été célébrée à travers le pays, en mettant l'accent sur l'importance de la nutrition pour les mères et pour les enfants. Une campagne de sensibilisation locale a également été organisée ; elle insiste sur l'importance d'une bonne nutrition, donne des exemples d'un régime diététique sain et équilibré et prône la sécurité et l'hygiène alimentaires.

# Renforcement de la Nutrition

## en Asie du Sud, du Sud-Est et dans le Pacifique



### Situation nutritionnelle

- Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans (%)
- Faible poids à la naissance (%)
- Allaitement exclusifs des nourrissons de 0-5 mois (%)
- Émaciation des enfants de moins de cinq ans (%)
- Surpoids des enfants de moins de cinq ans (%)
- Anémie des femmes entre 15-49 ans (%)

### Progrès vers l'atteinte des Objectifs stratégiques du Mouvement SUN (total pondéré, tel que rapporté en 2019)

- 0 - 25% progrès pondérés
- 26 - 50% progrès pondérés
- 51 - 75% progrès pondérés
- 76 - 100% progrès pondérés
- pondération non disponible



Célébrer les progrès

2019



# Récits de changements nutritionnels

## Amérique latine et Caraïbes

Au **Costa Rica**, l'Assemblée législative a lancé le plan stratégique du Front parlementaire de lutte contre la faim et la malnutrition (2018-22) pour favoriser et influencer le dialogue, le débat et le plaidoyer politique en vue de réduire toutes les formes de malnutrition.



En **El Salvador**, la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour 2018-2028 a été lancée. Celle-ci fournira une assistance complète et universelle, en ciblant plus particulièrement les groupes vulnérables et les personnes touchées par des situations d'urgence. Elle renforcera le cadre juridique et institutionnel pour faciliter la mise en œuvre et la viabilité tant au niveau national que local. Dans le cadre de son programme civique continu, Banco Industrial de El Salvador a salué l'action d'Ana Josefa Blanco Noyola, Ambassadrice SUN de la nutrition de 2017, pour l'aide qu'elle a apportée aux groupes vulnérables de la société.

Au **Guatemala**, le gouvernement a intégré la question du genre à ses programmes nationaux de soutien à l'agriculture familiale (PAFFEC) et de lutte contre la malnutrition (ENPDC). L'expérience guatémaltèque dans ce domaine a fait l'objet d'une présentation lors d'un événement parallèle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

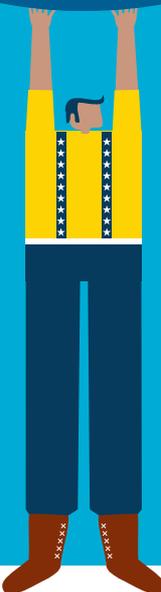
En **Haïti**, le Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été lancé (avec l'UE) afin de lutter contre la malnutrition. Celui-ci comprend un programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle multisectoriel et le Programme pro-résilience.



**Nous souhaitons la bienvenue au Honduras**, qui a rejoint officiellement le Mouvement SUN en 2019 en tant que 61<sup>e</sup> pays membre. Le Honduras apporte sa très riche expérience et peut être source d'inspiration pour d'autres pays, ayant récemment mis à jour sa Politique et stratégie nationales de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PyENSAN 2030), ainsi que son Plan d'action national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (PLAN-SAN 2019-2023) et son Plan d'action pour la nutrition (2019-2023).

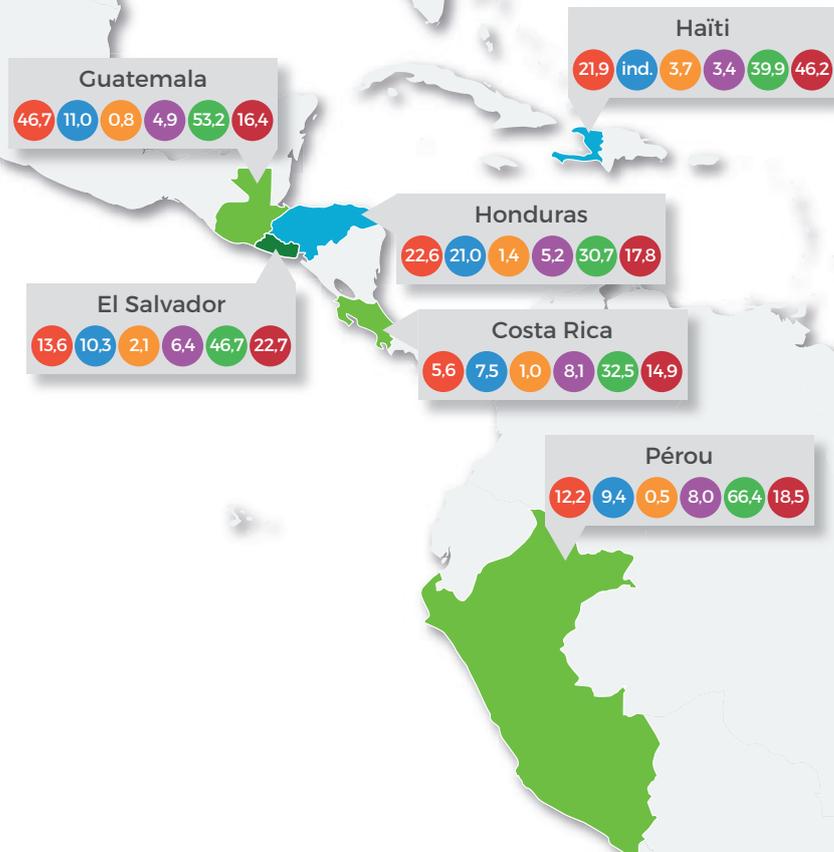


Au **Pérou**, la Stratégie multisectorielle de lutte contre l'anémie infantile a été lancée en juillet 2018, sous la houlette du Ministère du développement et de l'inclusion sociale. Cette stratégie propose une approche multisectorielle et intergouvernementale, impliquant quinze ministères, collectivités régionales et locales, en donnant la priorité aux territoires où la prévalence de l'anémie est la plus forte dans le pays.



# Renforcement de la Nutrition

## en Amérique latine et dans les Caraïbes



### Situation nutritionnelle

-  Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Faible poids à la naissance (%)
-  Allaitement exclusifs des nourrissons de 0-5 mois (%)
-  Émaciation des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Surpoids des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Anémie des femmes entre 15-49 ans (%)

### Progrès vers l'atteinte des Objectifs stratégiques du Mouvement SUN (total pondéré, tel que rapporté en 2019)

-  0 - 25% progrès pondérés
-  26 - 50% progrès pondérés
-  51 - 75% progrès pondérés
-  76 - 100% progrès pondérés
-  pondération non disponible

# En action :

## Comment l'approche du Mouvement SUN

### aide les pays à s'engager dans le changement



La **République du Mali** a rejoint le Mouvement SUN en 2011. Dans cette interview, le Dr Djibril Bagayoko, chef de la Cellule de coordination nutritionnelle du Ministère de la santé et point focal SUN au Mali, fait le point sur les progrès réalisés et les défis à relever.

« L'adhésion au Mouvement SUN a été très importante pour le Mali. Elle a incité le gouvernement à développer une politique nutritionnelle multisectorielle et des plans d'action assortis d'indicateurs de coûts et de performance, avec une responsabilité institutionnelle pour chaque secteur. La Cellule de coordination comble une lacune importante en termes de coordination multisectorielle des acteurs et des interventions dans le domaine de la nutrition. La nouvelle Cellule de coordination est placée sous l'autorité du Premier ministre, mais hébergée au sein du Ministère de la santé, ce qui facilite le renforcement du programme multisectoriel de nutrition dans le pays.

La principale leçon tirée de la gestion de la cellule est qu'il faut trois types de direction : direction politique, direction institutionnelle et direction du personnel. Le changement le plus important à réaliser concerne la disponibilité des données. La mise en place de systèmes de suivi fonctionnels nous permettrait [d'obtenir] des données du terrain et cela permettrait une meilleure coordination et une [meilleure] gestion des programmes pour finalement changer la situation nutritionnelle au Mali.

Le Mouvement SUN a appuyé le partage d'expérience en participant à de nombreuses réunions. Au niveau national, les parties prenantes SUN, incluant les donateurs et les agences des Nations Unies, ont rencontré le Secrétaire général du gouvernement malien pour plaider en faveur d'un renforcement de la nutrition à un niveau institutionnel supérieur. »<sup>34</sup>



La **République de Madagascar** a rejoint le Mouvement SUN en février 2012. Dans cet entretien, Faniry Hantarivivo, responsable du département du plaidoyer à Action contre la faim et Vice-présidente nationale de la plateforme de la société civile SUN à Madagascar, HINA, explique comment le Mouvement SUN joue un rôle essentiel en réunissant les parties prenantes autour d'un objectif commun.

« La Plateforme de la société civile du Mouvement SUN à Madagascar, HINA, a pour mission de porter la voix de la société civile à Madagascar en mettant en œuvre des actions de plaidoyer ayant des conséquences directes et indirectes sur la nutrition ; de coordonner et renforcer les actions de nutrition des organisations de la société civile ; de promouvoir l'utilisation d'informations fiables et actualisées sur la nutrition grâce aux travaux de recherche ; de développer des partenariats multi-niveaux et multi-secteurs.

<sup>34</sup> Interview menée par Ambarka Youssoufane. ENN. L'interview complète peut être [consultée ici](#).

Pour l'élaboration du nouveau Plan national d'action pour la nutrition – un plan multisectoriel – la plateforme HINA a mené une analyse de la phase 2 du plan gouvernemental pour repérer les lacunes et les goulots d'étranglement ayant empêché la mise en œuvre effective de ce plan, notamment en ce qui concerne l'intégration des secteurs eau, hygiène et assainissement (WASH) et nutrition, et la coordination multisectorielle. Trois grands domaines prioritaires ont été proposés : l'ensemble essentiel d'interventions spécifiques ; l'intégration des secteurs WASH ; le renforcement de la coordination et de la gouvernance. Au cours du processus, nous avons fait part de nos points de vue au comité de rédaction. Cela a duré près d'une année où nous avons dû nous rendre disponibles pour toutes les réunions et ateliers afin de veiller à la prise en compte de ces points. Nous avons finalement réussi à faire intégrer une section entière sur WASH dans le Plan d'action national pour la nutrition.

Le Mouvement SUN nous permet de « tirer le meilleur parti des cinq grandes instances : le secteur privé, les chercheurs, les bailleurs/donateurs, le gouvernement et la société civile. Nous organisons des réunions régulières pour réfléchir ensemble à ce travail de plaidoyer. En ce qui concerne la société civile, le Mouvement SUN a [aidé] à faire reconnaître son rôle, ce qui lui permet d'interpeller et de participer aux différentes instances de réflexion, de négociation et de discussion. Nous espérons que cela va continuer avec le nouveau gouvernement ! »<sup>35</sup>



**La République du Kenya a rejoint le Mouvement SUN en août 2012. Dans cette interview, Lucy Murage, conseillère régionale pour la santé et la nutrition des adolescents et des femmes à Nutrition International, réfléchit à la valeur ajoutée d'une approche multi-acteurs dans le cadre de son travail.**

« Le Kenya a adopté une approche multi-acteurs de la nutrition, ce qui a été rendu possible par le Mouvement SUN. Il y a plusieurs avantages à appartenir au Mouvement SUN. Premièrement, cela donne à la nutrition plus de poids, pour ainsi dire. Le fait que le point focal siège au sein du gouvernement place la responsabilité de la santé et de la nutrition dans le giron du gouvernement. Ensuite, le fait d'avoir des processus SUN nous a permis de mieux coordonner les partenaires. Cela a aidé le pays à élaborer un plan d'action multi-acteurs prenant en compte tous les domaines.

Le Kenya progresse dans la réalisation des objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) : le taux d'allaitement maternel du pays augmente, on observe une diminution des retards de croissance et nous travaillons à réduire le taux d'anémie chez les adolescentes et les femmes en âge de procréer. Ces avancées n'auraient pas été possibles sans la coordination permise par le Mouvement SUN. La coordination est source d'efficacité, elle garantit une répartition et une utilisation pertinentes des ressources, et permet aux donateurs de savoir où porter leur attention. »<sup>36</sup>

<sup>35</sup> Interview menée par Barbara Rehinder, Secrétariat du Mouvement SUN. L'interview complète peut être [consultée ici](#).

<sup>36</sup> Interview menée par Barbara Rehinder, Secrétariat du Mouvement SUN. L'interview complète peut être [consultée ici](#).



**La République islamique d'Afghanistan a rejoint le Mouvement SUN en septembre 2017. Dans cette interview, le Dr Shams, qui est chargé de la coordination du secrétariat technique pour l'Agenda pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afghanistan, explique le rôle central joué par le Mouvement SUN en créant un lien entre interventions humanitaires et développement.**

[En Afghanistan], « le Mouvement SUN apporte une valeur ajoutée en instaurant ce lien entre développement et action humanitaire, car il crée un environnement propice et offre aux différents donateurs, parties prenantes et partenaires de mise en œuvre un soutien politique et la possibilité de discuter des enjeux opérationnels et programmatiques. Lorsqu'ils se rassemblent, ils abordent les aspects du développement et des actions humanitaires de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Ils apportent leur expertise et proposent des actions conjointes visant à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition en Afghanistan. »<sup>37</sup>



**Le Royaume du Lesotho a rejoint le Mouvement SUN en 2014. Dans cette interview, M. Tiisetso Elias, point focal SUN, décrit certains des défis auxquels le pays est confronté et met en lumière le rôle du Mouvement SUN dans la promotion du changement.**

« Le Lesotho fait actuellement face à un problème de malnutrition qu'on qualifie souvent de "triple fardeau" de la malnutrition. Le problème nutritionnel le plus grave est le retard de croissance, mais nous constatons un accroissement de l'incidence du surpoids et des taux relativement élevés de malnutrition aiguë.

Nous sommes fiers de pouvoir compter sur des structures gouvernementales qui étaient déjà en place avant notre adhésion au Mouvement SUN. Nos structures ont toujours été très diversifiées et à plusieurs niveaux, de façon similaire aux recommandations du Mouvement SUN. Le principal défi est d'assurer leur bon fonctionnement sur le terrain : le gouvernement n'a jamais alloué une part importante de son budget à la nutrition et il arrive souvent que les initiatives des différents ministères se recourent.

Cependant, nous avons remporté des victoires dans la lutte contre la malnutrition, notamment face aux retards de croissance.

Personnellement, j'ai constaté que les différentes parties prenantes s'intéressent de plus en plus à la lutte contre la malnutrition et prennent conscience du rôle qu'elles peuvent jouer en la matière. Il nous faut également renouveler l'approche de lutte contre la malnutrition et passer du traitement à la prévention. Nous avons compris que la nutrition n'était pas seulement une question de santé. En réalité, tous les secteurs sont concernés, même la finance. »<sup>38</sup>

« Le Lesotho fait actuellement face à un problème de malnutrition qu'on qualifie souvent de "triple fardeau" de la malnutrition

<sup>37</sup> Interview réalisée par Stephen Williams, Secrétariat du Mouvement SUN. L'interview complète peut être consultée [ici](#).

<sup>38</sup> L'interview complète peut être consultée [ici](#).



« [La Somalie] vit une crise humanitaire depuis les années 1990, quand la guerre a éclaté. Elle constitue à ce jour l'une des situations d'urgence les plus complexes et les plus anciennes dans le monde. »

**La République fédérale de Somalie a rejoint le Mouvement SUN en 2014. Dans cet article, le Dr Mohamed Abdi Farah, conseiller spécial pour la santé et la nutrition nationale et point focal SUN, évoque les défis liés à la mise en place d'une approche multisectorielle de la nutrition dans un contexte de problèmes permanents en matière de sécurité, de développement et d'humanitaire.**

[La Somalie] « vit une crise humanitaire depuis les années 1990, quand la guerre a éclaté. Elle constitue à ce jour l'une des situations d'urgence les plus complexes et les plus anciennes dans le monde. Des taux élevés de mortalité et de malnutrition infantile, ainsi qu'un sévère manque de services élémentaires et des déplacements de population à grande échelle la caractérisent. La prévalence de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dépasse les 15 %, ce qui est au-dessus du seuil d'urgence.

La Somalie a rejoint le Mouvement SUN en 2014. À cette époque, elle avait déjà développé plusieurs stratégies : une pour la nutrition au niveau national, une pour les micronutriments et une autre pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE). Il a été décidé qu'un plan d'action chiffré pour la nutrition, servant de cadre commun de résultats, était nécessaire : il s'agit d'un document stratégique général visant à améliorer la situation nutritionnelle de la population en construisant et renforçant des systèmes intégrés et multisectoriels (personnel, fournitures, finances et gouvernance) et en intégrant des idées pluridisciplinaires dans des programmes réalisables.

La collaboration multisectorielle et multi-acteurs comporte son lot de défis. Parmi eux figure le manque de vision commune sur la nutrition, défi qui a été relevé dans une certaine mesure par l'établissement d'un consensus entre les participants en apportant des données clés sur la nutrition, tout en présentant l'idée d'introduire les problèmes nutritionnels dans les systèmes sectoriels.

Un des enseignements clés tirés du processus a été le fait de reconnaître que, bien que l'importance et le concept du cadre commun de résultats soient connus depuis un certain temps, celui-ci n'est jamais devenu une approche standard et n'a jamais été entériné dans le système national de coordination de la nutrition. Du fait de l'engagement politique du Cabinet du Premier ministre et de la clarté des objectifs, le processus de création du cadre commun de résultats a reçu le soutien bien nécessaire de plusieurs secteurs. »<sup>39</sup>

39 Article initialement rédigé par le Dr Mohamed Abdi Farah, Mohamed Abdi Hasan et Job Gichuki et publié par ENN. L'entretien complet peut être [consulté ici](#).



# Accélérer l'impact sur la nutrition

## avec les modalités de gestion et le système de soutien international SUN

Le défi de la nutrition présente de multiples aspects et **exige des partenariats reposant sur des leaders passionnés** à tous les niveaux de gouvernance. Les modalités de gestion et le système de soutien international du Mouvement SUN, qui comprend **le Secrétariat, la Coordinatrice, le Groupe principal, le Comité exécutif et quatre réseaux SUN**, vise à répondre aux besoins des pays SUN et à leur fournir une aide adéquate.

### Groupe principal et Comité exécutif du Mouvement SUN

#### Investir dans la nutrition pour un avenir durable avec le Groupe principal du Mouvement SUN et le Comité exécutif du Mouvement SUN



**Le Groupe principal du Mouvement SUN** comprend 28 chefs de file et acteurs du changement qui se sont engagés à placer la nutrition en tête de leurs priorités. Ses membres fournissent l'inspiration et l'orientation stratégique et agissent en qualité d'ambassadeurs de haut niveau du Mouvement SUN, en faisant un travail de plaidoyer sur des questions et des approches spécifiques.

**En 2018, les membres du Groupe principal SUN** avaient des objectifs ambitieux (décrits dans le présent [énoncé de résultat stratégique](#)), qui mettaient particulièrement l'accent sur l'autonomisation socio-économique des femmes et l'égalité hommes-femmes, ainsi que sur la transformation des systèmes alimentaires pour améliorer la nutrition. Parmi les nombreux engagements pris, David Beasley, Directeur exécutif du PAM, [s'est engagé à promouvoir la coopération](#) avec le secteur privé en soutenant les Réseaux du secteur privé SUN dans tous les pays SUN. Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP, [s'est engagé à militer pour le Mouvement SUN](#) dans le cadre des Assemblées de l'UIP et à poursuivre le dialogue avec les présidents de Parlements. Gunhild Stordalen, présidente exécutive de la Fondation EAT, [s'est engagée à ce que les Dialogues sur les systèmes alimentaires](#) s'attaquent aux problèmes locaux.

« Les parlementaires  
doivent faire de la  
nutrition une priorité  
politique

Martin Chungong  
Secrétaire général de l'UIP



David Nabarro, membre du Groupe principal SUN et Lawrence Haddad, membre [Comité exécutif du Mouvement SUN](#), ont reçu le [Prix mondial de l'alimentation 2018](#) pour leur travail de pointe, individuel mais complémentaire, au niveau mondial sur la lutte contre la dénutrition maternelle et infantile dans le dialogue sur la sécurité alimentaire et le développement. Kenneth Quinn, président du Prix mondial de l'alimentation, a décrit leur « sens de l'action intellectuel et politique extraordinaire, qui a permis de placer la nutrition maternelle et infantile au premier plan des objectifs mondiaux de sécurité alimentaire et, ce faisant, de réduire considérablement le retard de croissance chez les enfants ».

En 2019, le Secrétaire général de l'ONU a nommé un Groupe principal du Mouvement SUN renouvelé, composé de 27 dirigeants mondiaux qui mèneront la lutte contre la malnutrition et soutiendront les efforts déployés par les pays pour renforcer la nutrition afin de parvenir à un monde débarrassé de la malnutrition d'ici 2030. Au cours des deux prochaines années, le Groupe principal SUN va s'efforcer de créer une dynamique politique et de promouvoir une reconnaissance mondiale du pouvoir catalyseur de la nutrition pour atteindre les ODD. Il guidera l'orientation stratégique du Mouvement SUN dans un contexte en mutation. Les membres du Groupe principal du Mouvement SUN 2019 se sont réunis à l'occasion de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies et ont pris des engagements individuels et collectifs en vue de ses objectifs, dans la perspective du Sommet sur la nutrition pour la croissance de Tokyo 2020 et de l'avenir du Mouvement.

**Le Comité exécutif du Mouvement SUN** agit au nom du Groupe principal du Mouvement SUN pour superviser l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie du Mouvement, communiquer sur l'importance du Mouvement, et soutenir sa gouvernance et sa redevabilité. Ceci l'amène à prôner des changements de comportement auprès de toutes les parties prenantes ; à agir en tant qu'Ambassadeurs de la nutrition à l'intérieur et à l'extérieur de leurs propres institutions ; à

participer à des activités axées sur la nutrition au niveau national ; à renforcer les liens avec les points focaux SUN des gouvernements et les réseaux SUN ; à jouer un rôle proactif dans la défense de l'égalité hommes-femmes.



**Le Comité exécutif** a fourni un soutien et des conseils sur l'[examen à mi-parcours du Mouvement SUN](#), le [système de Suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage \(MEAL\)](#) du Mouvement SUN, la [nutrition dans des contextes fragiles](#), l'autonomisation des [femmes et des filles](#), la résolution des multiples fardeaux de la malnutrition et l'organisation de la [réunion du Groupe principal du Mouvement SUN](#).

[Meera Shekar](#), responsable mondiale Nutrition à la Banque mondiale, a été élue présidente du [Comité exécutif](#) (2019-2020) et de nouveaux membres ont été accueillis : Anna Lartey (FAO), Robert Bertram (USAID), Tatjana von Steiger (Suisse), Gladys Mugambi (Point focal SUN du gouvernement au Kenya), Nicola Brennan (Irlande), Asma Lateef (Bread for the World) et Shawn Baker, depuis peu Conseiller spécial auprès du Comité exécutif.

Le Comité exécutif s'est réuni au Secrétariat du Mouvement SUN à Genève pour son [séminaire annuel 2019](#) afin de discuter de l'examen à mi-parcours, de ses recommandations et de ses orientations sur la voie à suivre, l'adoption d'une approche axée sur les systèmes alimentaires et le renforcement de l'autonomisation des femmes.

Un [appel à l'action](#) lancé en 2019 demandait aux gouvernements des pays SUN de garantir leur engagement politique de haut niveau en faveur de la nutrition, appelait les parties prenantes à intégrer et appliquer les principes d'engagement SUN, et le Mouvement à s'engager dans la perspective du Sommet sur la nutrition pour la croissance (N4G) prévu à Tokyo 2020.

### **Soutenir les pays SUN et l'esprit catalyseur du Mouvement : le Secrétariat du Mouvement SUN**

En 2018-2019, le [Secrétariat du Mouvement SUN](#) a aidé les pays à réaliser leurs ambitions tout en s'efforçant de mobiliser et de maintenir les engagements en faveur de la nutrition au niveau mondial.

Brenda Killen a été [nommée Directrice du Secrétariat du Mouvement SUN](#), chargée de superviser les activités du Secrétariat en collaboration avec la [Coordinatrice du Mouvement SUN](#).

S'appuyant sur les succès de 2018, le Secrétariat a organisé les deuxièmes [Rencontres SUN sur la nutrition](#), réunissant des Ambassadeurs de la nutrition provenant de gouvernements, d'ONG, de donateurs et des Nations Unies, afin de [garantir la visibilité des enjeux liés à la nutrition à l'Assemblée mondiale de la Santé](#) et de fournir un espace de rencontre pour les parties prenantes du secteur pour des échanges et un apprentissage mutuels.

Le [système de Suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage \(MEAL\)](#) a été mis en place. Il apporte la preuve que de multiples parties prenantes appartenant à des secteurs divers peuvent se réunir pour changer les comportements, mobiliser des ressources et harmoniser leurs efforts de mise en œuvre afin d'obtenir des résultats. Le système MEAL fournit des données sur les pays consolidées et comparables au niveau mondial. Les tableaux de bord par pays fournissent des données importantes pour orienter le travail de plaidoyer et l'appui à la mise en œuvre.

La collaboration avec les [réseaux du Mouvement SUN](#) s'est intensifiée, ce qui a permis de renforcer les liens entre les réseaux. Cela s'est clairement vu dans la planification des visites de pays de la Coordinatrice du Mouvement SUN, dans le déploiement du système MEAL et dans les rencontres organisées conjointement, comme les Rencontres SUN sur la nutrition au cours de l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) 2019. Deux séminaires des réseaux SUN ont été organisés en octobre 2018 et en mai 2019 ; ils ont été des jalons importants permettant de réunir des acteurs clés du secteur.

L'engagement stratégique dans des activités intergouvernementales et politiques a constitué une autre activité importante, qui a fait intervenir la participation au Forum politique de haut niveau des Nations Unies pour le développement durable (juillet 2019), à l'Assemblée générale des Nations Unies (septembre 2019) et au Comité de la sécurité alimentaire mondiale (octobre 2019). Le Secrétariat a participé à des manifestations parallèles officielles avec des partenaires clés à l'occasion du sommet de l'Union interparlementaire et avec les points focaux des pays SUN au cours de [l'EAT Stockholm Food Forum 2019](#).

Le Secrétariat a lancé une série d'études par pays approfondies afin de mieux comprendre ce qui se passe au niveau décentralisé dans les pays qui ont été les premiers à rejoindre le Mouvement SUN. Les conclusions et recommandations de ces études détaillées seront communiquées fin 2019.

### **La Coordinatrice du Mouvement SUN**

Dans le cadre des modalités de gestion du Mouvement SUN, l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a annoncé en mars 2016 la nomination de Gerda Verburg au poste de Coordinatrice du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition (SUN) et de Sous-secrétaire générale des Nations Unies.

Avec le soutien du Secrétariat, la [Coordinatrice du Mouvement SUN](#) a effectué des visites dans les pays SUN tout au long de l'année. Ces visites ont des répercussions politiques importantes et elles créent au niveau national un élan de soutien à la mise en œuvre des engagements au niveau local. Parmi les temps forts de ces visites, on peut citer : la participation de la Coordinatrice du Mouvement SUN au Sommet national sur l'alimentation et la nutrition 2018 et au lancement d'un logo pour les aliments de qualité (Good Food Logo) en Zambie ; la participation à l'Atelier des donateurs SUN au Malawi ; la participation à la Conférence internationale de haut niveau sur la Décennie internationale d'action « L'eau pour le développement durable » 2018-2028, au Tadjikistan.

L'un des rôles clés de la Coordinatrice du Mouvement SUN est d'utiliser sa voix pour amplifier d'importants messages sur la nutrition et de partager les récits et les expériences des pays SUN sur la scène internationale afin de maintenir l'intérêt du public pour la nutrition. Au cours de la dernière année, elle a notamment insisté sur les messages clés suivants : Pourquoi le moment est [venu d'investir dans la nutrition](#) pour transformer nos systèmes alimentaires ; Viser en même temps l'amélioration de la nutrition et de la résilience climatique ; Pourquoi la nutrition pourrait être la [clé pour atteindre la couverture sanitaire universelle](#) et libérer le potentiel du capital humain ; Pourquoi [accorder plus d'attention](#) à l'agriculture, à la foresterie et à la pêche pour protéger notre planète et nourrir la population mondiale ; Pourquoi [l'union fait la force](#).

# Coup de projecteur

## sur le financement catalyseur et innovant du Fonds commun du Mouvement SUN

Le [Fonds commun du Mouvement SUN](#), lancé en 2017, est une source catalytique de financement sous forme de subventions qui vise à soutenir les activités de l'Alliance de la société civile SUN aux niveaux national et infranational.

Lors du 1<sup>er</sup> appel à propositions, [21 subventions ont été attribuées](#) à des Alliances de la société civile SUN dans 19 pays SUN. Le [2<sup>e</sup> appel à propositions](#) (lancé en décembre 2018) a accordé la priorité à des projets des Alliances nationales de la société civile qui témoignent de l'utilisation de partenariats pour atteindre les objectifs définis dans leurs plans nationaux de nutrition. 19 projets ont été financés grâce à ce deuxième appel.

En juin 2019, un 3<sup>e</sup> appel à propositions a été lancé pour renforcer les liens et la collaboration au sein de la plateforme multisectorielle/multi-acteurs aux niveaux national et infranational. Ce troisième appel porte sur des approches innovantes et le partage de connaissances, ainsi que sur des projets qui permettront d'améliorer les activités de nutrition multisectorielles, avec des effets directs sur la nutrition des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes, les filles et les adolescents.

### Que s'est-il passé ?

- L'Alliance de la société civile-SUN du **Kirghizistan** a préparé des propositions pour le programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle (programme SAN). Elles portaient sur : la prise en compte du droit à l'alimentation dans la législation kirghize ; une évaluation annuelle de la mise en œuvre du programme SAN avec la participation des parties prenantes ; et la mise en œuvre du programme SAN et l'élaboration des plans de nutrition infranationaux. L'Alliance de la société civile SUN du Kirghizistan a également rédigé une proposition pour l'élaboration de recommandations pour une alimentation saine.
- Le Centro de Apoyo de Lactancia Materna (CALMA) est l'un des principaux membres de l'Alliance NutrES, l'Alliance de la société civile SUN du **Salvador**. Son projet de « Plaidoyer pour un plan de nutrition SMART au Salvador » a donné des résultats importants. Il s'agit, notamment de préparer une proposition nationale afin d'apporter une contribution pertinente et stratégique à l'intention du prochain gouvernement du Salvador pour la période 2019-2024, intégrant notamment la nécessité d'avoir une planification SMART de la nutrition. Le Centro a aussi préparé un document technique sur la situation de la nutrition et de la sécurité alimentaire, qui a servi de base à la proposition.
- La Société civile SUN au **Nigéria** (CS-SUNN) a élaboré un budget provisoire infranational pour la nutrition (2015-2018) pour les régions sélectionnées qui ont connu des déficits de financement en nutrition. Le plaidoyer de la société civile a permis l'attribution d'une ligne budgétaire à la nutrition dans le budget supplémentaire de 2018 et dans le budget 2019 dans l'État de Kwara. Une formation a été menée pour renforcer les capacités des organisations de la société civile de CS-SUNN en matière de plaidoyer budgétaire dans 3 régions du pays. Au total, 59 organisations de la société civile ont été formées.

### Prochaines étapes :

- La Société civile ivoirienne engagée pour la nutrition (SCIEN), avec l'appui d'Action contre la faim, entend contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des populations en **Côte d'Ivoire** en participant à la mise en œuvre à long terme du Plan national multisectoriel de nutrition (PNMN) et de plans de nutrition régionaux. En outre, la SCIEN participera à l'étude des dépenses de nutrition et au recensement des déficits de financement, ainsi qu'aux efforts conjoints de mobilisation des ressources pour les plans de nutrition nationaux et régionaux. Elle travaillera sur le changement de comportement et fera entendre la voix des communautés locales au sein des comités régionaux de nutrition et des organes de décision au niveau central.
- CARE **Pérou**, au nom de l'Initiative contre la malnutrition infantile (IDI), plaidera auprès des autorités gouvernementales régionales pour des engagements politiques afin de faire reculer la malnutrition chronique et l'anémie infantile. Le projet mettra l'accent sur le plaidoyer en matière de nutrition, l'assistance technique et le renforcement des capacités des organisations de jeunes. CARE Pérou aidera ces organisations à concevoir, mettre en œuvre et suivre des programmes visant à réduire et à maîtriser la malnutrition chronique et l'anémie chez les enfants aux niveaux local et régional.



Credit : EAT Foundation

## L'apprentissage et les échanges au cœur du Mouvement SUN

La collaboration entre les pays et entre les différentes parties prenantes est au cœur du système de soutien international du Mouvement SUN. Pour faciliter l'apprentissage, les acteurs du Mouvement SUN organisent des voyages d'étude, des visites de pays, des webinaires d'information, des ateliers de renforcement des capacités, et des réunions régionales et mondiales, entre autres choses.

- Une série de webinaires ont été organisés sur des sujets tels que : [le Mécanisme de financement mondial](#) ; le [Fonds commun SUN](#) ; les tables rondes des donateurs ; le partage des outils et des ressources de plaidoyer avec le [Collectif mondial pour l'allaitement maternel, la nécessité de faire en sorte que les systèmes alimentaires contribuent à la nutrition](#) et le « pourquoi et le comment » de [l'évaluation conjointe du Mouvement SUN](#).
- Une délégation de 12 membres de l'Agenda pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afghanistan (AFSeN-A) a effectué [un voyage d'étude au Bangladesh](#) pour un **apprentissage entre pairs**.
- À Bangkok, 25 participants de 14 pays SUN ont participé à un atelier de **renforcement des capacités de trois jours** qui a été pour les points focaux SUN et Agriculture (PDDAA) une occasion unique d'apprendre ensemble à créer des systèmes alimentaires nutritifs et résilients aux changements climatiques.
- À Stockholm, en marge de l'EAT Stockholm Food Forum, 15 participants venus du Népal, du Sri Lanka, du Libéria, de la Zambie, de la Gambie, du Lesotho et du Kenya ont participé à un [séminaire de renforcement des capacités de trois jours](#) au sujet des qualités nécessaires pour les dirigeants efficaces dans le secteur de la nutrition. Lors de **l'EAT Stockholm Food Forum 2019, ces dirigeants ont ensuite partagé leurs expériences et histoires auprès d'une audience internationale**.
- La [deuxième édition des Rencontres SUN](#) sur la nutrition a été organisée en marge de la **72<sup>e</sup> Assemblée mondiale de la Santé** pour donner plus de visibilité aux difficultés des pays SUN et sensibiliser à l'importance de la nutrition dans les débats sur la couverture sanitaire universelle.
- Lors du **26<sup>e</sup> Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement au Guatemala**, un forum a été organisé, s'intitulant « [Les effets des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la malnutrition, la pauvreté et l'économie au Guatemala](#) ».
- À Bangkok, le [Secrétariat du Mouvement SUN a participé](#) à la troisième manifestation de l'**Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Asie du Sud (SAFANSI)** sur le rôle des systèmes alimentaires très efficaces contribuant à la nutrition et sous-représentés en Asie du Sud.

# Messages dans les médias

Les acteurs du Mouvement SUN ont amplifié le message sur la nutrition tout au long de l'année : Memani Morlai, le point focal du Mouvement SUN au Libéria, a expliqué [pourquoi des efforts plus importants sont nécessaires](#) pour que le régime EAT-Lancet puisse être adapté et utilisé par les pays à revenu faible et intermédiaire. Au Pakistan, il est de plus en plus reconnu que la participation [des médias est essentielle](#) pour mobiliser et susciter des actions positives afin de vaincre la malnutrition. Shawn Baker, membre du Comité exécutif SUN, a mis en garde contre les dangers de la complaisance dans le monde de la nutrition. [Dans un article intitulé « Le temps est-il venu de prendre plus de risques pour mettre en place des interventions nutritionnelles ? »](#), il insiste sur le fait que confier aux pays la gestion des programmes multisectoriels peut améliorer leurs chances de réussite. Des efforts tels que le [Mouvement pour le renforcement de la nutrition](#) et le [Panel mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition](#) cherchent à [reconnaître les interventions réussies](#) dans différents secteurs et à leur offrir une plateforme commune, tout en servant de communauté de praticiens.

## Coup de projecteur

### sur le renforcement des capacités : développer l'aptitude à diriger sur les questions de nutrition au sein des pays SUN

Les progrès du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) dépendent fortement de la capacité des points focaux des gouvernements à inciter les parties prenantes nationales à se réunir, à harmoniser les contributions et à mettre en œuvre des plans multisectoriels d'amélioration de la nutrition. Ce n'est pas une tâche facile. Les points focaux jouent un rôle primordial au niveau des plateformes de nutrition multi-acteurs : ils fédèrent, facilitent, coordonnent, apportent des solutions aux problèmes... En plus de comprendre les aspects sanitaires de la malnutrition ainsi que la complexité des approches fondées sur les systèmes alimentaires, les points focaux doivent résoudre les conflits d'intérêts et rassembler des personnes ayant des opinions divergentes derrière une vision commune : l'éradication de la malnutrition sous toutes ses formes a plus de chances de réussir si les parties prenantes unissent leurs forces et collaborent efficacement. En termes simples, ils doivent être des dirigeants forts.

En 2015, le Rapport sur la nutrition mondiale a constaté que l'exercice de l'autorité était l'un des principaux facteurs limitant l'avancement de plans de nutrition multisectoriels et a souligné la nécessité de combler les lacunes en la matière pour parvenir à de meilleurs résultats dans le domaine de la nutrition.

Ainsi, 15 participants venus du Népal, du Sri Lanka, du Libéria, de la Zambie, de la Gambie, du Lesotho et du Kenya se sont réunis pour trois jours de renforcement des capacités et de formation aux fonctions de direction.

La diversité des fonctions liées à la nutrition exercées par les participants, actifs aussi bien dans les domaines de la santé et de l'agriculture qu'aux niveaux politique et technique, a enrichi les débats. « Faire preuve d'autorité de votre position » a été le fil directeur de toutes les sessions et les participants ont été invités à mettre de côté leur titre professionnel et à acquérir de nouvelles connaissances au bénéfice de leur propre développement. Les participants ont échangé sur les capacités requises pour être un meneur efficace et sur les compétences nécessaires pour planifier, diriger, communiquer, gérer et poursuivre l'action avec de multiples parties prenantes et à différents niveaux de l'administration.

La formation a permis de renforcer la confiance des participants dans leurs qualités de dirigeants et leur sentiment de légitimité sur le terrain, ce qui a été constaté lorsque ceux-ci ont pris part avec enthousiasme et assurance au Stockholm Food Forum. Certains se sont exprimés à la tribune en présentant les points de vue de leurs pays dans le cadre des échanges internationaux.

**La conférence EAT a appelé à un changement de paradigme en faveur de systèmes alimentaires offrant non seulement de la nourriture pour tous, mais également des régimes alimentaires sains et durables, tant pour la population que pour la planète. Notre expérience au sein du Mouvement SUN montre que l'autonomisation des responsables de la nutrition dans les pays est une étape cruciale pour la réalisation de cet objectif.<sup>40</sup>**

40 Ce blog a été publié à l'origine sur le [site web du Mouvement SUN](#).

# Les réseaux SUN

- Réseau du secteur privé SUN
- Réseau des donateurs SUN
- Réseau des Nations Unies pour SUN
- Réseau de la société civile SUN



Réseau du secteur privé SUN



Ope Olanrewaju @ SBN



Quinta do Bom Ovo, avant le cyclone

« L'Examen à mi-parcours du Mouvement SUN en 2018 a mis en lumière les progrès accomplis par le Réseau du secteur privé SUN dans l'élaboration d'une « proposition de valeur solide et unique » et « la démonstration de son immense potentiel ».

Les quatre réseaux SUN visent à répondre aux besoins des pays SUN et à réaliser les ambitions du **Mouvement SUN**. Chaque réseau est coordonné au niveau mondial par un facilitateur dont l'objectif principal est de mobiliser, d'harmoniser et d'intensifier les efforts en faveur de la nutrition.

Dans les pays SUN, les membres des réseaux SUN apportent leur appui à leurs gouvernements nationaux respectifs en participant à des plateformes multi-acteurs et en alignant leurs activités sur les activités, les cibles et les objectifs nationaux.

## Inciter les entreprises à agir, investir et innover pour améliorer la nutrition avec le Réseau du secteur privé SUN

Le **Réseau du secteur privé SUN** mobilise les entreprises et les incite à agir, investir et innover dans des actions durables pour contribuer à réduire la malnutrition sous toutes ses formes. Il est coordonné conjointement par l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

Le Réseau du secteur privé SUN compte actuellement plus de **650 membres**, dont une majorité de petites et moyennes entreprises (PME), qui travaillent exclusivement à rendre les aliments sains et nutritifs plus disponibles et accessibles pour les consommateurs à faible revenu.

Depuis septembre 2018, le Réseau du secteur privé SUN a intensifié ses efforts pour mobiliser les entreprises au **niveau national** afin de soutenir les plans nationaux de nutrition des pays SUN, et il appuie désormais **33 pays SUN**. **Au niveau mondial**, la plateforme compte **23 membres internationaux**, qui sont des entreprises du secteur alimentaire et non alimentaire, dont les programmes de nutrition pour la main-d'œuvre touchent globalement jusqu'à **1,1 million d'employés dans le monde**. Les membres internationaux offrent une assistance technique au renforcement des capacités des réseaux de pays du Réseau du secteur privé SUN. **135 rencontres entre entreprises** ont été organisées entre les membres internationaux et nationaux du Réseau du secteur privé SUN au cours de la période 2018-2019.

En 2018, le Réseau du secteur privé SUN a coorganisé le tout premier forum des investisseurs pour la nutrition en Afrique. L'événement a attiré **220 participants**, dont des représentants de **20 organismes de placement, des chefs d'entreprise et des décideurs politiques**. Plus de 50 PME du secteur agroalimentaire ont assisté à l'événement, **parmi lesquelles 21** ont participé à la « **Salle des marchés pour la nutrition** ».

Le Concours d'argumentaires SUN, lancé en 2018, a mis en valeur les possibilités d'investissement présentées par les PME qui s'emploient à améliorer l'accès à des aliments nutritifs dans toute l'Afrique. Plus de **450 PME exceptionnelles** ont postulé aux concours d'argumentaires nationaux organisés dans **7 pays africains (Tanzanie, Nigéria, Mozambique, Zambie, Kenya, Malawi et Éthiopie)**. **21 finalistes présélectionnés** (dont **12 entreprises dirigées par des femmes**) lors de concours nationaux ont participé à la finale du Concours d'argumentaires SUN. Ope Olanrewaju, fondateur de Kennie-O Cold Chain Logistics, a été nommé lauréat du tout premier **Concours d'argumentaires SUN**.

Le **rassemblement des pays africains du Réseau du secteur privé SUN** (juin 2018) a eu lieu en **Tanzanie** et le **rassemblement des pays asiatiques du Réseau du secteur privé SUN** (février 2019) s'est tenu à Tokyo, au Japon. Ces rassemblements sont destinés à réunir les parties prenantes et les Réseaux du secteur privé SUN existants afin de partager les expériences, d'apporter des conseils pour la croissance et de favoriser la discussion entre les Réseaux nationaux du secteur privé SUN déjà établis et ceux qui viennent de se créer.

## En action dans le monde entier

**Le remplacement des acides gras trans industriels au Nigéria et au Pakistan : une approche Business 2 Business (B2B).** On estime que la consommation de graisses trans cause chaque année 540 000 décès dans le monde imputables à une maladie coronarienne. Les régimes traditionnels et le manque de réglementation et de connaissances sur les solutions de remplacement des acides gras trans industriels (iTFA) exposent le Nigéria et le Pakistan à un risque élevé. En 2019, le [Réseau du secteur privé SUN a reçu une subvention](#) pour promouvoir le remplacement des acides gras trans industriels sur les marchés émergents. À la suite de ce financement, deux projets pilotes multi-acteurs ont été lancés (au Nigéria et au Pakistan) afin de trouver et de mettre en œuvre des solutions rentables et pertinentes pour permettre aux entreprises locales de remplacer les acides gras trans industriels. Le projet entend mettre à profit les compétences des membres de l'Alliance internationale des produits alimentaires et des boissons (IFBA) afin de permettre à 20 PME des deux pays de remplacer les acides gras trans industriels. Un appui constant et la participation des bureaux mondiaux nationaux de l'OMS garantiront la crédibilité et la rigueur du projet. Les résultats seront exploités par d'autres Réseaux du secteur privé SUN pour aider les PME des marchés émergents à remplacer les acides gras trans. On espère que ces résultats inciteront à l'adoption de réglementations pour le remplacement des acides gras trans.

**Renforcer la résilience : Aider les PME à se rétablir après une catastrophe.** En mars 2019, le cyclone Idai a frappé le Mozambique. Lorsque nous avons discuté avec des propriétaires de petites entreprises basées à Sofala, la province la plus touchée, leurs témoignages étaient inquiétants : des installations de production et de transformation avaient été détruites, ce qui avait arrêté la production ; il y avait peu de nourriture disponible et ce qui l'était était vendu au prix fort.

M. Muchango, de Quinta do Bom Ovo, une petite entreprise produisant près de 10 000 œufs par jour, a partagé son expérience : la structure de sa ferme a été détruite et les cages, les panneaux solaires et le toit ont tous été gravement endommagés. Il avait besoin de tout reconstruire. Deux semaines après le passage du cyclone, la ferme a perdu 350 poules sur 6 000. De nombreuses autres petites entreprises ont également été touchées.

En contribuant au relèvement des entreprises, en les aidant à reprendre leurs activités, à rétablir les liens commerciaux et à accroître l'accès à des aliments sains, nutritifs et de qualité à un prix abordable, nous savions que nous pouvions contribuer au redressement de l'économie et des populations. Le Réseau du secteur privé SUN Mozambique participe aux mesures prises à la suite du cyclone en collaborant avec Royal DSM, membre du Réseau du secteur privé SUN mondial, pour faire l'inventaire des activités concernées afin de recenser leurs besoins immédiats. Cette initiative vise à rétablir rapidement la production et la distribution de produits alimentaires, à faciliter les liens entre les PME grâce à l'assistance technique des membres du Réseau du secteur privé SUN mondial, et à étendre le Réseau du

secteur privé SUN Mozambique aux zones touchées en créant un secrétariat régional dans la province de Sofala.

**La nutrition des travailleurs en Indonésie :** En Indonésie, environ 25 000 employés ont bénéficié des programmes de nutrition pour la main-d'œuvre mis en place par les membres du Réseau du secteur privé SUN. Les entreprises se sont engagées à soutenir une meilleure nutrition sur le lieu de travail, notamment en soutenant l'allaitement. Les engagements s'articulent autour de trois axes : les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant et la nutrition des adolescents, la nutrition équilibrée et la santé et l'hygiène. Le Réseau du secteur privé SUN Indonésie a sensibilisé les travailleurs — principalement des ouvriers des usines — à ces sujets et a pris des mesures en mettant notamment en place des cantines plus saines, des cliniques d'assistance et des espaces d'allaitement. Plusieurs entreprises du Réseau du secteur privé SUN Indonésie (telles que Indofood, Nutrifood, Kalbe, Otsuka, East West, BASF, Cargill et Panasonic) ont souscrit à ces engagements, en introduisant une politique de nutrition pour une main-d'œuvre productive et en bonne santé, et travaillent à l'amélioration de leurs politiques.

### **Réseau du secteur privé SUN Sri Lanka : Une structure de gouvernance qui favorise l'engagement des entreprises**

Le Réseau du secteur privé SUN Sri Lanka a été lancé en mars 2019, alors que les parties prenantes des secteurs privé et public appelaient à accroître l'engagement des entreprises en faveur de la nutrition dans le pays. Depuis lors, 30 entreprises ont adhéré au Réseau du secteur privé SUN. Tous les membres ont été encouragés à participer à un ou plusieurs des trois groupes de travail (axés sur la nutrition sur le lieu de travail, la production d'aliments nutritifs et la sensibilisation à la nutrition) qui forment la base du programme du réseau. Dirigé par un chef d'entreprise local, chacun de ces groupes se réunit tous les trimestres pour planifier et rendre compte de l'exécution de son plan de travail. Depuis sa création, les retours des parties prenantes sont positifs ; ils ont indiqué que le Réseau du secteur privé SUN avait créé une plateforme solide pour renforcer la communication entre le secteur privé et les responsables gouvernementaux sur les questions de nutrition, ce qui n'existait pas jusque-là.

## Prochaines étapes :

- Poursuivre l'approche « priorité aux pays » du Réseau du secteur privé SUN, qui appuie le renforcement des plateformes nationales du Réseau qui catalysent l'engagement des entreprises dans la nutrition ;
- Travailler avec les organisateurs du Sommet mondial sur la nutrition de Tokyo 2020 pour amener les alliances commerciales à s'engager dans des actions et des investissements afin de lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes ;
- Adapter le programme B2B pour mieux lutter contre la dénutrition et le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles ;
- Aider les PME à développer des innovations afin d'améliorer la consommation d'aliments nutritifs dans le cadre du Concours d'argumentaires SUN 2019/2020.



Réseau des donateurs SUN

« Le but est de mobiliser un financement accru et harmonisé en faveur de la nutrition et d'apporter ces mécanismes de financement novateurs et harmonisés aux pays SUN.

## La nutrition en tant qu'investissement partagé doté d'un rendement global avec le Réseau des donateurs SUN

**Le Réseau des donateurs SUN** lutte pour la transparence, l'amélioration de la coordination entre donateurs et une harmonisation avec les plans nationaux de nutrition des pays SUN. Le Réseau des donateurs du Mouvement SUN réunit les donateurs afin de promouvoir un engagement politique de haut niveau en faveur de la nutrition, un financement plus important et plus performant, une mise en œuvre harmonisée, un suivi des progrès et des résultats, et le partage des enseignements tirés de l'expérience.

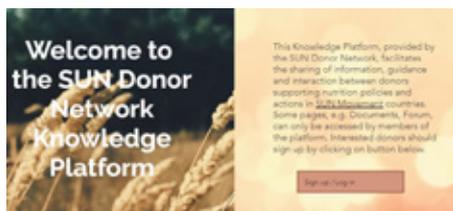
- À l'heure actuelle, **42 pays du Mouvement SUN** ont désigné un facilitateur des donateurs du Mouvement SUN pour renforcer, harmoniser et mettre en conformité le soutien des partenaires de développement dans le cadre des plans de nutrition gérés par les gouvernements.
- Les réseaux de donateurs existent dans **28 pays SUN** et **4 pays SUN** sont en train de mettre en place de tels réseaux.

Les membres du Réseau des donateurs SUN concourent également au fonctionnement et à l'efficacité du Mouvement, en apportant une contribution financière aux structures de soutien mondiales, en participant à la planification stratégique et en partageant les bonnes pratiques et le retour d'expérience. L'un des principaux objectifs est de veiller à ce que le retour d'expérience du Mouvement SUN puisse éclairer et renforcer les processus mondiaux et régionaux en lien avec la nutrition et le développement durable (par exemple, le Pacte mondial en faveur de la nutrition pour la croissance, la Décennie d'action, le Rapport mondial sur la nutrition, les orientations politiques du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, les ODD, R4D).

## En action dans le monde entier

**Améliorer la redevabilité sur les investissements dans la nutrition** : Le Réseau des donateurs SUN cherche à améliorer sa redevabilité, notamment par une révision du Code de responsabilité sociale d'entreprise pour l'alimentation de base et le développement d'un [marqueur de politique nutritionnelle de l'OCDE](#). Ce marqueur politique vise à améliorer l'identification, la notification et le suivi des [investissements multisectoriels et transversaux dans la nutrition](#) dans le cadre du Système de notification des pays créanciers (SNPC) du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Il a été introduit en 2018 par le Groupe de travail sur les statistiques de financement du développement (WP-STAT), un organe subsidiaire du CAD-OCDE qui établit les normes pour la communication des statistiques sur l'aide publique au développement (APD). La production de rapports sur ce marqueur de politique a commencé en 2019 (sur les activités de 2018), sur une base volontaire.

**Les membres du Réseau des donateurs SUN sont en train de réviser le manuel des recommandations à l'aide de la méthodologie du Réseau des donateurs SUN**. Préparé par le Réseau des donateurs SUN, le Mouvement SUN et les secrétariats de l'OCDE, le manuel explique comment coder les



activités avec le marqueur de politique de nutrition et interpréter les données.

**Soutien accru aux facilitateurs et aux Réseaux de donateurs nationaux :** Au cours des 12 derniers mois, le Réseau des donateurs SUN s'est efforcé d'accroître le soutien apporté aux coordinateurs et aux Réseaux de donateurs nationaux, et d'améliorer l'influence au niveau des pays. La nouvelle plateforme de partage des connaissances <https://sundonors.wixsite.com/website> offre aux acteurs un lieu de partage d'informations, fournit des conseils aux nouveaux membres et favorise les interactions entre donateurs.

Le Réseau des donateurs SUN a également publié un ensemble de conseils et une liste de contrôle des fonctionnalités, qui peuvent être utilisés par les nouveaux facilitateurs de réseaux de donateurs et par les pays qui ont rejoint récemment le Mouvement SUN. Il fournit des informations sur le rôle du Réseau des donateurs SUN au niveau mondial et sur les mécanismes de coordination des donateurs nationaux pour la nutrition. Il donne également accès à un large éventail de ressources nationales et mondiales.

La liste de contrôle des fonctionnalités guide les pays dans l'élaboration des plans de travail nationaux des réseaux de donateurs, le suivi des progrès et l'efficacité, et sur la planification et la mise en œuvre des activités conjointes.

**Construire des partenariats avec des mécanismes de financement novateurs :** Au cours de l'année écoulée, le Réseau des donateurs SUN a permis de réaliser des progrès majeurs dans l'établissement de partenariats dotés de mécanismes de financement novateurs, tels que le Mécanisme de financement mondial. L'objectif est de mobiliser plus de fonds en faveur de la nutrition et de rapprocher ces mécanismes de financement novateurs des pays SUN. Un récent webinaire, organisé par le Secrétariat du Mouvement SUN, a été l'occasion de conseiller les pays du Mouvement SUN éligibles au GFF afin de s'assurer que ces pays comprennent le mécanisme et y participent.

**Table ronde des donateurs pour la mobilisation des ressources :** Un webinaire sur « l'organisation d'une table ronde des donateurs pour le financement des plans nationaux de nutrition » s'est tenu en juillet 2019. Environ 80 personnes de 13 pays SUN (parmi lesquels des points focaux SUN de gouvernements, UNN-REACH, des donateurs et la société civile) se sont réunies pour discuter d'un soutien financier à la mise en œuvre de

plans de nutrition multisectoriels. Des participants de la Banque mondiale, de The Power of Nutrition et de Social Finance UK, ainsi que des responsables de Human Capital du Niger et du Burkina Faso, ont également rejoint le groupe.

**Études de cas par pays pour accroître le soutien global du Réseau des donateurs SUN aux pays :** Le Réseau des donateurs SUN a rassemblé un ensemble d'études de cas sur les activités, les réalisations, les contraintes et les possibilités pour le réseau à l'échelle des pays.

Au Mozambique, l'étude de cas a mis en évidence que le manque de données sur l'état nutritionnel du pays et le manque de planification fondée sur des éléments concrets représentaient des obstacles à une meilleure nutrition. Le Réseau national des donateurs dans le pays étudie actuellement les possibilités de renforcer les capacités institutionnelles en matière de coordination et de planification multisectorielles, à tous les niveaux administratifs. Il s'intéresse également aux moyens de soutenir l'élaboration et la mise en place d'un système d'information efficace sur la sécurité nutritionnelle afin d'améliorer le pouvoir de décision aux niveaux local et national. Au Sri Lanka, l'étude de cas a mis en évidence qu'un plaidoyer conjoint avec le gouvernement pourrait contribuer à renforcer la place de la nutrition dans la stratégie de développement nationale.

## Prochaines étapes :

- Rechercher les possibilités de mobiliser et d'harmoniser un financement de qualité pour la nutrition ;
- Améliorer l'harmonisation des financements de la nutrition à l'échelle nationale ;
- Créer et maintenir la mobilisation, l'engagement et la communication politiques aux niveaux international et national ;
- Améliorer la coordination et l'apprentissage au sein du Réseau des donateurs SUN à l'échelle mondiale ainsi que dans le système de soutien international du Mouvement SUN.



Réseau des Nations Unies  
pour le Mouvement SUN

## Les organismes des Nations Unies œuvrent ensemble au sein du Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN afin de rompre le cycle de la malnutrition

Le **Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN**, créé en 2013 par les responsables de la FAO, du FIDA, de l'UNICEF, du PAM et de l'OMS, vise à tirer parti des forces collectives des organismes des Nations Unies pour favoriser les innovations, et gagner en efficacité en renforçant la complémentarité entre les agences, ainsi qu'avec les gouvernements et les autres réseaux SUN.

- Aujourd'hui, **60 pays SUN ont établi des Réseaux des Nations Unies**, avec des points focaux désignés ;
- **55 pays SUN ont nommé un président de Réseau des Nations Unies**.

### En action dans le monde entier

**Retour sur l'année écoulée :** 2018-2019 a été une année enrichissante. Des fenêtres d'opportunités, telles que la réforme de l'ONU, ont permis au Réseau des Nations Unies pour le SUN d'explorer de nouvelles méthodes de travail, notamment des efforts pour mobiliser les Coordonnateurs résidents des Nations Unies sur la nutrition et tirer parti de leurs postes pour favoriser l'action collective. Au Burkina Faso, cela a aidé le Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN à prendre des mesures importantes pour réduire l'écart entre l'aide humanitaire et le développement. Nous nous sommes également servis de l'Agenda 2030 et des outils du Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN (par exemple, l'inventaire de la nutrition des Nations Unies) comme points de départ pour élargir le nombre de membres et toucher au-delà des organismes des Nations Unies dotés d'un mandat en matière de nutrition. Dix-sept agences/entités des Nations Unies différentes sont désormais membres du Réseau des Nations Unies au niveau national, alors qu'elles n'étaient que cinq au moment de la création du Réseau. Ceci offre l'occasion d'exploiter tout le potentiel du système des Nations Unies et de démystifier concrètement ce que signifie la nutrition multisectorielle.

Grâce aux financements d'Irish Aid, de l'UE et de l'ONU, le Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN a collaboré étroitement avec les gouvernements pour consolider les plateformes multi-acteurs, par un renforcement de leurs capacités, notamment par le biais du mécanisme UNN-REACH et de l'analyse multisectorielle. Nous avons pu également cartographier la couverture des interventions des parties prenantes et des réseaux à l'aide de l'outil web du Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN dans certains pays. Cela a permis de donner des moyens d'agir aux plateformes multi-acteurs – aux échelles nationales et sous-nationales – afin de mieux coordonner les actions de nutrition dans le paysage multisectoriel/multi-acteurs, tout en aidant les pays à mieux comprendre ce qui serait nécessaire pour renforcer la couverture en vue d'obtenir des résultats à grande échelle. 25 pays ont à ce jour entrepris cette cartographie et six autres l'ont fait ou le feront bientôt. Certains pays reproduisent l'exercice pour suivre l'état d'avancement des plans nationaux de nutrition (par exemple, le Mali et le Niger).

**La Sierra Leone est-elle proche de la mise en œuvre d'actions de nutrition à grande échelle ?** La malnutrition est un problème récurrent en Sierra Leone. Pourtant, moins de la moitié des interventions nutritionnelles de base sont mises en œuvre dans toutes l'ensemble des provinces, selon les résultats de la [cartographie des parties prenantes et des actions liées à la nutrition](#) soutenue par UNN-REACH. Même lorsque la couverture géographique est élevée, le nombre de personnes recevant un service donné est parfois faible ou inconnu en raison de données lacunaires. [La cartographie a mobilisé huit secteurs et cinq réseaux SUN différents](#), aboutissant à un total de 149 parties prenantes et de 22 actions cartographiées. Elle a ainsi fourni un terrain propice à un dialogue participatif sur la manière de planifier et de renforcer les actions de nutrition.



Acteurs de la nutrition et des actions en Sierra Leone  
Crédit : UN Network Secretariat/Sarah Cruz



Sierra Leone  
Crédit : UNN Secretariat

**La cartographie de la nutrition multisectorielle en République démocratique du Congo :** Un [exercice de cartographie mené par le gouvernement](#) (2018) a associé de nombreuses parties prenantes, notamment le groupe inter-donateurs pour la nutrition dans le pays. La cartographie a recensé 23 actions qui ont généré des résultats nutritionnels positifs aux niveaux national et provincial. En outre, elle couvrait les zones de santé dans sept provinces pour avoir une meilleure idée de l'intensité de l'action décentralisée. Des comparaisons stratégiques ont été établies entre la couverture géographique de l'intervention, les groupes cibles et les mécanismes de prestation qui ont fait apparaître des différences de couverture dans certains cas. Par exemple, la couverture du conseil en alimentation complémentaire variait considérablement entre les zones de santé des différentes provinces, avec une couverture supérieure à 75 % pour le Kasai et le Kasai oriental, tandis que d'autres (Sankuru et Sud-Kivu) signalaient une couverture inférieure à 25 %.

La cartographie a souligné la nécessité de se concentrer sur les résultats. Bien que la distribution des contributions à la planification familiale relève de nombreux acteurs dans toutes les provinces, la couverture chez les personnes âgées de 15 à 49 ans était systématiquement inférieure à 2 %. De manière tout aussi importante, la cartographie a permis de recenser des lacunes dans les données qui empêchaient de calculer la couverture de la population pour certaines actions. Globalement, l'exercice a montré que moins de la moitié des actions cartographiées couvraient plus de 50 % de leurs cibles dans toutes les provinces, ce qui permettait d'envisager des possibilités de renforcement, en particulier dans les provinces souffrant de retards de croissance élevés. Tandis que le Kasai et le nord-ouest du pays jouissent de la couverture la plus élevée, des problèmes chroniques sont observés ailleurs.

### **L'harmonisation accrue de l'aide des Nations Unies offre un nouveau climat propice aux progrès en matière de nutrition :**

Le **Burkina Faso** a réalisé des progrès importants dans la lutte contre la malnutrition, en atteignant un certain nombre d'objectifs majeurs dans ce domaine et en réduisant le retard de croissance infantile, qui est passé de 35 % en 2010 (enquête démographique et sanitaire) à 21 % en 2017 (enquête nationale sur la nutrition).

Depuis 2015, le Réseau des Nations Unies, à travers son organe d'exécution, REACH, a travaillé en étroite collaboration avec le point focal SUN. Aujourd'hui, environ huit ministères (agriculture, éducation, santé, gouvernance locale, solidarité nationale et féminine, recherche, protection sociale, commerce et WASH) sont impliqués.

Le Réseau des Nations Unies a formalisé un „récit commun“ en tenant compte de l'architecture et des processus du Mouvement SUN ; ce dernier a été conçu pour servir de catalyseur aux discussions avec le gouvernement et les partenaires sur les activités du Mouvement SUN aux niveaux national et sous-national. Le document a été élaboré à la suite de consultations avec les parties prenantes SUN et du résultat d'un

agenda commun des Nations Unies sur la nutrition, formulé en 2017, parallèlement à l'élaboration d'une vision commune des Nations Unies sur la nutrition. Lancé officiellement fin 2018, le « récit commun » a été révisé à la lumière de ces discussions élargies avec les parties prenantes.

Cette stratégie repose sur une analyse de la situation nutritionnelle et des difficultés rencontrées par les parties prenantes dans le pays, qui s'appuie sur les analyses du Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN. Celles-ci prennent notamment la forme de [tableaux de bord multisectoriels sur la nutrition, de synthèses de politiques et de programmes, d'une cartographie des parties prenantes et des actions liées à la nutrition](#), d'un inventaire des Nations Unies sur la nutrition et d'une [évaluation des capacités de nutrition](#), dont tous les acteurs SUN peuvent bénéficier et qu'ils peuvent utiliser. Cette approche a été cruciale pour orienter et les priorités pour l'évolution du Mouvement SUN au Burkina Faso. Le récit décrit les mesures prises par la FAO, le FNUAP, l'UNICEF, le PAM et l'OMS pour améliorer la nutrition, et il comprend des objectifs nutritionnels spécifiques pour aider à maintenir ces efforts sur la bonne voie.

**Les Philippines : un pays insulaire, qui a connu d'excellents résultats en matière de nutrition** – Le pays a pris [des mesures exemplaires pour lutter contre la malnutrition à tous les niveaux](#), depuis le Président de la République jusqu'aux collectivités locales. Les organismes des Nations Unies engagés dans le réseau des Nations Unies ont de plus en plus coordonné leurs efforts sur la nutrition pour aider à traiter ces questions multidimensionnelles de manière efficace et globale. On peut citer à titre d'exemple, la signature de la loi « Kalusugan at Nutrisyon ng Mag-Nanay », qui préconise la fourniture continue de mesures nutritionnelles par des services de santé prénataux et postnataux pendant la période critique de 1 000 jours. Cette étape a coïncidé avec un forum national intitulé **Nutrition in the First 1000 days : Integrate and Scale Up (Nutrition au cours des 1 000 premiers jours de vie : intégration et renforcement)**, organisé par le Conseil national de la nutrition (NNC) à Manille. La nouvelle loi a fait l'objet d'une [couverture médiatique par CNN](#) et a constitué un excellent moment de plaidoyer pour rappeler au public et aux décideurs politiques à la fois les lourdes conséquences de la malnutrition, et le retour sur investissement élevé qu'offrent les mesures nutritionnelles.

## Prochaines étapes :

- Renforcer la mobilisation des dirigeants des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies dans plus de pays ;
- Intégrer de nouvelles fonctionnalités dans nos outils, prendre des mesures pour s'assurer qu'elles sont utilisées à bon escient ;
- Œuvrer à une convergence accrue avec les autres réseaux SUN.



Réseau des organisations  
de la société civile SUN

## Réseau de la société civile SUN : Construire des alliances dynamiques de la société civile dans le monde entier

Le **Réseau de la société civile SUN** encourage la création d'alliances dynamiques au sein de la société civile. Fort de ses alliances dans **53 pays SUN**, le réseau représente plus de 3 000 organisations locales, nationales et internationales, couvrant une multitude de secteurs et de contextes, y compris quatre groupes de coordination régionale.

### En action dans le monde entier

**Les voix des jeunes et les ambassadeurs de la nutrition sur la scène mondiale : Le programme des Jeunes leaders pour la nutrition a été lancé** en juillet 2018 et 13 jeunes se sont inscrits et ont participé à des événements clés, parmi lesquels : une rencontre coorganisée par le FIDA et Save the Children Italie sur la [nutrition des adolescents](#), à Rome, en octobre, un événement FAO/IFPRI intitulé « Accélérer les progrès dans la lutte contre la malnutrition », à Bangkok, en novembre, et une tournée de promotion menée par RESULTS UK avec des parlementaires britanniques.

**En 2018, 5 jeunes leaders pour la nutrition** ont participé au **Concert Global Citizen Mandela 100 en Afrique du Sud**. Un représentant de la jeunesse a fait partie de chaque panel lors de la discussion de haut niveau sur l'ODD 2 et un jeune leader a prononcé un discours lors du dîner de haut niveau organisé pour l'ODD 2 devant les organismes des Nations Unies, les chefs d'État, la Vice-Secrétaire générale de l'ONU et la Coordinatrice du Mouvement SUN, Gerda Verburg.

**Des campagnes de soutien au Festival Mandela 100** ont été lancées par des Alliance de la société civile SUN au Kenya, en Zambie, au Malawi, au Zimbabwe, au Mozambique, au Nigéria et au Rwanda, appelant à **accroître les investissements dans la nutrition**. Ces campagnes se sont appuyées sur le rapport d'analyse budgétaire lancé lors du dernier trimestre, qui demandait aux gouvernements de la région d'investir 3 % de plus dans la nutrition au cours des trois prochaines années.

13 jeunes pionniers de la nutrition ont rédigé un blog pour le lancement du **Rapport sur la nutrition mondiale**, intitulé « [Pourquoi les jeunes militent pour la nutrition](#) ». « Une bonne nutrition aide les gens à atteindre leur plein potentiel et peut contribuer globalement à notre développement. La nutrition ne devrait pas seulement être une préoccupation des professionnels de la santé ou de l'agriculture, les jeunes devraient également être à l'avant-garde des actions en ce domaine. Mais bien sûr, les jeunes ne peuvent le faire seuls. »

Des manifestations **#GoodFood** ont eu lieu au Kenya et en Zambie à l'occasion de la **Journée mondiale de l'alimentation**. En Zambie, l'Alliance de la société civile SUN a encouragé le président zambien à assister à l'événement Mandela 100 en Afrique du Sud et à annoncer publiquement une hausse du budget alloué à la nutrition en 2019. Au Rwanda, l'Alliance de la société civile SUN a également organisé un événement **#GoodFood** dans le cadre du Forum sur la révolution verte en Afrique, qui a été présidé par le jeune pionnier rwandais pour la nutrition. Photo : 1 © Stefanie Glinski. Les agricultrices qui font partie de l'Alliance de la société civile SUN au Kenya cultivent des légumes en recourant à l'irrigation solaire.

En juin, cinq jeunes leaders du Réseau de la société civile SUN ont assisté à la conférence Women Deliver de 2019 à Vancouver. Le Secrétariat du Réseau de la société civile SUN a fièrement soutenu l'un des seuls événements entièrement gérés par des jeunes organisés pendant cette conférence, en veillant à offrir aux jeunes leaders les meilleures conditions pour s'exprimer. [Ce blog](#) donne



Jeunes leaders pour la nutrition au niveau mondial  
Concert du citoyen Mandela 100. Crédit : CSN



Activités des alliances de la société civile SUN en 2017 et 2018

« [...] avec dynamisme,  
créativité et vision du  
changement, les jeunes  
peuvent et vont trouver  
des moyens de changer  
le cours des choses.

*Rose Jade Eugenie Delgado,  
jeune leader mondial pour la  
nutrition, Philippines*

un aperçu des raisons pour lesquelles cet événement a été une réelle source d'inspiration pour les jeunes. La « **Boîte à outils sur la nutrition pour les adolescents** » a également été lancée par les jeunes leaders pendant cet événement.

Dans la **perspective du Sommet Tokyo 2020 sur la nutrition**, le Réseau de la société civile s'efforce d'assurer la bonne représentation de la société civile dans les groupes de travail Nutrition pour la croissance. Le gouvernement japonais a confirmé que la participation des jeunes était un aspect important de Tokyo 2020.

**Les ambassadeurs de la nutrition jouent un rôle clé dans les pays :** Au **Cameroun**, dix maires locaux ont été nommés ambassadeurs de la nutrition au sein de leurs circonscriptions et ont été formés aux principes de base de la nutrition, à la communication et au plaidoyer. Au **Soudan du Sud**, quatre ambassadeurs de la nutrition ont été choisis par l'alliance et une chanson évoquant la malnutrition a été composée. En **Zambie**, dix ambassadeurs de la nutrition, [dont Slap-Dee, artiste hip hop primé](#), ont été mis à contribution pour promouvoir les investissements dans la nutrition.

**Renforcer les capacités de la société civile : Deux ateliers régionaux du Réseau de la société civile SUN** ont été organisés en Afrique orientale et australe et en Afrique occidentale, ce qui a permis de renouveler les membres du réseau de l'Alliance de la société civile et de discuter de la manière dont le Réseau de la société civile interprète les principes d'engagement du Mouvement SUN et encourage la redevabilité et la transparence.

Le conseiller du Réseau de la société civile SUN chargé de l'appui national est intervenu sur l'importance de la nutrition, du Mouvement SUN et de Nutrition pour la croissance devant 30 volontaires au Royaume-Uni. En conséquence, les volontaires ont parlé aux députés locaux de la nutrition et une question a été posée sur la nutrition au Parlement. Le Secrétariat du Réseau de la société civile SUN a organisé des **webinaires de formation virtuels** pour les jeunes leaders dans le cadre de leur apprentissage et de leur développement personnel afin de soutenir le plaidoyer au niveau national. Les webinaires ont été consacrés **au Hub de plaidoyer pour l'ODD 2, aux campagnes numériques et à la mobilisation parlementaire**. Un « lancement de campagne » a également été organisé dans lequel chacun des jeunes leaders a présenté un argumentaire de campagne à un groupe d'experts et a recueilli leurs réactions.

Le Réseau de la société civile SUN a coordonné les **appels mensuels de jeunes leaders pour la nutrition**, en réunissant des jeunes leaders afin qu'ils puissent échanger des récits, parler des expériences et des difficultés rencontrées, et fournir un soutien à leurs pairs. Différents sujets ont été abordés : la manière d'élaborer un budget de campagne et de produire des éléments probants et des informations pour une mobilisation efficace des ressources, et des conseils sur la manière d'appliquer efficacement une perspective

d'équité entre les sexes au plaidoyer mondial en faveur de la nutrition.

Cette année, des ateliers régionaux annuels ont été organisés en Afrique orientale et australe, en Afrique occidentale et centrale et en Asie. Ceci a permis de réunir les Alliances de la société civile SUN pour échanger sur les bonnes pratiques et les défis à relever, déterminer leur contribution aux objectifs du Mouvement SUN, définir des plans régionaux et participer à une formation sur le système MEAL, la collecte de fonds, l'agriculture résiliente au climat et l'analyse budgétaire. Les ateliers leur ont aussi donné l'occasion d'avoir des discussions ouvertes sur les processus de gouvernance, les principes d'engagement, les conflits d'intérêt et les processus de divulgation. La collaboration et le travail en réseau entre les pays constitue pour les Alliances de la société civile SUN une occasion précieuse de se soutenir mutuellement. Les réunions ont eu lieu à Madagascar, au Sénégal et au Cambodge et 38 Alliances de la société civile SUN du monde entier y ont participé.

**Mobiliser les médias pour avoir des résultats importants sur la nutrition : À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation**, Hanitra Rarison a expliqué [pourquoi la nutrition des filles à Madagascar était si importante](#) et comment Girl Power Nutrition et le jeune leader SUN pour la nutrition peuvent changer la donne. En **Afrique du Sud**, les jeunes militants du Mouvement SUN [ont fait entendre leurs voix](#) lors d'événements clés de la société civile, tandis qu'au **Pakistan**, l'Alliance de la société civile SUN a lancé une campagne radio pour mobiliser et attirer l'attention sur les efforts en matière d'alimentation et de nutrition. Au **Zimbabwe**, une campagne médiatique a été lancée. Soixante émissions-débats à la radio ont été réalisées pour sensibiliser les citoyens à l'importance d'une bonne nutrition au cours des 1 000 premiers jours de vie et à la nécessité de consommer des aliments enrichis.

Au **Cambodge**, le CSA a offert [aux journalistes une formation](#) sur la nutrition et en **Sierra Leone**, l'Alliance de la société civile SUN a participé à deux programmes radiophoniques pour communiquer sur les problèmes de nutrition. Les ligues nationales de football et leurs supporters ont été ciblés par des messages sur la nutrition diffusés pendant les matchs de football dans le cadre de la récente campagne de sensibilisation à la nutrition menée par l'Alliance de la société civile du **Mozambique**.

## Prochaines étapes :

- Obtenir des financements pour assurer la pérennité du réseau et la mise en œuvre des plans nationaux ;
- Soutenir un réseau d'ambassadeurs de la nutrition afin que les points de vue des populations les plus marginalisées, notamment celles des femmes et des filles, soient pris en compte dans les décisions en matière de nutrition ;
- Soutenir le développement d'un réseau d'ambassadeurs parlementaires travaillant étroitement avec la société civile pour plaider en faveur du changement.



# Coup de projecteur sur certains des partenaires du Mouvement SUN :

## **Comment nous travaillons ensemble pour renforcer la nutrition dans le monde**

Le Mouvement SUN est fondé sur la conviction que la force du collectif permet d'aller plus loin que si nous avançons seul. Guidé par les priorités nationales, inspiré par des engagements mondiaux et motivé par des actions individuelles, locales et régionales, le Mouvement SUN dispose d'une capacité unique à organiser des partenariats dans de multiples secteurs et entre des parties prenantes inhabituelles.

Le Mouvement SUN a des milliers de partenaires dans le monde et chacun d'entre eux constitue une source vitale de dynamisme, de connaissances et de conseils pour les pays du Mouvement SUN. Voici quelques exemples qui montrent comment nous parvenons, ensemble, à impulser un changement positif.

### **Partenariats d'assistance technique à la nutrition (TAN)**

Le Département britannique pour le développement international (DFID) s'est engagé à améliorer le statut nutritionnel d'au moins 50 millions de personnes d'ici 2020 en s'attaquant à la fois aux causes immédiates et aux causes profondes de la malnutrition. Son objectif est de prévenir le retard de croissance chez les jeunes enfants, de réduire l'inégalité d'accès des filles et des femmes à la nourriture, à l'eau et à d'autres services essentiels, et de renforcer la résilience des pays face à la sécheresse et à d'autres chocs. Ce consortium d'assistance technique à la nutrition (TAN) rassemble des organisations qui apportent chacune une compétence technique spécialisée, parmi lesquelles MQSUN+, l'ENN et Nutrition International.

## Le consortium Maximising the Quality of Scaling Up Nutrition Plus (MQSUN+)

Au cours de l'année écoulée, MQSUN+ a fourni tout un ensemble de services d'assistance et d'appui techniques, parmi lesquels : un [atelier de plaidoyer multi-acteurs de haut niveau sur la nutrition au Tadjikistan](#), un [processus de validation du plan stratégique multi-acteurs pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afghanistan](#) et [l'élaboration en Somalie d'un cadre commun de résultats pour la nutrition](#).

**Le financement de la nutrition en pratique dans les pays SUN :** Le consultant en estimation des coûts de MQSUN+ pour les pays francophones d'Afrique [réfléchit au financement de la nutrition](#) dans les pays SUN. Dans le cadre de MQSUN+, la majeure partie de l'assistance technique liée au financement de la nutrition dans les pays francophones a été réalisée par le consultant, M. Mamadou Kone, qui est un économiste de la santé, possédant plus de 10 ans d'expérience dans les domaines de l'analyse financière et statistique, de l'estimation des coûts et de l'élaboration budgétaire, du suivi et de l'évaluation et de la gestion des subventions. Depuis 2017, il apporte une aide pour les activités liées au chiffrage des plans de nutrition nationaux multisectoriels au Togo, en Guinée et au Burundi, et il aidera bientôt le Gabon dans un exercice similaire. Cette assistance peut porter sur l'évaluation de l'état de préparation d'un plan en vue de l'établissement des coûts, l'inventaire et l'établissement des coûts de l'intensification des interventions nutritionnelles ayant de fortes retombées ou l'élaboration d'un budget pour la mise en œuvre des activités du plan. En 2018, des conseils ont également été fournis à de nombreux pays francophones dans la réalisation de l'analyse budgétaire SUN, notamment lors de visites dans les pays du Mali, de la Guinée et du Gabon, ainsi que la collecte et la validation de données budgétaires pertinentes. Ces interventions exigent un travail intensif avec les parties prenantes gouvernementales et les consultants nationaux pour renforcer leur capacité interne à participer aux prochaines phases de l'exercice.

**Renforcement des capacités des points focaux du Mouvement SUN et combler l'écart entre nutrition et agriculture :** En 2018-2019, le consortium MQSUN+ a contribué à l'organisation de deux ateliers mondiaux de renforcement des capacités fonctionnelles du Mouvement SUN à Bangkok (2018) et à [Stockholm \(2019\)](#). Reconnaisant les liens étroits existant entre la nutrition et l'agriculture, les séminaires visaient à soutenir et à favoriser les changements de comportement des points focaux SUN et du Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) afin de coordonner plus efficacement les efforts multisectoriels de

planification et de mise en œuvre de la nutrition. Les séminaires ont porté sur les comportements et les compétences liés à la conscience de soi, à la communication et à la négociation, à la clarification des rôles et à la compréhension du genre et des systèmes alimentaires. Au-delà des sessions, les séminaires ont été une occasion unique pour les points focaux SUN et PDDAA de se réunir dans tous les pays et de parler des difficultés rencontrées et des apprentissages, tout en soutenant à la fois la collaboration entre les pays et l'engagement intersectoriel.

## Prochaines étapes :

- Aider les pays SUN à aller plus loin que l'élaboration de plans de nutrition pour mettre en œuvre des stratégies via la mobilisation de ressources, le plaidoyer, la coordination et l'application des plans au niveau décentralisé ;
- S'engager dans une réflexion plus large et innovante sur les systèmes alimentaires, la couverture maladie universelle, l'équité (notamment le genre et le handicap) et soutenir l'analyse et l'utilisation des données pour la prise de décision.

## Nutritional International

Dans le cadre du projet TAN, Nutrition International (NI) a effectué 38 missions d'assistance technique (AT) dans 17 pays SUN. Sur l'ensemble des missions assurées entre le 1er avril 2018 et le 1er août 2019, 19 visaient à fournir une nouvelle assistance technique.

**Faire de la nutrition chez les adolescents une priorité en Tanzanie :** Les adolescents tanzaniens représentent près de 20 % de la population. [Il est donc essentiel de mobiliser pleinement leur potentiel](#) pour assurer le développement social et économique du pays. Toutefois, ils sont confrontés à de nombreux défis, notamment des taux élevés de mariage d'enfants, de grossesses précoces et de malnutrition. Face à ces défis, le Ministère de la santé, du développement communautaire, du genre, des personnes âgées et des enfants a organisé la première Conférence sur le plan d'action national accéléré et le programme d'investissement pour la santé et le bien-être des adolescents. La conférence a réuni des représentants des adolescents des 31 régions de Tanzanie. Elle visait à aborder six grands problèmes : le mariage et la grossesse chez les adolescentes, la malnutrition, les taux d'abandon scolaire, la violence sexuelle, physique et physiologique, le VIH et le sida et l'absence de débouchés professionnels intéressants.

« Qu'il s'agisse d'aider les pays à chiffrer les plans nationaux de nutrition ou de veiller à ce que ces plans soient mis en œuvre de manière efficace et efficiente au niveau local, nous sommes fiers de soutenir les pays SUN et de servir de passerelle entre la politique et la pratique.

*Joel Spicer, Président et directeur général de Nutrition International*

Nutrition International a dirigé la session en utilisant la campagne « [With Good Nutrition She'll Grow Into It](#) » comme fil conducteur du programme. Laureta Lucas, experte technique de Nutrition International, a présenté un exposé sur les raisons pour lesquelles la santé et une bonne nutrition jouent un rôle clé pour les adolescents et sur la manière dont une alimentation saine peut les aider au quotidien. 31 adolescents, filles et garçons, ont ensuite été invités à prendre la parole. « Le gouvernement reconnaît qu'une bonne nutrition est un fondement solide pour le pays. Nous allons mettre en place un comité directeur de haut niveau sur la nutrition afin d'atteindre notre objectif, qui est d'impliquer toutes les parties prenantes sur les questions de nutrition », a déclaré le Premier ministre, l'Honorable Kassim Majaliwa. « Pour parvenir au développement industriel, la nutrition est le fondement d'une population active dynamique. »

**Assurer la fourniture d'une assistance technique coordonnée au Bangladesh :** Au **Bangladesh**, les experts de Nutrition International qui fournissent l'assistance technique à la nutrition (TAN) s'emploient à [coordonner leurs travaux](#) pour améliorer leur efficacité. La coordination des efforts est clairement apparue évidente lorsque l'équipe du projet s'est rendue au Bangladesh en février 2019 pour rencontrer le point focal SUN, le Ministère de la santé et de la famille, les partenaires du Conseil national de la nutrition du

Bangladesh et les prestataires d'assistance technique NTEAM. La visite a coïncidé avec l'atelier national multi-acteurs sur le suivi et l'évaluation, organisé et animé par les prestataires d'assistance technique de NTEAM dans le cadre du soutien au [renforcement du suivi et de l'évaluation multisectoriels de la nutrition](#).

**Autour du monde :** À l'occasion de la conférence **Women Deliver 2019**, de [jeunes défenseurs de la nutrition ont rencontré](#) des dirigeants au cours de l'événement « How She Leads : Past, Present, Future » (Le rôle dirigeant des femmes : passé, présent et futur). Anayat Sidhu, jeune figure de proue du Mouvement SUN pour la nutrition, a témoigné sur l'apprentissage précoce qu'elle a pu faire des conséquences que peuvent avoir une nutrition médiocre, lorsque sa famille a déménagé du Canada en Inde lorsqu'elle était jeune. Elle a souffert d'anémie pendant ses deux premières années d'école et cette expérience a orienté son travail actuel. Jane Napais Lankisa, une jeune leader du Mouvement SUN du Kenya pour la nutrition, a évoqué les difficultés en tant que jeune femme célibataire travaillant dans le domaine de la santé maternelle ; elle a souligné l'importance de créer un climat de confiance mutuelle au sein de la communauté. Le Dr Siekmans a [présenté les progrès réalisés à ce jour](#) sur le **système de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage SUN (MEAL)**, en mettant en avant des exemples clés de produits de gestion des connaissances pour la nutrition au cours d'un atelier de renforcement des capacités. Le projet TAN collabore avec le gouvernement philippin pour [mettre en œuvre le plan d'action des Philippines pour la nutrition](#). Découvrez la [vidéo de la Cérémonie nationale de remise des prix de la nutrition 2018](#), au cours de laquelle a eu lieu le lancement d'un Compendium des actions de nutrition.

## Prochaines étapes :

- Mettre en œuvre le Plan stratégique 2018-2024 et le dossier d'investissement de Nutrition International, qui présentent une approche à faible coût et très efficace.
- Repérer les lacunes et fournir un appui coordonné et rapide pour renforcer la capacité des pays à intensifier les interventions en matière de nutrition.

## Emergency Nutrition Network (ENN)

L'Emergency Nutrition Network (ENN) vise à renforcer les données et les analyses scientifiques et le savoir-faire pour permettre des interventions nutritionnelles efficaces dans les pays exposés aux crises et à des niveaux élevés de malnutrition. Travaillant dans de nombreux pays SUN, l'ENN soutient le Mouvement en lui fournissant des données probantes sur la nutrition et en formulant des bonnes pratiques.

- En 2018-2019, 26 pays SUN ont publié des articles dans [Field Exchange](#) (FEX) et [Nutrition Exchange](#) (NEX), notamment 5 nouveaux pays (**Mali, Kirghizistan, Gabon, Congo et Burundi**).
- L'ENN a réalisé trois études de cas nationales axées sur des programmes multisectoriels de nutrition au niveau décentralisé (en **Éthiopie**, au **Niger** et au **Bangladesh**), une étude de cas examinant le lien entre développement et humanitaire en Somalie et un document examinant les progrès des réseaux SUN dans 17 États fragiles et touchés par les conflits.
- L'ENN a également mis en avant l'approche du Mouvement SUN dans une [vidéo sur les programmes multisectoriels](#), dans une vidéo sur [l'Évaluation conjointe menée par le Mouvement SUN au Burkina Faso](#) ; dans un podcast sur [la réalisation d'un exercice de chiffrage des coûts au Yémen](#) et un podcast sur [le pouvoir des ambassadeurs de la nutrition en Sierra Leone](#).

**Documenter la programmation multisectorielle :** La documentation de la programmation multisectorielle (MSP) qui revêt une importance critique pour le Mouvement SUN, a constitué un axe de travail majeur pour l'ENN. L'ENN a notamment pour objectif d'évaluer le degré de décentralisation de la programmation multisectorielle. Ces aspects ont été examinés à travers des études de cas détaillées dans trois pays, en s'appuyant sur la documentation d'un ensemble précédent de trois études de cas menées en 2018 au **Kenya**, au **Sénégal** et au **Népal**. Les études de cas se sont penchées sur les caractéristiques de conception mises en œuvre pour accroître la contribution à la nutrition, y compris, le cas échéant, la convergence des activités entre plusieurs secteurs, ainsi que le degré de suivi et d'évaluation des effets des interventions des programmes multisectoriels. Les principales conclusions des études de cas sont les suivantes : les programmes multisectoriels consistent généralement à rapprocher les secteurs plutôt qu'à introduire de nouvelles formes de programmation ; il faut du temps pour communiquer et planifier de manière appropriée une stratégie de nutrition multisectorielle ; la mise en place de structures de coordination de haut niveau

est utile pour faciliter l'élaboration de programmes multisectoriels.

### Cartographie et analyse des réseaux du Mouvement

**SUN :** Une [cartographie et une analyse détaillées des réseaux du Mouvement SUN](#) dans les 17 États fragiles et touchés par un conflit (FCAS) ont été entreprises, aboutissant à un webinaire organisé par l'ENN avec des parties prenantes internationales. L'analyse a mis en évidence les principales réalisations des réseaux et les enseignements tirés au fur et à mesure que les pays ont été confrontés à des défis et les ont surmontés. Elle a aussi donné lieu à la publication d'exemples nationaux de bonnes pratiques et de recommandations pour les réseaux dans les FCAS.

### Le lien entre développement et humanitaire :

Le lien entre développement et humanitaire est un domaine de travail essentiel. Une visite en Somalie (et notamment des visites régionales) a été entreprise, [et a débouché sur un rapport d'étude de cas détaillé](#), rédigé en collaboration avec le gouvernement somalien et le coordonnateur du Groupe sectoriel national axé sur la nutrition, avec l'appui important des équipes des groupes sectoriels nationaux et du groupe international. Le rapport a été largement diffusé et un podcast a été enregistré avec des représentants du gouvernement, afin d'examiner le programme de résilience et le cadre commun de résultats développés par le biais d'une plateforme multi-acteurs dirigée par le point focal SUN pour la Somalie. Les résultats ont été présentés à un groupe consultatif composé de donateurs, d'agences des Nations Unies et d'ONG internationales concernées par les travaux de l'ENN sur le lien entre développement et humanitaire, et ont été bien accueillis.

## Prochaines étapes :

- Collaborer avec le Mouvement SUN à l'occasion du Rassemblement Mondial du Mouvement SUN ;
- Réaliser deux études de cas sur la programmation multisectorielle de la nutrition aux Philippines et au Zimbabwe et une étude sur le lien entre développement et humanitaire en Éthiopie.

## Partenariats : Aller plus loin ensemble

Le Mouvement SUN compte des milliers de partenaires dans le monde entier. NIPN et Alive and Thrive sont deux exemples qui montrent le fonctionnement de **ces partenariats et les effets positifs qu'ils peuvent avoir**.

## Plateformes nationales d'information sur la nutrition (NIPN)

Portée par la Commission européenne, l'initiative NPIN vise à aider les pays à renforcer leurs systèmes d'information pour la nutrition et à améliorer leurs capacités d'analyse de données afin d'éclairer les décisions stratégiques pour prévenir la malnutrition.

- La NPIN intervient actuellement **dans 8 pays SUN (Bangladesh, Burkina Faso, Éthiopie, Guatemala, Côte d'Ivoire, Laos, Niger et Ouganda)** pour améliorer l'accès aux données et aux informations sur la nutrition au niveau national.
- Pour **renforcer les capacités au niveau des pays**, des ateliers ont été organisés en Éthiopie, en RDP Lao, en Ouganda et en Côte d'Ivoire (avec la participation d'équipes venant du Niger et du Burkina Faso), auxquels s'est ajouté un atelier d'une journée avec l'équipe du Guatemala, rassemblant plus d'une centaine de participants issus d'institutions d'accueil de la NPIN, de ministères et de partenaires de l'assistance technique des 7 pays.
- **Six webinaires thématiques ont été organisés**, en anglais, français et espagnol. 20 à 30 participants à chaque fois se sont intéressés aux outils, aux méthodes et aux approches qui peuvent être employés à l'appui du processus de la NPIN.

**Utilisation des données à l'appui de la prise de décisions en matière de nutrition :** Au **Guatemala**, les [données existantes ont été utilisées pour accompagner la prise de décisions en matière de nutrition](#), ce qui a permis de passer du stade de la politique nutritionnelle à celui de sa mise en œuvre. La note de synthèse, publiée par des partenaires internationaux et locaux de la NPIN au Guatemala (la Commission européenne, CATIE et SENSAN), analyse les progrès réalisés par le pays dans la mise en œuvre de stratégies multisectorielles de réduction des retards de croissance. Elle démontre le potentiel de l'approche de la NPIN à assurer le suivi des progrès réalisés au niveau national et à orienter la prise de décisions à la lumière des données existantes. Ce rapport apporte des réponses aux principales questions stratégiques et ses conclusions sont utilisées dans la perspective des élections de 2019 pour défendre auprès des décideurs, tels que les collectivités locales et le Congrès, une meilleure mise en œuvre des interventions dans le domaine de la nutrition.

« Le renforcement de l'approche multisectorielle visant à lutter contre toutes les formes de malnutrition dépend aussi de la disponibilité d'informations sur la nutrition et des systèmes connexes. Il s'agit là d'une étape essentielle dans l'optique de la plateforme nationale d'information qui produira des informations qui viendront nourrir les concertations stratégiques et les débats.

*S. E. Leo Faber, ambassadeur de l'Union européenne en RDP Lao, Lancement de la NPIN, 2018*

**Travailler avec les décideurs sur l'importance de bonnes données sur la nutrition :** En novembre, au cours de la [conférence IFPRI-FAO « Accélérer l'élimination de la faim et de la malnutrition »](#) qui s'est déroulée à [Bangkok](#), la NPIN a organisé un événement parallèle afin de débattre des [Opportunités stratégiques et défis institutionnels pour la NPIN](#). Le groupe d'experts, présidé par Marti J. van Liere, chef de l'équipe du Mécanisme mondial de soutien de la NPIN, était composé de représentants de l'unité Sécurité alimentaire et nutrition, de la DG de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne, du Centre for Development Policy Research, du Ministère du plan et de l'investissement de la République démocratique populaire Lao et de l'institut de santé publique de l'Éthiopie. Le groupe a discuté des moyens à adopter d'une part pour interpeller les décideurs de différents secteurs aux niveaux national et décentralisé et obtenir leur adhésion, et d'autre part pour rapprocher divers systèmes d'information et en coordonner les analyses. Plusieurs enjeux prioritaires en sont ressortis, notamment l'appropriation de la démarche par les pays, telle que celle manifestée par l'Éthiopie et le Laos, l'incorporation de l'approche de la NPIN dans l'actuel système de coordination multisectorielle sur la nutrition et enfin la nécessaire transparence dans l'utilisation des données existantes.

## Prochaines étapes :

- En 2018/2019, plusieurs pays SUN ont entamé au niveau national un dialogue stratégique, données à l'appui. Au Guatemala et en RDP Lao, il s'est établi désormais à l'échelle décentralisée. Les résultats de ces dialogues au niveau national et décentralisé seront évalués dans ces pays précurseurs (et d'autres pays SUN leur emboîteront le pas), en examinant les bonnes décisions prises par les autorités nationales et locales reposant sur une meilleure utilisation des données sur la nutrition, pour de meilleures décisions et un impact accru.

## Alive & Thrive

Alive & Thrive (A&T) est une initiative qui vise à sauver des vies, à prévenir la maladie et à assurer une croissance et un développement en bonne santé par une nutrition maternelle optimale, l'allaitement et des pratiques d'alimentation complémentaire. A&T soutient les campagnes de sensibilisation locales et prête son appui aux plateformes multi-acteurs du Mouvement SUN pour défendre l'amélioration des activités, du financement et des pratiques en matière de nutrition.

**Communications et plaidoyer en faveur de la nutrition en Éthiopie :** En **Éthiopie**, le Mouvement SUN (ECSC-SUN) est une coalition de 60 organisations de la société civile. L'initiative Alive and Thrive dirige le travail de communication et de plaidoyer de la coalition. En 2018, le groupe a collaboré avec le Ministère fédéral de la santé et avec ECSC-SUN en vue d'élaborer des supports de formation et des modules de prise en main de la nutrition, qui sont utilisés en ce moment.

Une autre activité phare du groupe a été le lancement de la Politique nationale sur l'alimentation et la nutrition et le Mouvement national des 1 000 jours en février 2019. Pour marquer l'occasion, 200 participants issus des secteurs de l'agriculture, de l'éducation, de la santé, de l'eau, des femmes et des enfants se sont réunis à Adama City, dans l'État régional d'Oromia. Cet événement, inauguré par le Ministre de la santé, a vu la participation de membres de l'Office national de coordination pour la nutrition, des Ministres de l'éducation, du commerce et de l'industrie et de l'agriculture, ainsi que des représentants de l'USAID et l'UNICEF. Alive and Thrive a contribué à la présence d'un grand nombre de professionnels des médias, ce qui a permis [une vaste couverture médiatique](#).

**Activités des Réseaux SUN Société civile en Asie du Sud-Est :** Au **Viet Nam**, le Réseau de la société civile SUN, créé en juillet 2019, est un organisme indépendant et crédible qui soutient des activités propices à l'amélioration de la nutrition. Le groupe de base, composé de Save the Children, Health Bridge, Plan International, World Vision, Child Fund, Helen Keller International (HKI) et Alive & Thrive, a défini le mandat et a établi conjointement une proposition visant à renforcer sa gouvernance et ses capacités internes pour le Fonds commun du Mouvement SUN.

En **Asie du Sud-Est**, Alive & Thrive, aux côtés d'autres défenseurs de l'allaitement, a apporté son soutien aux pays pour veiller à ce que le Codex Alimentarius, des normes alimentaires adoptées à l'échelle mondiale, soit aligné sur le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel de l'OMS et sur d'autres politiques qui protègent, préconisent et soutiennent l'allaitement.

**Échange d'expériences entre le Laos et le Myanmar sur le renforcement des Alliances de la société civile du Mouvement SUN :** L'Alliance de la société civile du **Mouvement SUN Laos** a souhaité la bienvenue

à six membres des comités de pilotage nationaux et infranationaux de l'Alliance de la société civile du **Mouvement SUN Myanmar**, à l'occasion d'une visite d'apprentissage à Vientiane, en juin 2019. Cet échange d'apprentissage portait sur la gestion des Alliances de la société civile du Mouvement SUN, le travail de plaidoyer et le travail en réseau avec d'autres alliances du Mouvement SUN. Les membres du comité de direction du Laos et ceux du comité de pilotage du Myanmar se sont également réunis pour discuter du nombre de membres, des plans de travail et des échanges avec le gouvernement. La visite a comporté une réunion d'apprentissage croisé sur les activités de plaidoyer mises en œuvre par chacune des Alliances de la société civile du Mouvement SUN. Les délégués laotiens ont été particulièrement intéressés par les activités de plaidoyer auprès des médias et des parlementaires, alors que ceux du Myanmar ont trouvé utile d'en apprendre plus sur les approches adoptées par le Laos pour nouer le dialogue avec le gouvernement.

**Collaboration pour l'amélioration de la nutrition au Nigéria :** Alive & Thrive a collaboré avec le Réseau de la société civile SUN et Save the Children à l'examen du budget quinquennal (2014-2018) de la santé et de la nutrition au niveau national dans les États de Lagos, Kaduna, Kano, Nasarawa et Niger. A&T a communiqué les résultats de cet exercice à plusieurs ministères, notamment ceux des Finances, du Plan et de la Santé. Dans l'État de Kaduna, le Réseau de la société civile SUN et Alive & Thrive ont travaillé ensemble pour plaider en faveur d'un congé maternité de six mois. À l'issue d'une séance d'orientation avec le Réseau de la société civile SUN, les organisations ont tenu une réunion avec les Commissaires de la condition féminine, le chef de la fonction publique de l'État de Kaduna et le commissaire au budget et au plan. S'ajoutant aux autres initiatives prises par A&T, cette réunion a contribué à la politique relative au congé de maternité annoncée par l'administration de l'État de Kaduna en mai 2019.

## Prochaines étapes :

- En Asie du Sud-Est, A&T va renforcer ses partenariats avec les alliances nationales de la société civile au Cambodge, au Laos, au Myanmar, aux Philippines et au Vietnam ; A&T renforcera les capacités des organisations locales de la société civile au niveau national et décentralisé et engagera le dialogue avec le secteur privé et les Réseaux du secteur privé SUN afin de promouvoir des pratiques commerciales responsables.
- Au Nigéria, A&T appuiera des activités de plaidoyer dans les domaines suivants : le décaissement et le suivi des fonds prévus au budget pour la nutrition, la révision de la réglementation nationale en matière de commercialisation des substituts du lait maternel et les efforts visant à améliorer la coordination de programmes nutritionnels et la mise en place du Plan d'action pour l'alimentation et la nutrition de l'État de Lagos.

# Pleins feux

## sur les domaines prioritaires pour le Mouvement SUN

« Le réseau des parlementaires s'emploie à élaborer et à adopter des lois sur la nutrition qui visent notamment à faire appliquer le Code international de commercialisation des substituts de lait maternel, et des mesures destinées à exonérer de taxes les matières premières destinées à la production d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi. Nous avons également réussi à adopter une ligne budgétaire consacrée à la nutrition.

**M. Gnoumou Nissan Boureima**, député du Burkina Faso et maire de Houndé, également président du Réseau régional des parlementaires pour la nutrition en Afrique occidentale et centrale<sup>41</sup>

### Mobiliser les parlementaires en faveur de la nutrition

#### Messages clés :

- Les parlements ont un rôle décisif à jouer pour que la nutrition soit une priorité politique de premier plan et que les engagements politiques se traduisent en actes.
- Ils peuvent jouer un rôle essentiel en prônant auprès des habitants de leur circonscription électorale les améliorations à faire en matière de nutrition et en utilisant leur tribune pour livrer un plaidoyer et obtenir des résultats.

#### Au sein du Mouvement SUN :

- **45 pays** font savoir que les plateformes multi-acteurs pour la nutrition du Mouvement SUN entretiennent des relations avec les parlements<sup>42</sup>.
- **15 pays SUN** sont dotés d'un Réseau parlementaire SUN national consacré à la nutrition : **Bénin, Burkina Faso, Cameroun, El Salvador, Guatemala, Guinée, Madagascar, Malawi, Mali, Niger, Ouganda, Pérou, Sénégal, Tanzanie et Tchad.**

**Le Libéria** est en train d'instaurer un nouveau réseau parlementaire axé sur la nutrition, sa première réunion ayant eu lieu en avril 2019.

Plusieurs pays ont organisé des débats parlementaires sur la nutrition en réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général de l'Union interparlementaire et membre du Groupe principal du Mouvement SUN, Martin Chungong, dans [la lettre qu'il a adressée aux présidents des parlements](#). Le **Myanmar** a ainsi tenu un débat parlementaire sur la nutrition et le rôle du Mouvement SUN en août 2018 ; Des représentants du Ministère de la santé et des sports, de l'UNICEF et de l'OMS se sont joints aux parlementaires.

Le Secrétariat du Mouvement SUN, en partenariat avec l'Union interparlementaire, la FAO, l'OMS et le [Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant](#), a coorganisé une manifestation parallèle à la 139e Assemblée de l'Union interparlementaire à Genève (octobre 2018), dont l'intitulé était [Légiférer sur l'alimentation et la nutrition : enseignements tirés, défis et possibilités d'action parlementaire](#). Cette rencontre a permis un apprentissage mutuel, les parlementaires échangeant des exemples sur les

41 L'interview complète est disponible ici : <https://www.enonline.net/nex/11/parliamentariannetworkwestafrica>

42 Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, El Salvador, Gambie, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Indonésie, Kenya, Kirghizistan, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Vietnam, Zambie et Zimbabwe.



thèmes suivants : les meilleures pratiques d'étiquetage nutritionnel, la commercialisation d'aliments malsains pour les enfants au Chili et le droit à l'alimentation inscrit dans la constitution au **Kenya**.

En novembre 2018, plus de 200 représentants parlementaires de différents pays du monde entier ont participé au premier Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition à Madrid. Cet événement a réaffirmé l'engagement politique visant à garantir l'accès universel à une alimentation suffisante et de qualité.

Constatant la lenteur des progrès réalisés dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, les parlementaires de neuf pays d'Afrique de l'Est [se sont engagés à pousser leurs gouvernements à intensifier leur lutte](#) contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition par la promulgation d'une législation solide et l'affectation des moyens adéquats. Lors de leur première réunion annuelle, les membres de « l'Alliance parlementaire de l'Afrique de l'Est pour la sécurité alimentaire et la nutrition (EAPA FSN) » nouvellement créée se sont engagés à mettre à profit leur rôle déterminant en tant que législateurs pour faire valoir le droit à l'alimentation.

En juillet 2019, l'Assemblée législative du Costa Rica a lancé le plan stratégique du [Front parlementaire de lutte contre la faim et la malnutrition](#) qui vise à prendre en main et à influencer le dialogue, le débat et le plaidoyer politique en vue de réduire toutes les formes de malnutrition. « Pour atteindre l'objectif « faim zéro », il faut des mesures de transformation des systèmes alimentaires qui les rendent viables, équitables et inclusifs. Une telle démarche nécessite une réglementation pour faciliter l'accès de la population à des aliments nutritifs et sains à un prix équitable et produits d'une manière responsable sur

le plan environnemental, » a déclaré Paola Valladares, coordinatrice du Front parlementaire contre la faim et la malnutrition.

L'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS), avec l'appui de partenaires régionaux, a organisé une réunion régionale des parlementaires des pays de la CEDEAO (en décembre 2018), afin de créer le Comité interparlementaire de la CEDAO, de la Mauritanie et du Tchad pour la mise en œuvre de la Déclaration de Ouagadougou sur le financement adéquat de la santé, le dividende démographique et les politiques de population et développement. Cette déclaration mettra l'accent sur l'engagement pris par les pays africains à Abuja qui fixe à 15 % la part de leurs dépenses publiques à consacrer à la santé.

### **Collaboration entre la société civile et des réseaux parlementaires pour soutenir les ambassadeurs de la nutrition :**

- Au **Malawi**, des réseaux parlementaires (composés de chefs de secteur des ministères de tutelle, des chefs administratifs de secteur, d'élus et d'administrateurs de district) ont été créés afin d'assister et de former les dirigeants politiques nouvellement élus sur les grands enjeux de nutrition au sein de leur région ou dans le pays.
- Au **Mozambique**, l'Alliance de la société civile du Mouvement SUN a formé quatre groupes parlementaires à faire campagne pour la hausse de l'allocation budgétaire consacrée à la nutrition et pour l'intégration de la nutrition dans un large éventail de politiques et de plans.
- Au **Pakistan**, l'Alliance de la société civile du Mouvement SUN a récemment aidé des parlementaires nouvellement élus à former un groupe

de quinze membres d'ambassadeurs de la nutrition parlementaires, parmi lesquels on compte des parlementaires nationaux et provinciaux, en vue de défendre les objectifs nutritionnels et de superviser la mise en œuvre des politiques gouvernementales portant sur la nutrition. Cela s'inscrit dans la continuité de leur campagne de promotion lors du processus électoral de 2018. Grâce à cette démarche, tous les grands partis ont inscrit la nutrition au rang de leurs priorités dans leur manifeste de parti et, dans [son discours d'investiture](#), le Premier ministre nouvellement élu s'est engagé à faire de la lutte contre la malnutrition une priorité absolue.

- Au **Zimbabwe**, l'Alliance de la société civile du Mouvement SUN et le Réseau des Nations Unies pour le SUN se sont associés à des parlementaires, des universitaires et des médias pour lancer le rapport d'analyse budgétaire d'Afrique orientale et australe en septembre 2018. Son but est de mettre en lumière les lacunes budgétaires de la nutrition.



# Mobilisation budgétaire

## en faveur de la nutrition et pour l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement au Burkina Faso : Exemple de l'effet positif des activités de sensibilisation au niveau national

Le Réseau des parlementaires pour la sécurité nutritionnelle (REPASEN) au Burkina Faso a été créé en 2016. En 2019, 34 députés se rencontrent régulièrement et participent aux campagnes de sensibilisation nationales organisées par les plateformes multi-acteurs de SUN.

Avec leurs partenaires, les députés ont plaidé pour la création d'une ligne budgétaire consacrée à la nutrition au sein du Ministère de la santé en 2017. Les analyses budgétaires effectuées par le Ministère de la santé (2014) et par le RESONUT (2016) ont montré que le gouvernement investissait moins de 2 % de son budget national dans la nutrition et que la plupart des fonds pour la nutrition provenaient des donateurs. Ces conclusions ont donné lieu à des campagnes de sensibilisation de la part des agences des Nations Unies, des ONG internationales et des réseaux SUN. Citons notamment deux documents de synthèse élaborés par toutes les parties prenantes et partagés avec le Ministère des finances qui appellent à une hausse des investissements au niveau national. [Une note technique](#) expliquant les principaux enjeux de la nutrition a été transmise à l'ancien président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso lors d'une rencontre personnelle. En outre, deux événements parallèles de haut niveau ont été organisés : un budget pour la nutrition a alors été approuvé par le Ministère de la santé en 2017.

Cependant, en raison de problèmes de sécurité nationale, le budget alloué à la nutrition par le Ministère de la Santé a été diminué d'un tiers. Pour pallier cela, les acteurs de la nutrition, y compris des parlementaires, se préparent à influencer la révision de la ligne budgétaire « Nutrition » lors de la session budgétaire extraordinaire de septembre 2019. Ils ont déjà soumis une proposition au président Roch Marc Christian Kaboré, qui a récemment été désigné comme ambassadeur de la nutrition dans le cadre de l'initiative Dirigeants africains pour la nutrition.

En outre, le REPASEN a également commencé à sensibiliser le Parlement aux problèmes liés à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement. Le réseau a mené une enquête (en 2018/2019) et interrogé le Ministère de l'eau et de l'assainissement sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les communautés. Le gouvernement a ensuite mobilisé un financement (avril 2019) auprès de la Banque mondiale pour un projet de 180 milliards FCFA (environ 294,660 millions USD, financés à 83 % par la Banque mondiale, le reste étant à la charge du fonds national gouvernemental) pour l'eau potable et l'assainissement dans quatre régions (sur 14) au Burkina Faso.



« L'autonomisation, ça marche !  
Le Mouvement SUN a constaté que  
les actions nutritionnelles les plus  
efficaces à ce jour sont celles qui  
ont reconnu et pris en compte les  
inégalités sociales et de genre.

7 choses à savoir :

[Faits et chiffres clés](#)

## Renforcer l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

### Messages clés :

- La promotion de l'inclusion de la diversité, de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes et des filles s'inscrit au cœur de l'action du Mouvement SUN pour faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte.
- La bonne santé des femmes et des filles est la pierre angulaire d'une société saine. Il est vital de garantir leur accès à une bonne nutrition tout au long de leur vie.

Le Groupe principal du Mouvement SUN, en collaboration avec Affaires mondiales Canada, Nutrition International et Save the Children, [a lancé un appel à l'action](#) (mai 2019), décrivant les mesures à prendre à tous les niveaux et par tous les acteurs du Mouvement SUN pour faire en sorte que les programmes produisent le plus d'effets positifs possible. Cet appel à l'action demande à l'ensemble des acteurs du Mouvement SUN de réorienter leur travail et de traduire en actes les engagements qu'ils ont pris pour l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation à l'échelle nationale. Consultez le portail consacré à la thématique du genre pour en savoir plus : <https://scalingupnutrition.org/fr/nutrition/gender-equality-and-the-empowerment-of-women-and-girls/>

**Pouvoir. Progrès. Changement.** La Conférence Women Deliver 2019, la plus grande conférence mondiale sur l'égalité hommes-femmes et sur la santé, les droits et

le bien-être des filles et des femmes, s'est révélée être une tribune essentielle pour le Mouvement SUN. On a pu y faire état des progrès et des changements réalisés. Le Mouvement SUN a coorganisé trois événements. De jeunes leaders en nutrition du Réseau de la société civile SUN y ont assisté, de même que le point focal SUN du gouvernement du Kenya, Gladys Mugambi, et le membre du groupe de pilotage du Réseau de la société civile SUN, Irshad Danish. Lawrence Haddad et Lauren Landis, tous deux membres du Comité exécutif, y ont participé.

En 2018, [le consortium MQSUN+ a réalisé un examen systématique](#) en vue de « prendre la température » des plans d'action nationaux de nutrition de 15 pays, d'après les critères énoncés dans la liste de contrôle des « critères et caractéristiques des plans nationaux de nutrition de qualité » du Mouvement SUN (comprenant une évaluation de la façon dont ces plans intègrent les dimensions hommes-femmes de la nutrition et cherchent à corriger les problèmes), et en vue de formuler des recommandations concrètes pour renforcer ces plans afin qu'ils garantissent la prise de mesures efficaces en matière de nutrition. Une note de synthèse a été également publiée à ce sujet : [La question du genre dans les plans d'action multisectoriels sur la nutrition](#).

Au [Guatemala](#), pays du Mouvement SUN depuis 2010, [le gouvernement s'est engagé à intégrer la dimension du genre](#) dans ses programmes nationaux de soutien à l'agriculture familiale et de lutte contre la malnutrition.

[L'égalité hommes-femmes a aussi été un sujet phare](#) de l'atelier de renforcement des capacités fonctionnelles destiné aux points focaux du Mouvement SUN et du PDDAA qui s'est tenu en marge du EAT Food Forum. L'atelier s'est penché sur la problématique hommes-femmes ; les participants ont examiné les corrélations qui existent entre les fonctions de direction et le genre, et ils se sont intéressés aux liens entre genre et nutrition.



« La nutrition est un investissement que l'on ne regrette pas. Il peut briser le cercle vicieux et intergénérationnel de la pauvreté et permettre d'édifier des sociétés stables et résilientes, en posant des fondations solides qui ouvriront la voie à la CSU.

Gerda Verburg, Coordinatrice du Mouvement SUN. Pour prendre connaissance de la déclaration complète, cliquez [ici](#)

## Intégrer la nutrition dans la couverture sanitaire universelle

### Messages clés :

- Il est vital de parvenir à la couverture sanitaire universelle pour éradiquer la malnutrition. Or, la couverture sanitaire universelle ne sera réalisable qu'à condition d'intégrer les interventions de lutte contre la malnutrition (surtout pendant les 1 000 premiers jours de la vie de l'enfant) dans les plans et les politiques au niveau mondial, national et décentralisé.
- Si la lutte contre la malnutrition exige l'intervention de multiples acteurs dans divers secteurs, le système de santé joue un rôle crucial dans la fourniture de services de nutrition essentiels à tous. Les plans nationaux de CSU et les plans de nutrition multisectoriels doivent être harmonisés.

Le système de santé a un rôle essentiel à remplir dans la prestation universelle de services élémentaires de nutrition, et plus particulièrement pendant les 1 000 jours, de la grossesse jusqu'à l'âge de 2 ans. En effet, l'élimination de la malnutrition ne sera possible que lorsque chacun aura accès à des services élémentaires de santé et de nutrition sans que cela n'entraîne de problèmes financiers. Pour cela, il est impératif que les interventions nutritionnelles de base soient intégrées aux services élémentaires du système de soins de santé primaire, que les agents de santé de première ligne soient formés en matière de nutrition et que parmi les médicaments de base se trouvent des produits nutritionnels tels que des suppléments en vitamines et en minéraux.

En **marge de l'Assemblée mondiale de la Santé**, le Mouvement SUN a organisé trois événements, parmi lesquels un petit-déjeuner de haut niveau sous le thème [Lutter contre toutes les formes de malnutrition par la couverture sanitaire universelle](#) qui a réuni des Ministres de la santé de toutes les régions de l'OMS, aux côtés de parties prenantes mondiales dans le domaine de la santé, venus partager leurs expériences et mettre en évidence les possibilités, les défis et les bonnes pratiques en matière d'intégration de la nutrition dans la couverture sanitaire universelle. Cette rencontre stratégique a permis de souligner qu'il faut placer la nutrition au cœur des soins de santé primaires, grâce à la CSU. Un événement parallèle, intitulé « [Inscrire la prévention au cœur de la couverture sanitaire universelle : Approche multisectorielle pour une bonne santé](#) » s'est intéressé aux moyens à mettre en œuvre pour garantir que la priorité est donnée à la prévention – y compris à une bonne nutrition – dans la couverture sanitaire universelle. Lisez ce document publié par la Banque mondiale pour **comprendre le rôle clé de la nutrition dans l'objectif de la couverture sanitaire universelle et pour libérer le capital humain**.

Le 12 avril 2019, à l'occasion de la Journée mondiale de la santé, **Madagascar** a organisé une journée de mobilisation et de sensibilisation à la couverture sanitaire universelle. Cette journée a comporté un débat public sur la couverture sanitaire universelle pour améliorer la santé publique, qui a reçu le soutien de l'Alliance de la société civile du Mouvement SUN.

En février 2019, le président Ibrahim Boubacar Keïta a annoncé que le **Mali** assurera la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans. Ce projet sera déployé à partir de 2022, notamment en augmentant le nombre d'agents de santé locaux, pour faire en sorte que toutes les femmes et tous les enfants aient accès à des services de santé et de nutrition élémentaires.



## Assurer une approche axée sur les systèmes alimentaires pour nourrir la planète et ses habitants

### Messages clés :

- Les systèmes alimentaires sont capables de subvenir aux besoins de la santé humaine et de préserver la durabilité environnementale et pourtant, aujourd'hui, ils présentent une menace dans un cas comme dans l'autre.
- La persistance de taux élevés de malnutrition est la conséquence de régimes alimentaires inadéquats ou carencés.
- La nutrition a un rôle essentiel à jouer dans les stratégies d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques.

La nourriture est à la base de la nutrition. La manière dont les aliments sont produits, transformés, transportés, vendus et consommés a des implications profondes sur la nutrition et la santé. Le phénomène croissant du double fardeau de la malnutrition, lorsque le retard de croissance et les carences en micronutriments coïncident avec l'obésité, le surpoids et les maladies non transmissibles liées au régime alimentaire, attire notre attention sur la nécessité de transformer nos systèmes alimentaires pour veiller à ce qu'ils fournissent une alimentation saine tout en préservant les ressources naturelles dont nous dépendons tous.

L'adoption d'une approche axée sur les systèmes alimentaires nécessite d'examiner les besoins et les

exigences de toutes les parties prenantes et les efforts déployés doivent veiller à la durabilité et à la résilience au changement climatique des systèmes alimentaires. La nutrition a un rôle essentiel à jouer tant dans les stratégies d'atténuation que dans celles d'adaptation au changement climatique et il est plus important que jamais de promouvoir la nutrition en période de crise. Les politiques et les interventions de nutrition adaptées au changement climatique permettent de limiter l'empreinte des systèmes alimentaires sur la planète, tout en améliorant la nutrition et en renforçant la résilience des populations aux changements climatiques.

Les pays SUN disposent des moyens de contribuer à la mobilisation de ces efforts. Par l'intermédiaire des plateformes de coordination multi-acteurs, les points focaux SUN peuvent faciliter le débat sur les corrélations entre le changement climatique et la nutrition et exploiter au mieux les synergies existantes pour optimiser les interventions et en renforcer les effets positifs.

**Au cours de l'année écoulée, le Mouvement SUN** – a donné son soutien au lancement du rapport de la [Commission EAT-Lancet sur l'alimentation, la planète et la santé](#), qui établit des objectifs scientifiques sur les mesures à prendre pour transformer les systèmes alimentaires de manière à produire des aliments nutritifs tout en préservant les écosystèmes et en assurant la santé des êtres humains et de la planète. Les questions de systèmes alimentaires étaient au cœur des débats de la rencontre **EAT Food Forum 2019**, au cours de laquelle 15 points focaux issus de 7 pays SUN se sont retrouvés pour **développer l'aptitude à diriger sur les questions de nutrition dans les pays SUN**.

Le **Costa Rica**, pays du Mouvement SUN depuis 2014, a accueilli la [Deuxième conférence mondiale des Nations Unies sur les systèmes alimentaires durables](#). Ses participants ont été vivement incités à transformer



Crédit : SUN Business Network

« Gagner la SUN Pitch compétition était tellement excitant – et je suis heureux de voir reconnaissance des entreprises qui travaillent réduire les pertes après récolte.

SBN en collaboration avec d'autres partenaires clés, la seconde édition du concours SUN de présentation synthétique pour la période 2019-2020

les systèmes alimentaires en adoptant une approche systémique pour lutter contre une dure réalité : 821 millions de personnes souffrent de la faim alors que 33 % de la population gaspillent de la nourriture ou souffrent d'une forme de malnutrition ou d'obésité.

[Gunhild Stordalen](#), fondatrice et présidente de la fondation EAT et membre du Groupe principal du Mouvement SUN, [a fait remarquer](#) : « Il existe autant de formes de systèmes alimentaires que d'habitants sur cette planète. Il n'existera jamais de solution adaptée à toutes les situations. En revanche, il existe une chose, une clé, qui sera déterminante pour qu'ensemble, nous puissions aller de l'avant. S'il y a bien un mot que les scientifiques ne cessent de mettre en avant, que

Ope Olanrewaju, PDG et fondateur de Kennie-O Cold Chain Logistics, a été [couronné Ambassadeur de la nutrition du Réseau du secteur privé 2018](#) en reconnaissance de sa solution innovante et modulable qui permet de préserver les nutriments et de réduire les pertes après la récolte d'aliments frais à chaque étape de la chaîne de valeur. Il a reçu une assistance technique et un forfait de mentorat d'une valeur de 20 000 USD grâce au parrainage du Réseau du secteur privé SUN. Il a également suivi une formation dispensée par le BoP Innovation Center, spécialisé dans le conseil auprès des PME à l'élaboration d'un modèle de fonctionnement inclusif visant les besoins des consommateurs à faible revenu. « J'ai été enchanté de remporter le concours d'argumentaires ... et je suis ravi de cette reconnaissance pour les entreprises qui cherchent à réduire les pertes après récolte », a déclaré Ope Olanrewaju. Le Réseau du secteur privé SUN vient de lancer le concours d'argumentaires SUN 2019/2020 avec les PME retenues qui se disputeront le titre au concours mondial d'argumentaires SUN à Singapour en 2020.

le secteur privé implore et qui est sur toutes les lèvres, c'est bien celui-ci : la collaboration. »

À Stockholm, des points focaux du Mouvement SUN et du PDDAA en provenance notamment du Népal,



du Libéria, de Sierra Leone et du Sri Lanka, ont participé à des mini-[dialogues sur les systèmes alimentaires](#) pour partager des récits très concrets sur la transformation des systèmes nutritionnels et alimentaires. Se faisant les « nobles guerriers des systèmes alimentaires de l'avenir », les participants ont réfléchi à la manière de montrer la voie à suivre, propre à leur contexte, pour induire des changements au niveau national et pour tirer parti des synergies qui existent entre la sphère agricole, la nutrition et la santé.

En Amérique latine : Participation du Mouvement SUN à un événement axé sur le climat, « Investir dans la nutrition, c'est investir dans le capital humain ». Dans le cadre du sommet des chefs d'État et de gouvernement ibéro-américains s'est déroulé le forum, intitulé « les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la malnutrition, la pauvreté et l'économie au Guatemala » ;

Le SUN a également participé à un événement parallèle axé sur le climat, organisé par le PAM, soutenant l'UNOSSC, qui s'est tenu en marge de la deuxième Conférence de haut niveau sur la coopération Sud-Sud (PABA+40). Le point focal SUN du Salvador qui y participait a veillé à ce que la question de la nutrition soit débattue tout au long de la manifestation.

### **Des actions multisectorielles propices à l'amélioration de la situation nutritionnelle du Tchad**

D'après le rapport SOFI de 2018, la prévalence du retard de croissance chez les enfants au Tchad (39,9 %) augmente et elle dépasse 50 % dans certaines régions. Le taux d'allaitement exclusif, pourtant l'une des actions de nutrition les plus efficaces, est tombé à 0,1 %. Bien que les taux de surpoids et d'obésité soient faibles, on constate une légère augmentation de la prévalence de l'obésité chez les adultes, ce qui ne fait que compliquer encore plus la situation.

La forte exposition du pays aux phénomènes climatiques extrêmes et les conflits contribuent aux niveaux élevés de malnutrition (SOFI 2018). Les chocs climatiques nuisent aux efforts en cours visant à améliorer la sécurité alimentaire, les pratiques de soins, l'accès aux services de santé et à l'eau potable ainsi que l'environnement sanitaire. Une [évaluation des capacités de nutrition](#), réalisée avec le soutien du Réseau des Nations Unies pour le SUN, a constaté les très nets progrès réalisés dans la mise en place de fondements solides pour les cadres de gouvernance de la nutrition, l'architecture de la coordination et l'engagement politique pour lutter contre la malnutrition dans le pays. Les éclairages apportés par l'évaluation permettront aux plateformes de coordination de la nutrition d'être mieux à même de mettre en œuvre le PNNA et le Plan d'action intersectoriel pour la nutrition et l'alimentation (PAINA). La cartographie des parties prenantes et des actions en nutrition contribuera à déterminer les niveaux de couverture des mesures principales en faveur de la nutrition et à renforcer les capacités afin de mieux coordonner les interventions entre les parties prenantes et les divers secteurs.

# En route pour Katmandou!



## « Nourrir la planète et ses habitants »

**Rassemblement Mondial du Mouvement SUN, du 4 au 7 novembre 2019 à Katmandou, au Népal**

Événement phare du Mouvement SUN, le **Rassemblement mondial du Mouvement SUN** est une occasion unique pour les membres de faire le point sur les progrès accomplis et les défis à relever, de partager leurs innovations et d'apprendre ensemble. Réunissant les points focaux SUN des gouvernements et des représentants issus de la société civile, des donateurs, des organismes des Nations Unies, des partenaires du secteur privé, du monde universitaire, des médias et des parlementaires, c'est un moment où tous les acteurs sont galvanisés et invités à partager, apprendre et chercher des solutions pour aller plus loin dans la lutte contre la malnutrition.

En 2019, le Rassemblement Mondial du Mouvement SUN sera axé sur les progrès et les difficultés des pays SUN. Il facilitera les échanges de récits encourageants et de connaissances et préparera le terrain pour un engagement renouvelé en faveur de l'amélioration de la nutrition dans la perspective du Sommet sur la nutrition pour la croissance de Tokyo 2020 et de la prochaine phase du Mouvement SUN (2021-2025).

### Népal : un pionnier du Mouvement SUN

En 2011, le Népal est devenu le cinquième pays à rejoindre **le Mouvement SUN** avec une lettre d'engagement du Secrétaire au ministère de la Santé et de la Population. À cette période, le Népal avait mis en place une plateforme multi-acteurs et multisectorielle relevant de la Commission nationale de planification, la plus haute autorité de planification du pays.

Depuis lors, le Népal a clairement démontré son engagement en faveur de la nutrition en rassemblant différents acteurs, en élaborant un cadre stratégique et juridique cohérent, en alignant ses programmes sur un cadre commun de résultats, en mettant en place un suivi financier et en renforçant les engagements politiques. Le Népal utilise avec succès la feuille de route du Mouvement SUN en tant que moyen de mobilisation, d'inspiration et d'investissement en rassemblant, mobilisant, partageant et harmonisant les actions dans le domaine de la nutrition.



Au cours des années 90, le Népal affichait l'un des taux de dénutrition les plus élevés au monde. Depuis, le pays est devenu une réussite mondiale en matière de nutrition. On a observé une diminution régulière du retard de croissance au cours des 17 dernières années et ce dernier est passé de 57 % en 2001 à 36 % en 2016/17<sup>43</sup>. Les efforts renouvelés pour développer l'utilisation des toilettes, améliorer les pratiques WASH et les comportements hygiéniques ont été un facteur clé de ce succès. À la fin de 2015, 27 des 75 districts du Népal avaient réussi à éliminer la défécation à l'air libre.

Depuis qu'il a rejoint le mouvement, le Népal a mis en œuvre le premier Plan de nutrition multisectoriel – MSNP – (2013-2017) afin de généraliser et d'étendre les programmes multisectoriels sur la nutrition. Plus généralement, la nutrition a gagné en visibilité et a été élevée au rang de priorité au Népal. En outre, le Portail népalais sur la nutrition et la sécurité alimentaire (NNFSP) a été lancé par la Commission nationale de planification ([nnfsp.gov.np](http://nnfsp.gov.np)) en tant que plateforme multisectorielle et multi-acteurs en faveur de la nutrition. Le NNFSP constitue une base de données numérique qui contient l'ensemble des directives, études, documents stratégiques et recensements des parties prenantes liés au MSNP. Le MSNP II (2018-2022) mentionne l'utilisation du portail en tant que plateforme multisectorielle de suivi et d'établissement de rapports en ligne. La plateforme multi-acteurs s'efforce de mieux dialoguer avec le secteur privé et de mettre en place une approche axée sur les systèmes alimentaires garantissant à tous l'accès à une alimentation saine et diversifiée.

Plus récemment, les engagements relatifs aux cibles de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) et des Objectifs de développement durable (ODD) ont donné un nouvel élan à la nutrition au Népal. Pour mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes, le gouvernement du Népal a fait preuve d'une volonté et d'un engagement politiques sans précédent envers le Mouvement SUN en approuvant le MSNP II (2018-2022).<sup>44</sup>

**Le Mouvement SUN se réjouit d'être accueilli prochainement par le gouvernement du Népal et de célébrer les progrès accomplis avec tous les acteurs du Mouvement SUN à l'occasion du 7<sup>e</sup> Rassemblement Mondial du Mouvement SUN.**

<sup>43</sup> D'après l'Enquête démographique et de santé au Népal (2016).

<sup>44</sup> Cet article a été rédigé par le professeur Geeta Bhakta Joshi et Stanley Chitekwe. Il s'agit d'une version abrégée, la version complète peut être [consultée ici](#).



# Perspectives d'avenir :

## Étapes-clés sur la voie d'un monde exempt de malnutrition sous toutes ses formes

**Dans la perspective du Sommet sur la nutrition pour la croissance qui se tiendra à Tokyo en 2020 et de la troisième phase du Mouvement SUN, les engagements « SMART » pris par les pays SUN, les parties prenantes et les partenaires contribueront à une ambition renouvelée et à instaurer une ère nouvelle pour la nutrition.**

Les membres du Mouvement SUN sont prêts à prendre des engagements audacieux, ambitieux et mesurables, qui peuvent contribuer à mettre le monde sur la bonne voie pour éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes. À des moments clés de 2019 et 2020, les pays SUN accéléreront leurs efforts et prendront des engagements clairs pour obtenir des résultats au niveau national et décentralisé.

Le Rassemblement Mondial du Mouvement SUN est l'occasion pour les pays SUN de célébrer les progrès réalisés et de trouver les mesures à prendre en vue d'impulser des changements structurels propices à des résultats durables.

Le Sommet sur la nutrition pour la croissance de Tokyo (N4G) (décembre 2020) aura lieu sous l'égide du gouvernement japonais. Précédé d'un événement « tremplin » sur la nutrition la veille de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, il constituera une occasion historique de transformer l'approche mondiale du défi planétaire que représente la malnutrition. Le sommet perpétue l'héritage du Sommet N4G et lance la course vers un avenir plus sain et plus nutritif, une course vers l'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes dans tous les pays. Cela implique de garantir d'ici 2030 l'accès de chaque personne, notamment les plus vulnérables, à des aliments nutritifs et abordables financièrement, comme l'exigent les Objectifs de développement durable (ODD).

Il est impératif que les pays s'approprient le programme mondial en faveur de la nutrition, que les gouvernements en soient le moteur, avec le soutien de parties prenantes locales et internationales

qui défendent la convergence, l'alignement et la redevabilité pour obtenir des résultats, par l'intermédiaire de leurs organisations, de leurs entreprises et de leurs réseaux.

L'**examen à mi-parcours** commandé en vue d'apprécier les progrès réalisés, a constaté que le Mouvement SUN a de nombreux points forts, en particulier la vitalité et la créativité dans l'ensemble du Mouvement. Des progrès ont été notés dans la mise en œuvre de la Stratégie et Feuille de route (2016-2020) et la mobilisation multi-acteurs poursuit son implantation dans les structures locales. Cela dit, il reste encore beaucoup à faire pour réduire le retard de croissance chez les enfants et pour aider ses membres à faire face à l'obésité, au surpoids et aux maladies non transmissibles.

L'**examen stratégique (en cours)** examinera les éléments clés de la valeur ajoutée actuelle et future du Mouvement SUN ainsi que les meilleures approches pour répondre aux besoins des pays, en favorisant l'appropriation de la démarche par les pays et en remportant des résultats nutritionnels durables, en vue de réaliser les cibles en matière de nutrition de l'Assemblée mondiale de la Santé et les Objectifs de développement durable.

**À l'avenir, le Mouvement SUN s'engage à poursuivre sa mission de mise en œuvre par les pays et axée sur les personnes en vue d'atteindre ses objectifs stratégiques et de faire avancer l'Agenda 2030 pour le développement durable. Par l'adoption d'une approche multi-acteurs et multisectorielle en matière de nutrition, les membres du Mouvement SUN continueront de mettre à profit les synergies existantes pour rendre les systèmes alimentaires plus efficaces et adaptés au climat, et contribuant davantage à la nutrition.**



# Libérer le potentiel

## de la nutrition pour un avenir meilleur



### Réflexions par Gerda Verburg, Coordinatrice du Mouvement SUN

L'année prochaine marquera le 10<sup>e</sup> anniversaire du Mouvement SUN. Ce sera l'occasion de célébrer les progrès accomplis, de faire le point sur les défis à relever et, ensemble, de définir la voie à suivre pour 2030, avec en ligne de mire, un monde où la malnutrition sous toutes ses formes appartiendra au passé.

En 2020, il nous restera dix ans pour éliminer la faim. Dix ans pour assurer une couverture santé universelle et fournir à tous l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Dix ans pour créer des systèmes alimentaires nutritifs, résilients face au changement climatique et inclusifs, qui préservent la planète et nourrissent ses habitants. Dix ans pour éliminer les cloisonnements et laisser de côté nos égos et nos logos.

**En tant que Coordinatrice du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN), je suis prête à relever le défi. Et je vous invite à me rejoindre.**

L'ampleur du changement nécessaire pour relever ce défi ne ressemble à rien de connu. Nous vivons une période exaltante : une période propice à des actions audacieuses et ambitieuses. Ce n'est rien de moins que notre avenir collectif qui va se jouer dans les années à venir. Et la nutrition y joue un rôle clé.

La nutrition est la pierre angulaire de bon nombre des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Elle est essentielle à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). La lutte contre la malnutrition servira de catalyseur pour au moins 12 des 17 Objectifs de développement durable et elle apportera une pierre indispensable à l'édifice d'un monde sain et prospère, dans lequel personne ne sera laissé de côté.

La nutrition favorise le changement, construit la résilience et la sécurité, et stimule les capacités intellectuelles et le développement socio-économique. C'est le point de départ et le fondement d'un avenir durable.

### Les jeunes d'aujourd'hui se mobilisent pour un avenir meilleur.

Les jeunes d'aujourd'hui appellent de leurs vœux un changement. Ils exigent que nous abandonnions les solutions à court terme et les promesses non tenues et ils exhortent tout le monde à s'engager pour la planète et pour un avenir meilleur. Que ce soit dans la société civile, les entreprises, l'agriculture, la santé ou la recherche, la jeune génération nous incite à réinventer la manière dont nous mangeons, cultivons, transportons et vendons la nourriture dans le monde entier. Ils appellent à l'action. En tant que consommateurs avertis, en tant que citoyens engagés et en tant que futurs dirigeants passionnés, les jeunes invoquent un changement systémique nécessaire pour lutter contre la malnutrition.

Je suis inspirée par ces jeunes et je vais les soutenir.

En ce qui concerne l'avenir, dans la perspective du Rassemblement mondial du Mouvement SUN, du Sommet de la nutrition pour la croissance Tokyo 2020 et de la troisième phase du Mouvement SUN, nous devons nous promettre de prendre des engagements audacieux, dans tous les pays et toutes les régions, à tous les niveaux de la société et entre tous les secteurs et les parties prenantes. Prenons des engagements qui apporteront un changement réel et durable et créeront un monde débarrassé de la malnutrition. Prenons les engagements que mérite la jeune génération et qui offriront un avenir meilleur à tous. Prenons des engagements que nous sommes fermement prêts à tenir.

Quant à moi, je m'engage à veiller au renforcement des principes propres au Mouvement SUN – piloté par les pays et privilégiant la dimension humaine, pour adopter une approche multi-acteurs et multisectorielle visant à améliorer la nutrition, tirer parti des synergies existantes afin de rendre les systèmes alimentaires plus efficaces, sensibles à la nutrition et résilients au climat, pour le bien des hommes et de la planète.

**J'espère que la lecture de ces témoignages et de ces progrès est pour vous une source d'inspiration. Ces récits montrent comment les pays et les parties prenantes du Mouvement SUN s'emploient à améliorer la nutrition et à favoriser une évolution dans la bonne direction. Ensemble, nous ferons disparaître pour de bon toutes les formes de malnutrition.**

## Perspectives d'avenir :

### Les pays du Mouvement SUN fixent les priorités pour 2020 et au-delà

Au cours de l'évaluation conjointe de 2019, les pays du Mouvement SUN ont relevé jusqu'à 5 domaines d'action pour 2020 et au-delà. Voici un aperçu de l'action des pays SUN :

- **Beaucoup de pays élaboreront, parachèveront et mettront** en œuvre des plans de nutrition multisectoriels chiffrés ayant pour objectif de renforcer la coordination et la collaboration des acteurs aux niveaux national et décentralisé ;
- **Les pays chercheront aussi à désigner des ambassadeurs de la nutrition** pour qu'ils jouent un rôle fort de sensibilisation et qu'ils renforcent la connaissance du public sur les questions de l'alimentation et de la nutrition ;
- **Un grand nombre de pays considèrent le financement comme un problème crucial.** Ceux-ci élaboreront un plan d'investissement pour la nutrition destiné à être utilisé par le secteur privé, la société civile, le gouvernement et les parlementaires et ils chercheront des moyens d'améliorer le suivi financier des dépenses pour la nutrition ;
- **Beaucoup de pays voient la participation du secteur privé comme étant indispensable.** Ils renforceront les partenariats public-privé, mettront en place un Réseau du secteur privé SUN et étudieront les possibilités pour les petites et moyennes entreprises (PME) de commercialiser des produits nutritifs ;
- Pour la quasi-totalité des pays SUN, il existe des possibilités d'améliorer le cadre politique et juridique. Par conséquent, il sera vital qu'ils se dotent de stratégies visant à renforcer la réglementation, à élaborer de nouvelles politiques et à veiller à la mise en œuvre des cadres juridiques relatifs aux questions d'alimentation et de nutrition.



**Gerda Verburg**

Coordinatrice du Mouvement SUN

 [@GerdaVerburg](https://twitter.com/GerdaVerburg)



Bienvenue





# aux profils des Pays du Mouvement SUN





# Présentation des profils des pays SUN

En 2019, **58 pays ont entrepris l'exercice d'évaluation conjointe pour 2018-2019**. Chaque pays a réalisé ce travail avec la participation des différents groupes constitutifs des plateformes du Mouvement SUN de leur pays, notamment des participants de ministères et du gouvernement, des agences de donateurs, de la société civile, des agences de l'ONU et du secteur privé.

Dans le cadre de l'exercice d'évaluation conjointe, les parties prenantes nationales s'attribuent des notes individuellement et collectivement, pour quatre processus qui forment la structure des profils de pays présentés dans les pages suivantes.

L'exercice d'évaluation conjointe du Mouvement SUN est volontaire et offre aux parties prenantes une occasion de réfléchir aux progrès accomplis et de planifier. Cet exercice devrait aussi aider les parties prenantes à apprendre les uns des autres, à prendre leur part de responsabilité, à profiter du suivi des avancées et à se rendre mutuellement des comptes sur leurs actions collectives.

## Guide des profils de pays

Les profils de pays présentés dans ce rapport visent à donner un aperçu des progrès accomplis dans les pays SUN et se composent de cinq éléments principaux en fonction des informations disponibles pour chaque pays.

**1. Situation de la nutrition :** Vue d'ensemble de l'état nutritionnel actuel du pays par rapport aux cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé pour 2025 en matière de nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant et aux objectifs applicables de prévention et de contrôle des maladies non transmissibles.

**2. Transformations institutionnelles :** Histogramme représentant le score en pourcentage, convenu par les parties prenantes du pays, sur leur progression dans le sens des processus SUN pour chaque année au cours de laquelle elles ont terminé un exercice d'évaluation conjointe. Les histogrammes sont accompagnés d'un texte décrivant les progrès accomplis pour chaque processus.

**3. Priorités pour 2019-2020 :** Aperçu des priorités des pays pour l'année à venir, telles que convenues par les parties prenantes au cours de l'exercice d'évaluation conjointe des pays.

Pour les pays qui n'ont pas mené à bien un exercice d'évaluation conjointe, le profil décrit la situation nutritionnelle et les scores des années précédentes pour lesquelles ils ont soumis les résultats des exercices précédents. Cependant, il n'y a pas de description sous chaque processus ou priorité pour 2018-2019 si le contenu n'a pas été soumis au Secrétariat du Mouvement SUN.

Tous les exercices d'évaluation conjointe des pays SUN peuvent être consultés dans leur intégralité à l'adresse [www.scalingupnutrition.org](http://www.scalingupnutrition.org)

**Félicitations aux 58 pays SUN qui ont réalisé l'évaluation conjointe annuelle de 2019 !**

**Tous les acteurs du Mouvement SUN se joignent à vous pour célébrer votre réussite, reconnaître les nombreux défis que vous avez à relever, trouver des solutions et fixer ensemble le cap d'un avenir libéré de la malnutrition sous toutes ses formes.**

# Compréhension des indicateurs nutritionnels

Les données utilisées dans le Rapport d'avancement 2019 sont basées sur les indicateurs inclus dans le système de [suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage \(MEAL\)](#) du Mouvement SUN. Les indicateurs MEAL fournissent un aperçu de la situation actuelle pour un large éventail de résultats visés dans les différents domaines dans lesquels le Mouvement SUN cherche à catalyser le changement et à agir sur la nutrition. Une description de chaque indicateur, source

de données, année et disponibilité pour les pays SUN est fournie dans le tableau ci-dessous et est [disponible sur le site web SUN](#).

Les **profils de pays SUN** présentent les statistiques les plus récentes sur la nutrition, notamment celles relatives aux six cibles mondiales 2025 adoptées par l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) dans le but d'améliorer la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant, qui ont été récemment actualisées et prolongées jusqu'en 2030, et aux trois cibles nutritionnelles du Cadre mondial de suivi de la prévention et de la maîtrise des maladies non transmissibles (MNT).

## SOURCES DES DONNÉES POUR LES CIBLES GLOBALES EN MATIÈRE DE NUTRITION :

Indicateur de cible mondiale	Source de données primaire	Type de statistique
 Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui souffrent d'un retard de croissance (z-score taille-âge <-2 écarts-types)	<a href="#">Estimations communes sur la malnutrition infantile. UNICEF/OMS/Banque mondiale</a> , avril 2019	Prévalence basée sur l'enquête nationale validée et représentative la plus récente
 Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui souffrent d'émaciation (z-score poids-âge <-2 écarts-types)	<a href="#">Estimations communes sur la malnutrition infantile. UNICEF/OMS/Banque mondiale</a> , avril 2019	Prévalence basée sur l'enquête nationale validée et représentative la plus récente
 Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui sont en surpoids (z-score poids-âge <+2 écarts-types)	<a href="#">Estimations communes sur la malnutrition infantile. UNICEF/OMS/Banque mondiale</a> , avril 2019	Prévalence basée sur l'enquête nationale validée et représentative la plus récente
 Pourcentage de nourrissons âgés de 0 à 5 mois ayant bénéficié d'un allaitement exclusif	<a href="#">UNICEF Global Database for Infant and Young Child Feeding (Base de données mondiale de l'UNICEF sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant)</a> , juin 2019	Prévalence basée sur l'enquête nationale validée et représentative la plus récente
 Pourcentage de naissances vivantes pesant moins de 2 500 g	<a href="#">UNICEF-WHO Low Birthweight Estimates</a> , mai 2019	Estimation modélisée de la prévalence pour l'année 2015a
 Pourcentage de femmes en âge de procréer atteintes d'anémie	<a href="#">WHO Global Health Observatory (Observatoire OMS de la santé mondiale)</a> , 2017	Estimation modélisée de la prévalence pour l'année 2016
Pourcentage d'adolescents, filles et garçons, âgés de 10 à 19 ans en surpoids	<a href="#">NCD Risk Factor Collaboration</a> (Collaboration sur les facteurs de risque liés aux MNT), 2017	Estimation modélisée de la prévalence pour l'année 2016
Pourcentage de femmes et d'hommes adultes (âgés de 18 ans et plus) en surpoids (IMC >25 à 30)	<a href="#">NCD Risk Factor Collaboration</a> (Collaboration sur les facteurs de risque liés aux MNT), 2017	Estimation modélisée de la prévalence pour l'année 2016
Pourcentage de femmes et d'hommes adultes (âgés de 18 ans et plus) obèses (IMC >30)	<a href="#">NCD Risk Factor Collaboration</a> (Collaboration sur les facteurs de risque liés aux MNT), 2017	Estimation modélisée de la prévalence pour l'année 2016
Pourcentage de femmes et d'hommes adultes (âgés de 18 ans et plus) souffrant de diabète (taux de glycémie élevé)	<a href="#">NCD Risk Factor Collaboration</a> (Collaboration sur les facteurs de risque liés aux MNT), 2016	Estimation modélisée de la prévalence pour l'année 2014

## Questions fréquentes

### Pourquoi le profil de pays utilise-t-il des données modélisées provenant de bases de données mondiales plutôt que les résultats des enquêtes les plus récentes ?

Bien que de plus en plus de pays SUN possèdent des données d'enquêtes nationales pertinentes pour la plupart de ces indicateurs, des efforts constants sont nécessaires pour combler les lacunes en termes de fréquence des enquêtes nationales et de qualité des données disponibles. Ces lacunes dans les données sont particulièrement importantes en ce qui concerne les estimations nationales de la prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance, de l'anémie et des MNT liées à l'alimentation (surpoids/obésité chez les adolescents et adultes, diabète). Pour ces indicateurs, le système MEAL du Mouvement SUN utilise des estimations modélisées à partir de bases de données mondiales pour optimiser la disponibilité et la comparabilité des données dans tous les pays SUN.

### Pourquoi les derniers résultats d'enquête de mon pays ne sont-ils pas repris dans les dernières Estimations conjointes de la malnutrition infantile ?

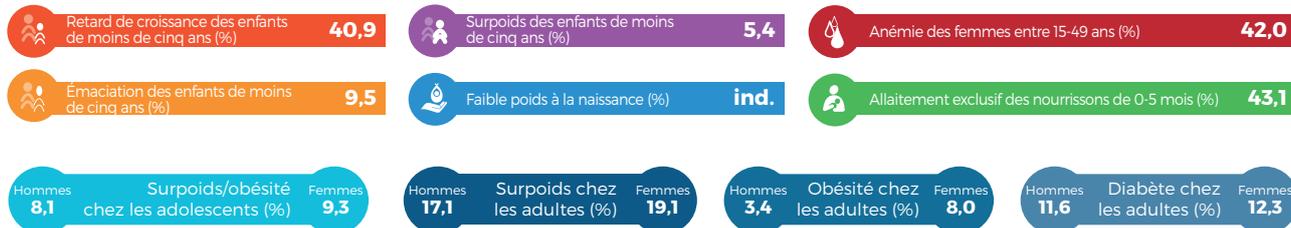
Les chiffres sur le retard de croissance chez les moins de cinq ans, l'émaciation chez les moins de cinq ans et le surpoids chez les moins de cinq ans sont basés sur des données examinées par l'équipe inter-agences de l'UNICEF, de l'OMS et de la Banque mondiale.<sup>45</sup> Des estimations anthropométriques représentatives au niveau national, ayant fait l'objet d'un examen approfondi par les agences et d'une approbation collective, ont été ajoutées à l'ensemble commun de données régulièrement mis à jour. Depuis l'édition 2014, l'ensemble de données au niveau des pays utilisé pour produire les estimations mondiales et régionales conjointes de la malnutrition est basé uniquement sur les résultats de l'enquête finale. Les résultats préliminaires de l'enquête ne sont plus inclus dans l'ensemble de données car les données sont parfois retirées ou évoluent considérablement au moment de la publication de la version finale.

45 Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Organisation mondiale de la santé, Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale. Niveaux et tendances de la malnutrition infantile : principales conclusions de l'édition 2019 des estimations communes concernant la malnutrition infantile. Genève : Organisation mondiale de la santé, 2019 : <[data.unicef.org/nutrition](http://data.unicef.org/nutrition)> ; <[www.who.int/nutgrowthdb](http://www.who.int/nutgrowthdb)> ; <[data.worldbank.org](http://data.worldbank.org)>

# Afghanistan



**Date d'adhésion :** septembre 2017  
**Population :** 38,04 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/AFGHANISTAN



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible
2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible
2017 Non disponible	2017 Non disponible	2017 Non disponible	2017 Non disponible
2018 Non disponible	2018 Non disponible	2018 Non disponible	2018 Non disponible
2019 48%	2019 40%	2019 27%	2019 45%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **40%**

<p>La première évaluation conjointe de l'Afghanistan a permis des discussions ouvertes et un nouvel engagement dans des actions collectives sur la nutrition.</p> <p>Un engagement ferme en faveur de l'Agenda pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afghanistan (AFSeN-A) incite les plateformes multisectorielles nouvelles et existantes à mieux collaborer sur les priorités nutritionnelles.</p> <p>Le Cabinet, les Ministères de la santé et de l'agriculture, l'ONU, la société civile, les donateurs et le secteur privé (depuis peu) y participent.</p> <p>Les acteurs humanitaires travaillent en réseau pour la continuité des soins.</p> <p>Des comités provinciaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle existent dans 20 des 34 provinces.</p>	<p>La plateforme multisectorielle AFSeN-A a reconnu l'importance des politiques fondées sur des données, et un renforcement des capacités est en cours.</p> <p>Toutes les politiques de sécurité alimentaire et de nutrition passeront désormais par la plateforme multisectorielle avant adoption.</p> <p>La réglementation sur l'enrichissement des aliments a été approuvée.</p> <p>L'autorité nationale pour l'alimentation et la sécurité des aliments devrait être créée prochainement.</p> <p>Le code pour la vente des substituts du lait maternel est en place et son application est renforcée.</p> <p>Un programme de nutrition à l'échelle locale est mis sur pied dans plus de 20 provinces.</p>	<p>Le plan stratégique AFSeN-A, aligné sur les ODD, doté d'un cadre commun de résultats et plaidoyer, est finalisé et sera approuvé en 2019 pour mise en œuvre par la plateforme multisectorielle.</p> <p>Un plan de suivi du cadre est en place, mais il faut renouveler l'engagement pour garantir un système MEAL robuste et alimenté de données permettant de suivre et guider l'action collective.</p> <p>L'élaboration conjointe d'un cadre de plaidoyer pour la nutrition a également permis d'améliorer le renforcement des capacités et la sensibilisation des principaux décideurs et du personnel technique en matière de nutrition. La supplémentation hebdomadaire en acide folique et en fer a concerné 1,1 million de filles de 10 à 19 ans.</p>	<p>Le chiffrage du cadre commun de résultats est en cours au niveau gouvernemental, les autres membres de la plateforme multisectorielle devant être inclus une fois que cela sera fait.</p> <p>Une première analyse budgétaire a été réalisée en dépit des difficultés.</p> <p>L'introduction du mécanisme d'action contre la famine de la Banque mondiale permettra d'établir un lien plus clair entre développement et humanitaire, et il devrait permettre de garantir un financement flexible à long terme tout au long du programme de nutrition.</p>
--	---	---	---

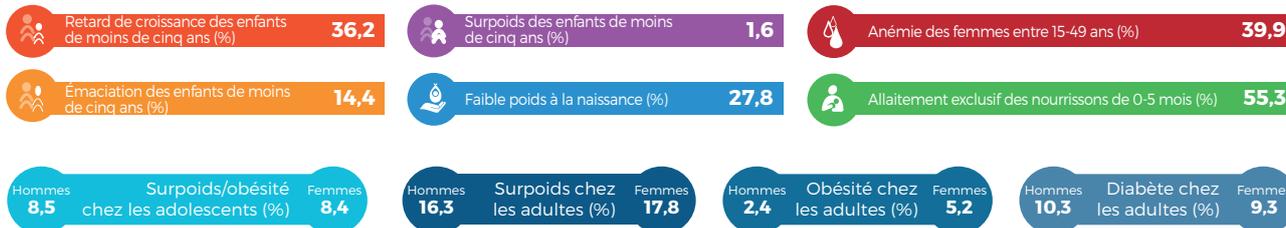
### PRIORITÉS 2019-2020

- Améliorer l'environnement politique et législatif en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) ;
- Renforcer la coordination en matière de nutrition aux niveaux national et infranational ;
- Améliorer le chiffrage, l'analyse budgétaire et le suivi financier de la SAN ;
- Mettre en œuvre le cadre commun de résultats ;
- Améliorer le plaidoyer en faveur de la SAN ;
- Renforcer la capacité de rôle moteur dans la promotion des programmes de SAN ;
- Améliorer le soutien financier et technique à long terme fourni à l'AFSeN-A.

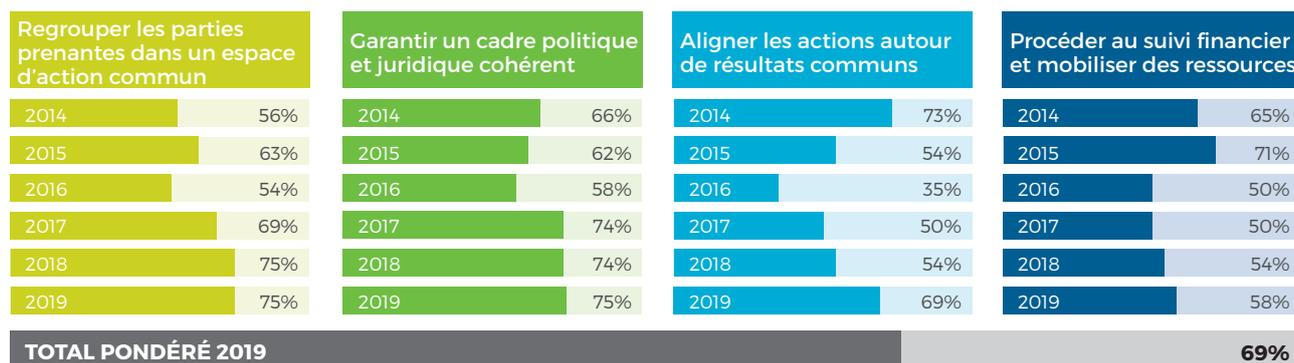
# Bangladesh



**Date d'adhésion :** septembre 2010  
**Population :** 163,05 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/BANGLADESH



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



On constate une amélioration de la coordination entre le Conseil national de la nutrition du Bangladesh (BNCC) et les plateformes SUN.

La semaine nationale de la nutrition a été un événement phare qui a rassemblé des parties prenantes à tous les niveaux.

Tous les Réseaux SUN sont opérationnels, les plus récents étant ceux du milieu universitaire et du secteur privé.

La coordination dans le pays s'est améliorée grâce au rôle accru du BNCC et à la création de comités multisectoriels décentralisés de nutrition au niveau local et des districts.

Des points focaux de la nutrition ont été désignés dans 22 ministères et organismes concernés par la nutrition et des réunions sont régulièrement organisées.

Un cadre d'orientation solide sur la nutrition est en place.

Plusieurs politiques de nutrition existent : loi sur les substituts du lait maternel, initiative Hôpitaux amis des bébés (IHAB), loi de protection de la maternité, enrichissement des aliments.

D'après les objectifs du Plan national d'action pour la nutrition (NPAN2), les réseaux SUN aident le gouvernement à adopter des politiques fondées sur des faits probants.

Le BNCC et ses partenaires ont lancé le Plan national de plaidoyer pour créer un environnement politique et réglementaire favorable.

L'Alliance de la société civile a analysé les progrès du NPAN2 et les déficits de nutrition pour assurer la cohérence des politiques nutritionnelles. Elle en communiquera les résultats.

Un cadre de surveillance, un plan de travail sectoriel annuel et un programme de plaidoyer en faveur de la nutrition ont été élaborés.

Des indicateurs SMART ont été choisis pour le NPAN2 et le deuxième plan d'investissement du pays (CIP2).

Plusieurs initiatives de renforcement des capacités destinées aux décideurs politiques et aux responsables de mise en œuvre ont été portées à exécution.

L'unité de planification alimentaire et de suivi coordonne les initiatives pour produire le rapport annuel de suivi du CIP2, ce qui en fait un « document vivant » comme prévu.

Le BNCC coordonne l'établissement d'un rapport annuel de suivi dont les constats contribueront à la prise de décisions éclairées et à la coordination.

Les systèmes de suivi financier pour le cadre commun de résultats sont en place.

L'examen des dépenses publiques a été l'occasion de suivre les allocations budgétaires du gouvernement en matière de nutrition.

Le BNCC joue désormais un rôle central dans la mobilisation des universitaires et des chercheurs au Bangladesh et dans le plaidoyer pour une hausse des fonds pour la recherche en nutrition.

Des plans de travail sectoriels annuels, comportant des activités et le budget pour 20 ministères, sont en place.

Le BNCC prévoit de mettre en place un mécanisme central de suivi budgétaire (promesses, dotations, décaissements et dépenses) pour chaque ministère d'exécution par rapport à son plan de travail.

### PRIORITÉS 2019-2020

- Examiner et cartographier les politiques multisectorielles ;
- Faire le suivi budgétaire pour les secteurs concernés ;
- Élaborer une stratégie de recherche pour la nutrition.

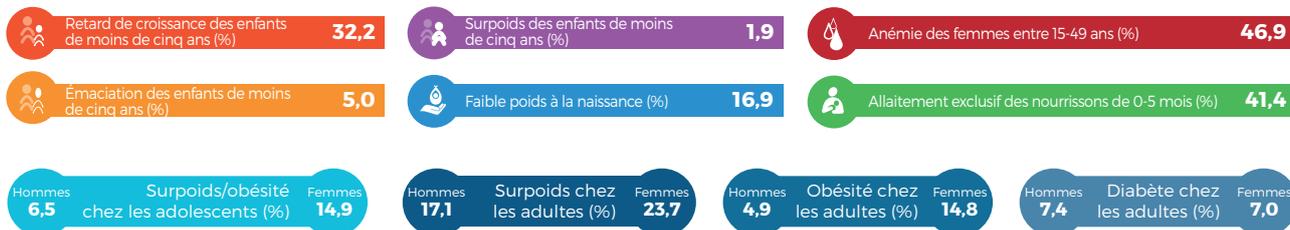
# Bénin



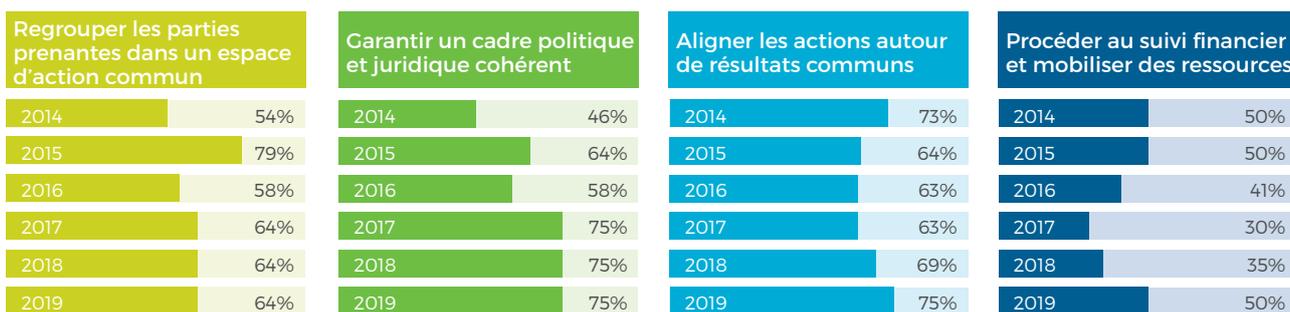
**Date d'adhésion :** décembre 2011

**Population :** 11,80 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/BENIN



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **66%**

Au niveau national, le Conseil de l'alimentation et de la nutrition (CAN) a élargi sa participation au secteur de l'éducation (enseignement maternel et primaire). L'impulsion politique croissante renforce la participation des ministères sectoriels.

Au niveau local, des Cadres communaux de concertation (CCC) réunissant les services déconcentrés sectoriels et les différents acteurs au niveau local sont en service dans 46 communes sur 77 et ils suivent un cadre commun de résultats. Les plans communaux de développement intègrent la nutrition.

La nutrition est intégrée au Plan national de développement (PND), et la Politique nationale de nutrition et son Plan stratégique de développement de l'alimentation et de la nutrition (PSDAN) sont en cours d'élaboration.

La nutrition est pleinement intégrée aux politiques et plans sectoriels de l'agriculture et de la santé et un projet de Loi d'orientation agricole pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (LOASAN) est en cours de finalisation.

Le code de commercialisation des substituts du lait maternel est en voie d'actualisation avec la participation d'organisations de la société civile et de praticiens. Le réseau des parlementaires et diverses associations de consommateurs font un plaidoyer actif.

Le cadre commun de résultats (CCR) pour la lutte contre la malnutrition chronique 2016-2025 continue à être mis en œuvre par les acteurs sectoriels, et il se décline en CCR communaux à l'œuvre dans 40 communes avec l'appui des partenaires techniques et financiers (PTF), après réalisation d'une étude situationnelle de nutrition.

Bien qu'il n'existe pas encore de système de suivi et d'évaluation multisectoriel du CCR national, des examens périodiques sont organisés en présence des ministères sectoriels et des PTF et les rapports sont disponibles.

Le Programme de nutrition et de développement de la petite enfance (PNDPE) 2019-2024 tire parti des acquis du PMASN dans 48 communes.

Le CAN réalise chaque année une étude de traçabilité des dépenses publiques pour la nutrition. Le nombre de projets de financement orientés vers la nutrition et leur décaissement augmentent progressivement.

Une table ronde organisée en 2018 permet au gouvernement de financer le Programme national d'alimentation scolaire intégrée (PNASI) et l'augmentation de la couverture des cantines scolaires de 31 % à 51 %.

Le plaidoyer pour une augmentation des allocations est en cours et vise en particulier la création d'une ligne consacrée à la nutrition dans le Fonds d'appui au développement des communes (FADeC).

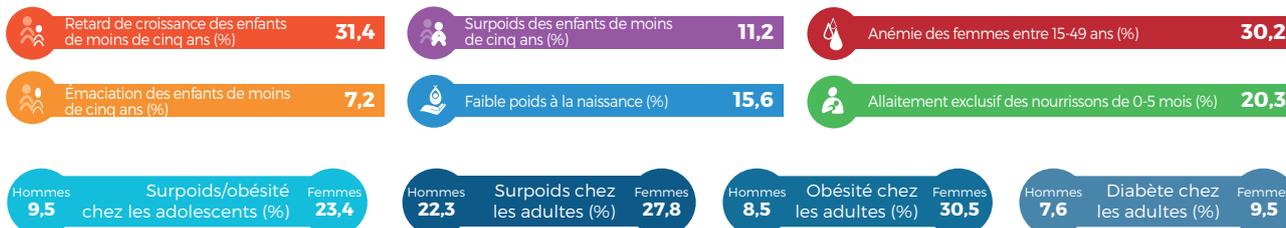
**PRIORITÉS 2019-2020**

- Terminer et chiffrer le Plan stratégique pour le développement de l'alimentation et de la nutrition (PSDAN) ;
- Poursuivre les réflexions sur la mise en place d'un système national de suivi et évaluation ;
- Instaurer un système de cartographie des financements annuels ;
- Organiser une table ronde pour mobiliser des ressources pour la nutrition.

# Botswana



**Date d'adhésion :** avril 2015  
**Population :** 2,30 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/BOTSWANA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible
2016 32%	2016 55%	2016 52%	2016 61%
2017 Non disponible	2017 Non disponible	2017 Non disponible	2017 Non disponible
2018 Non disponible	2018 Non disponible	2018 Non disponible	2018 Non disponible
2019 31%	2019 92%	2019 55%	2019 86%
<b>TOTAL PONDÉRÉ 2019</b>			<b>66%</b>

Le groupe de travail sur la nutrition, plateforme multisectorielle dirigée par le gouvernement, a été inactif en raison de problèmes de coordination. En 2018, un nouveau point focal SUN a été nommé et les réunions du comité technique ont repris.

Des points focaux sectoriels pour les ministères, les universités, la recherche, les Nations Unies et le secteur privé ont été choisis, avec pour projet d'établir des réseaux SUN dotés de plans de travail sur la nutrition.

La présence des donateurs est faible en raison du statut de pays à revenu intermédiaire du Botswana.

Un atelier sur l'intégration de la nutrition a été organisé auprès d'agriculteurs et de dirigeants locaux.

Un processus consultatif multisectoriel est en place (p. ex. révision de la politique nationale de développement agricole).

L'Institut d'analyse des politiques de développement du Botswana (BIDPA) analyse périodiquement les politiques et cadres nationaux.

Le comité national multisectoriel sur la sécheresse et la vulnérabilité effectue chaque année une évaluation rapide des risques encourus par les groupes vulnérables.

Le gouvernement surveille l'application des réglementations concernant les substituts du lait maternel, le congé de maternité et les pauses pour allaitement, qui sont garanties par la loi.

Les autorités procèdent à des contrôles inopinés pour vérifier le respect de la législation.

Certains secteurs ont évalué la contribution à la nutrition de leurs politiques et programmes pour repérer les lacunes et les pistes d'amélioration.

Un projet de cadre de protection sociale contribuant à la nutrition existe désormais, mais aucun cadre commun de résultats n'est en place.

L'évaluation des programmes liés à la nutrition est réalisée par plusieurs instances, dont le comité d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité (VAA).

Un exercice de suivi budgétaire des programmes de nutrition réalisé en 2017-2018 doit être inclus dans le plan annuel 2019/2020 du Secrétariat SUN.

À la suite d'un atelier sur le financement public organisé par SUN et l'UNICEF, un plan d'action a été élaboré pour éclairer la planification future et les allocations budgétaires.

Le système de comptabilité et budgétisation est en place pour suivre les dépenses financières en temps réel et les insuffisances des programmes gouvernementaux, y compris ceux sur la nutrition.

La plupart des programmes sont financés par le gouvernement ; des partenaires de développement (UNICEF, PEPFAR, UE, FIDA, OMS, FAO etc.) et d'autres apportent également une aide financière.

### PRIORITÉS 2019-2020

- Solliciter un soutien technique/des capacités pour la création d'un mécanisme de coordination de la plateforme multisectorielle ;
- Intensifier le plaidoyer auprès des secteurs non sanitaires et/ou des ministères autres que celui de la santé pour que la nutrition devienne une priorité de leurs plans ;
- Créer des réseaux SUN et soutenir la coordination multisectorielle au niveau local.

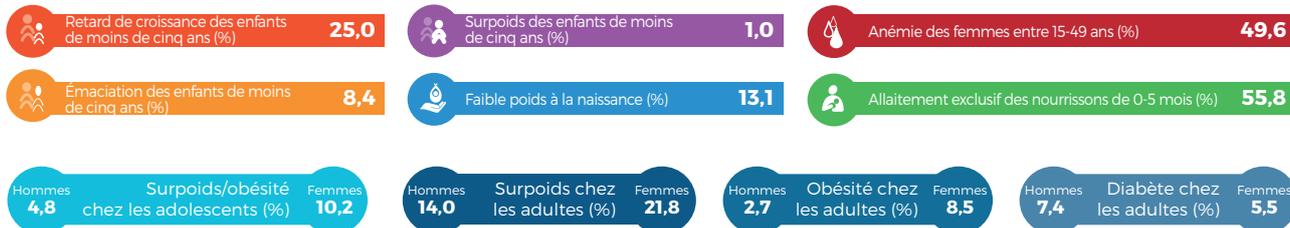
# Burkina Faso



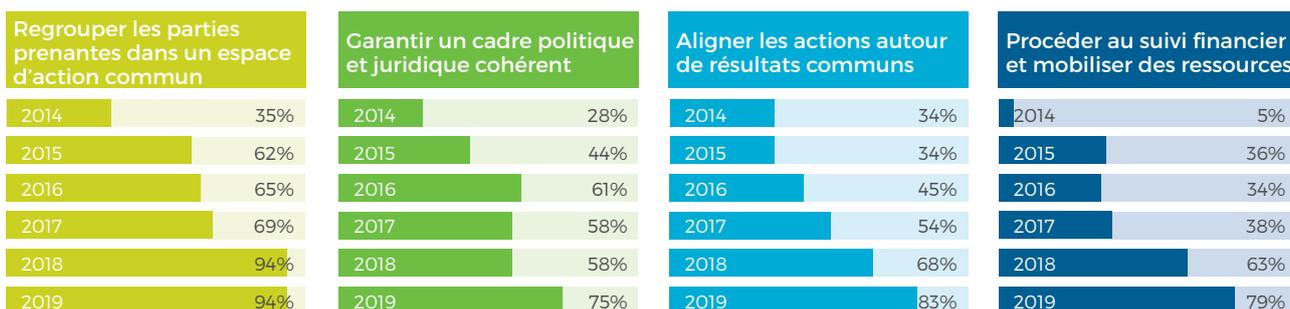
**Date d'adhésion :** juin 2011

**Population :** 20,32 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/BURKINA-FASO



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **83%**

<p>Le renforcement de la nutrition au niveau local, autour du gouverneur qui est le président du Conseil régional de concertation en nutrition, est une réalité avec l'appui des différents partenaires.</p> <p>Formalisation du Réseau du secteur académique (RECANUT) qui complète la liste des réseaux existants.</p> <p>Le Chef de l'État est fortement engagé dans l'initiative ALN ce qui implique le respect des engagements politiques pris en faveur de la nutrition.</p> <p>La plateforme d'information sur la nutrition (PNIN) a permis de mobiliser de nouveaux acteurs dans la plateforme multisectorielle et de renforcer leurs capacités dans la mise en œuvre des interventions. Elle a un plan de travail consensuel et multisectoriel.</p>	<p>Le droit à l'alimentation a été introduit dans la nouvelle constitution.</p> <p>Un processus de relecture des textes du Conseil national de concertation en nutrition est en cours pour qu'il soit repositionné à un niveau supra-ministériel.</p> <p>Un plan de communication et de plaidoyer en faveur de la nutrition existe.</p> <p>Mise à jour des indicateurs du cadre commun des résultats pour prendre en compte la multisectorialité.</p> <p>La nouvelle politique intègre la question du genre, des adolescentes, de l'autonomisation des femmes, du développement de la petite enfance et l'urgence.</p>	<p>Les acquis des efforts antérieurs ont été consolidés et la mise en œuvre de nouvelles actions complémentaires s'améliore légèrement, par exemple le plan de renforcement des capacités des acteurs multisectoriels ; l'intégration systématique du volet nutrition dans les plans communaux et régionaux de développement ; la mise en œuvre en cours de la PNIN.</p> <p>Définition claire des rôles et responsabilités des acteurs dans le plan stratégique.</p> <p>Le rapport sur le cadre sectoriel de dialogue "santé nutrition" a été élaboré et l'enquête SMART réalisée. Cette dernière permet de mettre à jour les indicateurs du cadre commun de résultats et le cadre harmonisé, et de recenser les zones et les populations à risque.</p>	<p>Un rapport sur le suivi du financement public en nutrition pour la période 2016-2018 a été réalisé et diffusé.</p> <p>En 2018, les acteurs de la nutrition au niveau national ont aussi adhéré au processus GFF pour atteindre l'ODD 2.</p> <p>Les partenaires ont aligné leurs ressources sur les priorités nationales et contribué à leur mobilisation.</p> <p>Une conférence de haut-niveau pour la mobilisation des ressources pour la nutrition a été planifiée.</p> <p>Des défis restent à relever, comme le faible taux d'absorption des fonds alloués à la nutrition et certaines promesses non tenues par certains bailleurs dans un contexte sécuritaire complexe qui laisse transparaître de nouveaux besoins de financement.</p>
--	--	---	---

### PRIORITÉS 2019-2020

- Adopter la politique multisectorielle de nutrition ;
- Enraciner la nutrition au niveau institutionnel ;
- Financer la nutrition (stratégies innovantes, financement endogène) ;
- Poursuivre l'intégration de la nutrition dans les politiques locales (plans communaux et régionaux de développement) ;
- Renforcer la réponse nutritionnelle en situation d'urgence ;
- Renforcer le système d'information multisectorielle de nutrition et accroître la redevabilité.

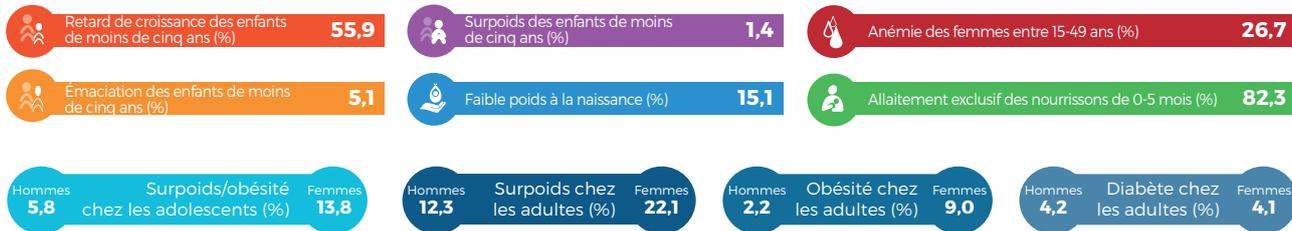
# Burundi



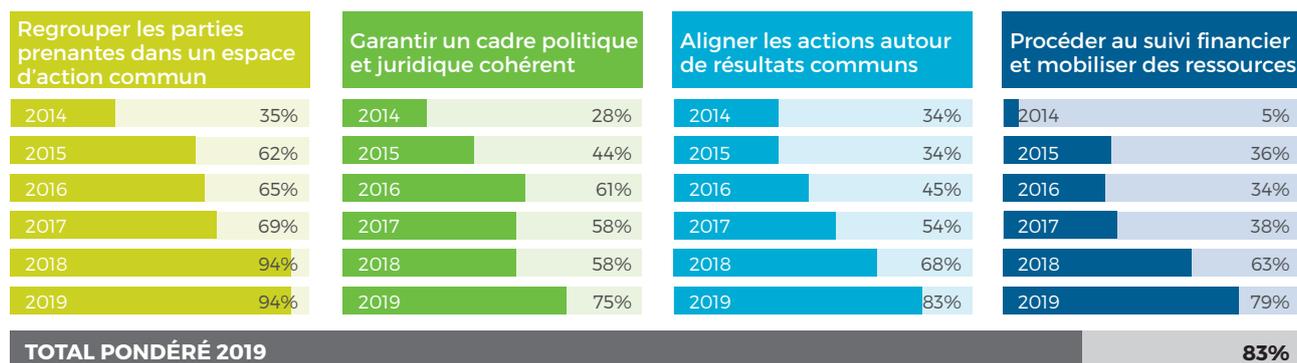
**Date d'adhésion :** février 2013

**Population :** 11,53 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/BURUNDI



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



<p>Le Réseau du secteur privé a été créé et le réseau des académiciens et chercheurs est actif. Il a fortement contribué dans la mise en place d'un centre d'excellence en Sécurité alimentaire et Nutrition.</p> <p>Mise en place d'une structure pérenne de coordination multisectorielle : le Secrétariat exécutif Permanent de la plateforme multisectorielle de sécurité alimentaire et nutrition « SEP/PMSAN » par décret présidentiel, avec à sa tête un Secrétaire Exécutif Permanent qui est en même temps le Point Focal SUN.</p> <p>Le Réseau des nations Unies est passé de cinq à huit membres.</p> <p>La plateforme multi-acteurs est en place dans deux provinces et en cours dans seize autres.</p>	<p>Politique de subvention des soins et des services offerts aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes et qui accouchent a été mise en place.</p> <p>Elaboration d'une stratégie nationale de plaidoyer et de communication adaptée à la Nutrition est prévue.</p> <p>Prise en compte des indicateurs de nutrition dans les documents de politique national (Vision Burundi 2025 et Plan National de Développement : PND 2018-2027) et même dans les différentes stratégies sectorielles (Santé, Éducation, Protection sociale, Agriculture notamment).</p> <p>Des cadres réglementaires pour les actions novatrices comme la fortification des aliments, la commercialisation des substituts du lait maternel et la bio fortification ont été développés.</p>	<p>La cartographie des interventions et des intervenants en nutrition a été réalisée.</p> <p>Elaboration du Plan Stratégique Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et Nutrition deuxième génération (PSMSAN II) avec son cadre de suivi-évaluation, un budget et un rapport d'analyse des gaps. Le PMSAN dispose d'un Comité de Pilotage composé de 11 Ministres.</p> <p>La revue de la mise en œuvre du plan stratégique multisectorielle première génération a permis d'évaluer les capacités, visant à assurer la mise en œuvre des priorités.</p> <p>Les renforcements des capacités se réalisent progressivement par les différents niveaux sectoriels.</p>	<p>Le Plan Stratégique Multisectoriel de sécurité alimentaire et nutrition a été budgétisé avec des outils standards grâce à l'appui des réseaux des Agences UN, de la Société Civile œuvrant pour le renforcement de la nutrition et de MQSUN+.</p> <p>Le budget global a été déterminé ainsi que les budgets annuels et par axes stratégiques.</p> <p>Les parties prenantes ont réalisé une revue conjointe des fonds destinés aux programmes et actions de nutrition, ce qui nous a permis de mesurer les gaps financiers.</p> <p>Des audits sociaux ont été réalisés mais les rapports ne sont pas partagés.</p> <p>Les partenaires gouvernementaux alignent leurs allocations sur les priorités identifiées dans le Plan stratégique Multisectoriel.</p>
---	--	---	---

### PRIORITÉS 2019-2020

- Lancement officiel du PSMSAN II et de l'agenda UN pour la nutrition;
- Elaboration des plans opérationnels sectoriels pour la mise en œuvre du PSMSAN II;
- Mise en place fonctionnement de la Cellule Technique Nationale du SEP/PMSAN;
- Organisation du Forum national sur la Nutrition suivi de la Table Ronde des bailleurs;
- Mise en place des plateformes provinciales fonctionnelles;
- Redynamisation du réseau des bailleurs et renforcement des autres réseaux SUN.

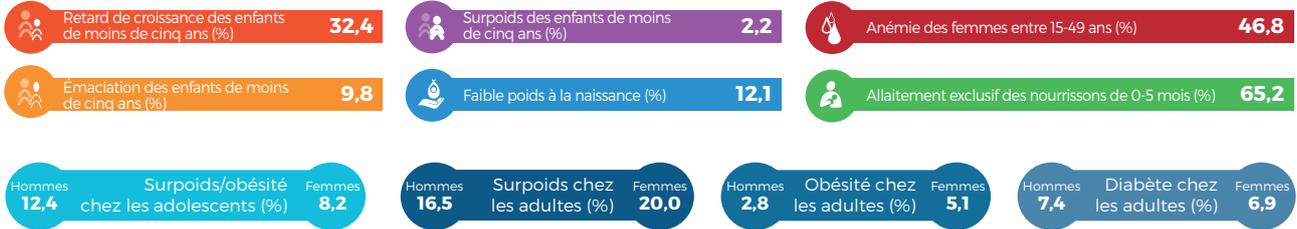
# Cambodge



**Date d'adhésion :** juin 2014

**Population :** 16,49 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/CAMBODIA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible
2016 59%	2016 58%	2016 33%	2016 33%
2017 75%	2017 66%	2017 45%	2017 45%
2018 80%	2018 78%	2018 66%	2018 66%
2019 92%	2019 78%	2019 80%	2019 62%
<b>TOTAL PONDÉRÉ 2019</b>			<b>78%</b>

Les réseaux SUN ont aidé à faire en sorte que les principales parties prenantes se rencontrent régulièrement et que leurs efforts soient associés par le partage d'informations, la formulation de politiques et des processus stratégiques.

Un groupe consultatif, avec des réseaux, se réunit sous la présidence du Conseil du développement agricole et rural (CARD) pour coordonner des actions spécifiques : finalisation de l'Évaluation interagence de la protection sociale (ISPA) pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (avril 2018), achèvement de l'Examen stratégique à mi-parcours (MTSR) de la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (NSFSN) 2014-18 et formulation de la NSFSN 2019-2023.

Dans l'ensemble, le cadre politique est relativement solide. Des politiques et stratégies clés sont en place pour résoudre les problèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment le Plan de développement stratégique national 2019-23 et la NSFSN.

Avec le soutien des réseaux SUN, le CARD et les ministères compétents mettent à jour leurs politiques et leurs stratégies pour mieux intégrer des questions telles que la malnutrition aiguë sévère, l'iodation du sel et la législation sur la sécurité sanitaire des aliments.

Des lois sont en place pour réglementer les substituts du lait maternel et l'enrichissement des aliments, mais l'application de la réglementation reste difficile.

Des progrès considérables ont été réalisés dans l'alignement des actions autour d'un cadre commun de résultats (engagement fort envers le MTSR de la NSFSN 2014-2018 et la formulation de la NSFSN 2019-2023 ; Mécanisme de financement mondial).

Toutefois, des défis subsistent, notamment : le lancement et la mise en œuvre de la stratégie, la collecte de données pour évaluer les progrès accomplis. Ces défis sont bien connus et les parties prenantes sont déterminées à apporter des améliorations.

La décentralisation sous l'autorité du NCDD apporte de nouveaux défis et chances à saisir au niveau infranational.

Le gouvernement garantit une plus grande prévisibilité et une plus grande responsabilisation dans la budgétisation, avec des données sur les dépenses de nutrition et le suivi des dépenses de l'APD pour la nutrition.

Il reste difficile de trouver une source de financement constante pour l'Alliance de la société civile (ASC) SUN Cambodge et pour soutenir la NSFSN.

L'ONU et l'alliance de la société civile SUN élaborent des plans plus complets et à long terme tenant compte des plans financiers à long terme des donateurs.

La NSFSN n'a pas de budget associé et plusieurs ministères clés ne disposent pas de plan chiffré. Pour garantir des ressources appropriées, les stratégies doivent être chiffrées correctement.

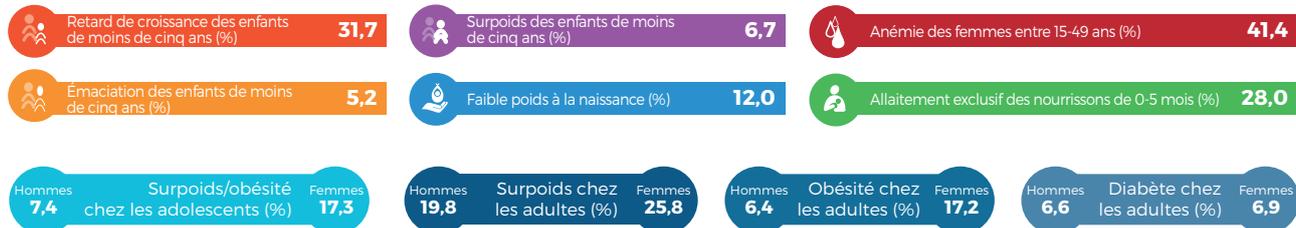
### PRIORITÉS 2019-2020

- Finaliser et mettre en œuvre la NSFSN 2019-2023, y compris le renforcement des capacités au niveau infranational ;
- Activer le Réseau du secteur privé SUN ;
- Réviser les mesures à prendre pour répondre aux problèmes de santé représentant un « double fardeau » ;
- Plaider pour une augmentation des financements du gouvernement royal du Cambodge et des donateurs pour les domaines prioritaires de la NSFSN ;
- Terminer l'exercice budgétaire pour recenser les dépenses de nutrition.

# Cameroun



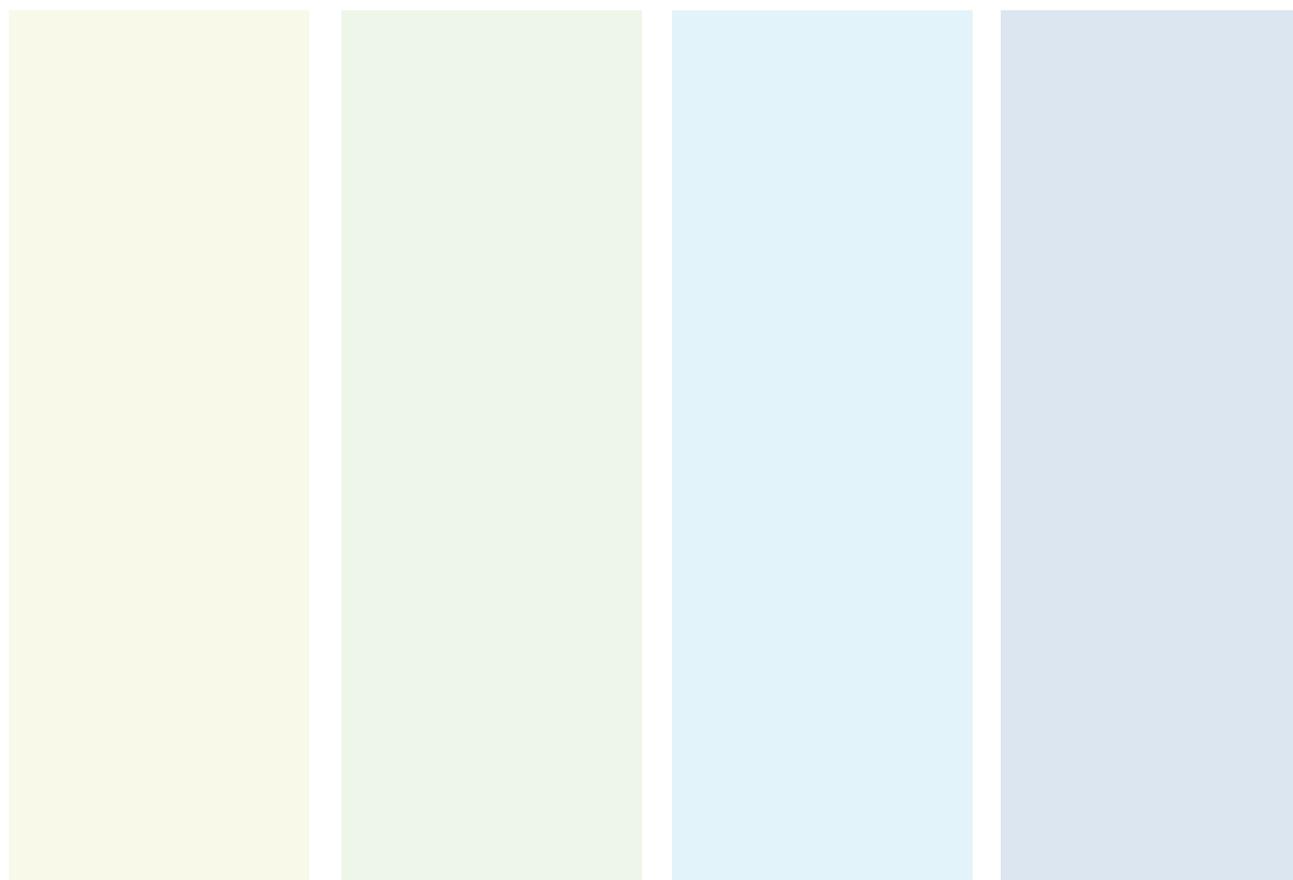
**Date d'adhésion :** février 2013  
**Population :** 25,88 millions  
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/CAMEROON](http://SCALINGUPNUTRITION.ORG/CAMEROON)



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun		Garantir un cadre politique et juridique cohérent		Aligner les actions autour de résultats communs		Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources	
2014	Non disponible	2014	Non disponible	2014	Non disponible	2014	Non disponible
2015	Non disponible	2015	Non disponible	2015	Non disponible	2015	Non disponible
2016	Non disponible	2016	Non disponible	2016	Non disponible	2016	Non disponible
2017	Non disponible	2017	Non disponible	2017	Non disponible	2017	Non disponible
2018	Non disponible	2018	Non disponible	2018	Non disponible	2018	Non disponible
2019	Non disponible	2019	Non disponible	2019	Non disponible	2019	Non disponible

### TOTAL PONDÉRÉ 2019



## PRIORITÉS 2019-2020

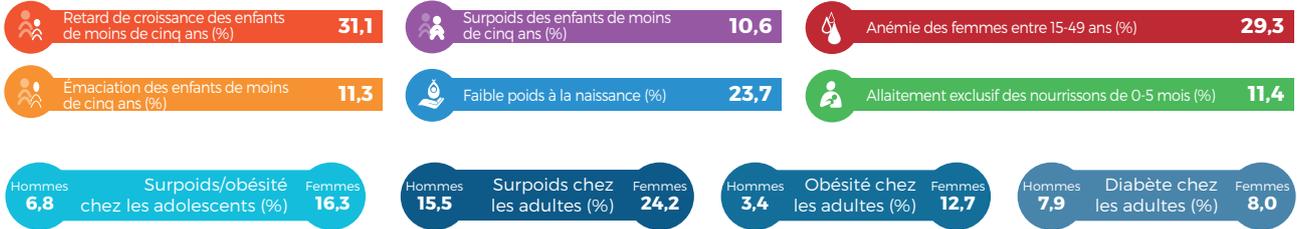
# Comores



**Date d'adhésion :** décembre 2013

**Population :** 0,85 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/COMOROS



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible
2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible
2017 21%	2017 22%	2017 3%	2017 2%
2018 Non disponible	2018 Non disponible	2018 Non disponible	2018 Non disponible
2019 18%	2019 50%	2019 57%	2019 58%
<b>TOTAL PONDÉRÉ 2019</b>			<b>46%</b>

Un engagement politique a permis à la nutrition de devenir un sujet prioritaire dans la stratégie nationale de croissance accélérée et de développement durable (SCADD).

La plateforme multi-acteurs n'existe pas mais des efforts sont entrepris pour qu'elle soit créée.

Aucune note officielle n'a été signée dans ce sens. Cependant, un système de coordination interne a récemment été mis en place. Ce mécanisme permet d'organiser des réunions régulières autour des différentes activités liées à la nutrition.

L'Union des Comores a élaboré une politique nationale de nutrition et d'alimentation 2018-2025 et son plan d'action multisectoriel budgétisé 2019-2021.

Elle dispose également d'un code de commercialisation des substituts du lait maternel et d'une loi alimentaire. Les textes d'application sur la loi alimentaire sont également en cours d'élaboration.

Un plan d'action multisectoriel a été élaboré avec la participation effective des parties prenantes des différents ministères concernés, les partenaires ainsi que la société civile.

Certaines actions qui reflètent les politiques et priorités nationales ont été réalisées et d'autres sont en cours de réalisation au sein des programmes concernés (relance de l'activité agriculture favorable à la nutrition, activités du PRESAN).

Il n'existe aucun mécanisme conjoint pour le suivi du plan d'action multisectoriel. La mise en œuvre est évaluée à partir des examens à mi-parcours et des examens annuels de chaque institution.

Un plan d'action triennal existe et est budgétisé. Plus de 60 % du financement des activités de ce plan sont liés aux budgets disponibles auprès des partenaires. Le Gouvernement n'a toujours pas alloué de ligne budgétaire à la nutrition.

Les promesses de financements se concrétisent régulièrement. Étant donné que la plateforme multisectorielle n'existe pas, le suivi des dotations et des dépenses se fait à travers des rapports financiers et rapports d'activités partagés avec le Gouvernement et les partenaires techniques.

### PRIORITÉS 2019-2020

- Aucune priorité recensée dans l'évaluation conjointe annuelle.

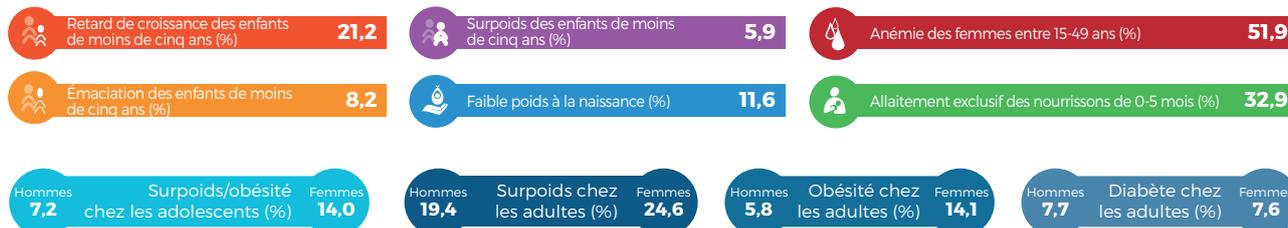
# Congo



**Date d'adhésion :** octobre 2013

**Population :** 5,38 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/CONGO



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

### Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Année	Proportion (%)
2014	Non disponible
2015	46%
2016	81%
2017	81%
2018	81%
2019	87%

### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Année	Proportion (%)
2014	Non disponible
2015	42%
2016	69%
2017	75%
2018	73%
2019	51%

### Aligner les actions autour de résultats communs

Année	Proportion (%)
2014	Non disponible
2015	8%
2016	57%
2017	78%
2018	78%
2019	66%

### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Année	Proportion (%)
2014	Non disponible
2015	0%
2016	67%
2017	54%
2018	16%
2019	4%

## TOTAL PONDÉRÉ 2019 52%

Un décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle est en attente de promulgation.

En attendant, un réseau des parlementaires dénommé « Alliance Parlementaire Congolaise pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle » (APCSAN) a été mis en place.

Le Congo s'est doté d'une politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle ; un plan pluriannuel pour sa mise en œuvre est en cours de finalisation.

La politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été élaborée récemment et un plan d'action pour la période 2019- 2021 a été validé au cours d'une réunion incluant différents acteurs sectoriels.

Le Conseil n'étant pas encore opérationnel, les différents textes juridiques relevant de la nutrition sont exécutés de manière éparsée par les différents départements ministériels.

Chaque acteur au niveau national a ses plans de mise en œuvre, ce qui rend difficile la coordination au niveau national. Grâce à la plateforme multisectorielle, un cadre commun de résultats existe et se voit retranscrit dans le plan de lutte contre la malnutrition (2019-2021).

La mise en œuvre du cadre du suivi et évaluation du plan opérationnel (2016-2018) a été retardée par l'annulation des actions prévues (mauvaise conjoncture économique).

Une dernière évaluation post distribution monitoring a été effectuée dans le département du Pool, avec l'appui du PAM et de l'ONG CEMIR. Les résultats ont permis au Gouvernement d'apprécier la situation alimentaire et nutritionnelle, une fois tournée la page du conflit.

En matière de nutrition, il convient d'attirer des donateurs privés et de renforcer le plaidoyer auprès du Gouvernement, cela semble favorisé aujourd'hui avec la mise en place de l'alliance parlementaire et nutritionnelle pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle mais de gros efforts restent à accomplir.

En raison de la mauvaise conjoncture économique, les interventions en faveur de la nutrition ont été quelque peu défavorisées au niveau des départements ministériels qui se sont réorientés vers les financements d'urgence.

### PRIORITÉS 2019-2020

- Mettre en place les réseaux SUN (société civile, entreprises, universitaires) ;
- Mobiliser les ressources ;
- Promulguer le décret instituant le Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Mettre en place un plan de développement des ressources humaines et un plan intégré de communication du point focal SUN ;
- Suivre l'état d'avancement de la déclaration de Brazzaville sur le repositionnement institutionnel de la nutrition comme facteur de développement.

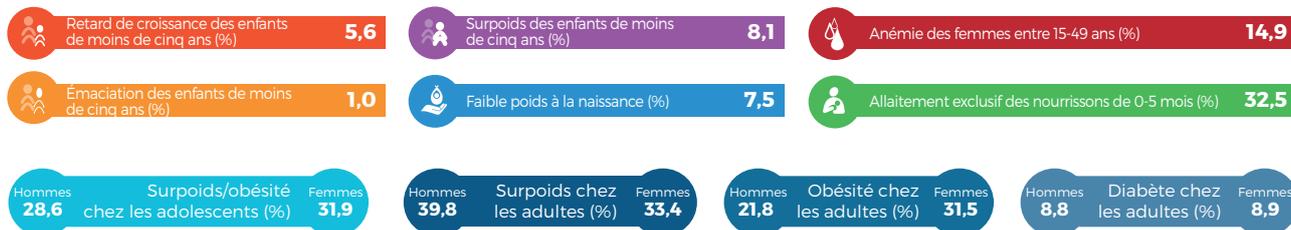
# Costa Rica



**Date d'adhésion :** mars 2014

**Population :** 5,05 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/COSTA-RICA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 35%	2015 38%	2015 27%	2015 38%
2016 39%	2016 40%	2016 36%	2016 43%
2017 50%	2017 45%	2017 41%	2017 32%
2018 54%	2018 44%	2018 41%	2018 32%
2019 75%	2019 74%	2019 65%	2019 49%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **66%**

La plateforme multi-acteurs nationale a été renforcée par l'arrivée de nouveaux acteurs clés (agent de liaison de la Maison présidentielle, représentant de l'UNICEF, Direction de la surveillance sanitaire du ministère de la Santé, ONG HIVOS, etc.).

La plateforme se réunit régulièrement, bien qu'il y ait d'importantes lacunes en matière de coordination, qui sont comblées par l'élaboration d'un plan de travail.

La formation de réseaux du secteur privé et de la société civile doit être améliorée.

Le Secrétariat de la Politique nationale alimentaire et nutritionnelle (SEPAN) fait office de point focal, et renforce la plateforme nationale au niveau politique et en matière de coordination des actions.

Dix ministres du Conseil de gouvernement ont signé la « Lettre d'engagement en faveur de l'approche globale du surpoids et de l'obésité chez les enfants et les adolescents costariciens », en présence du Président de la République et de représentants de la FAO et de l'OPS.

Le décret « Développement d'actions intersectorielles communautaires et professionnelles en faveur du bien-être » et la directive « Promotion du bien-être dans les institutions publiques par l'adoption de saines habitudes alimentaires » ont également été approuvés.

La coordination du projet de loi sur les droits de l'Homme dans le domaine de l'alimentation et de la réforme du panier alimentaire de base est fructueuse.

Le Costa Rica s'est doté d'un plan national de développement, assorti de priorités nationales et sectorielles pour traiter l'alimentation et la nutrition dans son ensemble.

La feuille de route a été élaborée et servira de cadre commun de résultats englobant la législation nationale pour la promotion de la nutrition aux niveaux national et décentralisé et fixant les résultats attendus avec ses stratégies, actions et activités, indicateurs, délais et responsabilités.

Le modèle d'articulation intersectorielle et interinstitutionnelle dans la gouvernance de la nutrition à différents niveaux a été élaboré, de même que la Stratégie de mise en œuvre pour lutter contre le surpoids et l'obésité infantile.

Un exercice d'analyse budgétaire (2017-2018) a été réalisé. Il souligne l'absence de la nutrition dans le financement des activités de pilotage, à l'exception des lignes budgétaires réservées à des programmes tels que le CEN-CINAI et le Programme alimentaire et nutritionnel scolaire.

Les fonds reçus de la coopération internationale (FAO, UNICEF) envisagent une mise en œuvre liée à l'ensemble des résultats stratégiques pour assurer une coopération continue.

L'exercice des trois étapes est en cours.

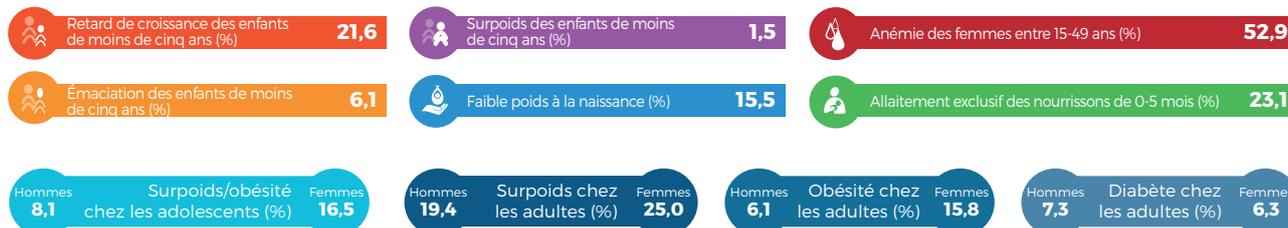
### PRIORITÉS 2019-2020

- Maintenir l'engagement actif des institutions concernées et des organismes des Nations Unies en faveur du renforcement et de la gouvernance de l'alimentation et de la nutrition ;
- Recenser les organisations locales ;
- Ouvrir la Plateforme SUN à d'autres organes de coordination nationaux, régionaux et locaux ;
- Élaborer une stratégie de communication pour 2020-2021 ;
- Élaborer un plan de travail fondé sur la feuille de route définie pour commencer.

# Côte d'Ivoire



**Date d'adhésion :** juin 2013  
**Population :** 25,72 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/COTE-DIVOIRE



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014: 70%	2014: 62%	2014: 43%	2014: 51%
2015: 77%	2015: 74%	2015: 54%	2015: 60%
2016: 90%	2016: 71%	2016: 69%	2016: 67%
2017: 97%	2017: 79%	2017: 88%	2017: 84%
2018: 97%	2018: 91%	2018: 94%	2018: 92%
2019: 100%	2019: 94%	2019: 94%	2019: 94%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **96%**

<p>Adoption d'un nouveau décret portant création du Conseil national pour la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance (CONNAPE) en lieu et place du CNN, avec passage de l'ancrage institutionnel de la primature à la vice-présidence ; et prise en compte de certains défis, tel que le passage du secrétariat technique permanent à un secrétariat exécutif et une plus grande visibilité des attributions du CONNAPE.</p> <p>Existence de l'arrêté organisant les comités régionaux et du guide opérationnel de coordination régionale.</p> <p>Création du Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition à Abidjan utilisant les instances de coordination du CONNAPE.</p>	<p>Renforcement des capacités des acteurs sectoriels pour poser les questions pertinentes qui influencent les politiques, les investissements et la mise en œuvre des activités de nutrition.</p> <p>Adoption de la note de politique et du plan multisectoriel de l'allaitement, du plan d'action triennal pour l'élimination des TDCI, du plan d'accélération 2019-2021 du PNMN, le tout consolidé dans le programme social du gouvernement 2019-2021 ;</p> <p>Adoption d'un décret rendant obligatoire l'enrichissement de la farine en fer et en acide folique, de l'huile en vitamine A et du sel en iode.</p> <p>Adoption de quatre lois sur le code de la famille en vue de renforcer l'égalité et l'équité au sein des familles.</p>	<p>Existence du cadre commun de suivi et évaluation multi sectoriel du PNMN et des manuels de procédure de mise en œuvre du Projet multisectoriel de nutrition et de développement de la petite enfance (PMNDPE).</p> <p>Élaboration du paquet minimum d'activité des Agences d'exécution locale (AEL) et des structures de convergence communautaire (FRANC).</p> <p>Existence du guide des plateformes à l'échelon décentralisé.</p> <p>Mise en place de la plateforme intégrée de gestion des données de nutrition.</p> <p>Le site web d'information en matière de nutrition est opérationnel.</p> <p>Réalisation de l'examen stratégique Faim Zéro.</p>	<p>Existence d'un cadre de suivi financier permettant d'apprécier le niveau de mobilisation des ressources des partenaires et de l'État à la mise en œuvre du PNMN.</p> <p>L'appui financier des partenaires sur la période 2016 – 2018 s'élève à 101,59 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 25,34 % sur les intentions de financement déclarées.</p> <p>Les interventions sensibles et directes sont retracées dans le Programme d'investissement public.</p> <p>Financement du Plan multisectoriel de l'allaitement 2019-2021 à hauteur de 5 milliards de francs CFA.</p> <p>Intégration des interventions sensibles et spécifiques du plan d'accélération du PNMN 2019-2021 dans le programme social du gouvernement pour un montant de 727,5 milliards de francs CFA.</p>
---	--	---	---

### PRIORITÉS 2019-2020

- Lancer la campagne médiatique sur l'allaitement et la stimulation précoce ;
- Lancer la politique de la petite enfance ;
- Évaluer la situation nutritionnelle ;
- Tracer les dépenses ;
- Mettre en place officiellement les comités régionaux et les structures de nutrition communautaire (FRANC) ;
- Finaliser le processus d'adhésion des États au CERFAM par le biais de l'Union africaine.

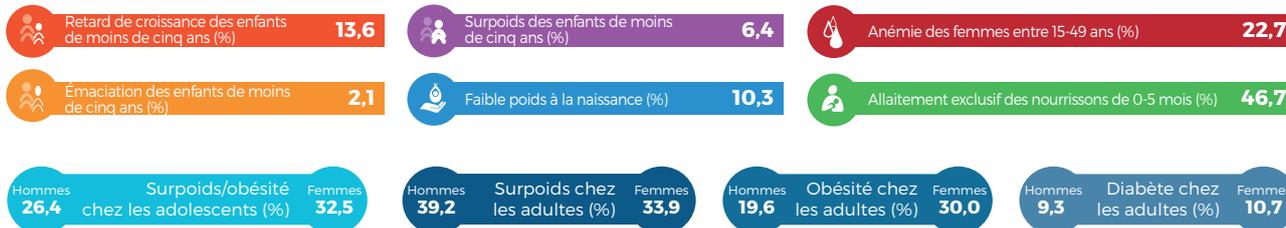
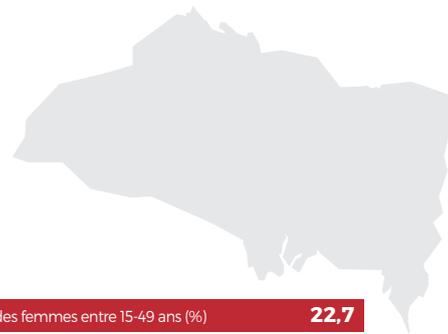
# El Salvador



**Date d'adhésion :** septembre 2012

**Population :** 6,45 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/EL-SALVADOR



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014: 38%	2014: 44%	2014: 50%	2014: 54%
2015: 51%	2015: 64%	2015: 60%	2015: 60%
2016: 60%	2016: 78%	2016: 66%	2016: 66%
2017: 65%	2017: 80%	2017: 72%	2017: 68%
2018: 71%	2018: 83%	2018: 77%	2018: 69%
2019: 83%	2019: 83%	2019: 75%	2019: 69%
<b>TOTAL PONDÉRÉ 2019</b>			<b>79%</b>

**Avec le Ministère de l'intérieur, le développement des Comités départementaux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CODESAN) et des Comités municipaux (COMUSAN), présents dans 6 des 14 départements du pays, s'est poursuivi.**

L'articulation des actions, l'alignement des objectifs et les alliances avec les agences de coopération et les organisations de la société civile ont été renforcés pour atteindre les objectifs nationaux de la Politique nationale de SAN et de son Plan stratégique.

Avec le PAM, des efforts ont été faits pour sensibiliser le secteur privé et l'inviter & rejoindre la plateforme.

Le CONASAN a mené les actions de lutte contre la sécheresse de 2018 (plan d'action).

La Politique nationale de SAN a été formalisée après un diagnostic & jour de la SAN et une large consultation des citoyens.

Des activités de plaidoyer ont été menées pour reprendre l'examen du projet de loi sur la souveraineté et la SAN avec la commission agricole et le groupe parlementaire contre la faim.

Le respect de la réglementation sur la commercialisation des aliments nocifs pour la santé dans les cantines scolaires s'est poursuivi, de même que le respect de la réglementation sur l'application des lois sur l'allaitement, le développement et la protection sociale et de la loi sur la protection du consommateur. La politique de développement des femmes en milieu rural a été formulée.

Des initiatives en matière de SAN menées par les organismes gouvernementaux et acteurs ont été harmonisées, sur la base des objectifs de la politique nationale et des engagements internationaux du pays.

La société civile et le monde universitaire font partie des CODESAN et ont participé à l'élaboration des diagnostics, ainsi qu'à la formulation et à la mise en œuvre des plans départementaux de SAN.

Le Programme des systèmes d'information SAN SICA a coordonné avec le CONASAN le renforcement des capacités d'utilisation des outils de gestion et d'analyse de l'information en matière de SAN.

Le PAM et la FAO ont actualisé leurs programmes stratégiques de pays, en tenant compte de ceux du CONASAN.

Les agences de coopération et la société civile ont aidé financièrement et techniquement le gouvernement & atteindre les objectifs nationaux de SAN.

Ce dernier a alloué 8,1 millions de dollars pour aider la population touchée par la sécurité alimentaire liée au climat : 4,1 millions pour fournir de la nourriture & 67 005 familles de producteurs vivriers et de céréales de base, qui ont perdu leurs récoltes & cause de la sécheresse, et 4 millions pour aider les familles de producteurs qui ont perdu leurs cultures & cause des inondations, et les pêcheurs.

Une aide financière a été prévue avec le PAM en vue de réaliser en 2019 une mise & jour de l'étude sur les investissements en SAN.

## PRIORITÉS 2019-2020

- ...laborer une Stratégie nationale de SAN qui tienne compte des priorités fixées par le nouveau gouvernement ;
- Favoriser l'approbation du cadre juridique (approbation de la loi sur la souveraineté et la SAN) ;
- Renforcer les alliances avec les agences de coopération, les agences des Nations Unies, la société civile et les universités, tant au niveau national que décentralisé ;
- Poursuivre la création de plateformes décentralisées et sensibiliser les autorités du nouveau gouvernement & l'importance d'une approche multisectorielle.

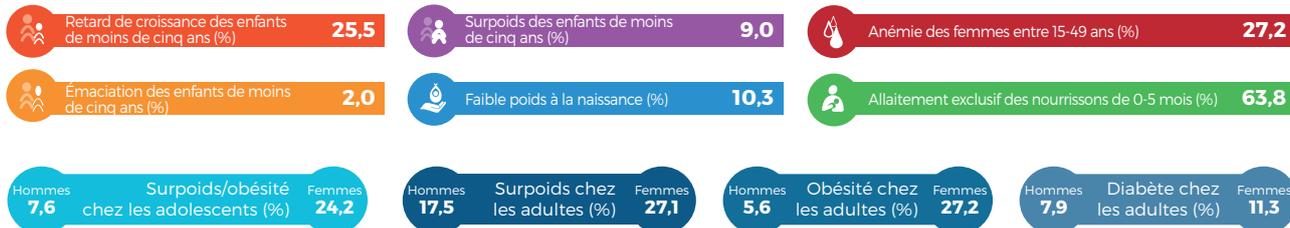
# Eswatini



**Date d'adhésion :** novembre 2013

**Population :** 1,15 millions

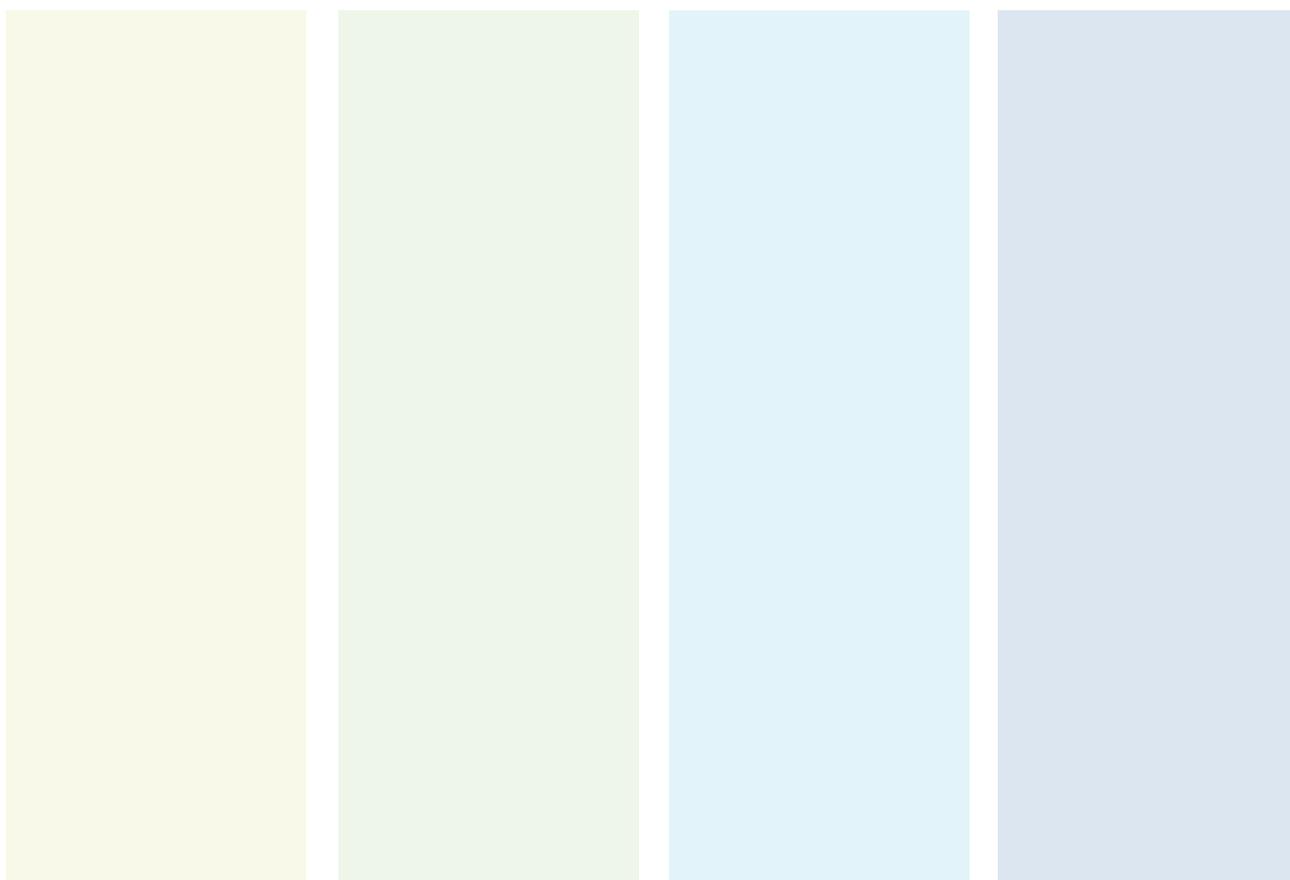
SCALINGUPNUTRITION.ORG/ESWATINI



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun		Garantir un cadre politique et juridique cohérent		Aligner les actions autour de résultats communs		Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources	
2014	Non disponible	2014	Non disponible	2014	Non disponible	2014	Non disponible
2015	Non disponible	2015	Non disponible	2015	Non disponible	2015	Non disponible
2016	Non disponible	2016	Non disponible	2016	Non disponible	2016	Non disponible
2017	Non disponible	2017	Non disponible	2017	Non disponible	2017	Non disponible
2018	Non disponible	2018	Non disponible	2018	Non disponible	2018	Non disponible
2019	Non disponible	2019	Non disponible	2019	Non disponible	2019	Non disponible

### TOTAL PONDÉRÉ 2019

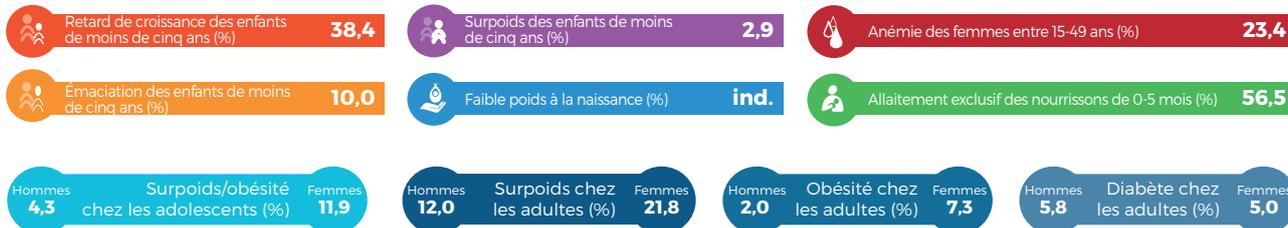
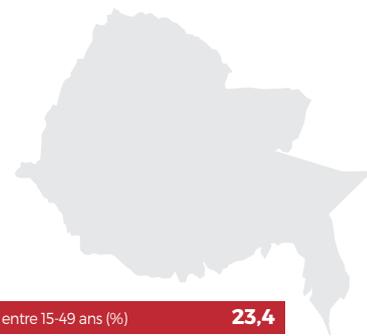


## PRIORITÉS 2019-2020

# Éthiopie



**Date d'adhésion :** septembre 2010  
**Population :** 112,08 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/ETHIOPIA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 0%	2014 0%	2014 0%	2014 0%
2015 0%	2015 0%	2015 0%	2015 0%
2016 0%	2016 0%	2016 0%	2016 0%
2017 0%	2017 0%	2017 0%	2017 0%
2018 0%	2018 0%	2018 0%	2018 0%
2019 48%	2019 40%	2019 27%	2019 45%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **40%**

Des mécanismes de coordination multisectorielle ont été créés, avec cahier des charges, à l'échelon national et infranational. Les réunions d'évaluation du comité technique permettent d'assurer un suivi régulier des résultats. L'instance de coordination a réitéré son engagement en pilotant et en faisant approuver la nouvelle politique Alimentation et Nutrition.

Pour en catalyser la mise en œuvre, le gouvernement s'est également engagé, par la Déclaration de Seqota, à enrayer les retards de croissance en constituant pour l'occasion la cellule d'exécution du programme de coordination nutritionnelle.

Un réseau de référents en nutrition s'est constitué, avec le concours de la société civile (ECSC).

Des politiques et des stratégies favorables au programme national de nutrition ont pu être entérinées grâce à des efforts fructueux. On peut citer : la politique Alimentation et Nutrition, la stratégie Alimentation et Nutrition (en attente de ratification), la stratégie pour une agriculture sensible à la nutrition, et le système de suivi UNISE éprouvé par la Déclaration de Seqota.

Une analyse plus ciblée des politiques existantes est nécessaire. Ses données pourront influencer les décideurs politiques. Il convient de recourir à la NIPN pour recueillir des informations et l'on peut compter sur l'ECSC pour sensibiliser et diffuser la politique alimentaire et nutritionnelle éthiopienne.

Le Programme national de nutrition II (NNP II) et la Déclaration de Seqota ont permis aux secteurs de planifier et de mener des campagnes spécifiques à la nutrition ou y contribuant. Le NNP II a fourni un cadre commun de résultats permettant au gouvernement et aux parties prenantes de planifier et de consacrer assez de ressources pour gérer la mise en œuvre et les résultats. La Déclaration de Seqota permet de stimuler la mise en œuvre du NNP II dans 2 régions en l'axant sur son objectif d'enrayer les retards de croissance, mais toutes les régions doivent s'engager.

Le système de suivi en ligne (UNISE) permet de recueillir des données de différents secteurs sur le bilan de la mise en œuvre du NNP II.

Le gouvernement et les parties prenantes nationales, telles que l'ECSC, ont mobilisé les ressources nécessaires au NNP II et à la Déclaration de Seqota. Des secteurs tels que l'éducation et l'agriculture ont élaboré des stratégies propres à leur domaine. En revanche, à l'exception des quelques allocations annuelles, l'engagement pluriannuel pris par le gouvernement pour financer le NNP II n'est pas clair. Certaines parties prenantes nationales se sont engagées sur plusieurs années à appuyer certains aspects du NNP II.

Le gouvernement éthiopien a alloué 16 millions de dollars US aux interventions multisectorielles de 2019/2020 associées à la Déclaration de Seqota.

### PRIORITÉS 2019-2020

- Parachever la stratégie Alimentation et Nutrition (cf. la Politique) et en assurer l'approbation ;
- Finaliser l'instauration de l'Agence et du Conseil pour l'alimentation et la nutrition ;
- Accélérer le déploiement du plan multisectoriel du NNP et de la Déclaration de Seqota, tous secteurs et intervenants confondus ; utiliser UNISE à des fins de redevabilité ;
- Recueillir des preuves pour inclure des cibles nutritionnelles ;
- Privilégier les mesures spécifiques/contribuant à la nutrition ;
- Renforcer les capacités à l'échelle des districts.

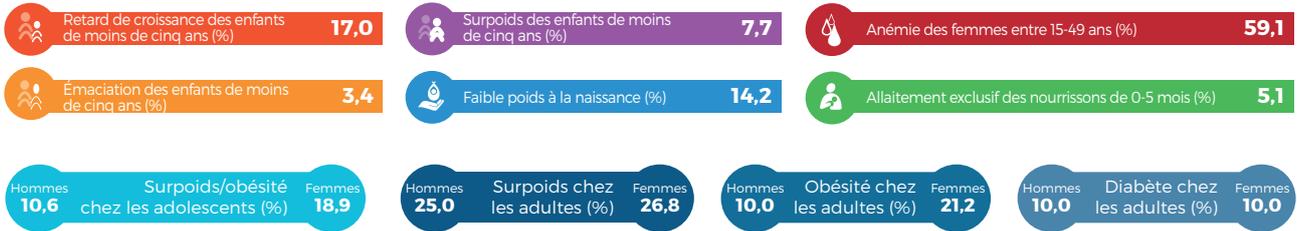
# Gabon



**Date d'adhésion :** décembre 2016

**Population :** 2,18 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/GABON



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible
2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible
2017 Non disponible	2017 Non disponible	2017 Non disponible	2017 Non disponible
2018 47%	2018 56%	2018 50%	2018 34%
2019 69%	2019 71%	2019 69%	2019 61%
<b>TOTAL PONDÉRÉ 2019</b>			<b>68%</b>

<p>La plateforme multisectorielle et multi-acteurs est active. L'ensemble des membres de la plateforme ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités, notamment dans la nutrition et la sécurité alimentaire.</p> <p>La plateforme multi-acteurs procède au suivi de la mise en œuvre de la feuille de route et les membres de la plateforme partagent régulièrement leurs expériences.</p> <p>La reconnaissance de la plateforme SUN par le Gouvernement et les parlementaires accroît l'engagement des députés et des sénateurs et leur sensibilisation aux questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle ; cela favorise aussi l'élaboration d'un outil de plaidoyer pour le financement de la nutrition (analyse budgétaire).</p>	<p>De nombreux efforts ont été fournis mais beaucoup reste à faire dans l'opérationnalisation des cadres juridiques, la mise en place des mécanismes d'évaluation et d'analyses contextuelles sur la nutrition.</p> <p>Toutefois, une harmonisation des activités et une clarification des domaines de compétence des acteurs mobilisés sont opportunes.</p>	<p>La feuille de route actualisée de 2018 sert de canevas pour le cadre commun de résultats. Plusieurs réalisations sont à noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le renforcement des capacités des membres de la plateforme nationale SUN, l'amélioration du partage de l'information et du processus de coordination ;</li> <li>L'implication de la société civile dans les activités liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;</li> <li>La mise en œuvre du projet « classes vertes », du projet de réglementation de la filière viande de brousse sur tout le territoire gabonais ; la mise en place effective des vacances agricoles.</li> </ul>	<p>Entre 2018 et 2019, plusieurs projets et des activités planifiées au niveau des secteurs sensibles et spécifiques à la nutrition ont bénéficié d'un soutien financier de la part du Gouvernement et d'autres bailleurs.</p> <p>Les mécanismes de prévisibilité du financement et pérennisation peuvent gagner en efficacité par un décaissement graduel de financement sur la base d'un chronogramme budgétisé et la mise en place d'un cadre de suivi-évaluation financier efficace et transparent.</p>
--	--	---	---

### PRIORITÉS 2019-2020

En plus des priorités citées pour le compte de l'année 2018, l'année 2019-2020 se donne notamment les priorités suivantes :

- Terminer la formalisation de la plateforme multisectorielle et multi-acteurs pour la sécurité alimentaire et la nutrition ;

- Faire l'analyse budgétaire de nutrition pour l'année 2020 ;
- Organiser une table ronde de mobilisation des ressources pour la nutrition ;
- Sensibiliser les deux chambres du Parlement ;
- Créer l'alliance parlementaire de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

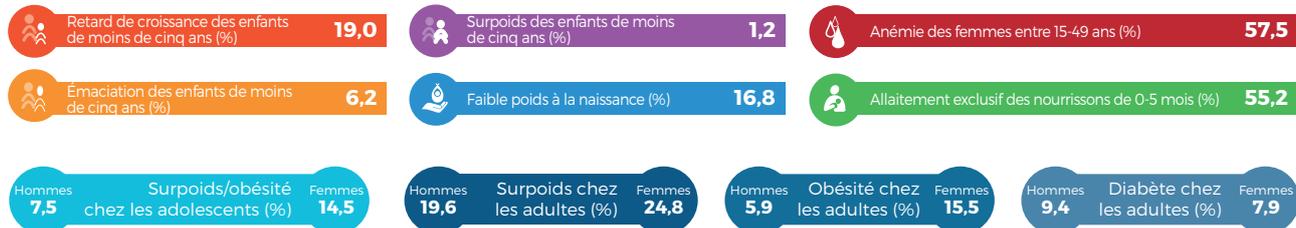
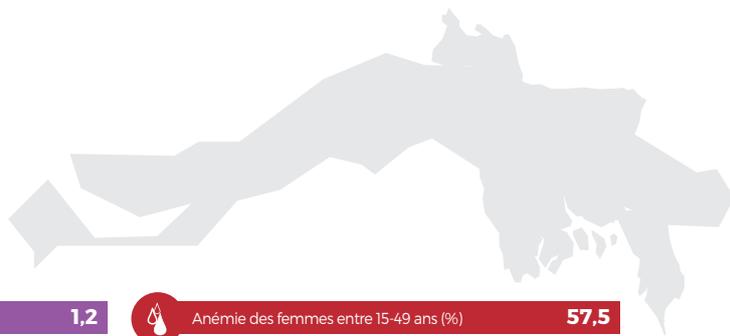
# Gambie



**Date d'adhésion :** juillet 2011

**Population :** 2,35 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/GAMBIA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014: 80%	2014: 54%	2014: 29%	2014: 43%
2015: Non disponible	2015: Non disponible	2015: Non disponible	2015: Non disponible
2016: 79%	2016: 96%	2016: 40%	2016: 54%
2017: 79%	2017: 96%	2017: 40%	2017: 54%
2018: 85%	2018: 96%	2018: 40%	2018: 63%
2019: 85%	2019: 96%	2019: 53%	2019: 69%
<b>TOTAL PONDÉRÉ 2019</b>			<b>76%</b>

<p>La plateforme nationale multi-acteurs (MSP) s'est élargie et des réunions ont lieu chaque trimestre.</p> <p>L'examen de la politique nationale de nutrition (2010-2020) a débouché sur une nouvelle politique nationale de nutrition (2018-2025) avalisée par le Conseil national de la nutrition.</p> <p>Le vice-président joue le rôle d'ambassadeur de la nutrition dans le cadre de son poste de président du Conseil national de la nutrition.</p> <p>Les organisations de la société civile travaillent à la création d'une Alliance de la société civile officielle.</p> <p>Le PAM va jouer un rôle de facilitateur des pays SUN et organisera la mise en place d'un Réseau du secteur privé.</p>	<p>La plateforme multi-acteurs a participé à l'élaboration du plan national de développement et la nutrition a été intégrée au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et à d'autres stratégies de programmes de pays de l'ONU.</p> <p>Intégration croissante de la nutrition dans les programmes/politiques sectoriels (santé, éducation).</p> <p>Examen en cours de la législation actuelle pour rédiger et promulguer une loi de nutrition nationale. Une loi sur la qualité et la sécurité sanitaire des aliments (2011) est en place. Un examen et une mise à jour de la réglementation sur l'enrichissement des aliments et de l'iodation du sel (2006) sont en cours.</p> <p>Élaboration d'une politique d'alimentation dans les écoles.</p>	<p>Élaboration d'un cadre commun de résultats et d'un plan de mise en œuvre multi-acteurs dont la mission de cadrage initiale est terminée.</p> <p>Enquêtes nationales menées (études démographiques et sanitaires, enquête en grappes à indicateurs, enquête sur les micronutriments en Gambie, enquêtes auprès des ménages et enquête normalisée de suivi et évaluation des secours et de la transition) et utilisées pour concevoir des stratégies et politiques de nutrition à l'échelle nationale.</p> <p>De nombreuses parties prenantes ont participé au programme d'enrichissement alimentaire.</p> <p>Dépistage de la malnutrition dans 5 des 7 régions visées par le Ministère de la santé.</p> <p>Manque de ressources persistant pour le cadre commun de résultats.</p>	<p>Assistance technique mobilisée pour développer le cadre commun de résultats et le Plan d'action de nutrition multisectoriel (MSNAP).</p> <p>Élaboration en cours d'un nouveau plan d'action chiffré multisectoriel doté d'un cadre commun de résultats.</p> <p>Mobilisation de 31 millions USD pour un projet de filet de protection sociale de la Banque mondiale.</p> <p>Développement d'un outil de plaidoyer financier (analyse du coût de la faim) en cours.</p> <p>Les capacités limitées de suivi et de production de rapports financiers restent un problème. Autre problème : les dotations budgétaires nationales ne distinguent pas clairement les allocations nutritionnelles du reste.</p>
---	---	---	--

### PRIORITÉS 2019-2020

- Finaliser le cadre commun de résultats et MSNAP ;
- Renforcer le partenariat public-privé, notamment la participation du secteur privé à la plateforme multi-acteurs ;
- Mettre en place un réseau d'universitaires, de scientifiques et d'instituts de recherche ;
- Renforcer les capacités de suivi financier de la nutrition.

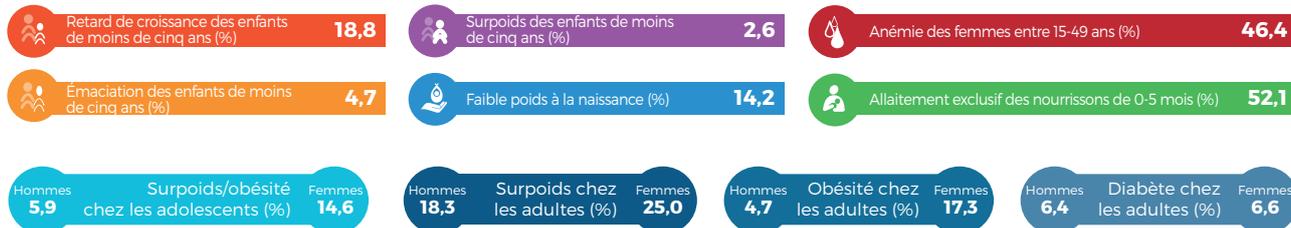
# Ghana



**Date d'adhésion :** mars 2011

**Population :** 30,42 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/GHANA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014: 63%	2014: 38%	2014: 20%	2014: 0%
2015: 64%	2015: 68%	2015: 21%	2015: 23%
2016: Non disponible	2016: Non disponible	2016: Non disponible	2016: Non disponible
2017: 69%	2017: 63%	2017: 65%	2017: 51%
2018: 76%	2018: 76%	2018: 65%	2018: 67%
2019: 60%	2019: 54%	2019: 73%	2019: 50%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **59%**

La nutrition continue de faire partie intégrante des fonctions assumées par les organisations telles que la FDA ghanéenne et le Conseil de la recherche scientifique et industrielle, par l'entremise de son institut de recherche alimentaire.

Les structures infranationales des ministères, des administrations et des agences sont de plus en plus sollicitées par les organismes d'exécution.

Un comité interministériel a été mis en place afin de porter les questions nutritionnelles à l'attention des décideurs politiques.

La Première dame du Ghana, Son Excellence Mme Rebecca Akufo-Addo, a été nommée ambassadrice de la nutrition dans le cadre de l'initiative des leaders africains pour la nutrition.

Les parties prenantes ont participé à l'élaboration et à l'examen des politiques et règlements législatifs.

L'ensemble des activités, des objectifs, des cadres et des politiques d'ordre nutritionnel a pleinement été intégré à l'actuel cadre de la politique de développement national à moyen terme (NMTDPF).

Les divers groupes de travail nationaux et sectoriels n'ont pas pu se réunir régulièrement, faute de personnel.

La coordination des actions relevant du Groupe de planification intersectoriel (CSPG) sur la nutrition s'est heurtée à des difficultés de financement.

Une rubrique concernant les denrées alimentaires et la nutrition figure désormais dans le cadre de la politique de développement national et dans le programme Agenda for Jobs (2018-21).

La 6e enquête par grappes à indicateurs multiples réalisée auprès des Ghanéens a été publiée et les résultats révèlent une légère diminution du taux de retard de croissance. Globalement, les autres indicateurs n'ont pas varié. Quelques améliorations positives sensibles au niveau régional sont en revanche à noter, notamment la région du haut Ghana occidental qui a enregistré une régression entre 2014 et 2017-18, passant de 22,2 % à 15 %.

Outre les données annuelles recueillies par le Mouvement SUN au Ghana, des mesures ont été prises pour effectuer un suivi financier exhaustif de la situation nutritionnelle du pays.

La Commission nationale de planification du développement (NDPC) a mis en place un mécanisme de suivi à partir d'un système de gestion des informations permettant d'assurer la traçabilité des demandes budgétaires, des allocations, des dépenses et des sources de financement pour l'ensemble des secteurs associés à la nutrition.

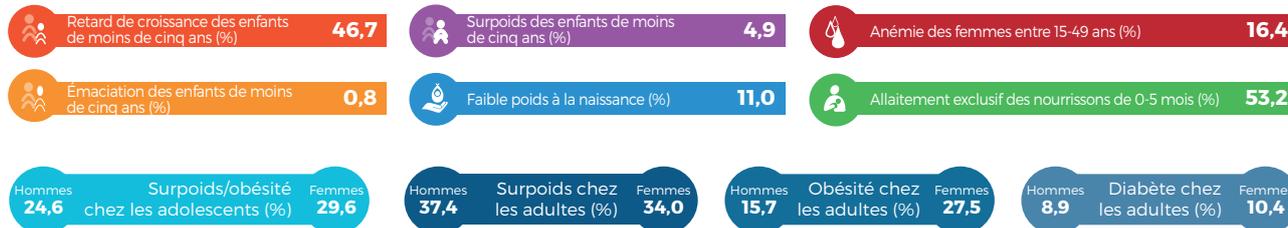
### PRIORITÉS 2019-2020

- Créer une plateforme de partage d'informations sur la nutrition ;
- Renforcer la coordination aux niveaux infranational et local ;
- Constituer un réseau du secteur privé SUN ;
- Étayer le plaidoyer en faveur de la nutrition, trouver les ambassadeurs et concrétiser une stratégie de promotion et de communication ;
- Surveiller le budget et les dépenses ;
- Renforcer les potentiels en matière de généralisation et de surveillance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

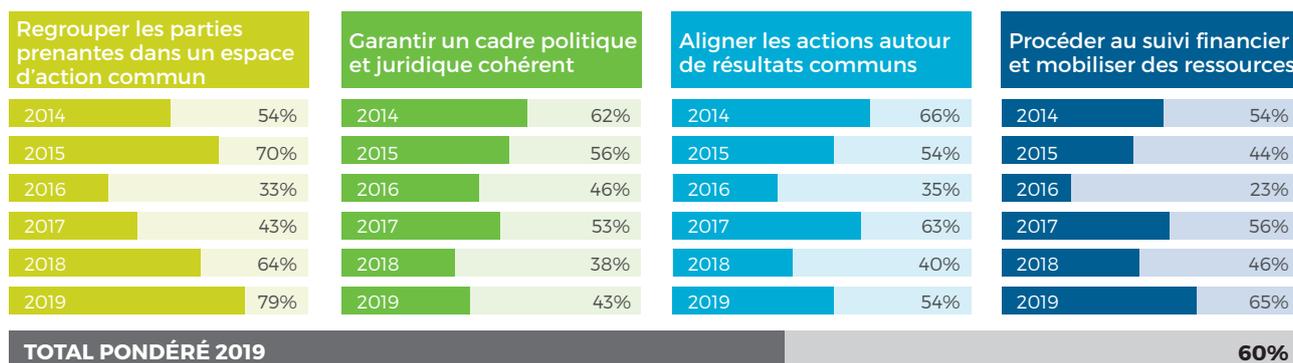
# Guatemala



**Date d'adhésion :** décembre 2010  
**Population :** 17,58 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/GUATEMALA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



<p>La participation décentralisée de tous les acteurs au Système national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SINASAN) s'est accrue.</p> <p>La SESAN a coordonné et soutenu la mise en œuvre des processus de gouvernance locale de la SAN à différents niveaux. Il existe 22 commissions départementales de sécurité alimentaire et nutritionnelle (CODESAN) et 338 commissions municipales (COMUSAN).</p> <p>Il faut assurer le respect, par les ministères, des directives du Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle.</p> <p>La coordination et la communication doivent être claires et articulées à tous les niveaux, conjointement avec les délégations.</p>	<p>Un cadre politique et juridique est en place : la loi, la politique, le Plan opérationnel annuel (POASAN) et le plan stratégique en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) ainsi que la Stratégie nationale de prévention de la malnutrition chronique (SNPMC), entre autres, étant tous alignés sur le Plan Katun et les Objectifs de développement durable.</p> <p>En 2018, le règlement d'application de la loi sur l'alimentation scolaire a été élaboré et une table ronde technique interinstitutionnelle a été tenue pour coordonner sa mise en œuvre.</p> <p>L'application décentralisée du cadre juridique a été renforcée, permettant d'augmenter le budget et d'accroître ainsi la couverture.</p> <p>Une analyse de la cohérence entre les lois et les politiques applicables aux objectifs de SAN est requise.</p>	<p>Le POASAN est l'instrument d'exécution des actions menées par les différents ministères et secrétariats du gouvernement.</p> <p>La SNPMC tient compte des recommandations formulées par l'IFPRI dans le document d'évaluation du Plan Faim Zéro, lesquelles ont permis une exécution fondée sur les priorités fixées.</p> <p>Concernant les défis à relever, il existe un consensus multisectoriel relatif qui tend à accroître l'allocation et l'exécution du budget spécifiquement pour renforcer les activités de la SNPMC, maintenir l'engagement politique, accroître la couverture et réduire le taux élevé de rotation du personnel.</p>	<p>Il y a eu une volonté accrue d'utiliser les rapports financiers du Système de comptabilité intégrée (SICOIN) et du système de gestion, afin qu'ils soient publiés dans le système national d'information.</p> <p>Des exercices sur le coût des sous-produits sont en cours, mais l'utilisation des bases de données du SICOIN est compliquée dans les institutions gouvernementales en raison de leur format de production.</p> <p>Il convient de renforcer le suivi financier au niveau territorial, étant donné que l'essentiel de ce suivi est centralisé.</p> <p>Concernant la mobilisation des ressources, il faut mentionner l'approbation d'un prêt de la Banque mondiale et la contribution de l'UE à l'agriculture familiale.</p>
---	---	--	---

### PRIORITÉS 2019-2020

- Disposer d'un système de suivi pour générer des informations et des données utiles à la prise de décisions ;
- Intégrer les recommandations de l'évaluation de la SNPMC ;
- Sensibiliser au fait que la lutte contre la malnutrition est l'affaire de tous ;
- Promouvoir la mise en œuvre d'actions globales et intégrées afin de réduire la malnutrition sans dupliquer les efforts ;
- Insister pour que la malnutrition soit l'une des priorités de l'action publique ;
- Évaluer la politique nationale de SAN.

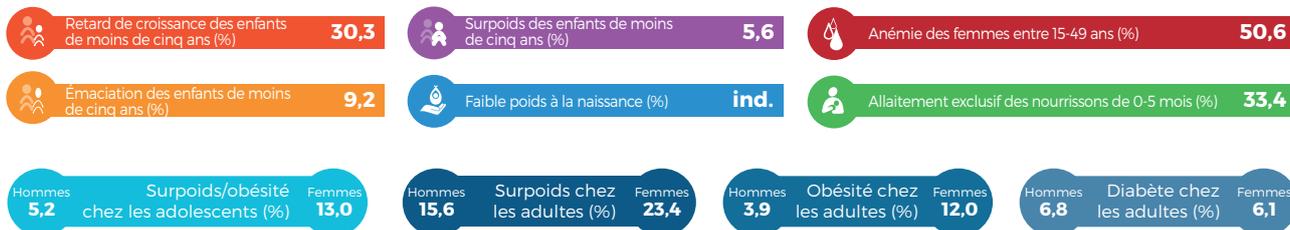
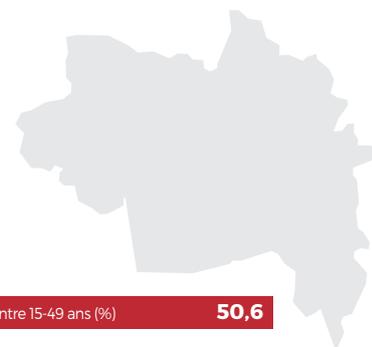
# Guinée



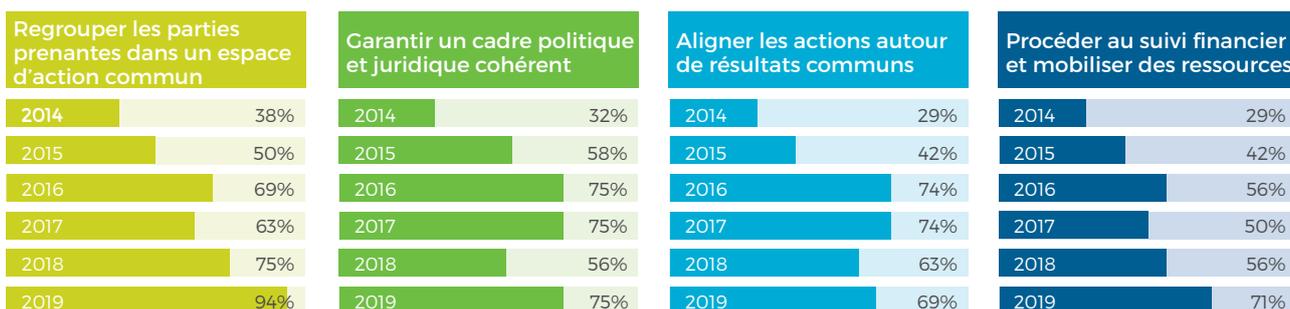
**Date d'adhésion :** mai 2013

**Population :** 12,77 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/GUINEA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **77%**

En Novembre 2018, une réunion de haut niveau sur la nutrition a permis à toutes les parties prenantes, sous le patronage de la première dame et en présence du premier ministre et de la Coordinatrice SUN, de renouveler leur engagement de haut-niveau en faveur de la nutrition.

Une plateforme de coordination stratégique multisectorielle a été créée sous l'égide du Premier Ministre (Arrêté N°768/PM/SGG) et un point focal nommé au sein de la Primature pour guider le groupe technique dans la mise en oeuvre multisectorielle du plan stratégique récemment lancé.

Une coordination des actions locales de nutrition est graduellement organisée dans 40 communes "de convergence" avec l'appui des partenaires.

La politique nationale de nutrition, assortie de son plan stratégique multisectoriel (2019-2024) ont été développés de manière participative et officiellement lancés.

Les lois relatives à la protection de la maternité sont en application, comme les lois d'enrichissement des aliments (fortification des huiles et de la farine de blé).

Le code de commercialisation des substituts du lait maternel est en cours de révision .

Le Plan d'Investissement Agricole, de Sécurité alimentaire et nutritionnelle a été révisé pour renforcer la composante nutrition.

Une cartographie des intervenants et des interventions en nutrition a été réalisée, pour permettre une mise en oeuvre collective et inclusive du plan stratégique de nutrition.

Une enquête de démographie et de santé a été réalisée (EDS V).

Des actions des différents acteurs telles que le forum du nouveau né ou le plan UNDAF sont alignées sur le plan multisectoriel de nutrition.

Une stratégie de plaidoyer et de renforcement des capacités est en cours.

Afin d'assurer le suivi des actions prioritaires, une révision des outils primaires et secondaires des systèmes d'informations (santé, agriculture, élevage...) a été entreprise et les capacités des acteurs chargés d'animer les plateformes d'informations ont été renforcées.

Il ressort de l'analyse des investissements financiers dans les secteurs sensibles et spécifiques de la nutrition que 86% des financements sont externes et 14% sont domestiques. Cependant, l'État s'est engagé à créer une ligne budgétaire pour les intrants de prise en charge nutritionnelle, et finance la construction d'une usine de production des aliments à usage thérapeutiques.

Le plan multisectoriel a été chiffré pour la période 2019-2024 et les différents secteurs et partenaires de développements seront sollicités pour son financement à l'occasion d'une table ronde des bailleurs.

### PRIORITÉS 2019-2020

- Organisation de la table ronde pour le financement du plan stratégique
- Elaboration du plan de mise en oeuvre du plan stratégique
- Validation du plan de plaidoyer et de communication pour la mobilisation des ressources
- Validation de la cartographie des intervenants et interventions en nutrition
- Etude socio-anthropologique sur les raisons de rajout de l'eau dans l'alimentation du nourrisson (0-6 mois)

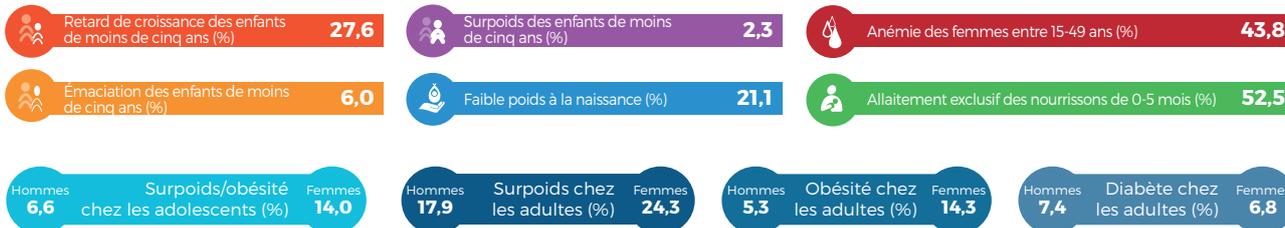
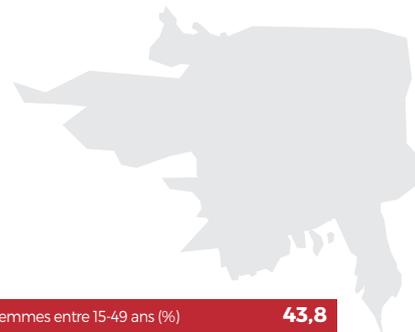
# Guinée-Bissau



**Date d'adhésion :** mars 2014

**Population :** 1,92 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/GUINEA-BISSAU



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 35%	2015 48%	2015 29%	2015 0%
2016 22%	2016 32%	2016 20%	2016 4%
2017 57%	2017 22%	2017 4%	2017 38%
2018 Non disponible	2018 Non disponible	2018 Non disponible	2018 Non disponible
2019 60%	2019 40%	2019 16%	2019 0%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **29%**

<p>Malgré l'instabilité politique et institutionnelle au niveau du pays, l'intégration d'acteurs au sein de plateformes multi-acteurs, notamment les Universitaires, le secteur privé, ou les médias est en cours. Des actions de coordination sont menées aux niveaux local et régional.</p> <p>Les acteurs de plateforme sont engagés dans l'implémentation de plan stratégique multisectoriel de nutrition.</p> <p>Néanmoins, la Plateforme ne produit pas encore de rapport de suivi, mais chaque institution réalise en interne ses propres rapports.</p> <p>Le pays a déjà institué le 18 Novembre comme la date nationale pour la nutrition, et chaque année cette journée est célébrée avec des consultations gratuite au niveau national.</p>	<p>Ils existent des politiques et les lois en matière de nutrition principalement : la Politique Nationale de Nutrition ; la Lois des Cantines scolaires ; la Lois de fortifications et consommation du sel iodé et les normes de fortifications des farines et huiles. Le projet de lois sur les substituts de lait maternel est en cours de validation.</p> <p>La loi et politique de la maternité et des congés parentaux et paternels et code international de commercialisation ont été révisés.</p> <p>Le CONSAN-GB a été approuvé au niveau de conseil des ministres mais est en attente de promulgation par le Président de la république.</p> <p>Le plan d'investissement agricole et sécurité alimentaire et nutritionnelle sont en cours d'harmonis.</p>	<p>Il existe une stratégie de faim et de pauvreté zéro, intégrant un étude sur le coût de la faim. Ces documents permettent de faire un plaidoyer commun.</p> <p>Les actions des parties prenantes sont bien alignées avec les politiques et le plan stratégiques de la nutrition.</p>	<p></p>
--	---	--	---------

### PRIORITÉS 2019-2020

- Mobilisation de ressources financières pour l'implémentation du plan multisectoriel de la Nutrition;
- Création d'un système de suivi et d'évaluation conjointe des activités multisectorielles de la plateforme de SUN au niveau national;
- Assurer l'appui technique et financier pour la réalisation des enquêtes sur les urgences en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- Elaboration des stratégies de communication pour le changement de comportement social.

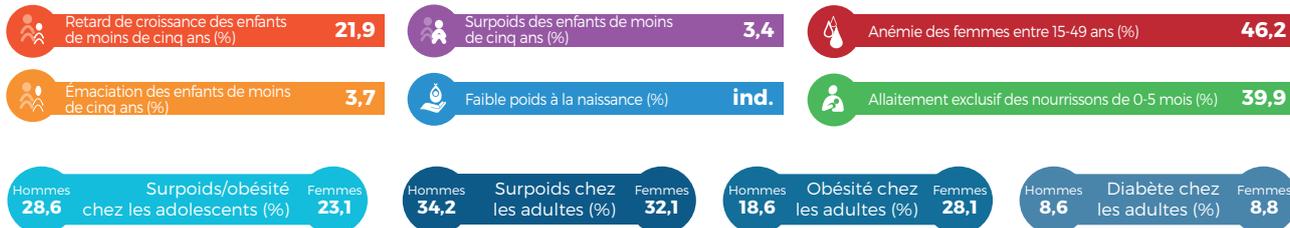
# Haïti



**Date d'adhésion :** juin 2012

**Population :** 11,26 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/HAITI



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014: 50%	2014: 54%	2014: 25%	2014: 50%
2015: Non disponible	2015: Non disponible	2015: Non disponible	2015: Non disponible
2016: Non disponible	2016: Non disponible	2016: Non disponible	2016: Non disponible
2017: 16%	2017: 29%	2017: 39%	2017: 35%
2018: 57%	2018: 38%	2018: 35%	2018: 25%
2019: 50%	2019: 53%	2019: 35%	2019: 10%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **39%**

<p>Au niveau national, les différents secteurs et plateformes en lien avec la nutrition se sont rencontrés régulièrement.</p> <p>Au niveau décentralisé, la plateforme est organisée par un délégué départemental qui coordonne des réunions sectorielles (agriculture, santé, collectivités territoriales, urgence, etc.) régulières auxquelles participent les différents réseaux.</p> <p>Les comités techniques de nutrition et les tables sectorielles existent dans 10 départements et collaborent régulièrement avec les ONG et les collectivités territoriales pour améliorer l'intégration au développement durable des communautés.</p>	<p>Certains plans et instruments ont été élaborés, tels que la loi sur l'enrichissement des aliments en micronutriments avec les textes d'application, la Politique et stratégie nationales de souveraineté et de sécurité alimentaire et de nutrition en Haïti (PSNSSANH). Cependant, leur mise en service et les mécanismes de contrôle restent problématiques.</p> <p>La prise en compte des bénéficiaires de la coordination se manifeste au niveau de l'intégration des axes transversaux dans la programmation de la nutrition (ex. : promotion de l'équité femme-homme).</p> <p>Suggestion de mettre en place une stratégie de plaidoyer stratifiée ciblant des acteurs au niveau politique à travers les entités structurées existantes.</p>	<p>Les parties prenantes et réseaux se sont alignés sur les directives nationales et ont largement collaboré notamment dans le cadre d'urgences répétées (épidémies, séismes, changement climatique, etc.)</p> <p>Il n'existe pas de cadre commun de résultats, mais des cadres sectoriels de résultats avec leurs propres systèmes.</p> <p>Des indicateurs complémentaires de sécurité alimentaire et nutritionnelle ont été intégrés dans le système d'information dans le cadre d'une Politique nationale de protection sociale.</p> <p>Un cadre de suivi est mis en œuvre à travers des mécanismes pilotés par l'Unité de coordination du programme national de nutrition. Les objectifs annuels sont fixés et servent de référence pour le suivi annuel.</p>	<p>Le plan stratégique nutrition chiffré de 2013 - 2018 n'a pas été financé, bien qu'il ait été partagé par la haute direction du Ministère de la santé publique et de la population auprès de tous les partenaires techniques et financiers.</p> <p>Les promesses de décaissement sont généralement respectées par les donateurs multinationaux et bilatéraux. C'est toutefois rarement le cas quand le donateur est le gouvernement local.</p> <p>Capacité limitée du Gouvernement à repérer les déficits de financement à travers ses structures techniques.</p> <p>Le Parlement a approvisionné la ligne budgétaire de la nutrition pour la prise en charge des enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée (MAM).</p>
--	--	---	--

### PRIORITÉS 2019-2020

- Mobiliser des ressources financières au niveau national et international ;
- Renforcer les capacités du personnel sanitaire et locale en nutrition au niveau central et départemental ;
- Créer la plateforme multi-acteurs au niveau national puis au niveau décentralisé ;
- Défendre une plus forte implication de l'État pour la nutrition aux niveaux national et décentralisé ;
- Intégrer la nutrition dans l'agenda et les financements des donateurs ;
- Réaliser les États Généraux du Mouvement SUN.

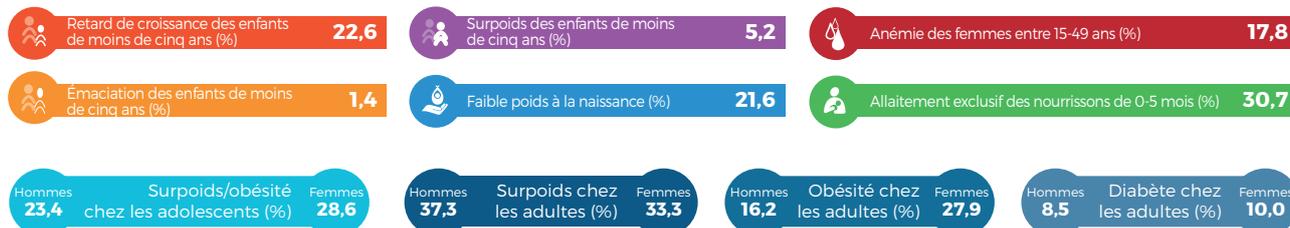
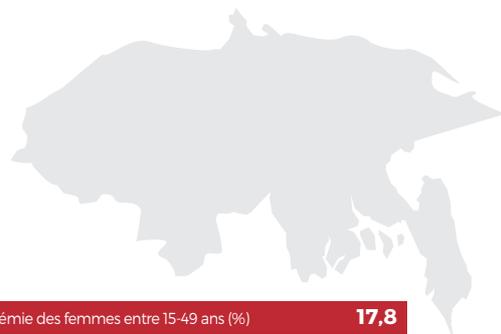
# Honduras



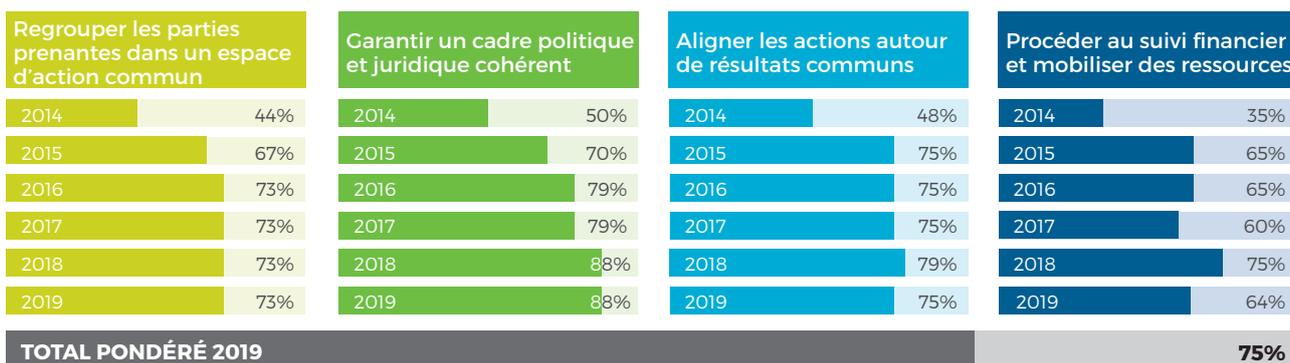
**Date d'adhésion :** mai 2019

**Population :** 9,75 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/HONDURAS



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



En 2011, la loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) a été adoptée. Elle a établi le droit à une alimentation adéquate et réglementé le cadre normatif pour structurer, harmoniser et coordonner les actions de SAN avec les objectifs nationaux et internationaux.

La loi prévoit la création du Système national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SINASAN), composé du Conseil national (CONASAN), du Comité technique interinstitutionnel (COTISAN), de la Commission de surveillance de la SAN (COVISAN) et de l'UTSAN, organe technique chargé d'aider le SINASAN à coordonner et planifier la politique.

Des tables rondes régionales sur la SAN existent dans 8 régions.

La mise à jour de la politique et stratégie en 2017-2018 a été un processus de dialogue national et local permanent qui a impliqué pour l'UTSAN l'organisation, la mobilisation et l'action constante de tout le SINASAN.

Au total, 18 politiques ont été analysées, dont certaines sont importantes pour la nutrition, comme la politique nationale de nutrition. La réforme de la loi sur la SAN est présentée comme un atout, puisque la nouvelle composition du CONASAN passe un cap politique grâce à une capacité de prise de décisions (les membres du CONASAN sont des secrétaires d'État dotés de leur propre budget). Le CONASAN est composé de coordinateurs de cabinet. La coordination du SINASAN doit être renforcée.

La mise à jour de la politique et stratégie nationales de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PyENSAN) à l'horizon 2030 montre l'engagement politique du gouvernement à atteindre les cibles des ODD.

La PyENSAN a un plan d'action pour la SAN et pour la nutrition au Honduras. Ces deux documents comprennent des objectifs programmatiques et des budgets indicatifs qui orientent la planification sectorielle et territoriale dans le cadre de la nouvelle gestion axée sur les résultats.

La méthodologie de planification de la SAN est en cours d'élaboration au niveau municipal et vise à coordonner les politiques sectorielles.

La mise en œuvre du système d'information pour le suivi est problématique.

Dans le cadre de la méthodologie de mise à jour de la PyENSAN 2030 et avec l'appui du FIRST (FAO/UE), il était nécessaire de recenser et projeter les différents programmes publics issus de différentes sources de financement qui contribueront à la SAN.

Une méthodologie d'estimation des dépenses publiques et des investissements dans la SAN a été mise au point avec les institutions publiques qui gèrent les budgets des programmes et projets liés aux 5 piliers de la SAN : a) disponibilité, b) accès, c) consommation, d) utilisation biologique, et e) stabilité.

Entre 2014 et 2018, le budget public total actuel est passé de 9,890 milliards USD à 10,725 milliards USD.

## PRIORITÉS 2019-2020

- Définir des méthodes de planification et de gestion validées aux niveaux national et local pour favoriser la mise en œuvre de la PyENSA ;
- Créer des outils de suivi des dépenses publiques dans la SAN et de mise en œuvre des orientations stratégiques du Plan d'action ;
- Créer des instruments favorisant la coordination et la gouvernance des instances qui composent le système national de SAN ;
- Doter la plateforme multi-acteurs de la capacité de produire des données probantes, des rapports de suivi et des rapports sur les indicateurs.

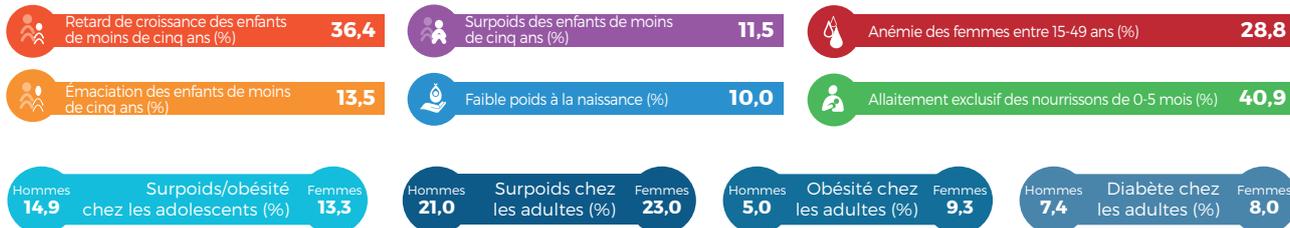
# Indonésie



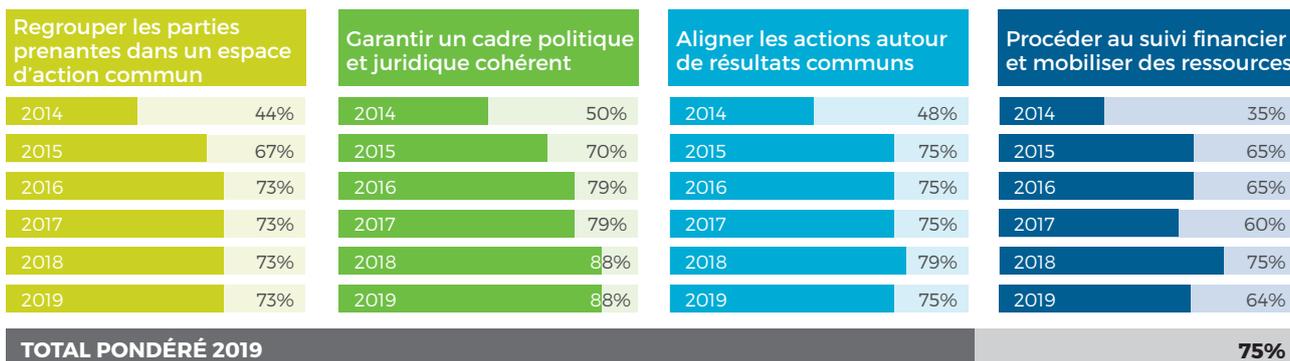
**Date d'adhésion :** décembre 2010

**Population :** 270,63 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/INDONESIA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



La stratégie nationale sur l'accélération de la prévention des retards de croissance (« Stranas Stunting ») de 2018-2024 a été lancée par le Vice-président.

Celle-ci sollicite la participation coordonnée de 23 ministères de tutelle au niveau national, mais son élargissement au niveau infranational et au secteur non gouvernemental reste à faire.

L'objectif de réduction des retards de croissance s'inscrit dans le Plan national de développement à moyen terme 2020-2024.

Un mécanisme intégré de suivi et d'évaluation pour la réduction des retards de croissance est en cours d'élaboration par le Ministère de la planification du développement national et le cabinet du Vice-président.

Des lignes directrices de mise en œuvre des interventions intégrées de réduction des retards de croissance au niveau des districts ont été élaborées par le Ministère de la planification du développement national et le Ministère de l'intérieur.

Des cadres juridiques régissant la sécurité alimentaire, les normes et les inspections ainsi qu'un système de surveillance des pratiques ont été mis en application.

Une stratégie nationale de communication pour le changement des comportements a été finalisée par le Ministère de la santé.

L'enquête nationale d'étude sur les soins de santé de base (« Risked-as ») de 2018 a été lancée par le Ministère de la santé et sera renouvelée tous les 5 ans.

La réunion organisée par le cabinet du vice-président en vue d'harmoniser les politiques et les mesures de réduction des retards de croissance (novembre 2018) a rassemblé des hauts fonctionnaires de 160 districts et 34 provinces.

Un cadre de suivi et d'évaluation au niveau national et infranational est sur le point d'être achevé.

Les districts prioritaires de lutte contre les retards de croissance en 2019 (160) et en 2020 (260) recensés par le Ministère de la planification du développement national ont été inclus dans le plan de travail annuel de l'administration (RPK).

Des discussions ont lieu tous les ans aux niveaux national et infranational pour convenir des actions prioritaires pour la nutrition.

Un mécanisme de marquage budgétaire sur les programmes de réduction des retards de croissance entre les ministères et les institutions a été approuvé par le Ministère de la planification du développement national et le Ministère des finances.

Des estimations du coût des actions de nutrition ont été réalisées au niveau national, mais pas au niveau infranational.

Des plans chiffrés pour le cadre commun de résultats existent, à l'inverse d'un suivi financier pour les parties prenantes externes à l'administration.

L'administration centrale a procédé au suivi financier de la nutrition en 2018.

Des fonds pour la réduction des retards de croissance ont été versés du niveau national au niveau infranational.

- ### PRIORITÉS 2019-2020
- Adopter le décret présidentiel révisé n° 42/2013 pour renforcer les actions institutionnelles sur la nutrition ;
  - Élaborer un système intégré de données pour la planification, le suivi et l'évaluation ;
  - Améliorer le site web du Mouvement SUN en Indonésie, plateforme d'échange sur les questions de nutrition ;
  - Adopter la stratégie nationale de communication sur le changement des comportements au niveau infranational ;
  - Sélectionner les districts prioritaires pour la réduction des retards de croissance en 2021-2023.

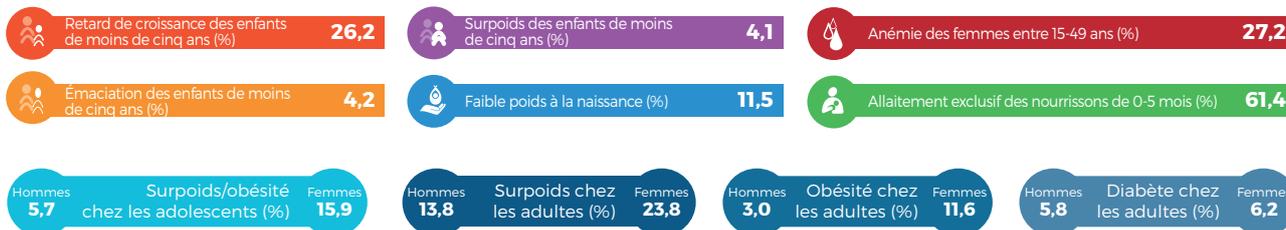
# Kenya



**Date d'adhésion :** août 2012

**Population :** 52,57 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/KENYA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 35%	2014 44%	2014 39%	2014 44%
2015 44%	2015 46%	2015 44%	2015 38%
2016 75%	2016 76%	2016 66%	2016 58%
2017 58%	2017 69%	2017 54%	2017 56%
2018 69%	2018 79%	2018 78%	2018 59%
2019 63%	2019 79%	2019 75%	2019 59%
<b>TOTAL PONDÉRÉ 2019</b>			<b>69%</b>

Le gouvernement du Kenya a admis que la sécurité nutritionnelle et alimentaire était un enjeu national et l'a placée parmi ses quatre principales priorités.

Le Kenya a mis en place un plan multisectoriel d'action nationale pour la nutrition (le KNAP 2019-2022).

Tous les réseaux SUN ont coopéré et se sont réunis régulièrement.

Le réseau gouvernemental a favorisé des actions pour assurer un engagement multipartite sur les questions nutritionnelles, et a joué un rôle prépondérant dans la formulation stratégique et l'élaboration du plan.

Le gouvernement a lancé la mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer nutritionnel au Kenya et du plan d'action pour la nutrition.

Le Réseau du secteur privé SUN remanie actuellement sa stratégie afin de tenir compte de la vision et des objectifs du plan d'action pour la nutrition au Kenya.

Le réseau des Nations Unies a joué un rôle essentiel dans la production de données probantes actualisées qui pourront servir à des fins de plaidoyer. On peut mentionner le dossier d'investissement sur le Kenya et l'étude sur le coût de la faim.

Le réseau gouvernemental a piloté l'élaboration du plan d'action pour la nutrition au Kenya et du cadre de mise en œuvre de la politique alimentaire et nutritionnelle.

L'Alliance de la société civile a approuvé la transposition de la politique en un cadre commun de résultats et a coordonné les efforts visant à partager les meilleures pratiques et les leçons apprises grâce à des publications et des rapports.

Le Réseau des Nations Unies a épaulé le groupe de travail sur l'information nutritionnelle, qui joue un rôle central dans le suivi et l'évaluation du cadre commun de résultats.

Le KNAP est chiffré et permet d'aiguiller la mobilisation et la planification des ressources. Toutes les actions d'ordre nutritionnel tant à l'échelon national qu'au niveau des comtés ont été chiffrées et plusieurs modélisations des coûts sont disponibles.

L'Alliance de la société civile a mis en place des outils d'analyse budgétaire et de suivi financier des interventions sectorielles spécifiques ou contribuant à la nutrition. En revanche, le suivi des dépenses budgétaires à l'échelon local reste un défi.

Même si le profil des donateurs évolue, le réseau des Nations Unies permet de déterminer les besoins et les lacunes et de mobiliser des ressources.

## PRIORITÉS 2019-2020

- Mettre en place la plateforme multi-acteurs et renforcer les plateformes à l'échelon national et infranational ;
- Lancer la politique de sécurité nutritionnelle et alimentaire, le cadre de mise en œuvre et la stratégie Agri-Nut ;
- Déployer l'outil de suivi financier pour la nutrition ;
- Faciliter la mise en œuvre de la législation sur la nutrition ;
- Diffuser la liste des mesures en faveur de la nutrition ;
- Mobiliser les ressources visant à soutenir les efforts du réseau.

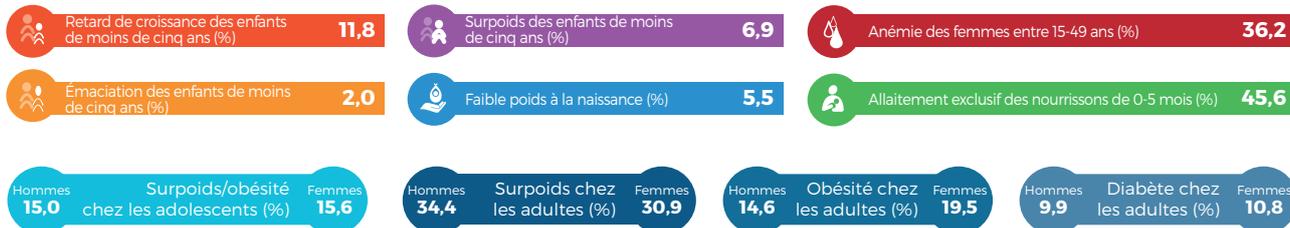
# Kirghizstan



**Date d'adhésion :** décembre 2011

**Population :** 6,42 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/KYRGYZSTAN



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014: 29%	2014: 28%	2014: 45%	2014: 25%
2015: 34%	2015: 42%	2015: 8%	2015: 21%
2016: 46%	2016: 58%	2016: 38%	2016: 25%
2017: 76%	2017: 67%	2017: 57%	2017: 42%
2018: 70%	2018: 63%	2018: 57%	2018: 44%
2019: 79%	2019: 63%	2019: 69%	2019: 67%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **70%**

Le premier vice-Premier ministre a présidé un forum de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), composé de membres du parlement, du gouvernement, du monde universitaire, des entreprises, de la société civile, de l'administration locale, des donateurs et d'agences des Nations unies.

Un groupe de travail intersectoriel, comprenant des représentants de tous les réseaux SUN, a été créé dans le cadre du nouveau programme SAN, ainsi qu'une plateforme multisectorielle sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La plateforme du mouvement SUN de la République kirghize a accueilli une délégation de la plateforme multisectorielle tadjike pour un partage d'expériences.

Le programme national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (FSNP) 2019-2023 a été approuvé par le Premier ministre, ce qui démontre un engagement de haut niveau en faveur de la nutrition.

La politique et la législation existantes en matière de nutrition ont été analysées et la loi sur la protection de l'allaitement maternel et l'iode universelle du sel est en cours de révision.

Une loi sur la sécurité alimentaire est en cours d'élaboration.

L'ONU et l'université d'Asie centrale ont organisé une série de rencontres politiques.

Une directive pour la mise en œuvre du nouveau FSNP a été introduite.

Les objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé concernant l'amélioration de la nutrition maternelle, infantile et du jeune enfant, y compris la réduction de l'anémie, sont intégrés dans le nouveau FSNP 2019-2023 et ils sont en bonne voie.

Des plans sont à l'étude pour lutter contre le double fardeau de la malnutrition.

Le FSNP 2019-2023 a été chiffré et financé à 95 %, principalement grâce aux financements de donateurs.

Les fonds alloués à la nutrition et la sécurité alimentaire sont analysés afin de garantir leur utilisation efficace, et des rapports sur les dépenses consacrées aux interventions spécifiques et en lien avec la nutrition sont diffusés.

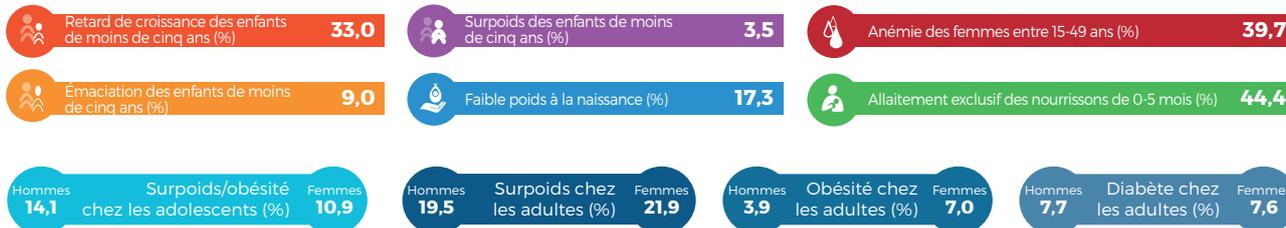
## PRIORITÉS 2019-2020

- Poursuivre la décentralisation de la plateforme multisectorielle ;
- Assurer le suivi de la politique et de la législation relatives au droit à l'alimentation et à l'allaitement maternel nouvellement intégrés au FSNP (2019-2023) ;
- Finaliser l'exercice d'analyse budgétaire.

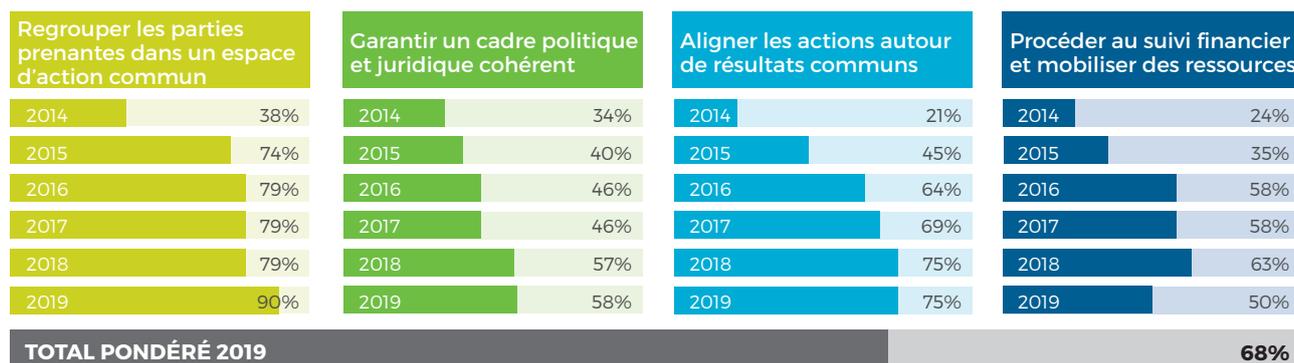
# RDP lao



**Date d'adhésion :** avril 2011  
**Population :** 7,17 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/LAO



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



Le Forum national de la nutrition, qui s'est tenu en décembre 2018, a réuni plus de 200 représentants multisectoriels nationaux et infranationaux.

Le Laos a créé son Réseau du secteur privé SUN. Le Ministère de la santé doit approuver le nouveau plan stratégique quinquennal.

Des comités de district pour la nutrition existent désormais dans 106 districts (sur 148), contre 40 l'an dernier.

L'Alliance de la société civile du Mouvement SUN, les partenaires du développement et des Nations Unies, ainsi que le Réseau du secteur privé SUN se réunissent régulièrement.

Par l'intermédiaire de ses services opérationnels, le Ministère de la santé a participé à la formulation de nombreuses recommandations et stratégies nutritionnelles.

La Banque mondiale et l'UNICEF ont appuyé l'élaboration, en 2018, d'un Plan d'action stratégique de communication pour les changements sociaux et la modification des comportements dans le domaine de la nutrition. Celui-ci a été diffusé dans les provinces du nord.

Le Laos a mis en place une plateforme nationale d'information sur la nutrition (NIPN) et des systèmes de surveillance nutritionnelle.

Le Programme alimentaire mondial a parrainé une réunion consultative pour la standardisation de la fortification des aliments.

Le Laos a mis en place la Stratégie nationale de nutrition à l'horizon 2025. Un groupe multipartite a mené un examen à mi-parcours du Plan national d'action pour la nutrition (NPAN), sous la direction du secrétariat du Comité national sur la nutrition.

La cartographie des parties prenantes et des actions dans le domaine de la nutrition sera mise à jour en 2019.

La formation du personnel de santé en matière de recommandations nutritionnelles, d'aide à l'emploi et de protocoles s'est améliorée au cours de la période considérée.

Le gouvernement et les donateurs redoublent d'efforts pour financer la nutrition à long terme.

Le secrétariat du comité sur la nutrition a recensé les ressources que les parties prenantes ont consacrées à la nutrition en 2016-2018, mais cela reste difficile, surtout pour les programmes contribuant à la nutrition.

Le gouvernement a insisté sur les allocations budgétaires nutritionnelles dans le cadre du NPAN pour les provinces, districts et collectivités à haut risque.

La plupart des aides financières consacrées à la coordination multisectorielle de la nutrition dépendent de fonds externes.

Les entreprises se mobilisent de plus en plus en faveur de la nutrition.

### PRIORITÉS 2019-2020

- Concentrer les efforts sur des interventions et zones géographiques clés ;
- Continuer d'améliorer la qualité de la collecte de données afin d'éclairer les décisions en matière de politiques et d'interventions et de mesurer les avancées ;
- Renforcer les capacités des parties prenantes de la nutrition au niveau infranational ;
- Harmoniser le soutien des partenaires internationaux, selon les recommandations de l'examen à mi-parcours et du Plan national d'action pour la nutrition (NPAN).

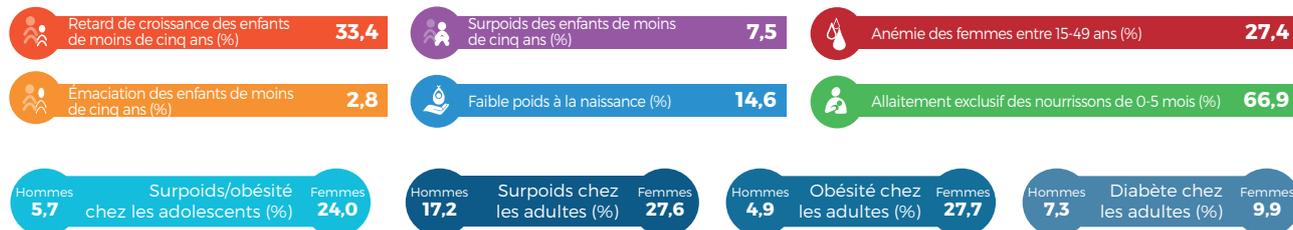
# Lesotho



**Date d'adhésion :** juillet 2014

**Population :** 2,13 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/LESOTHO



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 4%	2015 8%	2015 8%	2015 0%
2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible
2017 28%	2017 34%	2017 26%	2017 4%
2018 45%	2018 59%	2018 40%	2018 13%
2019 50%	2019 63%	2019 64%	2019 32%
<b>TOTAL PONDÉRÉ 2019</b>			<b>52%</b>

Des progrès ont été réalisés pour la mise en place des réseaux nationaux SUN. L'ONU, les réseaux de la société civile, du secteur privé et les médias sont désormais en place. Le manque de fonds est toutefois un obstacle majeur à leur fonctionnement efficace.

L'implantation de l'ensemble des réseaux nationaux SUN est une condition préalable à la création de la plateforme multi-acteurs. Il est donc essentiel de travailler activement en ce sens cette année.

Le Lesotho s'est engagé à mettre en place un programme national de nutrition.

Les progrès réalisés jusqu'à présent concernent la formulation des cadres politiques et juridiques pertinents. La mise en application reste lente.

L'ébauche du règlement concernant l'enrichissement des aliments est désormais terminée et est en cours de finalisation.

Les campagnes de sensibilisation et de communication ont contribué à promouvoir les activités de nutrition à l'échelon national.

Les affectations budgétaires n'ont cependant pas suffi à tenir les engagements pris en matière de lutte contre la malnutrition à l'échelle nationale ou infranationale.

Les acteurs de la nutrition ont synchronisé les mesures prises pour un certain nombre d'activités de recherche et d'études, ce qui permettra de préciser les objectifs et les échéances à venir.

Plusieurs initiatives ont été lancées, principalement axées sur la mobilisation des ressources plutôt que sur le suivi des investissements pour la nutrition.

Le Lesotho s'est engagé à améliorer d'ici 2020 la mobilisation des ressources pour la nutrition en mettant à contribution le secteur privé. Une série de mesures incitatives destinées à encourager le secteur privé à s'impliquer et des mécanismes de financement novateurs, y compris sur la responsabilité sociale des entreprises, sont en cours de préparation.

### PRIORITÉS 2019-2020

- Des progrès ont été réalisés pour la mise en place des réseaux nationaux SUN. L'ONU, les réseaux de la société civile, du secteur privé et les médias sont désormais en place. Le manque de fonds est toutefois un obstacle majeur à leur fonctionnement efficace.
- L'implantation de l'ensemble des réseaux nationaux SUN est une condition préalable à la création de la plateforme multi-acteurs. Il est donc essentiel de travailler activement en ce sens cette année.

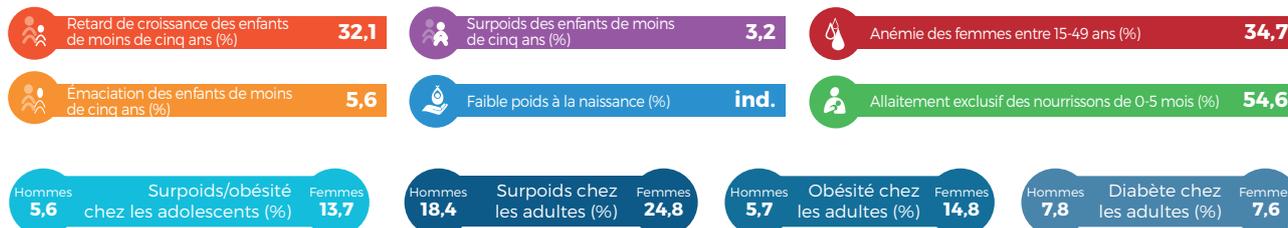
# Libéria



**Date d'adhésion :** février 2014

**Population :** 4,94 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/LIBERIA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible
2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible
2017 8%	2017 4%	2017 4%	2017 0%
2018 31%	2018 50%	2018 4%	2018 12%
2019 46%	2019 50%	2019 4%	2019 20%

### TOTAL PONDÉRÉ 2019

**30%**

On constate des progrès sensibles sur l'engagement politique national de haut niveau, avec notamment des réunions avec le Président, les ministres concernés et le corps législatif. Les réunions de la plateforme multi-acteurs interviennent régulièrement – chaque mois – et font l'objet d'un procès-verbal.

Des discussions multisectorielles avec les ministres et partenaires concernés à propos de la mise en place des mesures sont en cours. Les organisations de la société civile sont décentralisées dans 4 comtés et clairement structurées.

La politique nationale sur la nutrition a été mise à jour et validée.

Le plan national privilégie la réduction des retards de croissance. Un processus de planification a été lancé pour garantir une politique multisectorielle et l'élaboration de stratégies.

Le cadre juridique (loi nationale sur la santé publique) a également fait l'objet d'une révision.

L'élaboration de stratégies et de plans d'action multisectoriels qui contribueront à obtenir des résultats communs est en cours de planification.

Les données des deux campagnes de suivi budgétaire destinées au plaidoyer sont disponibles. En revanche, la mobilisation des ressources intérieures pour la nutrition est ralentie par le manque d'engagement et de volonté politiques, et l'absence d'ambassadeurs pour la nutrition. Les données financières peuvent cependant servir au plaidoyer, et le processus a d'ailleurs été enclenché.

## PRIORITÉS 2019-2020

- Organiser des événements de haut niveau sur la nutrition – y associer les décideurs politiques ;
- Rencontrer le Président pour nommer des ambassadeurs de la nutrition ;
- S'entretenir avec le Ministre des finances au sujet des affectations budgétaires pour la nutrition : secrétariat SUN et acteurs du secteur concerné ;
- Élaborer un plan stratégique national multisectoriel pour la nutrition et mettre en place un cadre commun de résultats ;
- Instaurer les réseaux du secteur privé, de l'ONU et des donateurs.

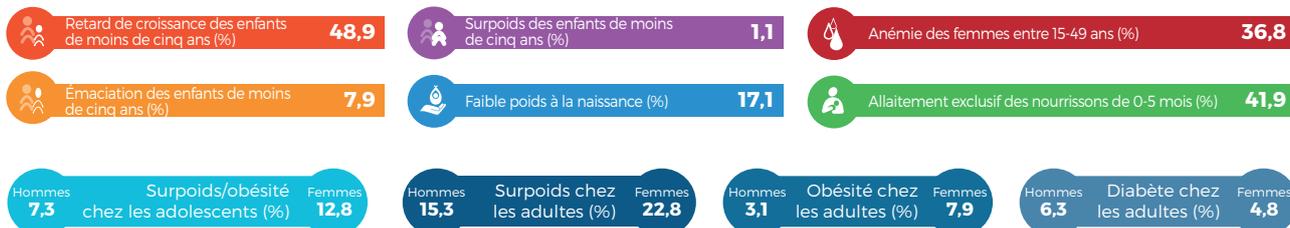
# Madagascar



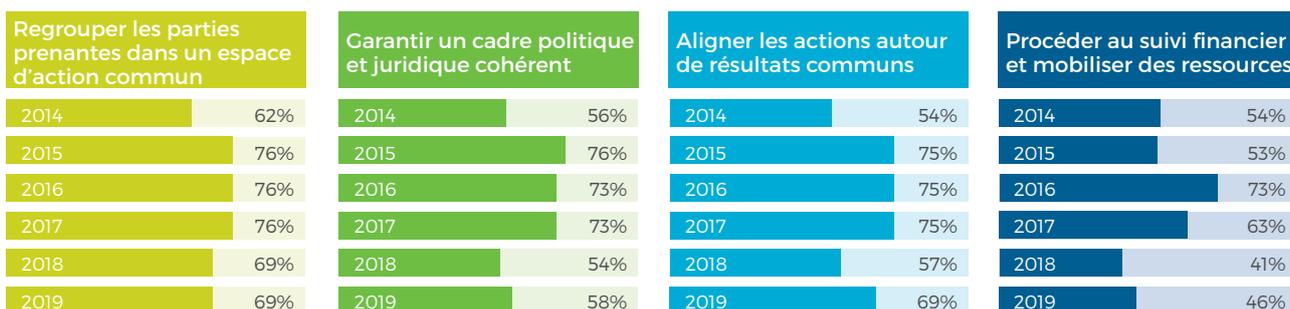
**Date d'adhésion :** février 2012

**Population :** 26,97 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/MADAGASCAR



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **61%**

Les réseaux de la société civile (HINA), du secteur privé (ANJARAMASOANDRO), du secteur académique (MIKASA), des parlementaires et des donateurs se sont consolidés par la mise en place de secrétariats exécutifs, élection du bureau, et élargissement. La large participation des ministères sectoriels (Population, Communication, Santé, Agriculture, Elevage, Pêche, Education, Eau, Commerce, Industrie, Justice, Défense) et l'existence de lignes budgétaires sectorielles pour la nutrition se traduit par l'implication de plusieurs services techniques déconcentrés à travers la mise en œuvre de programmes, coordonnés au niveau régional par les Groupes Régionaux de Suivi et d'Évaluation (GRSE).

Un Plan de Mise en Œuvre, budgétisé, assorti d'un Plan de Suivi et d'Évaluation, finalisés en 2019, appuient le Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNAN III), et les acteurs nutrition malagasy se sont engagés dans un plaidoyer actif pour intégrer la Nutrition dans le Programme d'Émergence pour Madagascar (2020-2025) du nouveau gouvernement. Le gouvernement a signé l'arrêté d'application d'iodation et de fluoration du sel établi par le comité national du sel, une plateforme multisectorielle, dont l'application est contrôlée au niveau régional. L'Alliance Nationale de Fortification Alimentaire (ANFA) pour la mise aux normes des aliments est opérationnelle.

Les principaux partenaires et bailleurs bilatéraux et multilatéraux ont aligné les projets d'intervention au PNAN III, le cadre commun de résultats (CCR) au niveau national, tandis que chaque région a développé son propre CCR, dont les objectifs guident la mise en œuvre des programmes et projets locaux. Les groupes régionaux de suivi évaluation (GRSE) procèdent au suivi à travers des réunions de partage des réalisations, et font remonter l'atteinte des indicateurs au niveau national. Ils ont à disposition les données récentes de l'enquête nationale MICS menée en 2019 sur le statut nutritionnel des populations.

Le PNAN III a été chiffré, et une table ronde réunissant les partenaires est prévue afin d'assurer le financement et la mise en œuvre. Pour appuyer le travail de plaidoyer auprès du gouvernement, une analyse budgétaire des investissements domestiques spécifiques et sensibles à la nutrition a été réalisée.

- ### PRIORITÉS 2019-2020
- Cartographie des acteurs et interventions en nutrition
  - Table ronde des bailleurs
  - Enquête nationale sur les carences en micronutriments
  - Évaluation à mi-parcours du PNAN III

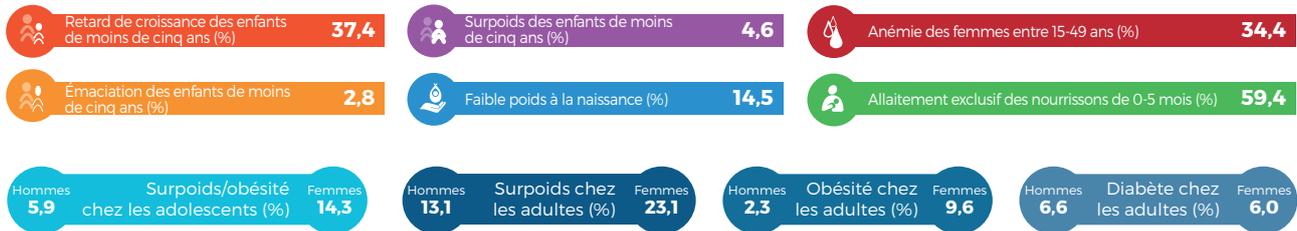
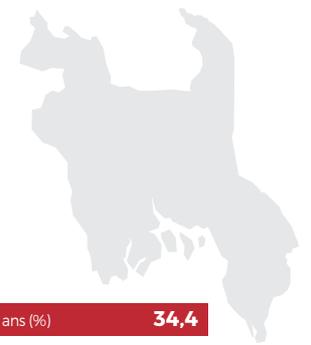
# Malawi



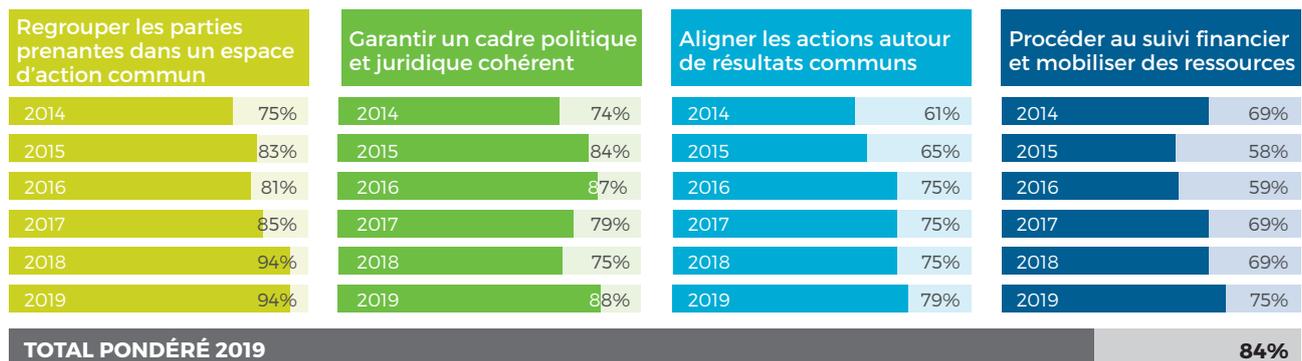
**Date d'adhésion :** mars 2011

**Population :** 18,63 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/MALAWI



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



<p>Des plateformes de coordination multisectorielle existent et fonctionnent au niveau national et local et à l'échelle des districts.</p> <p>Grâce aux efforts constants de la sous-direction Nutrition, VIH et SIDA du Ministère malawite de la santé, et en concertation avec les administrations locales et les partenaires de développement rural, chaque district peut compter sur quatre nutritionnistes.</p> <p>Toutes les structures de coordination multisectorielle sont institutionnalisées et placées sous la houlette du gouvernement avec la participation active des réseaux SUN.</p>	<p>Le gouvernement a lancé une consultation, un examen et une validation de la loi alimentation et nutrition, des stratégies nutritionnelles de la mère, du nourrisson et jeune enfant, de la stratégie II de communication et d'éducation sur la nutrition, de la stratégie nutritionnelle des adolescents, de la stratégie agricole pour l'alimentation et la nutrition, de la politique nationale intégrée de DPE et du manuel d'éducation parentale.</p> <p>L'enrichissement obligatoire est imposé par des mécanismes de suivi réglementaires nationaux et de district.</p> <p>L'élaboration et l'examen des initiatives en nutrition font l'objet d'une consultation. Les meilleures pratiques en la matière sont partagées sur les plateformes.</p>	<p>Les capacités à l'échelle infranationale ont été renforcées avec la nomination d'un responsable chargé de la coordination et de la supervision.</p> <p>Un système national multisectoriel d'informations nutritionnelles est en cours d'élaboration et il sera déployé dans les districts.</p> <p>Trois nouveaux modules de notification (enrichissement, suivi des ressources et groupe de soutien) sont désormais intégrés au système susnommé et permettent d'étayer la prise de décisions fondées sur des données probantes au niveau du district.</p>	<p>Le système de suivi des ressources nutritionnelles est en phase avec les priorités de la politique nationale multisectorielle sur la nutrition (2018-22).</p> <p>La campagne en faveur de l'augmentation des ressources allouées à la nutrition s'est poursuivie et, de ce fait, les partenaires de développement ont alloué davantage de fonds aux initiatives en faveur de la nutrition.</p> <p>Des lacunes de financement ont été repérées grâce au système de suivi des ressources. Une stratégie de mobilisation des ressources est en cours d'élaboration.</p>
---	--	---	---

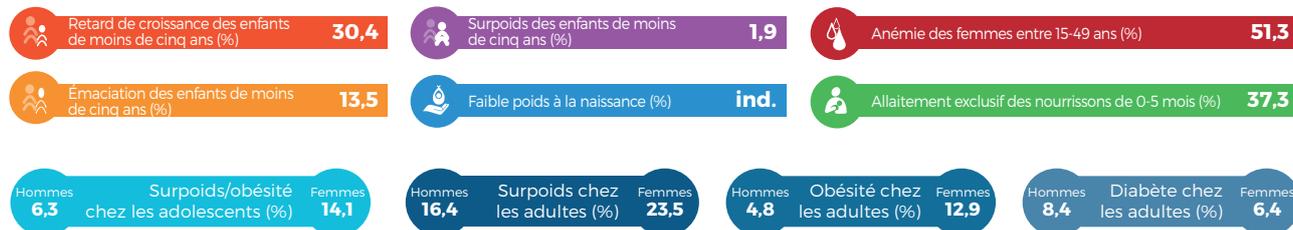
## PRIORITÉS 2019-2020

- Promulguer le projet de loi sur l'alimentation et la nutrition ;
- Mettre en place la stratégie alimentaire et nutritionnelle du secteur agricole (2019-23) et la stratégie [acte II] d'éducation et de communication en matière de nutrition (2019-23) ;
- Mettre en œuvre une politique intégrée du développement de la petite enfance ;
- Mettre en application la stratégie du Réseau du secteur privé SUN (2019-23) ;
- Renforcer les systèmes de suivi et évaluation à l'échelle nationale et la notification à l'échelle du district.

# Mali



**Date d'adhésion :** mars 2011  
**Population :** 19,66 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/MALI



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014: 59%	2014: 46%	2014: 50%	2014: 40%
2015: Non disponible	2015: Non disponible	2015: Non disponible	2015: Non disponible
2016: 54%	2016: 48%	2016: 60%	2016: 44%
2017: 12%	2017: 9%	2017: 38%	2017: 12%
2018: 75%	2018: 64%	2018: 54%	2018: 43%
2019: 75%	2019: 64%	2019: 69%	2019: 63%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **68%**

La mise en place de la Cellule de coordination de la nutrition et la désignation de son responsable comme point focal SUN du gouvernement ont été des progrès majeurs.

Les 6 réseaux disposent tous d'un mécanisme de coordination avec une feuille de route.

Au niveau national, la plateforme multisectorielle a tenu ses réunions statutaires durant la période de l'évaluation.

Les organes de coordination au niveau décentralisé et déconcentré existent et sont définis dans la politique nationale de nutrition.

Le secteur privé et les milieux universitaires et de la recherche sont devenus opérationnels lors de la préparation du forum national sur la nutrition et l'évaluation du PAMN 2014-2018.

La collaboration autour de la politique nationale de nutrition a permis de forger le partenariat en faveur de la nutrition lors de l'élaboration du nouveau CREDD 2019-2023.

L'examen des politiques sectorielles et l'analyse budgétaire soutenue par le processus d'évaluation du PAMN 2014-2018 ont permis de recenser les lacunes politiques, économiques et même juridiques et législatives. Surtout, l'analyse budgétaire des cinq dernières années a permis de montrer les efforts et l'engagement de l'État en faveur de la nutrition. Plusieurs rencontres de plaidoyer ont eu lieu avec le réseau des parlementaires en faveur de la nutrition en s'appuyant sur les résultats des analyses, des politiques et des lois.

L'alignement des actions dans tous les secteurs qui contribuent sensiblement à l'amélioration de la nutrition est en passe de se concrétiser grâce à des outils comme l'examen des politiques, l'analyse budgétaire, la cartographie des parties prenantes et des interventions clés en nutrition.

Les différentes rencontres au niveau du SUN et des secteurs permettent de s'assurer de l'alignement des actions sur le plan multisectoriel.

Cependant, des efforts restent à faire pour l'alignement des différents secteurs au niveau gouvernemental et au niveau de certains partenaires clés tant au niveau central qu'au niveau déconcentré et décentralisé.

La dynamisation du réseau des donateurs de SUN a permis d'aligner les ressources financières. Toutefois, la non-organisation des tables rondes sur le financement du PAMN n'a pas permis d'avoir des engagements financiers et ou des promesses de financements.

Le suivi financier a été renforcé par deux éléments : l'analyse rétrospective du PAMN en cours de finalisation et l'analyse budgétaire qui permettront de mettre en place un système de suivi budgétaire.

Des efforts doivent être faits dans l'élaboration du nouveau plan, par le chiffrage et surtout l'analyse des lacunes sectorielles et intersectorielles.

### PRIORITÉS 2019-2020

- Terminer l'évaluation du PAMN 2014-2018 et proposer le nouveau Plan 2020-2024 ;
- Animer les plateformes multi-acteurs et multisectorielles, tant au niveau central que décentralisé et déconcentré ;
- Élaborer le mécanisme de suivi et évaluation et de redevabilité, du nouveau PAMN et animer les groupes sectoriels de la nutrition pour suivre les performances spécifiques à la nutrition de celle-ci ;
- Organiser la table ronde de mobilisation du financement du nouveau PAMN 2020-2024 ;
- Renforcer les réseaux du SUN.

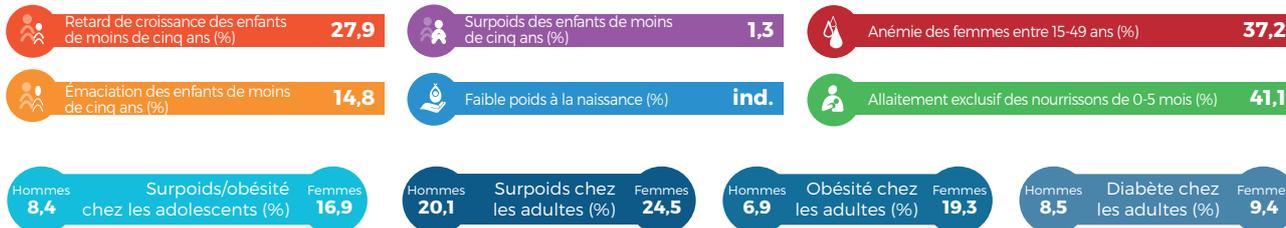
# Mauritanie



**Date d'adhésion :** mai 2011

**Population :** 4,53 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/MAURITANIA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014: 44%	2014: 42%	2014: 34%	2014: 40%
2015: 66%	2015: 62%	2015: 46%	2015: 29%
2016: 63%	2016: 60%	2016: 50%	2016: 28%
2017: 69%	2017: 54%	2017: 50%	2017: 37%
2018: 69%	2018: 54%	2018: 52%	2018: 54%
2019: 54%	2019: 54%	2019: 56%	2019: 46%

### TOTAL PONDÉRÉ 2019

53%

Le plan stratégique multisectoriel de nutrition validé en 2017 fournit un cadre de coordination au secteur de la nutrition sous la houlette du Ministère de la santé avec l'appui de l'UNICEF – avec 5 sous-comités de coordination de la nutrition dans les régions de Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Brakna, Assaba, Guidimakha.

La coordination multisectorielle est affectée par le manque de ressources humaines et budgétaires, mais la dynamique est bonne. Le Réseau de la société civile du SUN a œuvré à la création d'un réseau de femmes parlementaires pour la nutrition qui a organisé une journée portes ouvertes pour renforcer les investissements dans la nutrition, d'un réseau de journalistes sensibles à la nutrition.

Les exercices de révisions et d'évaluations des lois et politiques existantes pour documenter les bonnes pratiques ne sont pas systématisés au niveau national. Toutefois, le décret portant création du Conseil national de développement de la nutrition a été révisé pour être plus fonctionnel. Mais les difficultés tiennent au processus de signature auprès des décideurs.

Une étude appuyée par l'UNICEF, en partenariat avec l'IRD, a fait émerger des informations factuelles à des fins de plaidoyer pour une application effective des orientations stratégiques et des dispositions réglementaires afin de favoriser l'accès et l'utilisation des aliments de grande consommation enrichis en micronutriments.

Les outils pour une programmation alignée existent aujourd'hui en Mauritanie. L'enjeu concerne la planification annuelle avec tous les acteurs pour optimiser les interventions dans les différents secteurs d'intervention sensibles ou spécifiques à la nutrition. Un cadre de résultats existe dans le plan stratégique multisectoriel de nutrition mais il est encore prématuré d'évaluer ce marqueur de progrès. Toutefois, une enquête SMART qui détermine des indicateurs clés de nutrition est organisée chaque année avec l'appui de l'UNICEF.

Les progrès du pays en matière de suivi financier et de mobilisation des ressources se traduisent par l'estimation des besoins sur les 10 prochaines années pour soutenir les interventions spécifiques à la nutrition, le recensement des déficits sur la base de l'analyse des allocations en faveur de la nutrition dans les budgets annuels de l'Etat. Toutefois, l'engagement de l'Etat pour augmenter les investissements en faveur des interventions spécifiques de nutrition continue de montrer des marges de progression importantes.

Malgré les efforts de l'Etat et de ses partenaires techniques et financiers, l'essentiel du financement est alloué à des interventions à court terme liées à des plans de réponse aux urgences.

## PRIORITÉS 2019-2020

- Apporter une assistance technique rapproché au Point focal SUN ;
- Conduire l'inventaire des interventions existantes et potentielles ;
- Améliorer le fonctionnement des cadres de coordination multisectorielle au niveau national et régional ;
- Mettre en place les réseaux des donateurs et des universitaires ;
- Finaliser le processus de signature du décret révisé du Conseil national de développement ;
- Poursuivre les actions de plaidoyer.

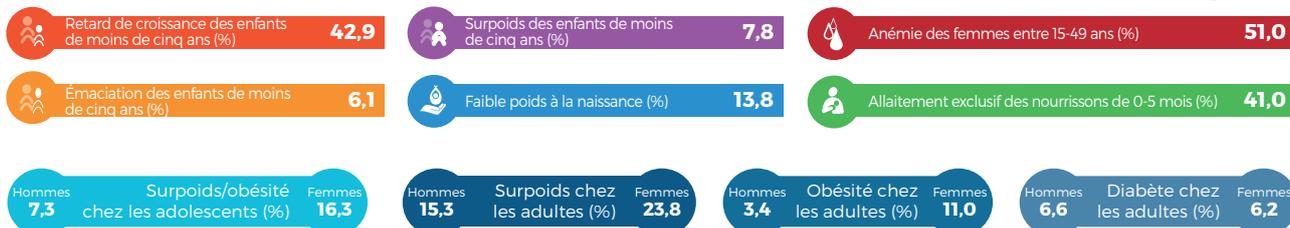
# Mozambique



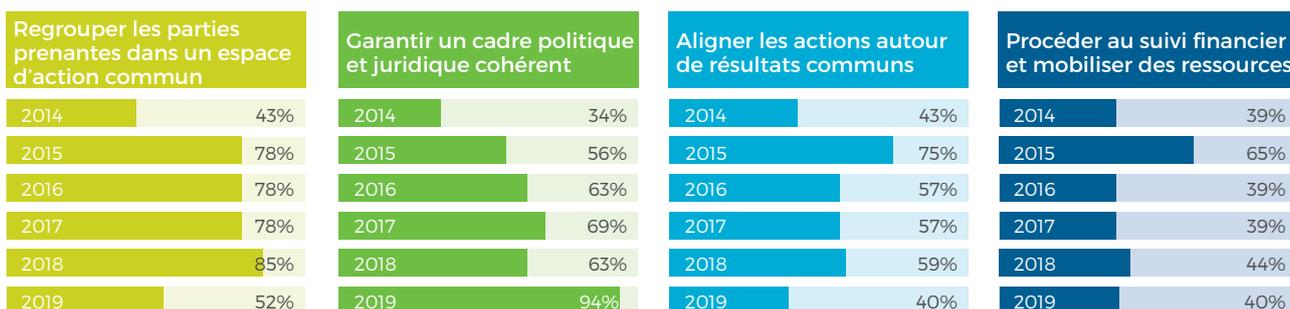
**Date d'adhésion :** août 2011

**Population :** 30,37 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/MOZAMBIQUE



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **57%**

Le Conseil national pour la nutrition et la sécurité alimentaire (CONSAN) est désormais opérationnel. Deux réunions ont été organisées et présidées par le Premier Ministre du Mozambique, qui est également le président de ce conseil.

Le Conseil des ministres a approuvé le décret portant redéfinition des activités du CONSAN. C'est une étape vers sa concrétisation à l'échelle des provinces (COPSAN) et des districts (CODSAN).

Le Comité technique du Programme de réduction de la dénutrition chronique 2010-2020 [GT-PAMRDC] a été renforcé au niveau des provinces et des districts.

La troisième stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (ESAN III) a été élaborée.

Avec l'introduction d'ESAN III et du CONSAN, le Mozambique dispose désormais d'un cadre légal cohérent. Le PAM, l'UNICEF, la FAO et l'OMS ont apporté une contribution technique à l'élaboration de l'ESAN.

Une politique globale, des stratégies et un cadre légal en matière de nutrition sont propices à la collaboration et à l'élaboration de mesures concertées, et confortent l'engagement du Réseau du secteur privé SUN dans le programme nutritionnel.

Le Réseau du secteur privé SUN collabore activement avec le Groupe de travail pour la mise en place d'un programme d'action national de réduction de la dénutrition chronique [GT-PAMRDC] et participe régulièrement au forum des partenaires pour la nutrition.

Le forum des partenaires pour la nutrition permet aux parties prenantes d'échanger sur leurs projets et de repérer les éventuelles synergies de collaboration et de mise en œuvre.

Toutes les agences onusiennes appuient l'actualisation de l'ESAN III et du PAMRDC. Elles ont toutes un rôle actif sur le plan politique et programmatique. Deux programmes conjoints ont été mis en place à l'ONU pour la période considérée afin de davantage soutenir la politique et les priorités nationales : « Réponse nutritionnelle en saison maigre » et « Renforcer les capacités de résilience au Mozambique ».

Le Réseau des Nations Unies a secondé un exercice de recensement.

Lancement du Prix collectif du journalisme pour la nutrition.

Le Réseau du secteur privé SUN au Mozambique (SBNMOZ) peut garantir des fonds pour la mise en place de sa stratégie jusqu'en 2020. Il a également mené des campagnes de levées de fonds pour intervenir sur des problèmes spécifiques tels que les cyclones. Le SBNMOZ a élaboré une feuille de route pour faciliter la reconstitution des systèmes alimentaires après une catastrophe naturelle.

Le Réseau des Nations Unies a contribué à la définition d'un cadre de référence pour l'élaboration d'un plan-cadre de suivi financier, de budgétisation et de mobilisation des ressources pour la nutrition au Mozambique. Cette initiative est appuyée par Nutrition International.

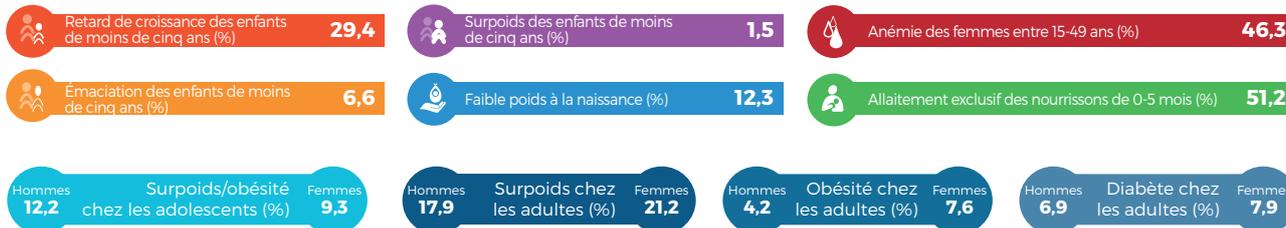
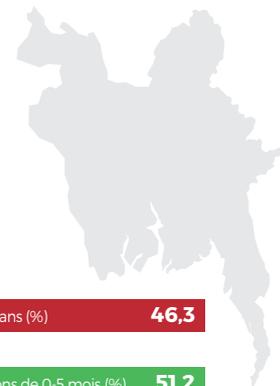
### PRIORITÉS 2019-2020

- Renforcer la coordination des intervenants dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition à tous les échelons ;
- Confirmer l'approbation de la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition puis la mettre en œuvre (ESAN III) ;
- Parachever l'analyse des résultats de l'enquête de référence réalisée et les utiliser ;
- Procéder à un suivi et à une évaluation réguliers des actions menées pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

# Myanmar



**Date d'adhésion :** avril 2013  
**Population :** 54,05 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/MYANMAR



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014: 33%	2014: 32%	2014: 33%	2014: 37%
2015: 48%	2015: 42%	2015: 29%	2015: 36%
2016: 38%	2016: 46%	2016: 35%	2016: 13%
2017: 34%	2017: 62%	2017: 43%	2017: 19%
2018: 44%	2018: 34%	2018: 72%	2018: 25%
2019: 50%	2019: 37%	2019: 71%	2019: 25%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **46%**

<p>La finalisation et le soutien au premier Plan d'action national multisectoriel chiffré sur la nutrition 2018-2023 (MS-NPAN) du Myanmar ont fédéré la plateforme multisectorielle.</p> <p>Avec l'appui de REACH, le Centre national de nutrition (NNC) a permis à la plateforme multisectorielle d'atteindre ce résultat historique.</p> <p>La plateforme multisectorielle réunit quatre ministères (santé, agriculture et irrigation, éducation et protection sociale, secours et réinstallation), le réseau des Nations Unies, l'Alliance de la société civile du Mouvement SUN et des donateurs.</p> <p>La mise en place d'un Réseau du secteur privé et la mobilisation des parlementaires sont en cours.</p>	<p>Conformément au MS-NPAN, le gouvernement du Myanmar a lancé sa politique d'enrichissement du riz.</p> <p>Le groupe de travail Becoming Breastfeeding Friendly a élaboré neuf recommandations d'ordre politique pour améliorer le cadre de l'allaitement.</p> <p>Le Myanmar reconnaît la nécessité de redoubler d'efforts pour appliquer la législation nationale sur le congé de maternité et sur les substituts du lait maternel.</p> <p>Le programme national de subventions en espèces, sous conditions, pour la maternité restera un moyen d'encourager un changement des comportements.</p> <p>Dirigé par le Centre national de nutrition, le réseau technique du Myanmar consacré à la nutrition se réunit régulièrement.</p>	<p>Le MS-NPAN est le socle des efforts collectifs déployés par le Myanmar pour lutter contre la malnutrition. La présence de ministres et ministres principaux au lancement du MS-NPAN témoigne de la fermeté de l'engagement du gouvernement.</p> <p>La phase initiale du MS-NPAN portera sur les évaluations communes des capacités, sur les systèmes de suivi et d'évaluation et sur les structures infranationales dans sept zones géographiques prioritaires.</p> <p>Les programmes de sensibilisation sur la création d'un cadre favorable à l'allaitement, sur l'allaitement exclusif et sur l'enrichissement du riz sont des priorités communes.</p> <p>Le Myanmar mènera un examen conjoint à mi-parcours du MS-NPAN.</p>	<p>Le financement mobilisé par la plateforme multisectorielle a permis de lancer la phase initiale du MS-NPAN en 2018-2019.</p> <p>Le coût du MS-NPAN quinquennal au niveau national s'élève à 663 millions de dollars US dans les quatre secteurs suivants : santé, éducation, agriculture et protection sociale. Un chiffrage infranational détaillé suivra.</p> <p>Le suivi financier ad hoc actuel sera systématisé dans le cadre du processus de suivi et d'évaluation du MS-NPAN. Ce suivi permettra également d'analyser les écarts de financement, pour une collecte de fonds en temps opportun.</p>
---	--	--	--

### PRIORITÉS 2019-2020

- Acheter la phase initiale du MS-NPAN en 2018-2019 ;
- Mobiliser des ressources et entamer la mise en œuvre du MS-NPAN 2019-2023 ;
- Renforcer les campagnes de plaidoyer et de communication coordonnées et stratégiques sur la nutrition ;
- Créer des comités nationaux et régionaux de promotion de la nutrition ;
- Réaliser une cartographie nationale de la nutrition ;
- Tirer parti de l'engagement positif des parlementaires sur les questions de nutrition et de sécurité alimentaire.

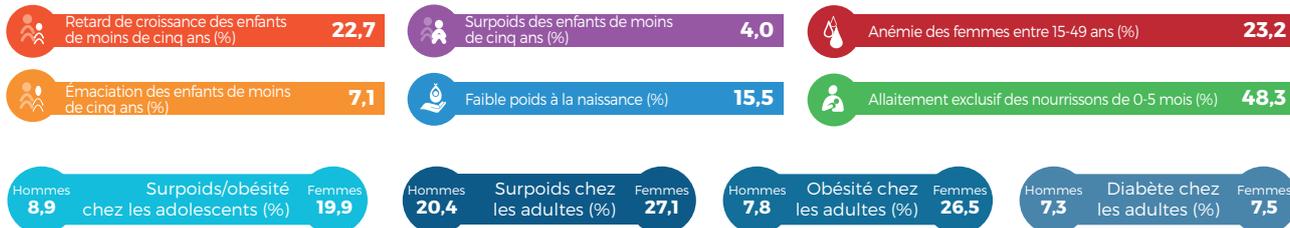
# Namibie



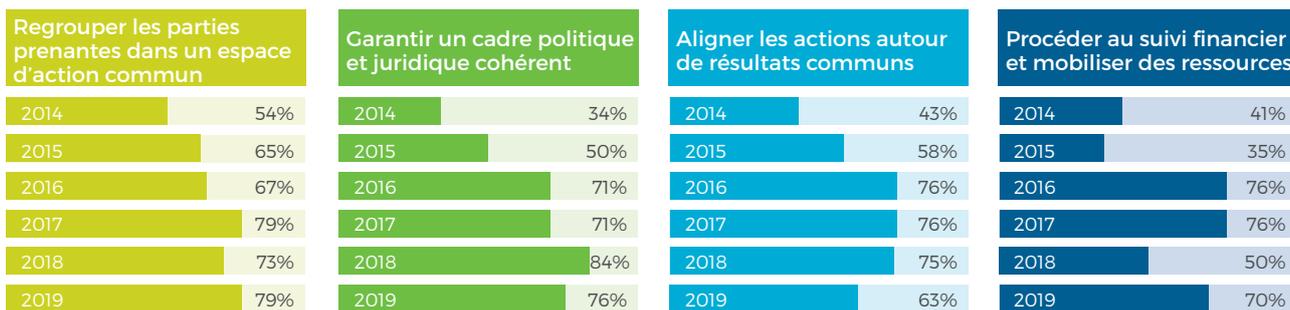
**Date d'adhésion :** septembre 2011

**Population :** 2,50 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/NAMIBIA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **72%**

<p>Le Conseil de nutrition et de sécurité alimentaire (FSNC) présidé par le Premier ministre garantit que la nutrition est une priorité. Il est chargé de coordonner les programmes nutritionnels/alimentaires.</p> <p>L'Alliance de Namibie pour l'amélioration de la nutrition (NAFIN) remplit son rôle de plateforme multi-acteurs et organise des réunions trimestrielles coprésidées par l'ex-Premier ministre et le Vice-ministre dans les bureaux du Premier ministre. Elles réunissent Nations Unies, ministres, donateurs, organisations de la société civile, entreprises privées et universités.</p> <p>Les parlementaires ont signé un manifeste de soutien à la nutrition.</p> <p>La mise en marche des plateformes de coordination au niveau local est en cours.</p>	<p>Le Ministre de l'éradication de la pauvreté et de l'aide sociale assure la coordination d'une feuille de route Faim Zéro.</p> <p>La politique de nutrition et de sécurité alimentaire et les structures de coordination font l'objet d'une révision. Ces nouvelles versions remplaceront celles de 1995.</p> <p>Le cabinet du Premier ministre finalise un Plan d'action chiffré de mise en œuvre de la politique de nutrition et de sécurité alimentaire, avec les parties prenantes.</p> <p>Les lois de commercialisation des substituts du lait maternel et de sécurité alimentaire font l'objet d'une révision et seront soumises au Parlement.</p> <p>L'institutionnalisation des secrétariats du FSNC et NAFIN est inscrite dans le cadre de partenariat de l'ONU.</p>	<p>Le Plan d'action de mise en œuvre de la politique nationale de nutrition et de sécurité alimentaire est le Cadre de résultats commun pour l'instauration d'interventions nutritionnelles.</p> <p>Le Plan d'action de mise en œuvre chiffré s'étale sur cinq ans et sera finalisé en 2019. Il intégrera des outils d'évaluation et de suivi communs.</p> <p>Depuis l'enquête démographique et de santé de 2013, très peu de données nutritionnelles ont été recueillies et analysées dans le pays.</p>	<p>Un exercice de chiffrage inclusif est en cours grâce à l'élaboration du Plan d'action de mise en œuvre de la politique de nutrition et de sécurité alimentaire.</p> <p>Le système financier actuel permet un suivi des dépenses de nutrition uniquement dans le secteur de la santé, excluant les autres secteurs.</p> <p>Le classement de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure limite l'accès à l'aide publique au développement et le gouvernement cherche à réduire les dépenses publiques.</p> <p>Le cadre gouvernemental de dépenses à moyen terme ne détaille pas les dépenses nutritionnelles.</p> <p>L'examen des dépenses publiques de santé indique que les dépenses allouées à la lutte contre les carences nutritionnelles sont infimes.</p>
--	---	--	---

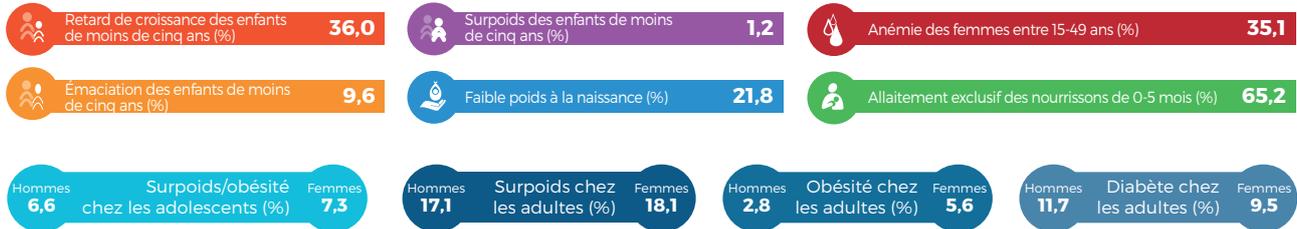
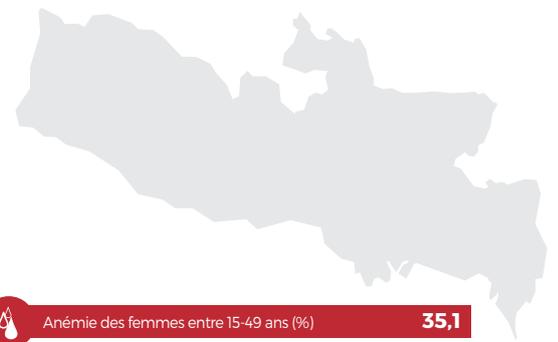
### PRIORITÉS 2019-2020

- Mettre en service les structures de coordination locales ;
- Accroître la participation du secteur privé dans les structures de coordination ;
- Restructurer la NAFIN en adéquation avec le FSNC réinstauré pour améliorer la prise de responsabilité et la durabilité ;
- Le Conseil de nutrition et de sécurité alimentaire va œuvrer à la finalisation de la législation en cours de rédaction et au respect des lois déjà en place ;
- Améliorer les systèmes de surveillance de la nutrition aux niveaux national et local.

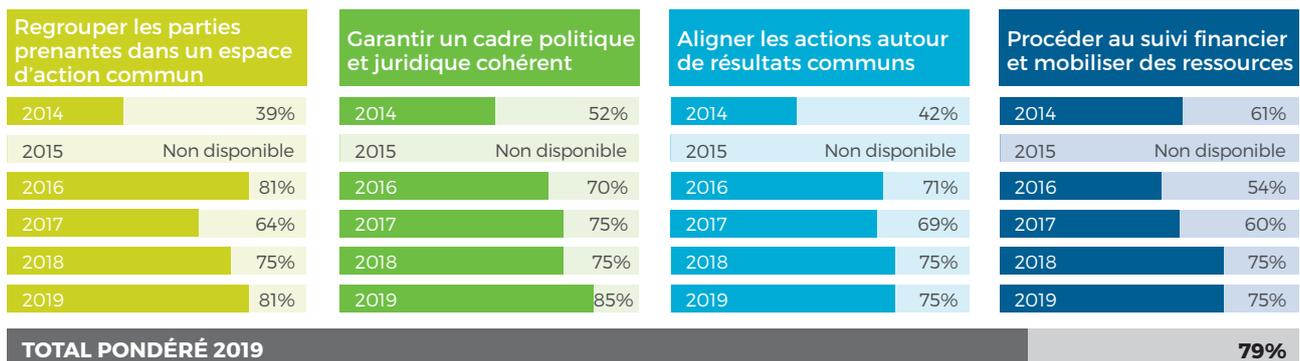
# Népal



**Date d'adhésion :** mai 2011  
**Population :** 28,61 millions  
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/NEPAL](http://SCALINGUPNUTRITION.ORG/NEPAL)



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



<p>La nutrition est une priorité majeure du gouvernement, et il existe une plateforme multi-acteurs fonctionnelle aux échelons national et infranational.</p> <p>Cette plateforme réunit des ministères sectoriels, des administrations, des partenaires de développement et des OSC en vue d'une planification conjointe et d'une mise en place efficace de mesures nutritionnelles à tous les niveaux.</p> <p>Les provinces appuient la nutrition dans les politiques et les programmes ainsi que par une budgétisation précise.</p> <p>Toutes les activités liées à la nutrition font l'objet d'un suivi par un système de notification en ligne géré par le Ministère des affaires fédérales et de l'administration générale.</p>	<p>Le 15e plan de développement national (2019/20) donne la priorité au plan national multisectoriel pour la nutrition.</p> <p>La loi relative au droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire de 2018 a été promulguée.</p> <p>Les recommandations nationales concernant la santé et le développement des adolescents mentionnent la santé scolaire et la nutrition.</p> <p>La protection de la maternité est assurée pendant 98 jours et la nouvelle loi adoptée en 2018 sur la santé procréative inclut un congé supplémentaire d'un an.</p> <p>La loi de 1990 et le règlement de 1992 sur les substituts du lait maternel sont tous deux en vigueur.</p>	<p>Le plan sectoriel a été élaboré, chiffré et mis en œuvre à l'échelle fédérale, provinciale et locale.</p> <p>La plateforme multi-acteurs examine les mesures en faveur de la nutrition et un plan annuel aligné sur le plan national, à tous les échelons, est en cours de préparation.</p> <p>Des comités directeurs pour la sécurité nutritionnelle et alimentaire ont été mis en place dans l'ensemble des 7 provinces.</p> <p>Un système de notification distinct permet de rendre compte des activités intimement liées à la nutrition et propres au Plan multisectoriel de nutrition.</p> <p>Une enquête à mi-parcours sur l'état de la mise en œuvre du partenariat pour une nutrition améliorée a été réalisée. L'enquête finale doit avoir lieu en 2019.</p>	<p>Le gouvernement a promis un budget pluriannuel pour la mise en place à tous les échelons du Plan multisectoriel de nutrition.</p> <p>Le gouvernement a créé un environnement propice pour inciter tous les acteurs à investir dans la nutrition.</p> <p>Un financement alloué par le gouvernement en 2018/19 pour la mise en œuvre du plan, avec le soutien de l'UE/UNICEF. -Les administrations locales ont contribué à plus de 50 % à la réalisation du Plan multisectoriel.</p> <p>Le suivi financier relatif à la nutrition en 2017-18 et 2018-19 a été assuré par l'UNICEF.</p> <p>La Banque mondiale a entamé un examen des dépenses publiques liées à la nutrition. Les donateurs plaident en faveur d'une mobilisation des ressources.</p>
---	---	--	---

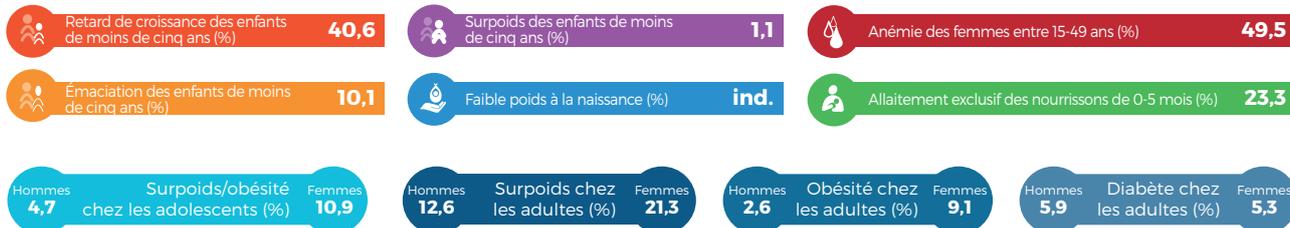
## PRIORITÉS 2019-2020

- Intégrer et généraliser les mesures du Plan multisectoriel par la planification, notamment par l'inclusion du genre et l'inclusion sociale ;
- Accroître le budget pour la mise en œuvre du Plan multisectoriel et renforcer les activités à tous les échelons ;
- Renforcer les capacités des administrations locales pour une mise en place efficace des programmes nutritionnels ;
- Élaborer un mécanisme centralisé de notification des activités liées à la nutrition organisées par tous les acteurs sur l'ensemble du territoire national.

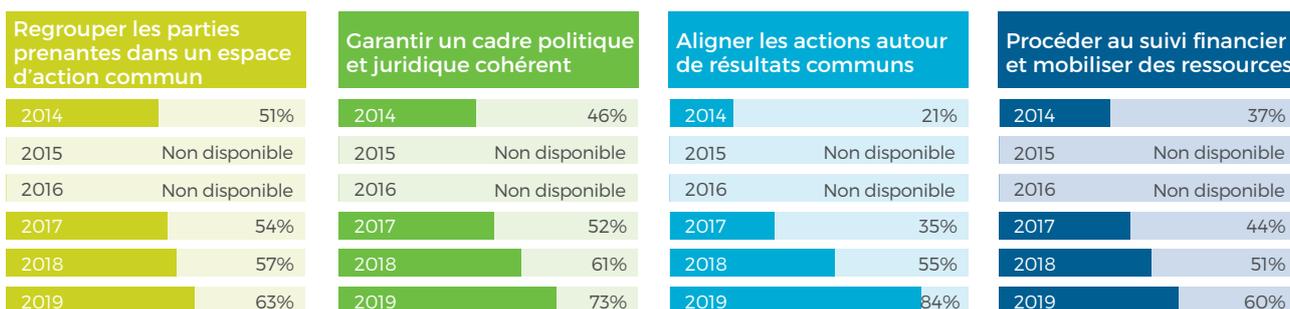
# Niger



**Date d'adhésion :** février 2011  
**Population :** 23,31 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/NIGER



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



### TOTAL PONDÉRÉ 2019 70%

<p>Le processus d'élaboration et d'adoption de la Politique nationale de sécurité nutritionnelle (PNSN 2017-2025) et son plan d'action multisectoriel ont été adoptés et sont disponibles.</p> <p>Les cadres de concertation et de coordination multisectorielle ont été mis en place et maintenus en état malgré des réseaux peu dynamiques. Leur redynamisation est en cours.</p> <p>La nutrition est inscrite comme priorité par les autorités.</p> <p>Une plateforme d'information pour la nutrition existe pour faciliter la prise de décisions.</p> <p>Les 8 régions du pays disposent chacune d'un Conseil technique régional (CTR) organisées par les coordinations régionales du HC3N et présidées par les secrétaires généraux des gouvernorats.</p>	<p>Les principales instances prévues par la PNSN, dont les différents comités de pilotage des programmes de nutrition, sont en place et en service.</p> <p>Le plaidoyer en cours pour l'adoption de certaines réglementations (commercialisation des substituts du lait, arrêté interministériel de mise en place du comité technique pour l'enrichissement des aliments).</p> <p>Intégration des indicateurs de nutrition dans le suivi de la mise en œuvre du Plan de développement économique et social (PDES).</p> <p>Analyse en cours de l'efficacité des politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle.</p>	<p>La PNSN a été conçue sous forme d'axes engageant des secteurs spécifiques clés y compris les partenaires. Chaque secteur et les partenaires qui l'accompagnent est animé par un ministère sectoriel clé chef de file qui est redevable des interventions dans son domaine.</p> <p>Un chronogramme et la mise en œuvre des actions prioritaires sont élaborés chaque année.</p> <p>Cartographie des interventions et des intervenants réalisée et validée.</p> <p>Des avancées majeures dans l'utilisation de systèmes d'information pour le suivi de la mise en œuvre des actions prioritaires de renforcement de la nutrition réalisée à travers la Plateforme nationale d'information pour la nutrition (PNIN).</p>	<p>Notification par le Premier ministre de la prise en compte de la nutrition dans les discussions budgétaires (document de programmation pluriannuelle des dépenses).</p> <p>Prise en compte des indicateurs de nutrition dans les indicateurs de décaissements « Tranches variables » dans l'aide budgétaire par les donateurs.</p> <p>Le lancement de la PNSN et de son plan d'action et la venue de la Coordinatrice du Mouvement SUN a permis d'obtenir un fort engagement à financer le PA/PNSN à hauteur de 15 % auprès du Premier ministre du Niger.</p> <p>Une analyse budgétaire nous permettra de mieux évaluer le niveau de mise en œuvre des recommandations issues du lancement.</p>
--	--	--	--

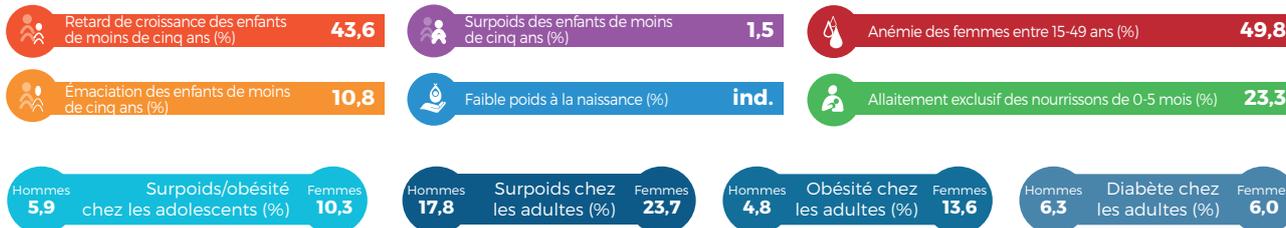
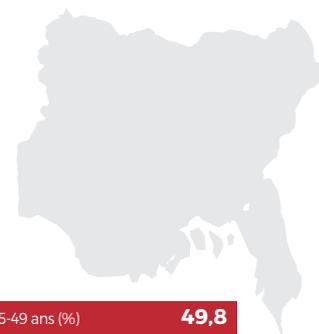
### PRIORITÉS 2019-2020

- Finaliser la diffusion de la PNSN ;
- Effectuer l'analyse budgétaire et trouver de nouvelles pistes de financements ;
- Planifier le plan d'action 2020-2025 ;
- Intensifier le plaidoyer pour la mobilisation des ressources.

# Nigéria



**Date d'adhésion :** novembre 2011  
**Population :** 200,96 millions  
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/NIGERIA](http://SCALINGUPNUTRITION.ORG/NIGERIA)



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 0%	2014 0%	2014 0%	2014 0%
2015 0%	2015 0%	2015 0%	2015 0%
2016 0%	2016 0%	2016 0%	2016 0%
2017 0%	2017 0%	2017 0%	2017 0%
2018 0%	2018 0%	2018 0%	2018 0%
2019 48%	2019 40%	2019 27%	2019 45%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **40%**

<p>Le Nigeria a réalisé des progrès importants. Il existe des plateformes multi-acteurs à l'échelle nationale et au niveau décentralisé et elles tendent toutes à la mise en place de cadres communs de résultats.</p> <p>On assiste actuellement à une intensification des efforts en nutrition réalisés à l'échelle national et décentralisé.</p> <p>Le manque de coordination des plateformes multi-acteurs à l'échelon décentralisé reste problématique ; il faut encore faire pression en faveur d'une ligne budgétaire solide dans le domaine de la nutrition et d'un déblocage des crédits budgétaires dans les meilleurs délais aux fins de mise en œuvre.</p>	<p>On peut constater des progrès sur plusieurs fronts. Les politiques concernées ont été révisées et actualisées et des campagnes de plaidoyer sont toujours en cours.</p> <p>En conséquence, le congé de maternité dans l'état de Kaduna a été prolongé à 6 mois et on a pu constater une augmentation du nombre de crèches et de lieux d'allaitement sur les lieux de travail. En revanche, l'efficacité de ces politiques n'a pas été analysée.</p> <p>Principaux défis : financement limité, défaillance des mécanismes de coordination et des processus de suivi et d'évaluation, non-respect de la réglementation, mise en œuvre timide des projets.</p>	<p>Tous les secteurs sont au fait de leurs priorités et de leurs lacunes capacitaires.</p> <p>Ils élaborent des plans d'action détaillés et cohérents. La portée des programmes spécifiques à la nutrition ou y contribuant progresse indéniablement. Des défaillances notables sont à déplorer dans la coordination multisectorielle, ce qui se traduit par une redondance éventuelle des rôles et activités d'un secteur à l'autre.</p> <p>Une coordination médiocre, un chevauchement des responsabilités entre parties prenantes et un désalignement des données sont autant d'obstacles majeurs à surmonter.</p> <p>Un engagement réel et la consultation des parties prenantes sont indispensables à l'harmonisation des mesures et à l'identification de chaque rôle.</p>	<p>Cela témoigne d'une collaboration accrue entre les partenaires, d'une hausse des attributions budgétaires et d'une coordination renforcée entre parties prenantes.</p> <p>Mais la lenteur du déblocage des fonds pour mettre en œuvre les plans d'action et les initiatives pose éminemment problème.</p> <p>Une avancée inestimable consisterait à débloquer plus de fonds nationaux en temps opportun et à générer des données fiables qui, bien exploitées, permettraient de renforcer les interventions de grande envergure.</p>
--	--	--	---

### PRIORITÉS 2019-2020

- Renforcer l'infrastructure du Secrétariat SUN ;
- Stimuler la coordination des réseaux SUN ;
- Augmenter la participation des autorités décentralisées (les États et les zones de gouvernement local) au Mouvement SUN ;
- Collaborer avec le Ministère du budget et de l'aménagement du territoire pour s'assurer plus de ressources ;
- Encourager le milieu universitaire à constituer un réseau ;
- Renforcer le suivi des ressources et accroître le financement interne.

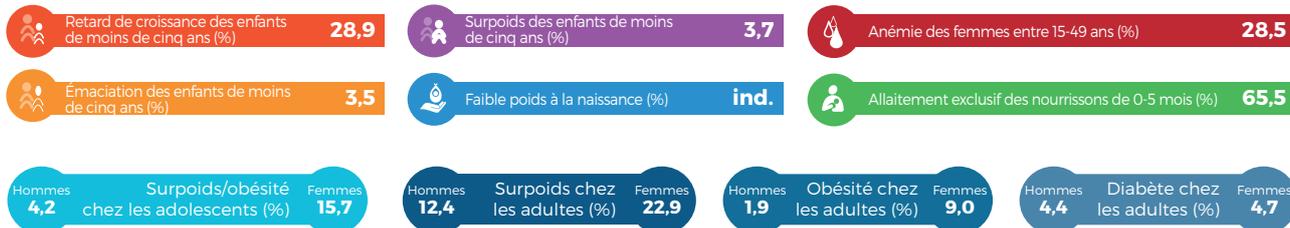
# Ouganda



**Date d'adhésion :** mars 2011

**Population :** 44,27 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/UGANDA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 37%	2014 34%	2014 41%	2014 43%
2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible
2016 81%	2016 82%	2016 75%	2016 57%
2017 100%	2017 83%	2017 84%	2017 75%
2018 100%	2018 94%	2018 100%	2018 75%
2019 85%	2019 94%	2019 100%	2019 65%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **86%**

<p>Le mécanisme de coordination national est bien établi et relié aux autorités nationales et locales, ainsi qu'aux communautés locales.</p> <p>Le cabinet du Premier ministre a tenu ses promesses faites auprès de nombreux partenaires d'exécution et secteurs de recenser, identifier et suivre clairement les problèmes émergents ayant une incidence sur les programmes de nutrition.</p> <p>Un recensement et une couverture des parties prenantes multisectorielles de la nutrition sont en place pour aider à la coordination des parties prenantes au niveau des autorités locales et nationales.</p> <p>Une réunion du comité technique multisectoriel de nutrition se tient tous les trimestres.</p>	<p>Le gouvernement a revu la mise en œuvre du Plan d'action de nutrition de l'Ouganda (UNAP I). Les résultats aident à l'élaboration d'un deuxième UNAP 2018-2025 devant être approuvé par le cabinet d'ici la fin 2019.</p> <p>En outre, un projet de politique nationale de nutrition a été élaboré et remis au cabinet pour approbation.</p> <p>L'Ouganda développe actuellement un 3e Plan national de développement et plusieurs programmes et secteurs donnent la priorité aux interventions nutritionnelles.</p>	<p>L'examen stratégique de l'UNAP a été effectué avec l'organisation de réunions consultatives régionales et nationales.</p> <p>Des procédures de fonctionnement standard pour la gouvernance nutritionnelle à tous les niveaux ont été rédigées et seront approuvées d'ici la fin 2019.</p> <p>En 2018, le gouvernement de l'Ouganda a organisé des réunions d'examen avec les parties prenantes sur l'état actuel de la mise en œuvre des interventions prioritaires en faveur de la nutrition dans les plans de développement sectoriels. Quinze districts ont reçu un soutien pour développer et revoir leurs Plans d'action de nutrition multisectoriels (MSNAP).</p>	<p>Des postes budgétaires spécifiques à la nutrition et contribuant à celle-ci ont été trouvés dans les plans de développement sectoriels (2015-2020) et les documents de cadre budgétaire (2017 – 2020) pour soutenir les secteurs en charge de la mise en œuvre de l'UNAP.</p> <p>Même si certains secteurs ont su mobiliser d'autres ressources pour combler les lacunes repérées, les interventions nutritionnelles à fort impact se doivent d'être chiffrées.</p> <p>La transparence budgétaire en matière de nutrition reste faible, étant donné le haut niveau de regroupement entre les dépenses sensibles à la nutrition et celles qui y contribuent.</p>
--	---	--	--

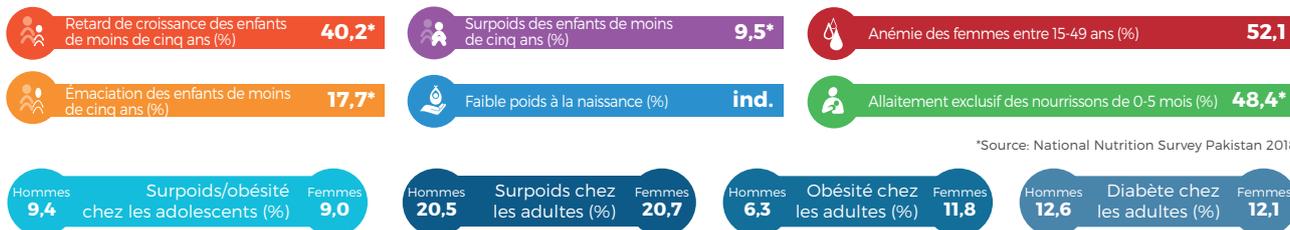
### PRIORITÉS 2019-2020

- Mener un recensement des parties prenantes et une évaluation des capacités pour les parties prenantes de l'UNAP II et concevoir un plan de développement des capacités ;
- Développer des formations pour une vulgarisation agricole ;
- Finaliser et lancer l'UNAP II ;
- Élaborer un dossier d'investissement pour la nutrition ;
- Soutenir les autorités locales dans le développement de plans d'action nutritionnels répondant à l'UNAP II ;
- Établir le Réseau du secteur privé SUN.

# Pakistan



**Date d'adhésion :** janvier 2013  
**Population :** 216,57 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/PAKISTAN



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014: 54%	2014: 28%	2014: 29%	2014: 31%
2015: 63%	2015: 44%	2015: 29%	2015: 46%
2016: 69%	2016: 52%	2016: 60%	2016: 58%
2017: 69%	2017: 52%	2017: 60%	2017: 58%
2018: 92%	2018: 82%	2018: 83%	2018: 75%
2019: 79%	2019: 75%	2019: 75%	2019: 75%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **76%**

<p>Des plateformes multi-acteurs sont présentes aussi bien à l'échelon fédéral que dans toutes les provinces et régions.</p> <p>Grâce aux efforts de plaidoyer constants, la nutrition est devenue un enjeu de campagne, et le nouveau Premier ministre s'est engagé lors de son discours inaugural à faire de la prévention des retards de croissance une priorité personnelle et nationale.</p> <p>Les réseaux de donateurs, de la société civile, des Nations Unies, du secteur privé, des universités et de la recherche sont désormais opérationnels. Des groupes de parlementaires et les médias sont également mobilisés. Leurs actions conjuguées concourent à l'élaboration de politiques nutritionnelles efficaces.</p>	<p>Certaines provinces ont adopté des stratégies de renforcement, notamment des exemptions fiscales sur les contributions.</p> <p>Des membres issus des plateformes multi-acteurs préconisent la mise en conformité et en application des diverses politiques et cadres juridiques existants en matière de nutrition.</p> <p>Des campagnes de plaidoyer s'organisent autour du guide REPLACE de l'OMS pour l'élimination des acides gras trans et la réduction de la consommation de sucre et de sel.</p>	<p>La stratégie multisectorielle du Pakistan pour la nutrition et le plan d'action national qui en découle jettent les bases d'une action concrète.</p> <p>De nouveaux programmes ambitieux d'aides sociales et d'élargissement de la protection sociale permettent de coordonner toutes les mesures.</p> <p>Les initiatives prises par les donateurs et les partenaires ont été cartographiées.</p> <p>La capacité de mise en œuvre sur le terrain pose toujours problème et se répercute sur l'exécution des programmes. Le programme onusien ONE III (2018-2022) a revu à la hausse les attributions en tenant compte des priorités gouvernementales.</p>	<p>L'engagement politique au niveau fédéral pour enrayer les retards de croissance a donné lieu à une mobilisation accrue des ressources dans les provinces.</p>
---	---	--	--

### PRIORITÉS 2019-2020

- Créer un forum de haut niveau piloté par le gouvernement pour améliorer la coordination entre provinces et entre ministères ;
- Instaurer un NIMS multisectoriel ;
- Exploiter le potentiel promotionnel des PME dans le domaine de l'alimentation nutritive ;
- Renforcer les autorités de régulation du secteur alimentaire au niveau décentralisé ;
- Élaborer un cadre politique et un plan d'action axés sur le DPE ;
- Créer un plan d'action nutritionnel national multipartite. Plaider pour sa mise en œuvre et diffusion à plus grande échelle.

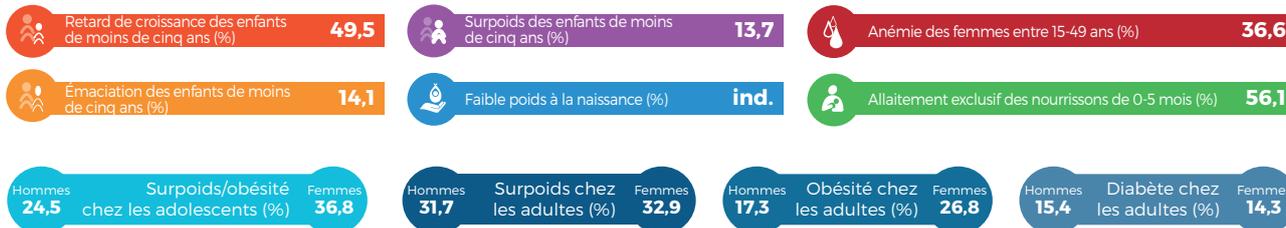
# Papouasie-Nouvelle-Guinée



**Date d'adhésion :** avril 2016

**Population :** 8,78 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/PAPUA-NEW-GUINEA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible
2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible
2017 Non disponible	2017 Non disponible	2017 Non disponible	2017 Non disponible
2018 Non disponible	2018 Non disponible	2018 Non disponible	2018 Non disponible
2019 50%	2019 58%	2019 29%	2019 23%

### TOTAL PONDÉRÉ 2019

**40%**

La plateforme multisectorielle sera officiellement mise en place après le lancement de la politique nutritionnelle et du plan stratégique chiffré 2018-2022.

Le coordinateur national coopère avec quatre organismes multisectoriels (signataires de la politique nationale de nutrition 2016-26). Des membres ont participé à l'examen et à la finalisation du plan stratégique chiffré et tiennent des réunions régulières.

L'unité de coordination de la nutrition reconnaît l'Alliance de la société civile nouvellement créée qui comprend 9 organisations de la société civile.

Une politique nutritionnelle, un plan d'action et des lois complémentaires existent désormais, ainsi qu'un plan chiffré.

Un cadre commun de résultats sera élaboré pour accompagner la mise en œuvre du plan d'action stratégique 2018-2022.

Le financement, le personnel et l'expertise technique restent difficiles, en particulier s'agissant de la régulation du suivi des politiques et de la nutrition.

Une Alliance de la société civile est en place et active aux niveaux national et infranational.

Des lois complémentaires existent, notamment sur la commercialisation de produits pour l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et sur les conditions d'hygiène alimentaire.

Parmi les activités de la société civile (via Save the Children) figurent la visite d'instances infranationales et des formations à la nutrition.

Une fois le cadre commun de résultat élaboré, l'unité de gestion des programmes harmonisera les processus et intégrera les enseignements tirés afin d'éclairer les interventions et rapports à venir.

Actuellement, la nutrition n'est pas conforme aux plans sectoriels existants. Cela étant, le Ministère de la santé et de l'éducation revoit les plans et considère la nutrition comme une question clé à traiter et à harmoniser.

En matière de sécurité alimentaire, la politique autonome du Ministère de l'agriculture est déjà en adéquation avec la politique nutritionnelle.

Le coût du plan d'action stratégique pour les cinq prochaines années a été évalué. Un financement annuel sera cependant nécessaire pour comparer les ressources engagées par rapport aux dépenses.

L'unité de gestion des programmes nutritionnels travaille à l'élaboration d'un mécanisme de suivi.

Selon l'analyse de 2018, les allocations ou dépenses relatives à la nutrition ont été faibles. Des difficultés majeures se profilent, car le plan d'action stratégique actuel coûtera plus de 120 millions de dollars US.

Des campagnes de plaidoyer sont nécessaires afin d'accroître les investissements dans la nutrition.

### PRIORITÉS 2019-2020

- Créer une plateforme nationale multi-acteurs pour la nutrition ;
- Créer des plateformes provinciales multi-acteurs ;
- Élaborer un cadre de suivi et d'évaluation ;
- Créer les réseaux de donateurs, du secteur privé et du milieu universitaire ;
- Améliorer la communication et les campagnes de plaidoyer nationales et infranationales ;
- Renforcer les capacités des membres des plateformes multi-acteurs.

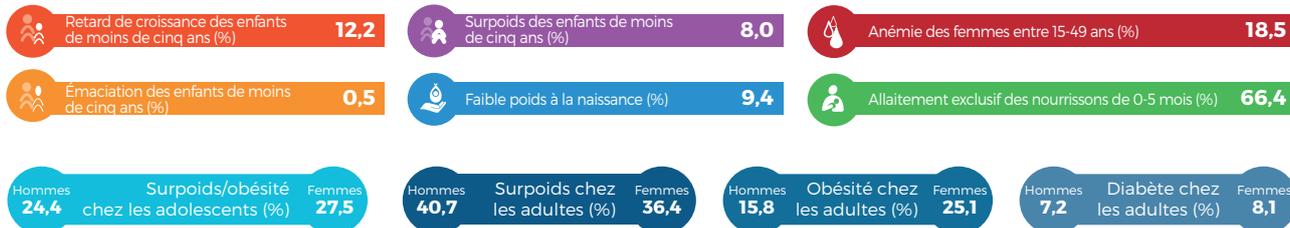
# Pérou



**Date d'adhésion :** novembre 2010

**Population :** 32,51 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/PERU



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible
2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible
2017 Non disponible	2017 Non disponible	2017 Non disponible	2017 Non disponible
2018 Non disponible	2018 Non disponible	2018 Non disponible	2018 Non disponible
2019 62%	2019 96%	2019 69%	2019 70%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **74%**

<p>Les espaces de coordination multisectorielle [Commission interministérielle des affaires sociales (CIAS) au niveau national, espaces de coordination régionale, etc.] ont continué &amp; se renforcer.</p> <p>La table de concertation pour la lutte contre la pauvreté, une plateforme publique-privée, surveille l'état nutritionnel des enfants et analyse les dépenses sociales.</p> <p>Il faut disposer d'informations pour un suivi multisectoriel et intergouvernemental intégral, en plus des processus systématisés de diffusion de l'information et de préparation des bilans.</p> <p>Des plateformes, comme l'initiative contre la dénutrition infantile, poursuivent leurs activités de plaidoyer et de renforcement des capacités.</p>	<p>Le modèle logique antérieur, basé sur des preuves scientifiques, propose les actions les plus efficaces pour atteindre les résultats.</p> <p>Une approche pluridimensionnelle axée sur le cycle de vie a été maintenue comme axe de la politique publique en matière de nutrition.</p> <p>De nouvelles normes ont été approuvées, comme le plan multisectoriel de lutte contre l'anémie, publié en juillet 2018, et les normes techniques ont été mises à jour pour que les procédures de prévention et de traitement de l'anémie soient plus faciles &amp; utiliser.</p> <p>Les bilans annuels de la santé maternelle et infantile, les programmes budgétaires de santé maternelle et néonatale et le ???</p>	<p>Les objectifs du « Plan du Bicentenaire, Pérou à l'horizon 2021 - ont aligné le cadre normatif sur les objectifs décentralisés des Accords de gouvernance.</p> <p>Le Fonds de stimulation du rendement et de l'atteinte des résultats sociaux a facilité l'intégration des objectifs décentralisés dans les budgets.</p> <p>Le plan national de lutte contre l'anémie détermine les rôles et responsabilités des acteurs sectoriels concernés.</p> <p>Informations disponibles pour le suivi des résultats de la mise en œuvre. Le Ministère du développement et de l'inclusion sociale a encouragé la création d'un espace de diffusion et de suivi des indicateurs grâce à un répertoire numérique d'informations multisectorielles (REDinforma).</p>	<p>Il faut un budget fondé sur une approche de gestion axée sur les résultats (programme coordonné de nutrition, santé maternelle et néonatale).</p> <p>La structuration, la définition opérationnelle et le chiffrage des actions clés ont été essentiels. Les outils de suivi budgétaire ont facilité le suivi de la programmation et de l'exécution budgétaire des actions publiques d'amélioration de la nutrition.</p> <p>L'exécution budgétaire ouvre un espace d'amélioration qui doit être renforcé afin de disposer d'informations désagrégées au-delà &amp; du niveau régional.</p> <p>La table de concertation pour la lutte contre la pauvreté permet de garder la nutrition infantile parmi les priorités publiques.</p>
--	---	--	---

### PRIORITÉS 2019-2020

- Renforcer la coordination en vue de concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer les actions liées à une nutrition adéquate et au développement de la petite enfance ;
- Renforcer les capacités des instances décentralisées et la responsabilisation ;
- Favoriser la gestion territoriale afin d'améliorer la nutrition dans le cadre du développement de la petite enfance ;
- Renforcer la coordination intersectorielle, intergouvernementale et public-privé pour la prévention/réduction de l'anémie et de la dénutrition infantile chronique.

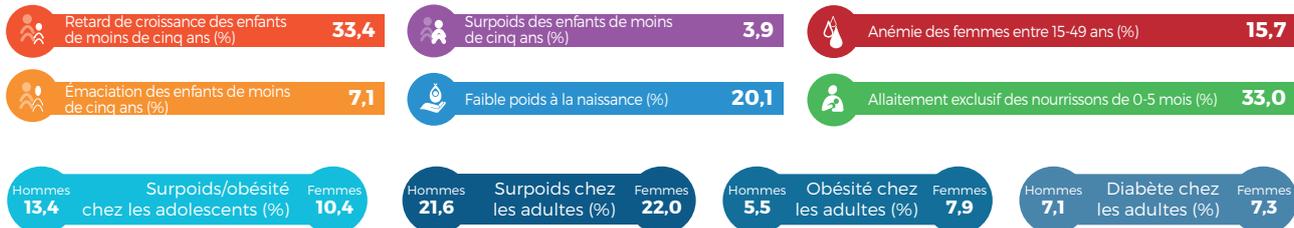
# Philippines



**Date d'adhésion :** mai 2014

**Population :** 108,12 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/PHILIPPINES



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible
2016 27%	2016 62%	2016 41%	2016 46%
2017 83%	2017 70%	2017 67%	2017 43%
2018 84%	2018 72%	2018 60%	2018 61%
2019 89%	2019 69%	2019 60%	2019 67%
<b>TOTAL PONDÉRÉ 2019</b>			<b>71%</b>

Les Philippines disposent désormais d'une plateforme multisectorielle et de mécanismes de soutien (p. ex. : conseil d'administration du Conseil national de la nutrition, comité technique du Conseil national de la nutrition, groupes de travail techniques et groupe principal SUN).

Les Philippines s'efforcent de renforcer les réseaux de l'Alliance de la société civile, du secteur privé et des donateurs du Mouvement SUN.

Des lois sur le renforcement des initiatives nutritionnelles sont en cours d'application, notamment la loi sur les 1000 premiers jours de vie qui encourage un rapprochement et une coordination des différents acteurs et organismes gouvernementaux.

La plateforme multisectorielle a joué un rôle important dans la création d'un environnement politique et juridique favorable. Elle a aidé notamment pour la promulgation des lois sur les 1000 premiers jours de vie, la supplémentation alimentaire dans les centres de développement de l'enfant et les écoles primaires publiques, le congé de maternité prolongé et les soins de santé universels.

Les programmes nutritionnels restent prioritaires dans les budgets nationaux et locaux.

Des recommandations sur la méthode d'examen des politiques nutritionnelles sont nécessaires pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques plus efficaces.

Le Plan d'action des Philippines pour la nutrition (PPAN) 2017-2022, les 17 plans régionaux d'action pour la nutrition (RPAN) et le projet de Cadre de résultats (CR) restent des points de référence permettant à tous les secteurs et parties prenantes de travailler ensemble à la réalisation d'objectifs et priorités nutritionnels communs.

La finalisation du CR figure en tête des priorités.

Les organismes gouvernementaux et les partenaires doivent collaborer plus étroitement afin de répondre efficacement aux lacunes existantes et d'y remédier.

Des travaux sont en cours pour améliorer le chiffrage, la budgétisation et le suivi financier de la nutrition.

Une stratégie de mobilisation des ressources pour le programme national de nutrition est en place.

Les efforts du Conseil national de la nutrition pour impliquer les collectivités locales dans la nutrition ont permis d'augmenter les allocations budgétaires de nutrition. Les collectivités locales ne disposent pas de système complet de saisie de ces informations ou de suivi des dépenses.

Bonne prévisibilité des financements annuels du gouvernement aux programmes de nutrition actuels.

Le Cadre de partenariat Philippines-ONU pour le développement durable a été approuvé en 2018.

- ### PRIORITÉS 2019-2020
- Intégrer le CR, le chiffrage des actions et la stratégie de mobilisation des ressources dans le PPAN (2020-2022) ;
  - Appuyer les 4 stratégies de mobilisation des collectivités locales ;
  - Responsabiliser davantage la plateforme multisectorielle via un mécanisme de suivi et d'évaluation, un examen des progrès financiers et programmatiques et un rapport annuel des avancées nutritionnelles ;
  - Renforcer les réseaux SUN existants (Alliance de la société civile, ONU, gouvernement) ;
  - Créer des réseaux universitaires et du secteur privé.

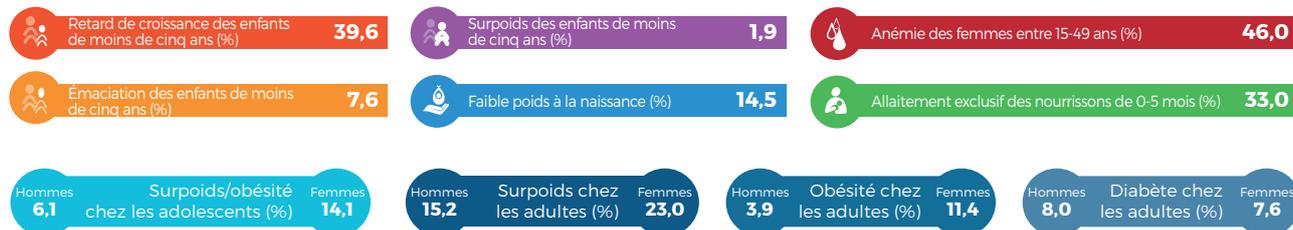
# République centrafricaine



**Date d'adhésion :** février 2017

**Population :** 4,75 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/CENTRAL-AFRICAN-REPUBLIC



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible
2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible	2016 Non disponible
2017 Non disponible	2017 Non disponible	2017 Non disponible	2017 Non disponible
2018 51%	2018 51%	2018 15%	2018 0%
2019 67%	2019 79%	2019 18%	2019 8%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **43%**

<p>Politique nationale de sécurité alimentaire et nutrition rédigée, validée et en cours de vulgarisation. Arrêté n° 020 du 23 août 2018 portant création et fonctionnement du Comité national multisectoriel de sécurité alimentaire et nutrition (CNMSAN).</p> <p>Feuille de route 2019 validée et en cours de réalisation, avec un premier examen et financement de la FAO pour la mise en œuvre.</p> <p>Réunions mensuelles tenues et restitution ponctuelle d'activités réalisées. Un atelier d'acteurs scientifiques a été effectué.</p> <p>La mise en place des Comités préfectoraux s'impose.</p>	<p>La mise en œuvre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix en RCA 2017-2021 avec ses corollaires, à savoir le cadre d'engagement mutuel (CEM) et la mise en service du secrétariat permanent, ont été des éléments de mise en cohérence de tous les départements.</p> <p>La nutrition y reprend sa place progressivement. Il reste un énorme travail à faire pour la compréhension de la nutrition comme facteur de développement et la sensibilisation à des actions fortes.</p>	<p>La plateforme multi-acteurs reste le cadre idéal pour aligner les actions sur des résultats communs ;</p> <p>Cependant, les actions sectorielles menées en faveur de la nutrition peuvent être capitalisées et les résultats à impact, diffusés.</p>	<p>Le suivi financier dépend de la meilleure compréhension des résultats de l'analyse budgétaire. Bien qu'ayant été réalisé en 2018, cet exercice reste incompris des points focaux sectoriels, acteurs majeurs du suivi et de la mobilisation.</p> <p>Les résultats de 2019 pourraient contribuer à une meilleure appropriation des finances afin d'engager des actions de mobilisation des ressources. Comme souligné plus haut, la convocation des assises du Comité national ouvrira la voie à cette phase du processus.</p>
---	--	---	--

### PRIORITÉS 2019-2020

- Convoquer les premières assises du CNMSAN et consolider la plateforme multi-acteurs ;
- Définir un plan stratégique national et le plan opérationnel en le chiffrant ;
- Renforcer les capacités des points focaux et leur implication dans le suivi et la mobilisation des ressources ;
- Maîtriser et revaloriser les allocations budgétaires ;
- Développer les outils de plaidoyer et un plan de communication ;
- Mobilisation et accroître les ressources pour la mise en œuvre des actions.

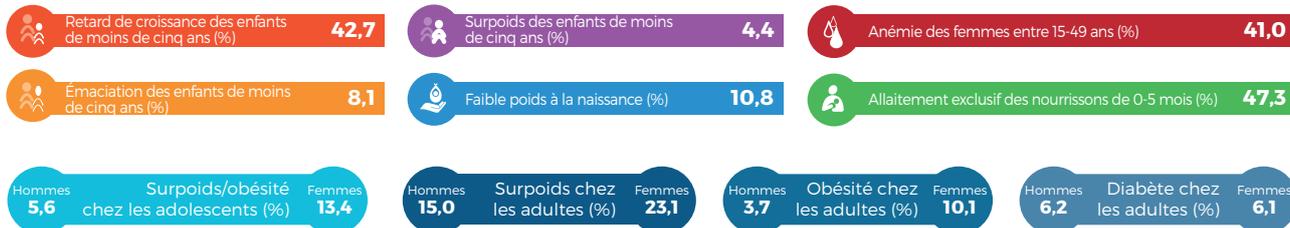
# République Démocratique du Congo



**Date d'adhésion :** mai 2013

**Population :** 86,79 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/DEMOCRATIC-REPUBLIC-OF-THE-CONGO



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014: 47%	2014: 46%	2014: 37%	2014: 25%
2015: 43%	2015: 62%	2015: 37%	2015: 43%
2016: 41%	2016: 41%	2016: 34%	2016: 42%
2017: 42%	2017: 42%	2017: 38%	2017: 29%
2018: 50%	2018: 57%	2018: 38%	2018: 31%
2019: 50%	2019: 69%	2019: 67%	2019: 44%

### TOTAL PONDÉRÉ 2019 58%

<p>Des comités intersectoriels de nutrition se sont installés dans les provinces ayant déjà mis en place la coordination multisectorielle. Le mécanisme de coordination dans les provinces est fonctionnel.</p> <p>La situation s'améliore lentement compte tenu du nombre des provinces. Les besoins sont énormes, mais les moyens disponibles pour faire face aux défis ne sont pas encore conséquents.</p> <p>Il faut, pour regrouper les acteurs, poursuivre le plaidoyer au plus haut niveau de l'État pour renforcer la nutrition dans les autres secteurs, et soutenir de façon continue les efforts pour la mise en place effective du réseau du secteur privé.</p>	<p>Il existe un guide d'orientation sur l'amélioration des indicateurs de nutrition. Les résultats de l'analyse des politiques en matière de système alimentaire sont disponibles.</p> <p>Améliorations : l'exercice des activités de plaidoyer de façon continue.</p> <p>Les principaux défis : rendre l'enrichissement alimentaire obligatoire en RDC.</p> <p>Les suggestions d'amélioration : il faut mettre à jour le document de stratégie de communication et plaidoyer pour le renforcement de la nutrition.</p>	<p>Les réalisations globales : des enquêtes nutritionnelles ont été menées. Les résultats sont disponibles et ont été partagés jusqu'au plus haut niveau de l'État.</p> <p>Améliorations : de ces résultats, des propositions d'intervention sont toujours faites au Gouvernement. L'évolution de la situation nutritionnelle en RDC est bien connue.</p> <p>Les principaux défis : les propositions faites au Gouvernement pour intervention ne sont toujours pas financées.</p> <p>Les suggestions d'amélioration : l'allocation des fonds nécessaires pour répondre aux crises nutritionnelles.</p>	<p>Les réalisations globales : les besoins pour le financement de la nutrition sont connus. Bien qu'insuffisante et souvent non décaissée, l'allocation budgétaire du Gouvernement pour la nutrition est un acquis. Le financement de plan d'action opérationnel pour chaque année est assuré par les partenaires techniques et financiers.</p> <p>Améliorations : la ligne budgétaire est inscrite dans le budget de l'État.</p> <p>Les principaux défis : le décaissement des fonds alloués à la nutrition.</p> <p>Les suggestions d'amélioration : la poursuite des activités de plaidoyer, l'implication des parlementaires et l'organisation des grands événements comme une table ronde avec les autorités politiques et les bailleurs.</p>
---	---	--	---

### PRIORITÉS 2019-2020

- Mobiliser les fonds pour exécuter la feuille de route du Mouvement SUN-RDC ;
- Mettre en œuvre les mécanismes de redevabilité ;
- Renforcer les capacités sur la coordination multisectorielle aux niveaux national et provincial ;
- Renforcer les capacités sur le plaidoyer et la communication aux niveaux national et provincial.

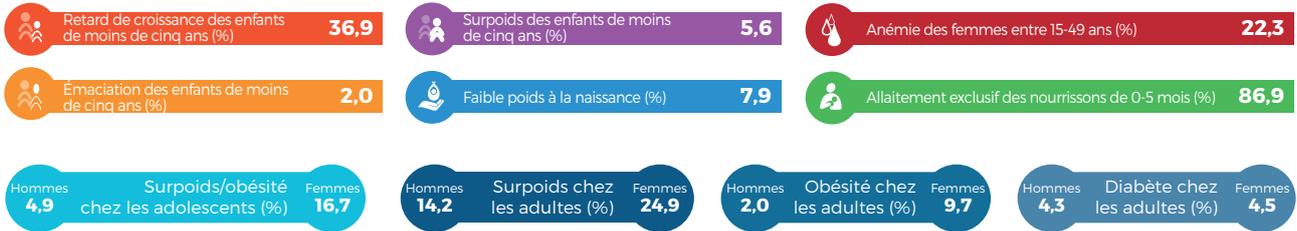
# Rwanda



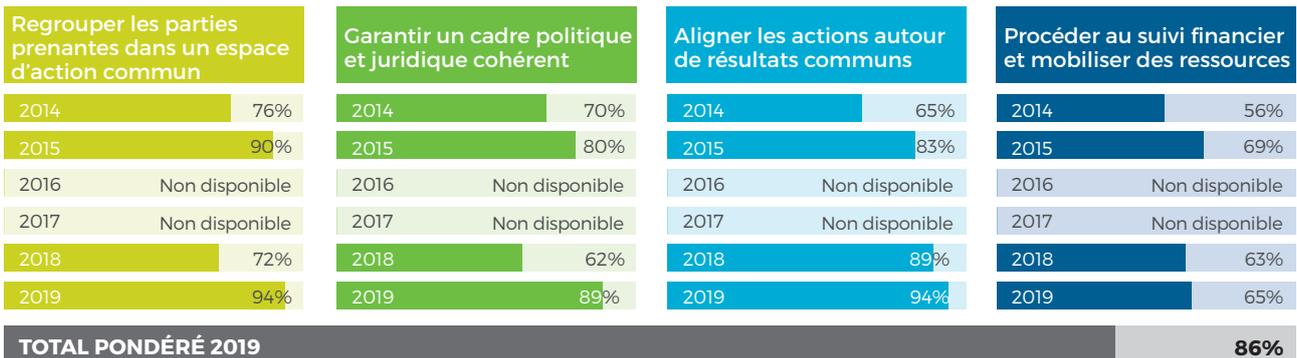
**Date d'adhésion :** décembre 2011

**Population :** 12,63 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/RWANDA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



**Le gouvernement rwandais reconnaît que la malnutrition est un enjeu multisectoriel qui exige des efforts communs de tous les acteurs.**

Le groupe de travail technique national sur l'alimentation, la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) est une plateforme multisectorielle dirigée par le Programme national de développement de la petite enfance (NECDP) qui réunit les acteurs pour discuter des problèmes de nutrition.

Les réseaux SUN collaborent bien. Les réseaux des Nations Unies, des donateurs, de la société civile et des universités sont membres du groupe de travail technique sur l'alimentation, la nutrition et WASH. Ce groupe est présidé par le gouvernement et coprésidé par USAID.

La loi sur l'enrichissement alimentaire a été signée et approuvée.

Le gouvernement, en collaboration avec les réseaux SUN, a développé une stratégie nationale de communication pour le changement des comportements sociaux en faveur du développement intégré des jeunes enfants, de la nutrition et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (2018-2024).

Le Code de commercialisation des substituts du lait maternel n'est pas encore en place, mais il est une priorité du groupe de travail technique sur l'alimentation, la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH).

La nouvelle politique nationale de nutrition est en phase finale de développement.

Le Plan national stratégique de développement de la petite enfance (NECDP) comprend un cadre commun de résultats. Il a été finalisé et sera bientôt chiffré.

Les parties prenantes font désormais en sorte que les mesures nutritionnelles sont en adéquation avec la politique et le plan stratégique nationaux de nutrition. Elles définissent leurs plans de travail annuels en fonction des priorités du gouvernement par le biais d'une plateforme de coordination multisectorielle gérée par le NECDP.

Le Plan national stratégique de développement de la petite enfance 2018-2024 a été finalisé et sera bientôt chiffré.

Les organisations de la société civile ont fait une analyse budgétaire de la nutrition.

Le gouvernement, en collaboration avec la Banque mondiale, a analysé les dépenses nutritionnelles pour estimer les besoins en vue d'un renforcement, et les effets de la malnutrition sur le secteur de la santé.

Un défi essentiel persiste : les fonds dont bénéficie la plupart des parties prenantes proviennent de ressources externes, ce qui complique les prédictions ou planifications des capacités de financement sur plusieurs années.

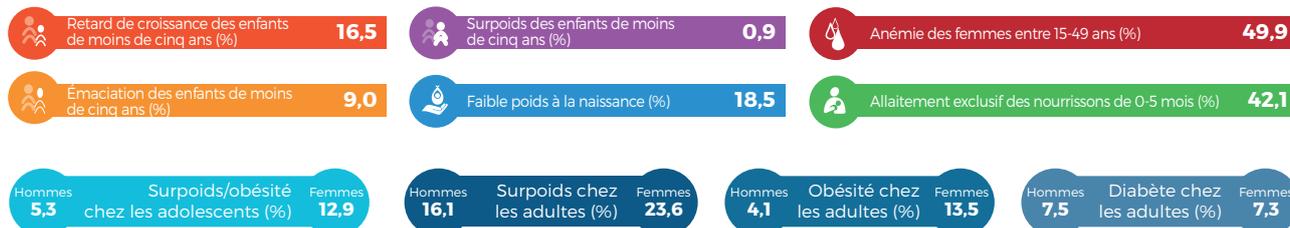
## PRIORITÉS 2019-2020

- Élaborer le plan national stratégique de nutrition ;
- Introduire le tapis de mesure de la taille des enfants au sein des communautés locales, en tant qu'outil d'évaluation des retards de croissance ;
- Diffuser la Politique nationale de nutrition, le Plan stratégique de développement de la petite enfance et les conseils sur la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant ;
- Finaliser le Code de commercialisation des substituts du lait maternel.

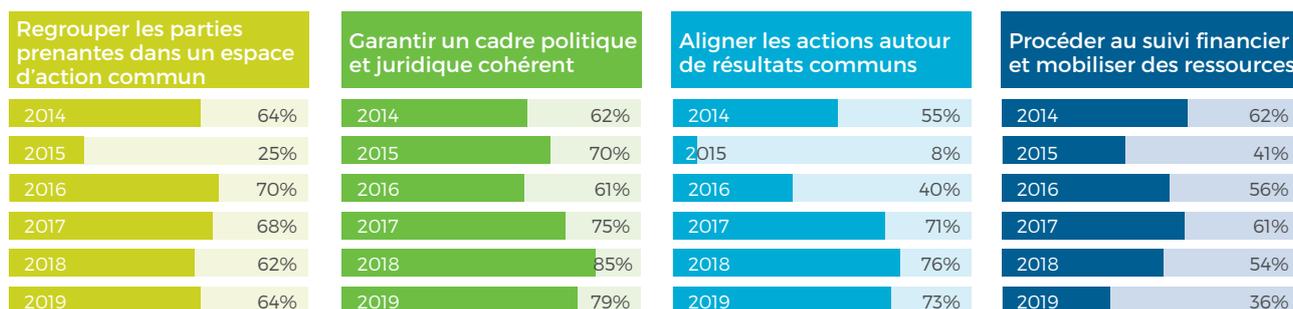
# Sénégal



**Date d'adhésion :** juin 2011  
**Population :** 16,30 millions  
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/SENEGAL](http://SCALINGUPNUTRITION.ORG/SENEGAL)



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **63%**

<p>On relève des progrès dans la mise en place des plateformes du milieu universitaire et du secteur privé avec des opportunités de financement et d'accompagnement du processus.</p> <p>Les plateformes de la société civile devraient être élargies au niveau local.</p> <p>La coopération italienne a adhéré à la plateforme des donateurs/Nations Unies.</p> <p>Accompagnement du réseau des parlementaires pour la nutrition et la perspective d'appui à la création d'un réseau des élus locaux en faveur de la nutrition.</p> <p>Trois plateformes locales (Matam, Sédhiou et Bambey) de la société civile sont déjà dotées de plans d'action opérationnels.</p>	<p>Un processus d'élaboration des recommandations alimentaires nationales (RANs) a été élaboré après une analyse participative des politiques publiques et des environnements alimentaires.</p> <p>Un plaidoyer se maintient pour l'adoption du projet de décret sur la commercialisation des substituts du lait maternel.</p> <p>Au niveau local, il est noté une expérimentation du guide de planification du développement local intégrant la nutrition dans 25 collectivités territoriales.</p> <p>Des mécanismes existent à travers les structures d'application et de contrôle de réglementation du cadre politique et juridique. Cependant leur application se heurte à des difficultés liées à l'insuffisance des ressources humaines.</p>	<p>Le Programme des Nations Unies d'assistance au développement (PNUAD) et les donateurs sont alignés sur les priorités du Plan stratégique multisectoriel de la nutrition (PSMN).</p> <p>Le plan de suivi et évaluation du PSMN définit clairement les objectifs, les budgets par objectif stratégique, axes d'interventions et secteurs, les responsables ainsi que les mécanismes de coordination et de suivi et évaluation à tous les niveaux. Il comporte également un cadre commun de résultats pour la période de mise en œuvre du PSMN.</p> <p>La revue nationale nutrition dans le cadre global de la revue de la politique économique et sociale au Sénégal, est programmée en 2020 pour une vision conjointe de la situation de la nutrition et de la mise en œuvre des interventions.</p>	<p>Le Sénégal dispose depuis juin 2018 d'un Plan stratégique multisectoriel de nutrition composé de 12 Plans d'action sectoriels nutrition budgétisés à hauteur de 206 031 256 174 francs CFA. La totalité des financements n'est toutefois pas encore acquise.</p> <p>L'étude sur le financement du PSMN qui est en cours permettra de fixer les mécanismes de financement des activités ainsi que les cadres de reporting financier qui seront définis.</p> <p>Il existe un mécanisme de financement intérieur de la nutrition essentiellement assuré par le Gouvernement mais le niveau de mobilisation des fonds est encore faible pour répondre à l'ensemble des besoins.</p>
---	--	---	--

### PRIORITÉS 2019-2020

- Améliorer l'animation de la plateforme multi acteurs ;
- Finaliser les études sur le financement de la nutrition et tenir la table ronde des bailleurs sur le financement du PSMN ;
- Organiser la revue nationale nutrition ;
- Mettre en place les plateformes du secteur privé et du milieu universitaire ;
- Engager le processus de création d'un comité technique ad hoc pour la recherche sur les déterminants de l'anémie.

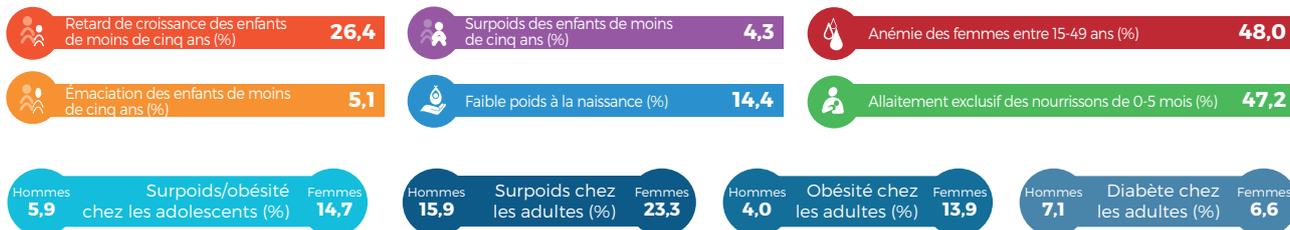
# Sierra Leone



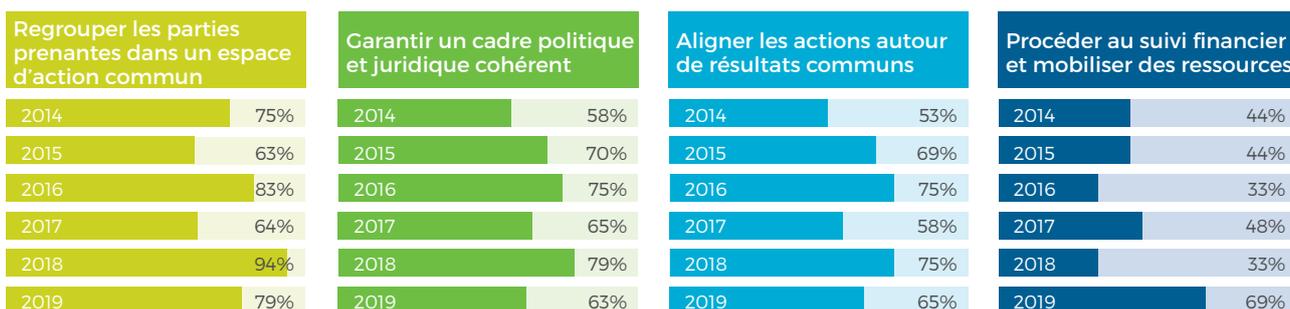
**Date d'adhésion :** janvier 2012

**Population :** 7,81 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/SIERRA-LEONE



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **69%**

<p>Les causes de la malnutrition et les avantages d'une approche curative multisectorielle font l'objet d'une prise de conscience certaine.</p> <p>Le cadre commun de résultats 2019-2025 est en cours de vulgarisation pour être mieux appréhendé par le grand public.</p> <p>Des ateliers pour les parties prenantes et les districts sont en cours d'organisation.</p>	<p>La mobilisation de certains parlementaires pour influencer sur les lois, les budgets et les politiques est mise à profit.</p> <p>La nutrition maternelle et infantile fait l'objet d'une promotion accrue. L'idée est de susciter l'engagement politique des parlementaires et des maires/présidents de conseils de districts en vue de promouvoir un programme favorable à la nutrition.</p>	<p>Des plans de nutrition approuvés au plus haut niveau, incluant des cibles nationales de nutrition et des mesures chiffrées qui guideront la mise en œuvre collective et l'allocation des ressources entre 2019 et 2025 sont en cours de finalisation.</p> <p>On observe l'émergence de la nutrition comme priorité politique, financière et institutionnelle à l'échelle nationale, régionale et internationale.</p> <p>La mise en œuvre des mesures de mobilisation populaire, de plaidoyer et de communication pour un changement de comportement, en phase avec les priorités nationales, s'est renforcée.</p>	<p>La communication est plus efficace au sujet des répercussions économiques, humaines et sur le développement de la malnutrition, et des façons d'y remédier.</p>
---	--	--	--

### PRIORITÉS 2019-2020

- Sensibiliser aux répercussions grâce aux données de l'outil SUN/REACH ;
- Collaborer avec les parlementaires pour que la malnutrition infantile et maternelle figure en bonne place dans le nouvel ordre du jour du gouvernement ;
- Proposer et décréter de nouvelles politiques, tel que le code de commercialisation des substituts du lait maternel ;
- Instaurer une réglementation pour l'étiquetage alimentaire ;
- Privilégier les collectes de fonds pour la mise en œuvre du plan stratégique multisectoriel contre la malnutrition.

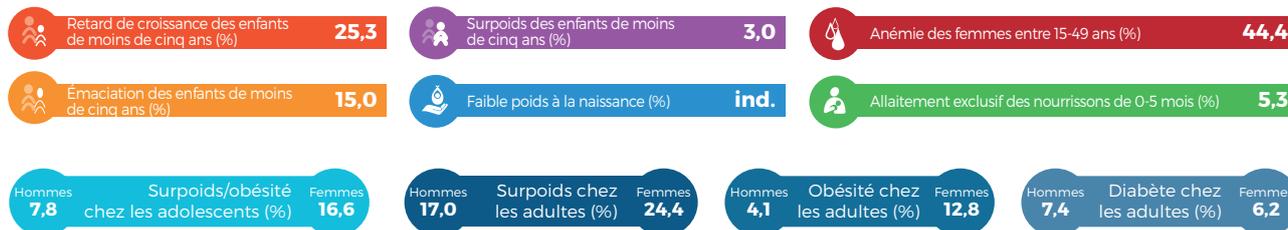
# Somalie



**Date d'adhésion :** juin 2014

**Population :** 15,44 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/SOMALIA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

### Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Année	Proportion (%)
2014	Non disponible
2015	29%
2016	41%
2017	48%
2018	72%
2019	75%

### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Année	Proportion (%)
2014	Non disponible
2015	12%
2016	34%
2017	8%
2018	71%
2019	71%

### Aligner les actions autour de résultats communs

Année	Proportion (%)
2014	Non disponible
2015	21%
2016	16%
2017	0%
2018	42%
2019	57%

### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Année	Proportion (%)
2014	Non disponible
2015	22%
2016	8%
2017	0%
2018	40%
2019	23%

### TOTAL PONDÉRÉ 2019

**57%**

Le cabinet du Premier ministre et les ministères concernés sont fermement résolus à améliorer la nutrition.

Le point focal infranational du Somaliland a été nommé afin de renforcer les efforts de coordination.

La participation des réseaux de la société civile, du secteur privé, des universités et des donateurs ne cesse de croître.

Les pôles nutrition à l'échelle nationale et infranationale se réunissent régulièrement. La nutrition constitue également un sujet de discussion du pôle santé et du groupe de donateurs.

La stratégie multisectorielle de la Somalie en faveur de la nutrition a été avalisée et elle est en train d'être chiffrée.

La mise en œuvre du plan national de développement est en cours et le Ministère de la santé fixe les objectifs d'étape du volet nutrition.

Une feuille de route consacrée au développement humain et social a été dressée et comprend des indicateurs nutritionnels et les objectifs SUN pour 2018-20.

Les réglementations en matière de sécurité alimentaire sont pour l'heure inexistantes. Il existe des lois en matière de protection maternelle et paternelle, notamment sur le congé paternité, mais elles ne sont pas appliquées.

Tous les acteurs ont adapté leurs programmes au développement national. Les cibles nutritionnelles correspondent aux cibles énoncées dans le chapitre concernant la nutrition du plan de développement national.

Les ministères compétents rendent compte des progrès réalisés par rapport aux objectifs de la feuille de route nationale et font part de ces informations aux équipes concernées relevant du cabinet du Premier ministre.

Les responsables politiques et les partenaires du développement affichent l'engagement politique nécessaire à la mobilisation de l'expertise technique sans toutefois suffire à un financement adéquat.

Le plan d'intervention humanitaire demeure la principale stratégie de collecte de fonds pour la nutrition. Les promesses de dons y sont honorées et comptabilisées.

Un système administratif de gestion des finances publiques est désormais en place et permet de contrôler les contributions gouvernementales.

On a pu constater une hausse des financements consacrés aux mesures propices au développement et à la résilience, mais elles restent bien inférieures au financement ponctuel de l'humanitaire et ne suffisent pas à satisfaire les besoins nutritionnels du pays.

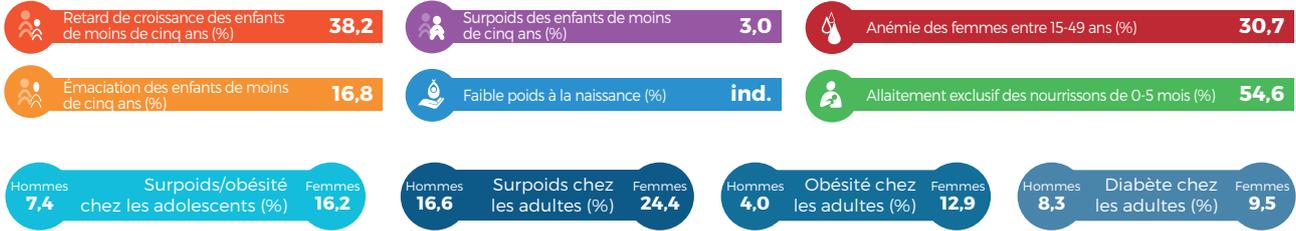
## PRIORITÉS 2019-2020

- Reconsidérer, élaborer, coordonner et mettre en œuvre les politiques et stratégies pertinentes pour améliorer la nutrition ;
- Fonder un centre d'excellence pour la nutrition ;
- Mieux coordonner les campagnes de plaidoyers en faveur de la nutrition ;
- Intégrer la nutrition aux programmes scolaires de l'école primaire et secondaire ;
- Encourager les parlementaires à intervenir sur le plan législatif ;
- Préparer des études de cas nationales sur l'investissement dans la nutrition.

# Soudan



**Date d'adhésion :** octobre 2015  
**Population :** 42,81 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/SUDAN



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014: Non disponible	2014: Non disponible	2014: Non disponible	2014: Non disponible
2015: Non disponible	2015: Non disponible	2015: Non disponible	2015: Non disponible
2016: Non disponible	2016: Non disponible	2016: Non disponible	2016: Non disponible
2017: 13%	2017: 25%	2017: 25%	2017: 29%
2018: 25%	2018: 25%	2018: 31%	2018: 17%
2019: 25%	2019: 25%	2019: 27%	2019: 17%

### TOTAL PONDÉRÉ 2019 24%

<p>La constitution du réseau des milieux universitaires et de la recherche du Mouvement SUN au Soudan et la nomination de la faculté de médecine de l'université de Khartoum comme facilitateur marquent une étape décisive vers l'instauration d'une plateforme multi-acteurs totalement inclusive.</p> <p>S'il est vrai que les interventions nutritionnelles actuelles donnent la priorité au traitement de la malnutrition aiguë, des activités sur le long terme sont de plus en plus organisées, notamment pour la lutte contre les retards de croissance.</p> <p>Le Plan national de nutrition multisectoriel (NMNP), qui prévoit un recensement de toutes les interventions nutritionnelles, est en cours d'élaboration.</p>	<p>La stratégie nationale des services de santé actuelle 2014-2018 (NHSS) met l'accent sur la nutrition en tant que fondement des services de soins et de santé publics.</p> <p>La nutrition figure dans les programmes clés du plan d'accélération de la santé maternelle et infantile.</p> <p>Des directives et protocoles ont été formulés pour la gestion de la malnutrition aiguë au sein des communautés locales, la gestion hospitalière de la malnutrition aiguë sévère et l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, afin d'améliorer les prestations de services.</p>	<p>La plateforme multi-acteurs SUN est active au niveau national.</p> <p>La société civile s'engage tout particulièrement au nom de la plateforme multi-acteurs SUN avec des acteurs locaux.</p> <p>Néanmoins, la plateforme multi-acteurs SUN ne travaille régulièrement qu'au niveau national car aucune décentralisation ou aucun mécanisme officiel n'est en place au niveau local.</p>	<p>Le Réseau des donateurs du Mouvement SUN a lancé le développement d'un outil de cartographie de ses interventions nutritionnelles dans tout le pays. Ils pourront ainsi, dans un futur proche, améliorer la pertinence et l'intégration de leurs interventions.</p> <p>Le dossier d'investissement national en faveur de la nutrition a permis de définir des postes budgétaires généraux de dépenses et de fixer des priorités pour l'allocation des fonds.</p> <p>Un comité chargé de l'évaluation du dossier d'investissement a été formé par le point focal SUN et il s'efforce de définir des critères de priorités clairs pour les dépenses des fonds actuellement disponibles et d'une éventuelle mobilisation de fonds supplémentaires.</p>
--	---	---	--

### PRIORITÉS 2019-2020

- Finaliser le Plan national de nutrition multisectoriel ;
- Mieux appréhender les ressources actuellement disponibles afin de repérer les lacunes ;
- Renforcer les interventions dans les domaines où les besoins sont les plus forts et les ressources les plus faibles.

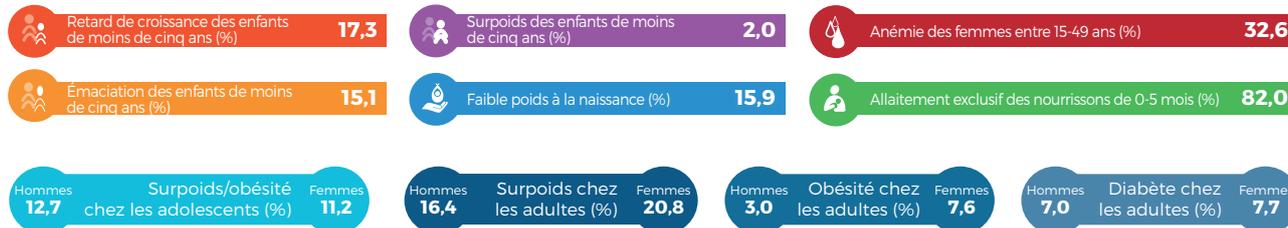
# Sri Lanka



**Date d'adhésion :** octobre 2012

**Population :** 21,32 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/SRI-LANKA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 84%	2015 84%	2015 82%	2015 54%
2016 80%	2016 88%	2016 91%	2016 100%
2017 85%	2017 84%	2017 90%	2017 94%
2018 94%	2018 90%	2018 81%	2018 75%
2019 94%	2019 71%	2019 48%	2019 50%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **66%**

<p>Le Plan d'action multisectoriel pour la nutrition (MSAPN) 2018-2025 a été approuvé et il portera sur 6 domaines selon les objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS).</p> <p>Le Réseau du secteur privé SUN a été lancé. L'Alliance de la société civile du Mouvement SUN s'est élargie notamment au niveau infranational, et elle intervient dans 8 districts sur 25.</p> <p>La Politique nationale de nutrition 2019 sera revue afin de mieux l'aligner sur les ODD.</p> <p>La préparation des plans d'action de districts a été lancée dans 8 districts.</p> <p>Des comités directeurs pour la nutrition ont été créés aux niveaux national et provincial, à l'échelle des districts et des divisions, en présence de tous les secteurs.</p>	<p>Lancement de l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer et de communication en soutien au Plan d'action multisectoriel de nutrition (MSAPN) 2018-25.</p> <p>Revue de la politique de nutrition en cours, en consultation avec des experts techniques et opérationnels.</p> <p>Directives de mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, d'une protection maternelle, de congés de maternité et de paternité remises aux autorités concernées.</p> <p>Diffusion et mise en œuvre de directives de codes couleurs et d'étiquetage des sucres, du sel et des graisses.</p> <p>Préparation d'une réglementation de sécurité sanitaire des aliments par le Comité consultatif sur l'alimentation du Ministère de la santé.</p>	<p>À l'échelle nationale, 6 domaines de résultats clés basés sur des indicateurs nutritionnels de l'AMS ont été définis, avec 5 objectifs stratégiques parmi les mesures spécifiques à la nutrition et contribuant à celle-ci.</p> <p>Une évaluation des besoins en capacités sera menée dans le cadre du MSAPN 2018-2025.</p> <p>Des plans annuels de travail sont en place pour les ministères gouvernementaux, les Nations Unies et la société civile, avec des objectifs mesurables.</p> <p>Des plans d'action au niveau des districts basés sur le MSAPN 2018-2025 ont été lancés pour assurer une mise en œuvre efficace au niveau infranational.</p> <p>Le Secrétariat national pour la nutrition veut améliorer la coordination et la mise en œuvre au niveau local.</p>	<p>Des mesures en lien avec la nutrition (p. ex. suppléments en micronutriments, repas dans les maternelles) ont été chiffrées et sont en train d'être appliquées.</p> <p>La Banque mondiale, avec l'aide de l'UNICEF, du Secrétariat présidentiel et du département de la planification nationale, examine les dépenses de nutrition.</p> <p>Le gouvernement a suivi l'évolution des dotations et dépenses budgétaires liées à la mise en œuvre de mesures nutritionnelles à l'échelle infranationale, et des estimations budgétaires et rapports annuels d'avancement ont été publiés.</p>
---	--	--	--

### PRIORITÉS 2019-2020

- Développer un plan de suivi et d'évaluation ainsi qu'une stratégie de plaidoyer et de communication basés sur le MSAPN 2018-2025 aux niveaux national et infranational ;
- Finaliser les plans d'action de districts basés sur le MSAPN 2018-2025 pour les 25 districts ;
- Élargir l'Alliance de la société civile du Mouvement SUN et le Réseau du secteur privé au niveau local et créer un Réseau des universitaires SUN ;
- Mettre à niveau et utiliser le système national d'informations sur la nutrition (NNIS) pour la planification et le suivi.

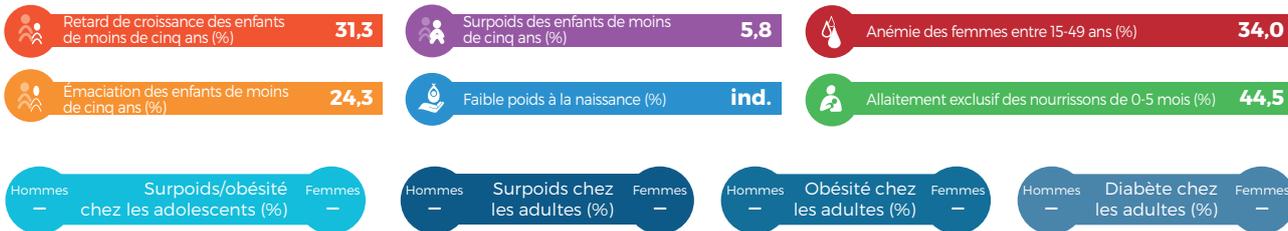
# Sud Soudan



**Date d'adhésion :** juin 2013

**Population :** 11,06 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/SOUTH-SUDAN



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible
2016 11%	2016 0%	2016 0%	2016 0%
2017 30%	2017 16%	2017 36%	2017 4%
2018 50%	2018 21%	2018 0%	2018 12%
2019 69%	2019 38%	2019 25%	2019 19%

### TOTAL PONDÉRÉ 2019

**38%**

La plateforme multi-acteurs du pays évolue de manière à ce que la nutrition retienne l'attention des ministères compétents, lesquels s'engagent à mobiliser des ressources intérieures.

Les réseaux universitaires et parlementaires sont actifs et ils facilitent la concertation et le partage des expériences et des enseignements à l'échelle nationale.

Le Comité directeur SUN continue de fournir des conseils techniques, tandis que les réseaux de l'ONU et de l'Alliance de la société civile conservent leur rôle fort.

Les groupes sectoriels existants (nutrition, eau, assainissement et hygiène, santé, sécurité alimentaire et moyens de subsistance) ont contribué au plaidoyer, à la mobilisation et à la coordination.

Les recommandations et stratégies concernant la gestion locale de la malnutrition aiguë et de la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant ont été appliquées.

La politique nationale de santé (2016-25) prévoit une amélioration des services de nutrition et de soins.

Suivi en cours des progrès faits dans le cadre du Programme de développement de l'agriculture africaine.

Le Comité directeur SUN n'a pas relâché ses efforts de plaidoyer pour l'élaboration d'une stratégie chiffrée, de cadres juridiques et de documents politiques axés sur l'alimentation et la nutrition.

Une ébauche de la feuille de route pour la stratégie chiffrée et multisectorielle en faveur de la nutrition est désormais disponible.

Le cadre commun de résultats reste à élaborer. En revanche, les mesures prises pour la nutrition sont incluses dans le programme Santé et nutrition du Ministère de la santé dans le cadre d'un plan de travail annuel sur la nutrition.

Les mesures humanitaires pour la nutrition sont intégrées au plan d'intervention humanitaire et les résultats obtenus en matière de nutrition sont enregistrés par le système d'information nutritionnelle géré par le pôle nutrition, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial.

Le gouvernement est sur le point de finaliser le logiciel d'information sanitaire de district qui permettra de recueillir et d'analyser les données sanitaires et nutritionnelles.

Les mesures nutritionnelles vitales, notamment la gestion de la malnutrition aiguë, restent prioritaires en raison de la persistance du contexte d'urgence et du manque de financement.

Le groupe intersectoriel humanitaire gère actuellement la hiérarchisation et le degré d'implication des donateurs, mais le Comité directeur SUN continue de préconiser une hausse des ressources, notamment intérieures.

Une stratégie chiffrée pluriannuelle pour la nutrition reste à élaborer. Le pôle nutrition se charge d'assurer le suivi des contributions des donateurs en faveur de la nutrition. Le gouvernement manque de ressources pour surveiller la gestion financière du budget national alloué à la nutrition.

### PRIORITÉS 2019-2020

- Mettre en place un plan stratégique chiffré multisectoriel pour la nutrition et finaliser la politique nutritionnelle ;
- Nommer un facilitateur du réseau des donateurs et du Réseau du secteur privé SUN ;
- Renforcer les interventions sectorielles contribuant à la nutrition, et perfectionner et diversifier les mesures spécifiques à la nutrition ;
- Consolider la plateforme nationale multi-acteurs et mettre en place une plateforme infranationale ;
- Assurer une meilleure promotion pour élargir le financement.

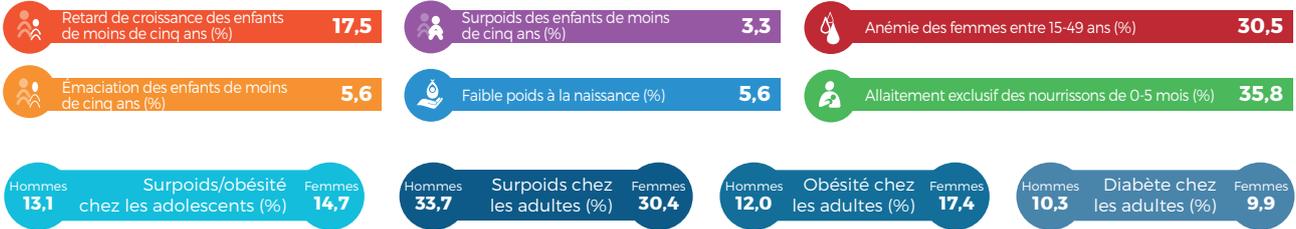
# Tadjikistan



**Date d'adhésion :** septembre 2013

**Population :** 9,32 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/TAJIKISTAN



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 54%	2015 54%	2015 24%	2015 12%
2016 58%	2016 58%	2016 28%	2016 12%
2017 58%	2017 58%	2017 32%	2017 16%
2018 94%	2018 75%	2018 50%	2018 45%
2019 94%	2019 84%	2019 46%	2019 46%
<b>TOTAL PONDÉRÉ 2019</b>			<b>68%</b>

<p>Le Conseil de coordination multisectorielle pour le Mouvement SUN est composé de représentants de 18 ministères et organismes, 2 universités, 8 agences internationales et de la société civile (1). Il se réunit chaque trimestre.</p> <p>La chambre de commerce et d'industrie et le GAIN ont élaboré la stratégie du Réseau du secteur privé SUN.</p> <p>Le gouvernement, la radio et la télévision ont signé des plans d'action conjoints pour sensibiliser à l'importance de la nutrition et de l'allaitement maternel.</p> <p>Le gouvernement a adopté le Programme national sur la sécurité des produits alimentaires 2019-2023.</p> <p>Des lignes directrices de « soins de santé des enfants de 0 à 24 mois » ont été adoptées.</p>	<p>La loi sur l'enrichissement alimentaire ratifiée par le Parlement est entrée en vigueur en juillet 2019.</p> <p>Une coalition régionale iodation universelle du sel / troubles dus à la carence en iode a été créée à Khatlon.</p> <p>Cette coalition régionale mobilisera les parties prenantes pour se renforcer, repérer les goulets d'étranglement et trouver des solutions.</p> <p>En 2021, le gouvernement devrait commencer à financer le programme d'alimentation scolaire, susceptible d'accroître le taux de scolarisation.</p> <p>Le troisième forum de la nutrition prévu en octobre 2019 fera le bilan des progrès réalisés depuis 2016.</p>	<p>Les axes du plan d'action du Conseil de coordination multisectorielle sont les suivants :</p> <p>Intégration des objectifs du cadre commun de résultats dans les plans et politiques sectoriels ; des plans de mise en œuvre spécifiques par secteur (niveaux national et infranational) ;</p> <p>des mécanismes de gouvernance, de redevabilité, de gestion et de coordination ;</p> <p>des sources et mécanismes de financement ;</p> <p>le développement des capacités en matière de nutrition ; et</p> <p>le suivi et l'évaluation.</p>	<p>Le suivi des ressources financières pour la nutrition a adopté une approche en trois étapes.</p> <p>La collaboration entre le Ministère de la santé et de la protection sociale et le Ministère des finances à cet égard se poursuivra pour les dotations budgétaires.</p> <p>Le Ministère de la santé et de la protection sociale de la population a approuvé le coût de l'ensemble des services essentiels en matière de nutrition et de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente.</p> <p>D'autres aspects du chiffrage, du suivi financier et de la mobilisation de ressources seront abordés lors de la finalisation du cadre commun de résultats.</p>
---	--	--	--

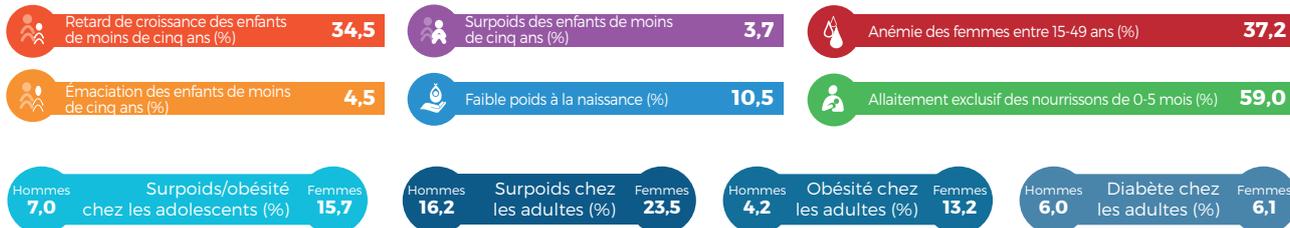
### PRIORITÉS 2019-2020

- Finaliser le cadre commun de résultats, y compris un plan d'action, le chiffrage et l'intégration aux plans sectoriels ;
- Organiser le Forum national de nutrition III ;
- Créer les réseaux SUN de la société civile et du secteur privé ;
- Développer le Conseil de coordination multisectorielle du Mouvement SUN au niveau infranational.

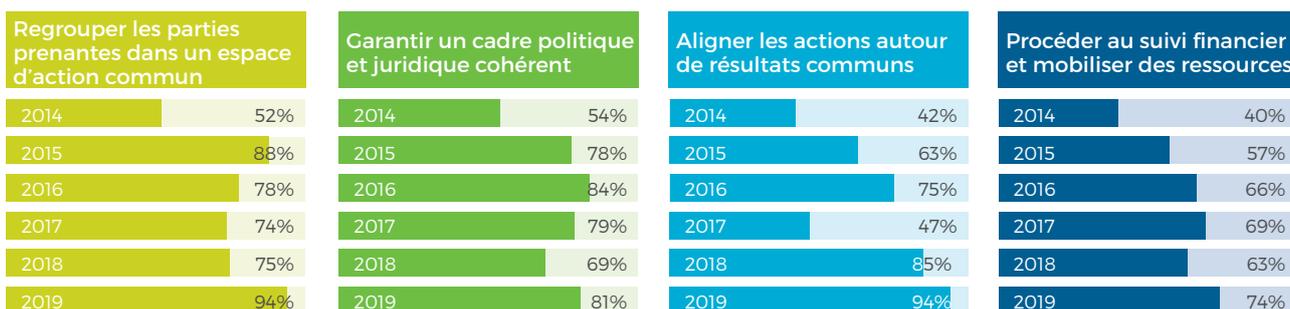
# Tanzanie



**Date d'adhésion :** juin 2011  
**Population :** 58,01 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/TANZANIA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **86%**

<p>La plateforme multi-acteurs a permis de réunir l'ensemble des parties prenantes dans des groupes de travail, lors de réunions trimestrielles et de séances d'examen. En dépit des progrès réalisés, les acteurs des secteurs clés ne sont pas encore suffisamment impliqués dans les comités directeurs sur la nutrition à l'échelon régional et local.</p> <p>Le plan national d'action multisectorielle pour la nutrition (NMNAP) 2016-21 sert de recommandation permettant aux parties prenantes de mettre en place des mesures axées sur la nutrition.</p> <p>Le président du Réseau de la société civile organise des réunions de renforcement des capacités pour les acteurs de terrain.</p>	<p>Le NMNAP reste utile pour qui souhaite obtenir des recommandations et promeut l'engagement politique pour la nutrition.</p> <p>Les conclusions des enquêtes nationales ont servi à sans cesse renouveler et perfectionner les messages de plaidoyer diffusés lors des événements tels que la Semaine mondiale de l'allaitement maternel en 2018, le mois de la nutrition et de la santé infantile, la Journée mondiale de l'alimentation et la Journée mondiale du SIDA.</p> <p>L'iodation universelle du sel est régulièrement rappelée aux producteurs pour que leur sel soit suffisamment iodé.</p> <p>Un kit national de communication sur les changements comportementaux et sociaux par rapport à la nutrition a été distribué dans certaines régions.</p>	<p>Un bilan intermédiaire du NMNAP a été lancé en 2019 afin d'évaluer les progrès réalisés et les engagements financiers.</p> <p>Les questions nutritionnelles ont été ajoutées au programme de développement du secteur agricole (ASDP II) et au dispositif de protection sociale des producteurs (PSSN II) afin d'encourager les initiatives contribuant à la nutrition.</p> <p>La capacité de mise en œuvre des mesures en matière de nutrition à l'échelle infranationale a fait l'objet d'une évaluation dans le cadre du plan de travail annuel et de l'analyse des facteurs de blocage. Les résultats ont permis de planifier et de budgétiser l'exercice 2019/20.</p>	<p>Le NMNAP est un plan chiffré d'interventions sectorielles spécifiques ou contribuant à la nutrition. Il instaure un environnement propice à la nutrition. Des lacunes de financement ont été repérées et des ressources sont en cours de mobilisation.</p> <p>Un examen des dépenses publiques pour la nutrition a été réalisé en 2018 pour évaluer la répartition des mesures nutritionnelles et les dépenses encourues.</p> <p>Le plan de travail annuel 2018 a également assuré le suivi des budgets nutritionnels des secrétariats régionaux et des administrations locales.</p> <p>Le système de suivi et d'évaluation pour le suivi des dépenses associées à la nutrition est en train d'être amélioré.</p>
---	---	---	--

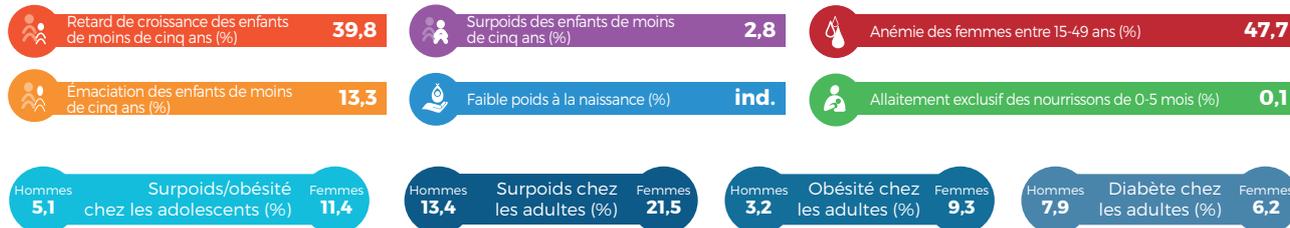
### PRIORITÉS 2019-2020

- Mettre en place une plateforme universitaire ;
- Défendre l'intégration des questions nutritionnelles lors de l'examen des politiques ;
- Finaliser le bilan intermédiaire du NMNAP et veiller à la diffusion des résultats ;
- Finaliser le système multisectoriel d'informations nutritionnelles et le projet pilote sur la nutrition ;
- Renforcer le suivi des budgets nutritionnels ;
- Améliorer la capacité des parties prenantes dans le domaine de la nutrition à planifier et à documenter les données recueillies sur la situation nutritionnelle.

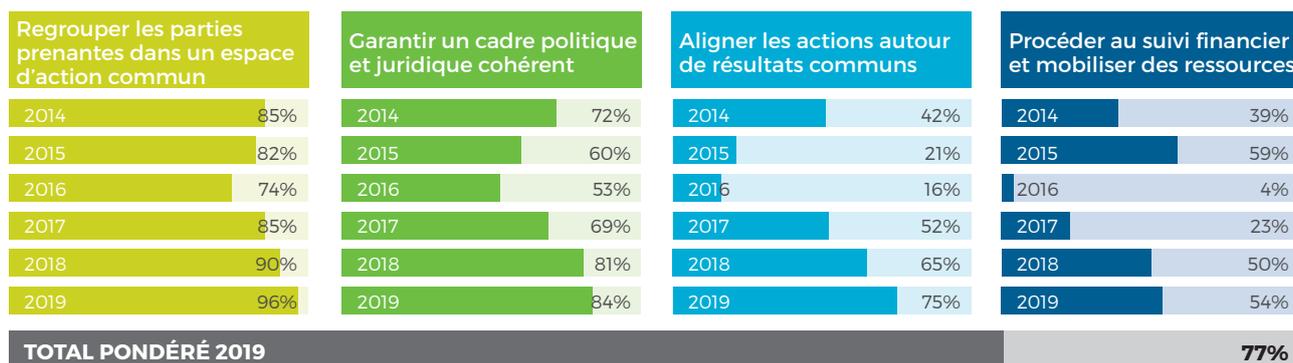
# Tchad



**Date d'adhésion :** mai 2013  
**Population :** 15,95 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/CHAD



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



La collaboration entre les parties prenantes est de plus en plus visible, notamment avec le WASH in NUT qui regroupe les cadres de plusieurs secteurs.

10 provinces sont dotées des Comités provinciaux de nutrition et d'alimentation (CPNA) avec des points focaux.

Le Comité technique permanent suit ses actions à travers la mise à jour des recommandations des réunions mensuelles. Une mission de suivi et évaluation des cinq premiers CPNA a également été organisée.

Toutes les parties prenantes de la nutrition du pays sont impliquées dans l'approche multisectorielle. Des efforts restent cependant à faire pour accroître la participation des représentants de certaines institutions étatiques.

Le Conseil national de nutrition et d'alimentation, rattaché à la Présidence de la République, a adopté le Plan d'action intersectoriel de nutrition et d'alimentation (PAINA, 2019) et la stratégie de plaidoyer et de communication en faveur de la nutrition.

La nutrition fait partie des priorités de l'État - une réunion mensuelle de la santé (où la nutrition prend une place importante) est présidée par le chef de l'État.

La mission de suivi et évaluation des CPNA a permis d'évaluer le niveau de compréhension et d'appropriation de la Politique nationale de nutrition et d'alimentation (PNNA) par les autorités et toutes les parties prenantes au niveau local.

Le Gouvernement et les Nations Unies disposent d'un plan d'action budgétisé. L'UNDAF dispose d'un cadre commun des résultats. La PAINA dispose d'un cadre logique qui sert de base pour l'exécution des activités et de suivi des progrès.

La cartographie des interventions et des intervenants de la nutrition a été réalisée.

Il existe un plan de travail annuel au niveau national et aux niveaux des provinces qui sont battus sur la base des résultats de programmation précédentes et des enquêtes SMART 2018. Les interventions des différentes parties prenantes notamment les structures de l'Etat avec l'appui de leurs partenaires techniques et financiers, s'alignent sur ces plans de travail annuel.

Le PAINA 2019 a été budgétisé à hauteur de 84 milliards de francs CFA. La contribution déjà annoncée est de 67 milliards de francs CFA.

Les données sur le financement de la nutrition ne sont pas centralisées pour permettre de faire l'estimation des problèmes de financement des interventions en faveur de la nutrition. Cependant, chaque partie prenante évalue au niveau individuel ses besoins et les déficits de financement.

Les engagements et promesses de certains donateurs ont été tenus, tels que l'Union européenne dans le cadre du programme Sécurité alimentaire et nutritionnelle du 11e FED (Fonds européen de développement).

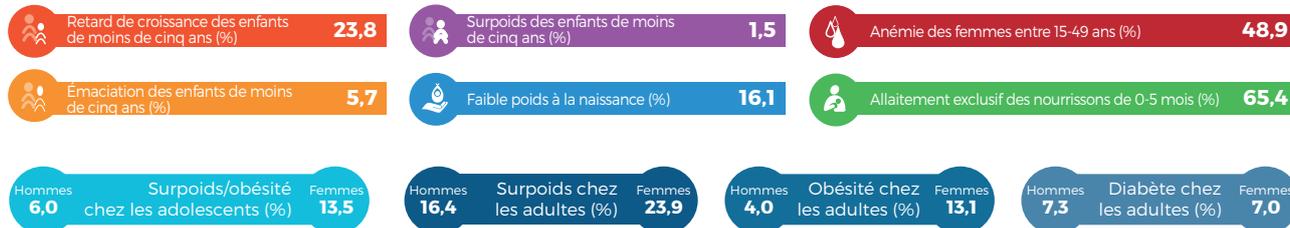
### PRIORITÉS 2019-2020

- Réaliser une étude sur le coût du régime alimentaire (cost of diet) ;
- Adopter la loi sur les substituts du lait maternel par le parlement ;
- Organiser une table ronde pour la mobilisation de ressources ;
- Mettre en oeuvre le Projet formation en nutrition "FORMANUT" ;
- Mettre à l'échelle, assurer le suivi et évaluation des CPNA ;
- Vulgariser les documents stratégiques sur la nutrition.

# Togo



**Date d'adhésion :** mars 2014  
**Population :** 8,08 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/TOGO



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014: Non disponible	2014: Non disponible	2014: Non disponible	2014: Non disponible
2015: 8%	2015: 26%	2015: 23%	2015: 19%
2016: 20%	2016: 45%	2016: 12%	2016: 12%
2017: 15%	2017: 36%	2017: 0%	2017: 9%
2018: 44%	2018: 66%	2018: 39%	2018: 41%
2019: 55%	2019: 69%	2019: 54%	2019: 60%

**TOTAL PONDÉRÉ 2019** **60%**

<p>Une équipe spéciale (Task Force) pour le renforcement de la nutrition, présidée par le secrétaire général du Ministère de la planification et du développement, secondé par le secrétariat du Ministère de la santé et de la protection sociale, a été mise en place par arrêté interministériel – dans le but de créer une plateforme de coordination.</p> <p>Les points focaux désignés par les différents secteurs et partenaires se réunissent encore trop peu régulièrement mais la Task Force a permis de susciter l'adhésion de nouveaux membres et de mobiliser les acteurs impliqués dans l'élaboration de documents stratégiques, comme le cadre commun de résultats ou encore la validation de l'analyse budgétaire de la nutrition.</p>	<p>Les documents stratégiques multisectoriels de nutrition (Politique et plan assorti d'un cadre commun de résultats) ont été validés et les projets de décrets pour la mise en place d'une plateforme multisectorielle et pour le code de commercialisation des substituts du lait maternel finalisés.</p> <p>Les enjeux restent néanmoins de taille. Il s'agit notamment de terminer le processus de budgétisation du plan stratégique et de finaliser l'ancrage institutionnel de la plateforme multisectorielle, pour la pleine participation de tous les secteurs. L'allongement du congé maternité et l'aménagement des espaces pour l'allaitement des bébés dans les lieux de travail restent parmi les priorités non réalisées à ce jour.</p>	<p>Le cadre commun des résultats est élaboré et intégré au plan stratégique multisectoriel de nutrition depuis octobre 2018. Un canevas doit également être mis en place prochainement pour le suivi des plans opérationnels des différents secteurs.</p> <p>La cartographie des lacunes a été effectuée, ainsi que des analyses de genre afin que les femmes et les filles soient au cœur de toutes les actions.</p> <p>Il reste à effectuer un examen intégré multisectoriel. Une enquête MICS a toutefois été réalisée en 2017 et les indicateurs de la nutrition ont connu dans leur ensemble une amélioration.</p>	<p>Des exercices sur l'analyse budgétaire ont été menés régulièrement entre 2015 et 2018</p> <p>Les TDR pour la budgétisation du plan stratégique multisectoriel 2019-2023 ont été rédigés ; avec la budgétisation du plan stratégique, les problèmes de financement seront connus et serviront à faire le plaidoyer lors d'une table ronde pour la mobilisation des fonds additionnels pour la nutrition.</p> <p>Un plan opérationnel 2019 UNDAF a été réalisé et permet de définir le budget qui sera alloué à la nutrition par les principaux acteurs des Nations Unies comme l'UNICEF et le PAM.</p>
--	---	---	--

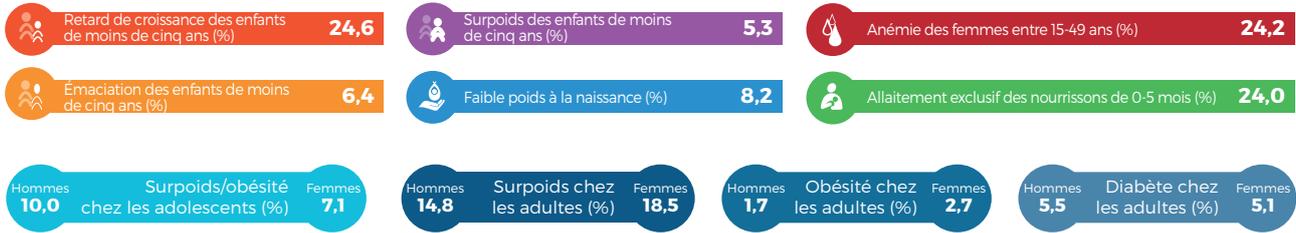
### PRIORITÉS 2019-2020

- Faire signer le décret de création de la Task Force ;
- Réaliser une cartographie des acteurs et des interventions de la nutrition ;
- Renforcer les capacités de ses membres sur la coordination et les fonctions de direction.

# Viet Nam



**Date d'adhésion :** janvier 2014  
**Population :** 96,46 millions  
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/VIET-NAM



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible	2014 Non disponible
2015 34%	2015 26%	2015 44%	2015 32%
2016 34%	2016 57%	2016 70%	2016 32%
2017 73%	2017 73%	2017 75%	2017 54%
2018 84%	2018 82%	2018 79%	2018 54%
2019 88%	2019 88%	2019 79%	2019 71%
<b>TOTAL PONDÉRÉ 2019</b>			<b>82%</b>

<p>Une aide a été apportée au programme pour l'élimination de la faim en vue d'élaborer un plan d'action comprenant des interventions sectorielles contribuant à la nutrition et impliquant des points focaux du Ministère de l'agriculture et du développement rural.</p> <p>Les réseaux SUN, le gouvernement et l'ONU ont apporté un soutien technique et une aide au plaidoyer qui ont permis la mise en place d'une Alliance de la société civile du Mouvement SUN.</p> <p>Des efforts sont faits pour impliquer davantage le secteur agricole dans la plateforme nationale SUN.</p>	<p>La plateforme nationale SUN se prépare à l'examen décennal du plan d'action et de la stratégie qui expire en 2020. Les actions et la stratégie sont en cours d'évaluation.</p> <p>Le suivi et la production de rapports sur l'incidence et les résultats de la politique et de la législation en faveur de la nutrition se sont améliorés.</p>	<p>La situation n'a pas grandement évolué depuis l'évaluation annuelle conjointe de l'an dernier.</p>	<p>Un programme de mesures élémentaires en faveur de la nutrition est en cours d'élaboration. En parallèle, des mécanismes de financement sont en train d'être proposés afin de pouvoir se procurer les fonds supplémentaires nécessaires aux mesures pour la nutrition.</p> <p>Le suivi des investissements se heurte à un certain nombre d'obstacles à cause d'un manque de coordination centralisée.</p> <p>On observe également des obstacles à l'échelon infranational où aucun système de suivi adéquat ne permet de contrôler efficacement le budget santé décentralisé.</p>
--	---	---	---

### PRIORITÉS 2019-2020

- Évaluer les progrès réalisés en matière de nutrition ces 10 dernières années grâce à l'enquête générale sur la nutrition ;
- Faire le bilan de l'application des politiques et des programmes en vue d'un examen de la NNS ;
- Mobiliser et suivre les ressources pour renforcer les mesures en faveur de la nutrition ;
- Poursuivre la mise en œuvre du cadre juridique consacré à la nutrition ;
- Constituer un Réseau du secteur privé SUN ;
- Sensibiliser pour accroître l'engagement du gouvernement en faveur de la nutrition.

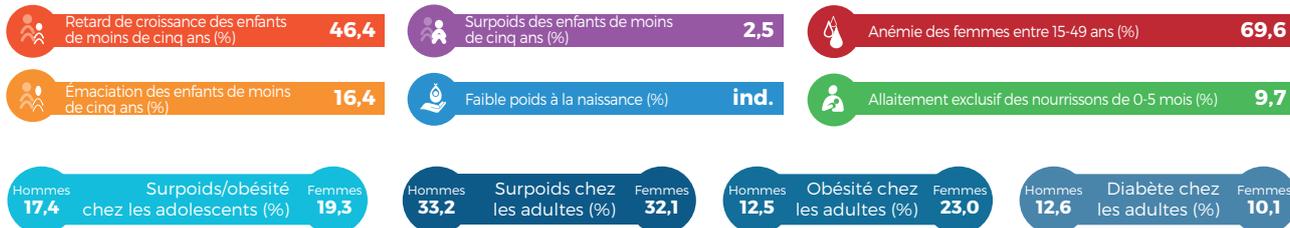
# Yémen



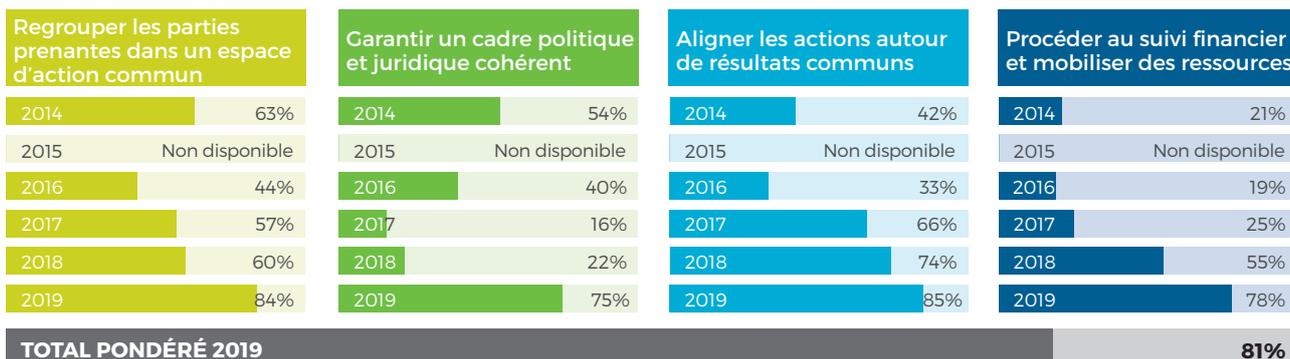
**Date d'adhésion :** novembre 2012

**Population :** 29,16 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/YEMEN



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



Le conflit est le principal facteur de la malnutrition et le premier obstacle à une approche multisectorielle efficace. Le Secrétariat du Mouvement SUN maintient cependant des échanges entre le gouvernement, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile.

Le lien entre action humanitaire et développement au sein de la plateforme multisectorielle a été renforcé afin de rattacher des mesures urgentes spécifiques à la nutrition à des programmes de renforcement de la résilience nutritionnelle.

Ce lien présent au niveau central permet au gouvernement de conserver un certain contrôle des mesures de nutrition, bien que le conflit limite ses efforts de coordination multisectorielle au plan infranational.

La crise a affaibli le Parlement et les organes législatifs, et donc la mise en application des décisions.

Des points focaux de nutrition ont été désignés dans tous les ministères contribuant à la nutrition et chargés de la coordination interministérielle pour orienter la politique nutritionnelle.

Le Ministère de la santé a promu le département de nutrition à la Direction générale de la nutrition préventive et curative, dotée de services chargés de la sécurité alimentaire et de la nutrition d'urgence.

Les groupes humanitaires et ministères de tutelle ont harmonisé les directives et protocoles, garantissant des normes minimales à observer par les organisations locales.

Tous les secteurs du gouvernement travaillent ensemble au Plan d'action multisectoriel pour la nutrition (MSNAP) de trois ans.

Le nouveau cadre commun de résultats prévoira des mesures humanitaires et fournira au gouvernement un tableau plus transparent et complet des besoins et des lacunes pour améliorer l'établissement des priorités et la collecte de fonds.

Le manque de présence sur l'ensemble du territoire et les problèmes de coordination entre les organisations internationales et le gouvernement limitent les possibilités d'harmoniser les approches et de partager des données disponibles.

Le plan de plaidoyer du MSNAP vise à accroître le financement de programmes de renforcement de la résilience nutritionnelle (agriculture, pêche, WASH) afin de compléter la réponse humanitaire dominante.

L'analyse du budget par le Mouvement SUN révèle un doublement annuel des dépenses en nutrition ces trois dernières années.

Il n'en reste pas moins qu'il est toujours difficile d'aligner les cadres budgétaires des Nations Unies et d'autres organisations internationales sur celui du gouvernement.

### PRIORITÉS 2019-2020

- Améliorer la coopération entre organisations internationales et services gouvernementaux pour garantir une plateforme multisectorielle faisant le lien entre action humanitaire et développement ;
- Centraliser toutes les données nutritionnelles et sanitaires pour éclairer les programmes de nutrition globaux ;
- Créer des réseaux SUN du secteur privé, de la société civile et des donateurs.
- Trouver le financement pour reconstruire la capacité du gouvernement à mettre en œuvre une stratégie de résilience nutritionnelle ;

# Zambie



**Date d'adhésion :** décembre 2010

**Population :** 17,86 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/ZAMBIA



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

### Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Année	Progrès (%)
2014	Non disponible
2015	53%
2016	69%
2017	83%
2018	89%
2019	89%

### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Année	Progrès (%)
2014	Non disponible
2015	66%
2016	58%
2017	44%
2018	63%
2019	49%

### Aligner les actions autour de résultats communs

Année	Progrès (%)
2014	Non disponible
2015	63%
2016	63%
2017	81%
2018	50%
2019	69%

### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Année	Progrès (%)
2014	Non disponible
2015	44%
2016	54%
2017	62%
2018	54%
2019	63%

## TOTAL PONDÉRÉ 2019 68%

Les réseaux SUN sont en place et fonctionnent bien. Des efforts visent à revitaliser le réseau des milieux universitaires et de la recherche.

Le comité spécial des secrétaires permanents sur la nutrition a joué un rôle fondamental dans le suivi de la mise en place des composants nutritionnels et alimentaires des principaux plans : 7e plan national de développement, politique nationale alimentaire et nutritionnelle, plan stratégique national multisectoriel de nutrition et d'alimentation 2017-2021 et renforcement de la nutrition/Programme des 1000 premiers jours de vie des enfants (MCDP).

Un nombre sans cesse croissant de partenaires alignent leurs activités sur le programme national multisectoriel.

Évaluation par la commission nationale de l'alimentation et de la nutrition, avec l'aide de l'alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, du système de surveillance des aliments enrichis en vue d'un renforcement.

Évaluation par le Ministère de la santé et l'OMS de la capacité des laboratoires à analyser des échantillons d'aliments enrichis.

Le plan national d'investissement agricole est en cours de révision.

Intégration des interventions agricoles sensibles à la nutrition dans le plan stratégique du Ministère des services sociaux et du développement des communautés (2017-21).

Consultation des parties prenantes en cours sur la loi sur la nutrition, l'alimentation et la sécurité sanitaire des aliments

Le cadre commun de résultats reste à finaliser, mais un engagement a été pris en ce sens.

Les principaux ministres ont aligné leurs programmes sur le 7e plan national de développement.

Les suppléments en micronutriments pour les enfants de moins de cinq ans ont rempli les objectifs fixés.

Intégration des interventions à dimension nutritionnelle à fortes retombées dans les principaux plans du gouvernement, notamment le plan national d'investissement agricole.

Mise en place de comités de coordination de la nutrition au niveau des districts comme cadre de coordination.

Enquête nationale sur les micronutriments et la consommation alimentaire en cours.

Maintien de l'engagement du gouvernement à atteindre la somme de 40 USD par enfant de moins de cinq ans par an.

Les partenaires de coopération de la nutrition ont tenu leurs engagements sur le financement des interventions spécifiques à la nutrition et contribuant à celle-ci pour le programme des 1 000 premiers jours de vie – Phase I, notamment la phase de transition.

L'absence de mécanisme financier global pour assurer un suivi des allocations budgétaires et des dépenses en matière de nutrition pour le gouvernement et les donateurs/partenaires de coopération de la nutrition reste problématique.

## PRIORITÉS 2019-2020

- Mobiliser le soutien à une accélération du lancement du programme des 1 000 premiers jours de vie – Phase II, avec la priorité mise sur l'élargissement de la couverture géographique (districts) et du nombre de bénéficiaires ;
- Mettre en œuvre le cadre commun de résultats ;
- Mettre à jour le système de suivi et d'évaluation et élargissement aux districts non financés par le Mouvement SUN ;
- Plaider en faveur de la promulgation d'une loi sur l'alimentation et la nutrition ;
- Renforcer les mécanismes de suivi budgétaire.

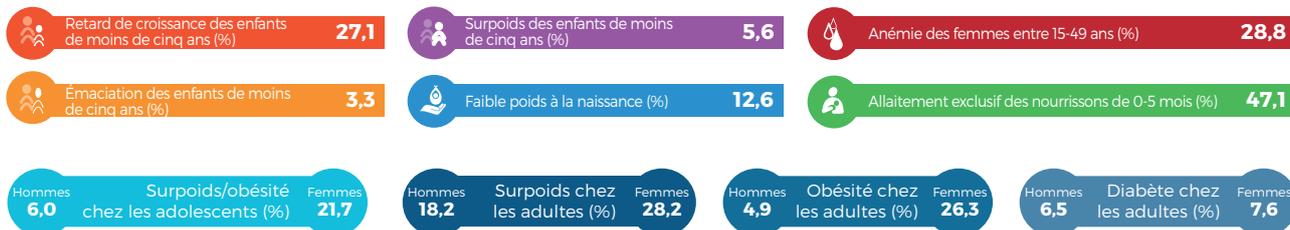
# Zimbabwe



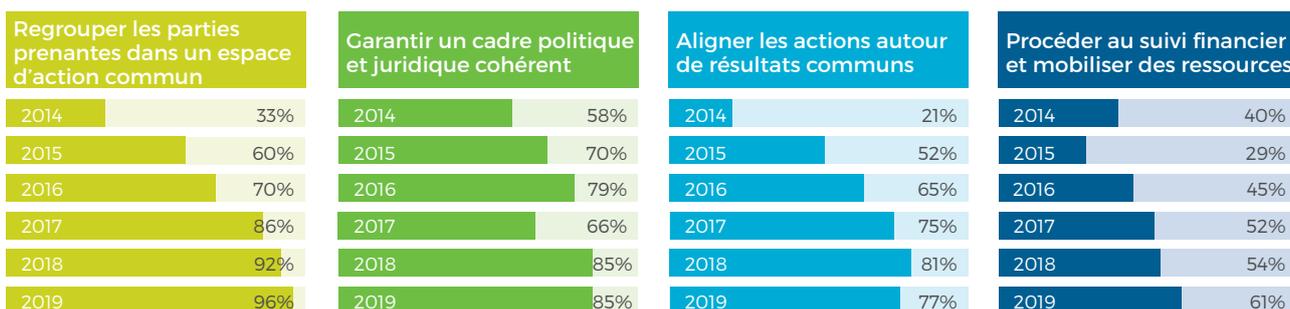
**Date d'adhésion :** juin 2011

**Population :** 14,65 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/ZIMBABWE



## TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



### TOTAL PONDÉRÉ 2019 80%

<p>La Première dame défend la promotion des soins de santé maternelle et reproductive.</p> <p>Neuf nouveaux comités de district de sécurité alimentaire et nutritionnelle ont été établis, ce qui porte le total à 46 comités.</p> <p>Trois foires alimentaires ont réuni le secteur privé et le milieu universitaire autour de la nutrition.</p>	<p>Une politique factuelle et des systèmes de décision renforcés sont en place pour donner la priorité aux ressources limitées.</p> <p>Les politiques et stratégies d'enrichissement des aliments et de biofortification doivent être mieux présentées aux communautés locales.</p> <p>Le programme de nutrition en milieu scolaire comporte désormais un programme local d'alimentation scolaire et une politique de santé scolaire disposant de directives opérationnelles claires et d'outils de suivi et évaluation efficaces.</p>	<p>La Stratégie nationale de nutrition (SNN) actuelle, qui englobe le cadre commun de résultats, s'est achevée. La prochaine phase stratégique est en cours d'étude avant d'être déployée.</p> <p>Les stratégies économiques actuelles ne tiennent toujours pas explicitement compte de la nutrition, bien que la situation s'améliore grâce à la SNN.</p> <p>L'ensemble des programmes nationaux et infranationaux sont alignés sur la SNN et la mise en œuvre du système intégré d'informations sur l'alimentation et la nutrition fournira une plateforme de suivi commun et de partage accru des informations.</p>	<p>Le gouvernement et des parties prenantes nationales se sont engagés à accroître le financement de la nutrition, même si les difficultés économiques du pays rendront la tâche ardue.</p> <p>Les conséquences de l'absence d'un plan multisectoriel et pluriannuel chiffré sont reconnues et traitées à l'heure actuelle, au même titre que celles du manque de systèmes efficaces de contrôle financier.</p>
---	--	--	---

### PRIORITÉS 2019-2020

- Élaborer une stratégie nationale de nutrition multisectorielle et des directives pour des programmes intersectoriels tenant compte de la nutrition ;
- Accroître la participation du secteur privé ;
- Renforcer les synergies entre les réseaux en incluant les leaders traditionnels ;
- Renforcer la capacité de la plateforme multi-acteurs à suivre le financement de la nutrition ;
- Améliorer la gestion des connaissances liées à la nutrition ;
- Renforcer la capacité du système MEAL à suivre la progression et la pertinence des stratégies de nutrition.



# Annexes



## ANNEXE 1 : AVANCÉES DES PAYS SUN DANS DIFFÉRENTS PROCESSUS

Pays SUN	Le pays dispose-t-il d'une plateforme multi-acteurs opérationnelle ?	La plateforme multi-acteurs existe-t-elle au niveau décentralisé ?	La plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec la société civile ?	La plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec le secteur privé ?	La plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec des organismes des Nations Unies ?	La plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec des donateurs ?
Afghanistan	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Bangladesh	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Bénin	✓	✓	✓	✗	✓	✓
Botswana	En cours	Aucune donnée	✗	En cours	✓	✗
Burkina Faso	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Burundi	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Cambodge	✓	✓	✓	En cours	✓	✓
Cameroun	✗	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée
Comores	✗	✗	✓	✗	✓	✗
Congo, Brazzaville	En cours	✗	✗	✗	✓	✗
Costa Rica	✓	✓	✓	✗	✓	✗
Côte d'Ivoire	✓	✓	✓	✓	✓	✓
El Salvador	✓	✓	✓	✓	✓	✗
Eswatini	✗	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée
Éthiopie	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Gabon	✓	Aucune donnée	✓	Aucune donnée	✓	✗
Gambie	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Ghana	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Guatemala	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Guinée	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Guinée-Bissau	✓	✗	✓	✗	✓	✓
Haïti	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Honduras	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Indonésie	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Kenya	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Kirghizistan	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Laos	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Lesotho	✗	✗	✓	✓	✓	✓
Libéria	✓	✗	✓	✗	✓	✓
Madagascar	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Malawi	✓	✓	✓	✓	✓	✓

La plateforme multi-acteurs travaille avec des universitaires, des scientifiques, des chercheurs	La plateforme multi-acteurs travaille avec les médias	La plateforme multi-acteurs travaille avec des parlementaires	Des ambassadeurs de la nutrition ont été désignés	Le pays dispose d'un cadre commun de résultats	Le cadre commun de résultats du pays comprend un cadre de suivi et d'évaluation	Le cadre commun de résultats a été chiffré	Les allocations publiques pour la nutrition font l'objet d'un suivi
✗	✓	✗	✓	✓	✓	✓	En cours
✓	✓	✗	✗	✓	✓	✓	✓
✓	✓	✓	✓	✓	✗	En cours	En cours
✗	✓	✗	✗	✗	Sans objet	Sans objet	✓
✓	✓	✓	✓	✓	✓	En cours	✓
✓	✗	✓	✗	✓	✗	✓	✓
✓	✓	✓	✗	En cours	En cours	✗	✓
Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	✓	✗	En cours	✗
✗	✓	✗	✗				
✓	✓	✓	✓	✓	✗	En cours	✗
✓	✓	✗	✗	✓	✓	✗	✓
✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	✓
Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	✗	✗	✗	✗
✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
✗	✓	✓	✓	En cours	✗	✗	✓
✓	✓	✗	✗	✓	✗	✗	✗
✓	✓	✓	✓	✓	✓	En cours	✓
✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗
✓	✓	✓	✓	✓	En cours	✓	✓
✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✗
✗	✓	✓	✗	✗	✗	✗	✗
✓	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✗
✓	✓	✓	✗	✓	✓	✓	✓
✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗
✗	✓	✓	✗	✓	✓	✓	✓
✗	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	✓	✓	✗	✗
✗	✓	✗	✗	✗	✗	✗	✗
✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓

Pays SUN	Le pays dispose-t-il d'une plateforme multi-acteurs opérationnelle ?	La plateforme multi-acteurs existe-t-elle au niveau décentralisé ?	La plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec la société civile ?	La plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec le secteur privé ?	La plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec des organismes des Nations Unies ?	La plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec des donateurs ?
Mali	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Mauritanie	✓	✓	✓	✗	✓	✓
Mozambique	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Myanmar	✓	✗	✓	✗	✓	✓
Namibie	✓	✓	En cours	✗	✓	✗
Népal	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Niger	✓	✓	Aucune donnée	✓	✓	✓
Nigéria	✓	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	✓	Aucune donnée
Ouganda	✓	✓	Aucune donnée	✓	✓	✓
Pakistan	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Papouasie-Nouvelle-Guinée	✓	✓	✓	✗	✓	✓
Pérou	✓	✓	✓	✓	✓	✗
Philippines	✓	✓	✓	✓	✓	✓
République centrafricaine	✓	✗	✗	✗	✓	✗
République démocratique du Congo	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Rwanda	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Sénégal	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Sierra Leone	✓	✓	Aucune donnée	Aucune donnée	✓	Aucune donnée
Somalie	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Soudan	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Soudan du Sud	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Sri Lanka	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Tadjikistan	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Tanzanie	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Tchad	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Togo	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Viet Nam	✓	✓	✓	✓	✓	✗
Yémen	✓	✗	✗	✓	✓	✗
Zambie	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Zimbabwe	✓	✓	✓	✓	✓	✓

La plateforme multi-acteurs travaille avec des universitaires, des scientifiques, des chercheurs	La plateforme multi-acteurs travaille avec les médias	La plateforme multi-acteurs travaille avec des parlementaires	Des ambassadeurs de la nutrition ont été désignés	Le pays dispose d'un cadre commun de résultats	Le cadre commun de résultats du pays comprend un cadre de suivi et d'évaluation	Le cadre commun de résultats a été chiffré	Les allocations publiques pour la nutrition font l'objet d'un suivi
✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗
✗	✓	✓	✗	✓	✓	✗	✓
✓	✓	✗	✓	✓	✓	✓	✗
✓	✓	✗	✗	✓	✓	✓	✗
✗	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	✓	✓	✓	✓
✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
✓	✓	✓	✗	✓	✗	✓	✗
Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	✓	✓	✓	✓
✗	✓	✓	✗	✓	En cours	En cours	En cours
✓	✓	✓	✓	En cours	En cours	En cours	✓
✗	✓	✗	✗	En cours	En cours	✗	Sans objet
✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
✓	✓	✓	✗	En cours	✗	✗	✓
✓	✓	✗	✗	✗	✗	✗	✗
✓	✓	✓	✗	✓	✗	✓	✓
✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
✓	✓	✓	✗	✓	En cours	✓	✗
Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	✓	✓	✓	✓
✓	✓	✓	✗	En cours	En cours	En cours	✓
✓	✓	✓	✗	✓	En cours	En cours	✗
✓	✓	✓	✗	En cours	En cours	En cours	✓
✓	✓	✓	✗	En cours	✗	✗	✓
✓	✓	✓	✓	✓	En cours	En cours	✓
✓	✓	✓	✗	✓	✓	✓	✓
✓	✓	✓	✓	✓	✗	✓	✓
✓	✗	✗	✗	✓	✓	En cours	✗
✗	✓	✓	✗	✓	✓	En cours	✓
✓	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	En cours	En cours	En cours	✓
✗	✓	✓	✓	En cours	En cours	En cours	✓
✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	En cours

## ANNEXE 2 :

### DONNÉES ANALYSÉES POUR LE RAPPORT D'AVANCEMENT DU MOUVEMENT SUN 2019

Pays	Année du rapport d'évaluation conjointe						TOTAL
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
Afghanistan					●	✔	1
Bangladesh	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Bénin	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Botswana		●	✔	✘	✘	✔	2
Burkina Faso	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Burundi	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Cambodge		✔	✔	✔	✔	✔	5
Cameroun	✔	✔	✔	✔	✔	✘	5
Comores	●	●	✘	✔	✘	✔	2
Congo	●	✔	✔	✔	✔	✔	5
Costa Rica	●	✔	✔	✔	✔	✔	5
Côte d'Ivoire	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
El Salvador	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Eswatini	●	✔	✘	✘	✘	✘	1
Éthiopie	●	●	✘	✘	✔	✔	2
Gabon					✔	✔	2
Gambie	✔	●	✔	✔	✔	✔	5
Ghana	✔	✔	✘	✔	✔	✔	5
Guatemala	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Guinée	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Guinée-Bissau		✔	✔	✔	✘	✔	4
Haiti	✔		✘	✔	✔	✔	4
Honduras						●	
Indonesie	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Kenya	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Kirghizistan	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Lesotho		✔	✘	✔	✔	✔	4
Libéria	●	●	✘	✔	✔	✔	3
Madagascar	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Malawi	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Mali	✔	●	✔	✔	✔	✔	5
Mauritanie	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Mozambique	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6

Pays	Année du rapport d'évaluation conjointe						TOTAL
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
Myanmar	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Namibie	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Népal	✔	●	✔	✔	✔	✔	5
Niger	✔	●	✘	✔	✔	✔	4
Nigéria	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Ouganda	●	●	✔	✔	✔	✔	4
Pakistan	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Papouasie-Nouvelle-Guinée				✘	✘	✔	1
Pérou	✔	✔	✘	✔	✘	✔	4
Philippines		●	✔	✔	✔	✔	4
République centrafricaine					✔	✔	2
République démocratique du Congo	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
République démocratique populaire lao	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
République-Unie de Tanzanie	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Rwanda	✔	✔	✘	✘	✔	✔	4
Sénégal	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Sierra Leone	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Somalie		✔	✔	✔	✔	✔	5
Soudan				✔	✔	✔	3
Soudan du Sud	●	✔	✔	✔	✔	✔	5
Sri Lanka	●	✔	✔	✔	✔	✔	5
Tadjikistan	●	✔	✔	✔	✔	✔	5
Tchad	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
Togo	●	✔	✔	✔	✔	✔	5
Viet Nam	✘	✔	✔	✔	✔	✔	5
Yémen	✔	●	✔	✔	✔	✔	5
Zambie	●	✘	✔	✔	✔	✔	4
Zimbabwe	✔	✔	✔	✔	✔	✔	6
<b>TOTAL</b>	<b>36</b>	<b>42</b>	<b>45</b>	<b>52</b>	<b>53</b>	<b>58</b>	

#### Légende

- Pas encore membre du Mouvement SUN
- ✘ Aucun rapport n'a été remis
- ✔ Rapport remis par le pays
- Données de base ou autres descriptifs validés sur les progrès accomplis remis

## ANNEXE 3 : PROCESSUS ET MARQUEURS DE PROGRÈS POUR LE RAPPORT D'ÉVALUATION CONJOINTE DES PAYS SUN

### Processus 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les plateformes ou mécanismes de coordination permettent aux parties prenantes d'œuvrer efficacement à l'amélioration de la nutrition. Elles réunissent des parties prenantes spécifiques ou aussi se présenter sous la forme de plateformes multisectorielles et multi-acteurs (MSP), avec des membres d'horizons plus vastes. Les plateformes peuvent être nationales et infranationales et elles permettent souvent d'établir des liens entre des acteurs de ces deux niveaux. Les plateformes multi-acteurs sont considérées comme opérationnelles lorsqu'elles fournissent des résultats communs, permettent de mobiliser et d'impliquer les parties prenantes concernées, d'aider les organismes nationaux responsables dans leurs prises de décision, d'aboutir à un consensus et d'encourager le dialogue au niveau local.

<b>Marqueur de progrès n° 1</b>	choisir/élaborer des mécanismes de coordination au niveau national
<b>Marqueur de progrès n° 2</b>	coordonner en interne et élargir l'adhésion/faire participer d'autres acteurs pour accroître son influence
<b>Marqueur de progrès n° 3</b>	contribuer/s'engager au sein de la plateforme multi-acteurs
<b>Marqueur de progrès n° 4</b>	suivre, rédiger des rapports et mener une réflexion critique sur ses propres contributions et réalisations
<b>Marqueur de progrès n° 5</b>	soutenir la portée politique de la plateforme multi-acteurs

### Processus 2 : garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'existence d'un cadre politique et juridique cohérent doit permettre de guider et d'orienter le travail collaboratif des parties prenantes visant une amélioration des résultats nutritionnels. Des politiques, des lois et des stratégies à jour sont essentielles pour éviter les conflits d'intérêts entre les différents types d'acteurs impliqués dans une question sociétale aussi complexe que la nutrition.

<b>Marqueur de progrès n° 1</b>	analyser en permanence les politiques et législations en vigueur dans le domaine de la nutrition
<b>Marqueur de progrès n° 2</b>	s'engager en permanence dans le plaidoyer pour influencer le développement, la mise à jour et la diffusion de cadres politiques et juridiques pertinents
<b>Marqueur de progrès n° 3</b>	élaborer ou actualiser des cadres politiques et juridiques cohérents par des efforts coordonnés et harmonisés des parties prenantes nationales
<b>Marqueur de progrès n° 4</b>	rendre opérationnels/faire respecter les cadres juridiques
<b>Marqueur de progrès n° 5</b>	mener un suivi et rédiger des rapports pour comprendre et maintenir les effets des politiques et de la législation

### Processus 3 : Aligner les actions sur des résultats communs

L'alignement d'actions des différents secteurs illustre l'ampleur et l'efficacité du travail collaboratif entre ces différents secteurs et parties prenantes. Il montre également dans quelle mesure les politiques et les lois sont rendues opérationnelles. Ce processus sonde l'aspect opérationnel des cadres politiques et juridiques et leur concrétisation en initiatives réelles. L'expression « cadre commun de résultats » sert à décrire un ensemble de résultats fixés et convenus par différents secteurs gouvernementaux et parties prenantes clés dans le cadre d'un processus de négociation.

<b>Marqueur de progrès n° 1</b>	aligner les actions existantes sur les cibles/stratégies nationales en matière de nutrition
<b>Marqueur de progrès n° 2</b>	traduire les cadres politiques et juridiques en cadres communs de résultats pouvant être mis en œuvre afin de renforcer la nutrition aux niveaux national et décentralisé
<b>Marqueur de progrès n° 3</b>	organiser et mettre en œuvre les priorités annuelles conformément au cadre commun de résultats
<b>Marqueur de progrès n° 4</b>	assurer un suivi conjoint des actions prioritaires conformément au cadre commun de résultats
<b>Marqueur de progrès n° 5</b>	évaluer la mise en œuvre des actions pour comprendre, produire et maintenir leurs effets sur la nutrition

### Processus 4 : Suivre les financements et mobiliser les ressources

Une évaluation de la faisabilité financière des plans nationaux visant à mettre en œuvre des actions de renforcement de la nutrition est essentielle pour définir les besoins de financement. Cela repose sur la capacité de suivi des dépenses prévues et réelles de nutrition des ministères gouvernementaux concernés et des partenaires externes. Posséder des plans avec des actions clairement chiffrées permet au gouvernement et aux parties prenantes clés de s'harmoniser et de trouver les ressources pour répondre aux priorités nationales, d'estimer le budget nécessaire à la mise en œuvre et de recenser les déficits de financement.

<b>Marqueur de progrès n° 1</b>	chiffrer et évaluer la faisabilité financière du cadre commun de résultats
<b>Marqueur de progrès n° 2</b>	assurer un suivi du financement de la nutrition et rédiger des rapports à ce sujet
<b>Marqueur de progrès n° 3</b>	Renforcer et aligner les ressources, et notamment, combler les manques de financement
<b>Marqueur de progrès n° 4</b>	Concrétiser les promesses de financements
<b>Marqueur de progrès n° 5</b>	Assurer la prévisibilité du financement pluriannuel pour soutenir les résultats des mises en œuvre et leurs répercussions sur la nutrition

Des informations sur l'évaluation conjointe du Mouvement SUN, ainsi que sur les processus et les indicateurs de progrès peuvent être consultées ici : [https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2019/04/SUN-JAExplanatory-Note\\_ENG.pdf](https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2019/04/SUN-JAExplanatory-Note_ENG.pdf)





# 2019



## Crédits photo :

Merci à l'UNICEF d'avoir fourni l'accès à l'ensemble des images incluse dans ce rapport.

Sauf indication contraire, toutes les images incluses dans ce rapport sont la propriété de l'UNICEF.



SUN est un mouvement mondial

## Mené par les pays

En œuvrant ensemble au renforcement de la nutrition dans les pays SUN, nous réalisons ce qu'aucun d'entre nous ne peut faire seul.



Scaling Up  
**NUTRITION**

---

Rejoignez les échanges en ligne :



[www.scalingupnutrition.org/fr](http://www.scalingupnutrition.org/fr)



[www.facebook.com/SUNMovement](http://www.facebook.com/SUNMovement)



[www.twitter.com/SUN\\_Movement](http://www.twitter.com/SUN_Movement)